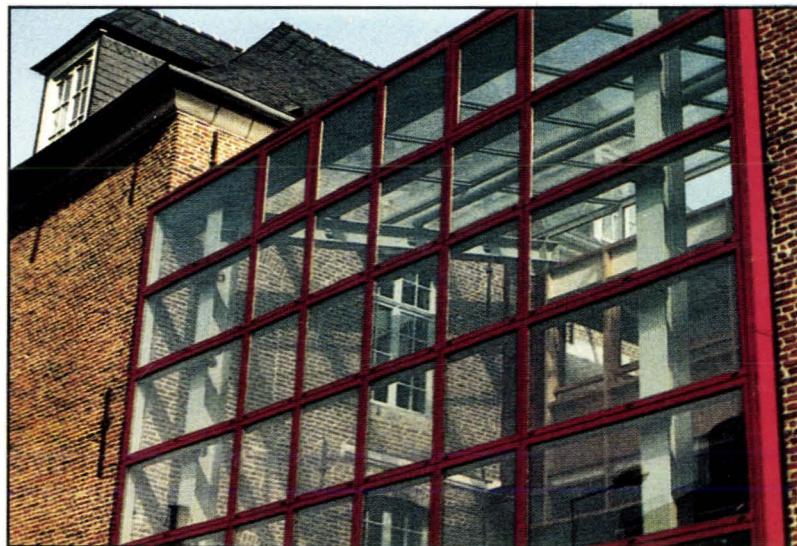


Ifrésti

**Institut Fédératif de Recherche sur les Économies
et les Sociétés Industrielles**



**RAPPORT D'ACTIVITÉ 1993 - 1995
Fédération d'Unités F.U.3**

**CNRS Centre National de la Recherche Scientifique
Universités de Lille 1 , Lille 2 , Lille 3 , Fupl , Uvhc**

I f r é s i

**Institut Fédératif de Recherche sur les Économies
et les Sociétés Industrielles**

**RAPPORT D'ACTIVITÉ 1993 - 1995
Fédération d'Unités F.U.3**

Sections du Comité National de la Recherche Scientifique

- 33 : Formation du monde moderne
- 36 : Sociologie - Normes et Règles
- 37 : Economie et Société
- 40 : Politique - Pouvoir - Organisation

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

L'IFRÉSI FÉDÉRATION SUR PROGRAMME

Repères préliminaires	1
1. LES UNITÉS PARTICIPANT À L'IFRÉSI ET LES PERSONNES IMPLIQUÉES	3
1.1. Les équipes fédérées	3
1.2. Les personnes participant à l'Ifrési	4
2. LE PROGRAMME DE RECHERCHE	5
3. MOYENS ET RÉSULTATS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PROJET 94-97	7
3.1. Les moyens liés à l'activité de la fédération	8
3.2. Les résultats actuels et les perspectives	10
4. LA SATURATION DES LOCAUX DE L'IFRÉSI; UN PROJET D'EXTENSION	14
5. LE FONCTIONNEMENT	15
5.1. Le Conseil de l'Ifrési	15
5.2. Le Comité de Direction	15
5.3. L'évaluation	16
5.4. Le Comité Scientifique	16
5.5. La Direction de l'Ifrési	17
ANNEXES DE LA PREMIÈRE PARTIE	19
Annexe 1 Les personnes participant à l'Ifrési par statut et unité	19
Annexe 2 Les personnes participant à l'Ifrési par ordre alphabétique des noms	24
Annexe 3 Répartition par laboratoire et statut des chercheurs et enseignants-chercheurs participant à l'Ifrési	28

DEUXIÈME PARTIE

LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

Plan de la deuxième partie	31
1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS	35
1.1. Construction sociale de l'emploi, formation, trajectoires	35
Présentation des opérations participant au thème 1.1.	37
1.1.1. Emplois, efficacité, institutions	45
1.1.2. Employabilité et trajectoires, recomposition des professionnalités	59
1.1.3. Mutations des systèmes de formation	79
1.2. Services, organisation des activités	91
Présentation des opérations participant au thème 1.2.	93
1.2.1. Services, innovation, évaluation	97
1.2.2. Évolution des firmes en longue période	107
1.2.3. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes	111
2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES	127
2.1. Populations, dynamique urbaine des activités, cadre de vie	127
Présentation des opérations participant au thème 2.1.	129
2.1.1. Populations et territoires	135
2.1.2. Activités, organisation des territoires, réseaux des villes	147
2.1.3. Gestion de l'environnement et du cadre de vie	173
2.2. Politiques publiques, territoires, institutions	185
Présentation des opérations participant au thème 2.2.	187
2.2.1. Politiques publiques et tensions urbaines	191
2.2.2. Gouvernement des villes et territoires	205
2.2.3. Intégrations européennes : institutions, économie, droit	209
Thème transversal : Évaluation des politiques, performances des entreprises, efficacité des services	211

TROISIÈME PARTIE

INSERTION INTERNATIONALE, ECHANGES SCIENTIFIQUES, PARTENAIRES

1. Des opérations de recherche conjointes du point de vue international	215
2. Mobilité internationale des chercheurs	216
3. Opération internationale avec le Pir-Villes et Colloque "Villes, Entreprises et Société à la veille du XXIème siècle"	220
4. Développements projetés de réseaux internationaux avec financements européens	222
5. Activités de traduction scientifique	225
6. Échanges scientifiques internes et externes	228
7. Les partenaires de la recherche : l'exemple de la coopération avec le réseau Nord-Pas-de-Calais Technologie	234

PREMIÈRE PARTIE

L'IFRÉSI FÉDÉRATION SUR PROGRAMME

Le présent rapport d'activité de l'IFRÉSI s'inscrit dans le calendrier de son évaluation et de son renouvellement périodique. Il se situe à mi-parcours de la période de renouvellement quadriennal entamée à partir du 1er janvier 1994. En raison des décalages de 6 mois entre rédaction des rapports d'activité et calendrier des renouvellements, il rend compte des activités allant du 1er juillet 1993 au 30 juin 1995 et des perspectives jusqu'en 1997 inclus.

REPÈRES PRÉLIMINAIRES

- * L'IFRÉSI est une structure du CNRS et d'Universités du Nord - Pas de Calais : USTL (Lille 1), Lille 2, Lille 3, FUPL, UVHC. Il a été créé pour fédérer autour d'un programme périodiquement redéfini à partir de sa charte constitutive, tout ou partie des activités de laboratoires de recherche en économie, sociologie, gestion, géographie humaine, histoire économique et sociale moderne et contemporaine, sciences du juridique et du politique.
- * Le programme mis en oeuvre dans la période actuelle s'organise autour de deux grands volets liés : les activités productives et leurs mutations, les villes et les territoires.
- * Le programme définit des thématiques structurantes articulées avec des opérations de recherche et d'échange scientifique identifiées et suivies avec précision. Les attributions de moyens internes à l'IFRÉSI s'effectuent en fonction des opérations de recherche et d'échange scientifique menées. Le programme fonde les concertations et appuis réciproques qui peuvent intervenir dans les pratiques contractuelles avec divers partenaires de la recherche.
- * L'IFRÉSI vise l'obtention de "gains fédératifs". Ces "gains" ont trait aux effets proprement de connaissance dus aux interactions disciplinaires et pluridisciplinaires, aux conditions locales de taille permettant de tirer le meilleur parti des rapports internationaux. Ils concernent la formation à et par la recherche, l'insertion des jeunes chercheurs dans un milieu dense. Ils tiennent aussi à une visibilité favorisant les rapports avec la communauté scientifique nationale ou internationale et avec les partenaires de la recherche (acteurs de la vie des entreprises, des collectivités publiques, de la société urbaine, etc...). Ils vont de pair avec un certain nombre "d'économies d'échelle".
- * A la fin juin 1995, 120 universitaires et chercheurs CNRS membres des laboratoires impliqués dans l'IFRÉSI participent à son programme. Il s'y ajoute 45 allocataires de recherche ou personnes de statut équivalent en cours de thèse.
- * L'IFRÉSI comporte une équipe administrative et technique affectée spécifiquement au niveau "fédéral" (8 personnes de statut CNRS ayant des fonctions "Ingénieurs, Techniciens, Administratifs"). Il a l'usage en propre d'un bâtiment dont la mise en état a été financée par le Conseil Régional Nord - Pas de Calais et par le CNRS.
- * Son fonctionnement s'effectue grâce à des ressources récurrentes et sur programmes affectées par le CNRS et par le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Son action fédérative sur les thématiques de son programme bénéficie aussi de soutiens du Conseil Régional Nord - Pas de Calais. Simultanément, les contrats avec de multiples partenaires de la recherche interviennent dans la définition des opérations inscrites à son programme scientifique et dans l'obtention des moyens de réaliser celles-ci.

1. LES UNITÉS PARTICIPANT À L'IFRÉSI ET LES PERSONNES IMPLIQUÉES

Le dernier renouvellement de l'IFRÉSI s'est effectué sous la forme d'une fédération d'unités de recherche constituée par convention entre le CNRS et cinq Universités du Nord - Pas de Calais. Selon les termes de cette convention,

"la mission de la fédération d'unités est de fédérer tout ou partie des activités d'unités de recherche relevant des Établissements d'Enseignement Supérieur du Nord - Pas de Calais signataires de la présente convention autour d'un programme portant notamment sur les activités productives et leurs mutations, les villes et les territoires, du point de vue de l'économie, de la sociologie, de la géographie, du droit, des institutions et du politique, de la gestion, de l'histoire moderne et contemporaine, et du croisement de ces approches".

Tout en comportant une mise à jour du contenu du programme de la fédération, cette mission s'est inscrite dans la continuité de la démarche qui a présidé depuis son début à l'existence de l'IFRÉSI : baliser un projet assez large pour accueillir toutes les recherches concourant à la réalisation des objectifs de la fédération, et assez précis pour lui donner une identité intellectuelle forte, à l'opposé d'une simple structure de logement d'équipes ou d'un simple lieu d'échanges ponctuels sans véritable projet scientifique.

1.1. LES ÉQUIPES FÉDÉRÉES

Compte tenu des objectifs de la fédération, la liste de ses formations constitutives se présente de la façon indiquée dans le tableau 1 ci-dessous (cette composition est stable depuis le début).

Tableau 1 : Les Formations Fédérées dans l'IFRÉSI par Université

- | |
|--|
| * Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1) |
| - Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSE) URA CNRS 345 |
| - Centre Lillois d'Analyse et de Recherche sur l'Évolution des Entreprises (CLAREE) URA CNRS 936 |
| - Laboratoire de Géographie Humaine (LGH) EA MESR 1036 |
| * Université Droit et Santé Lille 2 |
| - Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CRAPS) URA CNRS 982 |
| * Université Charles de Gaulle Lille 3 |
| - Territoires, marchés, cultures du XVI ^e au XX ^e siècle URA CNRS 1020 |
| - Centre d'Histoire de la Région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest (CHRN) EA MESR 1058 |
| * Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille |
| - Laboratoire de Recherches Économiques et Sociales (LABORES) URA CNRS 362 |
| * Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis |
| - Centre de Recherches sur l'Allemagne Contemporaine (CRAC) |

Nota : Le fonctionnement sur programme de l'IFRESI a conduit à associer à ses activités d'autres équipes que ses formations constitutives fédérées. C'est le cas en juin 1995 de deux équipes de l'USTL :

- Centre "Économie et Politiques Européennes" (EA MESR 1039)
- Centre d'Études Spatiales, Urbaines et Régionales en Économie (CESURE)

Par ailleurs, des coopérations régulières de travail se développent avec l'équipe de l'USTL "Géographie des milieux anthroposés", URA CNRS 1688.

L'IFRESI est en outre tout à fait ouvert aux collaborations avec les nouvelles Universités de la Région.

URA : Unité de Recherche Associée au CNRS. EA MESR : Équipe d'accueil relevant du Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

1.2. LES PERSONNES PARTICIPANT À L'IFRESI

Chercheurs et Enseignants-Chercheurs

Les chercheurs et enseignants-chercheurs participant à l'IFRÉSI ont deux caractéristiques simultanées :

- ils sont membres d'une des formations constitutives de la fédération ou d'une des formations associées régulièrement à celle-ci; les activités qu'ils développent dans l'IFRÉSI figurent donc aussi pleinement au bilan de leurs formations respectives
- ils mettent en oeuvre des opérations de recherche ou d'échange scientifique inscrites au programme de la fédération.

La fédération, par rapport aux formations constitutives, représente un ensemble susceptible d'inclure tout ou partie de leurs activités et de leurs membres. Il n'a nullement pour objectif d'englober automatiquement tous les chercheurs et enseignants-chercheurs membres des formations constitutives, ni de faire place nécessairement à la totalité des thèmes étudiés par eux.

Par contre, l'IFRÉSI a pour fonction, dans son domaine, de favoriser un regroupement et une structuration d'un milieu de recherche reposant sur une logique de programme, sur la mise en oeuvre effective des objectifs fixés dans ce cadre, sur l'évaluation des résultats.

Au fil du temps, ce principe de fédération volontaire sur programme et opérations référencées avec précision s'est affranchi. De ce fait la fédération est ouverte en permanence à l'entrée et à la sortie en fonction des participations effectives à des opérations qui s'inscrivent dans son programme. L'annexe 1 indiquant par statut et unité les noms des chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants de type allocataire, participant à l'IFRÉSI à la fin juin 1995 se lit dans cette perspective. L'annexe 2 classe les participants par ordre alphabétique de leur nom en précisant les références des opérations auxquelles ils contribuent effectivement.

À partir de cet inventaire nominatif, l'annexe 3 donne la répartition des effectifs concernés par laboratoire et statut. Elle doit être lue comme le reflet d'une situation à un moment donné (fin juin 1995). Comme dans le passé, elle continuera à évoluer en fonction de l'implication des équipes. Elle n'a donc nullement un caractère figé qui ferait obstacle à l'implication croissante d'équipes sur les thèmes structurants qui se développent.

L'annexe 3 montre que les membres des formations constitutives fédérées de l'IFRÉSI représentent plus de 90 % des participants à la fédération. Mais, comme indiqué ci-dessus, le fonctionnement sur programme de l'Institut a conduit, dans les premières phases marquées par le rassemblement des capacités de recherche sur les axes structurants retenus, à "associer" régulièrement à ses activités d'autres équipes. Il est prévu d'effectuer un bilan de ces participations avant la fin de la période actuelle de renouvellement, avec la perspective que les équipes et chercheurs concernés évoluent vers trois types de situation relativement à l'IFRÉSI :

- Intégration des chercheurs au sein des formations constitutives de l'IFRÉSI (comme cela s'est effectivement produit ces deux dernières années)
- Élargissement éventuel de la liste des formations constitutives de la fédération
- Équipes extérieures à l'IFRÉSI avec lesquelles des coopérations fonctionnent.

Direction, administration, soutien technique, à temps plein au niveau fédéral

L'existence et le développement de la structure fédérative de l'IFRÉSI ont supposé que la fonction de directeur puisse être exercée à temps plein, et de même que soit constituée une équipe d'administration et de soutien technique affectée en propre au niveau fédéral.

Un effort important du CNRS a effectivement permis que se constitue une équipe administrative et technique dynamique. Cette équipe est composée actuellement de huit personnes : quatre de niveau ingénieur, une technicienne, une secrétaire d'administration de la recherche, deux adjoints techniques (Cf. l'annexe 1). Le recours à des formules de type "contrats emploi-solidarité", vacations, assure, avec plusieurs personnes, en moyenne l'équivalent d'un neuvième poste.

2. LE PROGRAMME DE RECHERCHE

Le programme de l'IFRÉSI s'organise actuellement autour de deux grands volets : les activités productives et leurs mutations, les villes et les territoires. Il répond au souci de développer des recherches à la fois sur les mutations contemporaines des systèmes d'activité et sur les tensions ou les crises urbaines. Chaque volet du programme est marqué par des approches pluridisciplinaires.

Les croisements au sein de chaque volet et entre eux sont notamment générés par des prises en compte plurielles de l'emploi, de ses transformations, de sa crise de longue durée, des tâtonnements difficiles des recherches d'issues. De tels croisements constituent des enjeux scientifiques et marquent l'identité particulière de l'IFRÉSI tant sur les Activités Productives que sur les Villes.

Le programme qui en a résulté au cours des deux dernières années et qui est prévu jusqu'en 1997 est détaillé dans la deuxième partie du présent rapport selon les rubriques indiquées dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2 : Les deux grands volets du programme de recherche de l'IFRÉSI

1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS

CONSTRUCTION SOCIALE DE L'EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES

- Emploi, efficacité, institutions
- Employabilité et trajectoires, recomposition des professionnalités
- Mutations des systèmes de formation

SERVICES, ORGANISATION DES ACTIVITÉS

- Services, innovation, évaluation
- Évolution des firmes en longue période
- Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes

2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES

POPULATIONS, DYNAMIQUE URBAINE DES ACTIVITÉS, CADRE DE VIE

- Populations et territoires
- Activités, organisation des territoires, réseaux des villes
- Gestion de l'environnement et du cadre de vie

POLITIQUES PUBLIQUES, TERRITOIRES, INSTITUTIONS

- Politiques publiques et tensions urbaines
- Gouvernement des villes et territoires
- Intégrations européennes : institutions, économie, droit

Thème transversal : Évaluation des politiques, performances des entreprises, efficacité des services

Des éléments communs d'approche

Les liens entre les différentes parties du programme se manifestent par des approches largement répandues chez les participants de l'Institut. Ils avaient été relevés dans le projet 1994 - 1997 et les deux premières années de la mise en oeuvre de ce projet les ont confirmés. Sans volonté d'exhaustivité et sous réserve de les considérer toujours de façon ouverte, remaniable en permanence en fonction des résultats des recherches et de leurs confrontations, il s'agit notamment des traits suivants :

- * L'appréhension des activités productives en tant qu'organisations socio-économiques connaissant de profondes transformations dans leurs techniques, objets, structures, fonctionnements, avec la montée du contenu informationnel et de service des activités, les nouveaux schémas de la production matérielle (intégration flexible, etc...), le développement des préoccupations environnementales
- * La considération des activités et des organisations à la fois du point de vue de leur insertion dans des logiques de coût et d'efficacité et du point de vue des identités et trajectoires professionnelles et sociales qu'elles contribuent à "produire" et sur lesquelles elles s'appuient
- * L'importance donnée aux dimensions organisationnelles et juridiques, aux régulations des activités productives et des modes de vie urbains, régulations qui combinent des éléments marchands et institutionnels, privés et publics, d'où le souci de développer les articulations avec les règles de droit, les aspects administratifs et politiques, avec la place de la régulation juridique dans les politiques publiques
- * Dans les transformations étudiées, la recherche de la mise en lumière des stratégies des acteurs sociaux en lien avec l'évolution de leurs représentations et comportements face aux enjeux sociétaux, face aux organisations et institutions
- * La liaison entre les trajectoires socioprofessionnelles d'une part et les dynamiques plus larges de la démographie, des modes de vie et d'intégration sociale ou d'exclusion d'autre part
- * La place accordée aux dimensions spatiales des activités, à l'organisation territoriale des modes de vie et de production, aux changements institutionnels liés à l'internationalisation et à l'intégration européenne
- * La part importante donnée aux dimensions comparatives, notamment mais pas seulement dans le cadre européen, cela concernant aussi bien les activités productives, l'emploi, que la ville, et les territoires, la comparaison entre les systèmes juridiques
- * La sensibilité à la longue durée à propos par exemple de l'histoire des rapports entre marchés et institutions, du travail et de l'emploi, des villes et des territoires.

Le renforcement en cours de croisements autour de la trilogie "Emploi, Efficacité, Lien Social" et de l'entrée "Villes"

Dans le projet présenté en juin 1993 pour la période 1994 - 1997, l'intention avait été annoncée de pousser particulièrement les croisements entre analyses des mutations de la production et analyses des phénomènes urbains autour de la trilogie "Emploi, Efficacité, Lien Social" : tensions entre les formes actuelles d'efficacité, l'emploi, les reproductions et modifications du lien social / rapports entre ces tensions et la dynamique des organisations, les régulations marchandes et institutionnelles, les jeux des acteurs liés à leurs représentations, etc... Cette orientation s'est effectivement concrétisée au cours des deux dernières années.

D'une part, entre le printemps et l'automne 1994, un travail collectif important a été accompli pour préparer des opérations de recherche centrées sur l'emploi et coordonnées dans leurs problématiques et terrains : place donnée avec divers terrains sectoriels à l'analyse des "schémas d'efficacité" et autres "principes d'action" intervenant dans la détermination des activités et des emplois, prise en compte des modèles sectoriels d'organisation des firmes ou institutions, équilibration des approches portant sur les créations et destructions d'emploi par l'analyse des processus de construction de l'employabilité des individus (production des compétences, modes d'accès à l'emploi et d'exclusion), dimension de comparaison internationale et historique, etc ... Cette démarche coordonnée a donné lieu à des demandes de moyens qui ont été souvent obtenus (voir ci-après le point 3.2.)

D'autre part avec l'entrée spécifiquement "Villes", le même type de démarche a été engagé en liaison privilégiée avec le PIR-Villes (Programme Interdisciplinaire de Recherche sur les Villes mis en oeuvre par le CNRS en liaison avec diverses institutions). Il a permis de renforcer la cohérence et le dynamisme du programme de l'IFRÉSI dans trois directions principales : les rapports entre villes et

entreprises, les conditions de vie urbaines et les politiques publiques afférentes, le gouvernement des villes.

La mise en oeuvre de l'orientation indiquée ci-dessus se reflète directement dans les opérations de recherche en cours actuellement et qui sont présentées dans la deuxième partie de ce rapport. Elle va de pair avec une intensification des échanges scientifiques réguliers dans la réalisation des opérations de recherche concernées et dans la confrontation des résultats. Cette intensification s'est déjà manifestée lors des Quatrièmes Journées IFRÉSI tenues les 30 et 31 mars 1995. Elle devrait connaître de nouveaux développements à la fois dans les séminaires et lors des "Cinquièmes Journées IFRÉSI" prévues pour le début 1997.

Les indications de programme qui viennent d'être données succinctement et qui sont détaillées dans la deuxième partie du rapport, constituent la référence qui donne sens aux fonctions de la structure fédérative.

3. MOYENS ET RÉSULTATS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PROJET 94-97

Les étapes précédentes et le moment de ce rapport

Pour présenter les apports et résultats liés à l'existence de la fédération dans la mise en oeuvre du projet 1994 - 1997, il est utile de situer le moment de ce rapport en rappelant d'abord brièvement les étapes précédentes du développement de l'IFRÉSI.

* La création de l'IFRÉSI s'est effectuée en 1986 à la suite de deux conventions

- Par la première (mai 1985), le CNRS et le Conseil Régional du Nord - Pas de Calais ont convenu de moyens à mettre en commun pour permettre la création à Lille d'un Institut de Recherche sur les Économies et les Sociétés Industrielles

- La seconde convention (mars 1986) conclue entre le CNRS et les cinq Universités du Nord - Pas de Calais existant alors a porté décision de créer l'IFRÉSI.

* De 1986 à 1990, l'activité se situant spécifiquement au niveau "fédéral" du groupement IFRÉSI a été mobilisée par un travail complexe et lourd de construction des bases de la fédération et de premières réalisations importantes (impulsions de recherche, tenue des Journées IFRÉSI de janvier 1989 amenant à de premières confrontations entre les participants à la Fédération, etc...).

* En juillet 1990 la convention CNRS - Universités a été renouvelée et l'essentiel des moyens du fonctionnement actuel de l'IFRÉSI est devenu progressivement disponible entre l'été 1990 et la fin 1992 : entrée de l'IFRÉSI dans son bâtiment propre à l'été 1990, financements collectifs de programmes de recherche à partir de mars 1991, renforcement vital de l'équipe technique et administrative intervenus dans la deuxième partie de 1992.

Parallèlement à cette arrivée de moyens, des efforts prioritaires ont été consacrés d'une part à de premières avancées dans la mise en oeuvre concrète de thèmes de recherche potentiellement plus structurants. Ils ont été consacrés d'autre part à la détermination, au rodage, de procédures internes à la fédération concernant l'affectation des moyens collectifs.

Il s'est agi alors de se donner des conditions de possibilité d'une réelle fédération, c'est-à-dire d'un ensemble qui ne soit pas simplement la reproduction de l'existant avec plus de moyens, qui ne soit pas une caisse de répartition de moyens avec des droits de tirage plus ou moins prédéterminés n'affectant pas les logiques de recherche.

Sur la base de ces acquis, le projet pour la période 1994 - 1997 s'est fixé pour objectif de concrétiser pleinement divers gains fédératifs escomptés en rapport avec les moyens venus en raison de l'existence et de l'activité de la fédération.

3.1. LES MOYENS LIÉS À L'ACTIVITÉ DE LA FÉDÉRATION

Les moyens bénéficiant aux recherches en sciences de l'homme et de la société dans le Nord - Pas de Calais en liaison avec l'activité de l'IFRÉSI concernent les conditions à la fois humaines et matérielles de la recherche.

Les conditions humaines de la recherche

Les moyens importants apportés par le CNRS ont permis que se constitue à l'IFRÉSI une équipe technique et administrative dynamique, les formes de socialisation professionnelle permises par la structure fédérative jouant de façon favorable (Cf. les indications données dans le point 1.2. et dans l'annexe 1).

Les moyens apportés par le CNRS et par l'USTL (Lille 1) permettent aussi que la fonction de directeur de l'IFRÉSI puisse être exercée à temps plein.

En ce qui concerne les attributions d'allocations de recherche aux DEA supportés par les laboratoires participant à l'IFRÉSI, il est difficile de faire la part des choses relativement à ce qui se serait passé en l'absence de la création de l'IFRÉSI, mais il paraît raisonnable de penser qu'un effet très positif s'est manifesté. Par ailleurs, deux bourses nouvelles de docteur-ingénieur à cofinancement CNRS - Conseil Régional Nord - Pas de Calais ont débuté en 1993 et une en 1994; des demandes ont été effectuées pour 1995 (une acquise à la date de rédaction du rapport, une autre en attente).

Avec la même difficulté à faire exactement la part des choses, et néanmoins la certitude d'un effet positif, le nombre des chercheurs CNRS en poste dans les laboratoires constitutifs de l'IFRÉSI s'est accru de 2 en 1994; de nouvelles décisions sont attendues pour l'été 1995.

Concernant la venue de chercheurs étrangers, l'apport de l'existence de la fédération est direct, soit via l'accréditation de l'IFRESI comme institution d'accueil de post-doctorants étrangers dans le cadre du programme "Capital Humain et Mobilité" de la Communauté Européenne et le financement depuis mi-93 de 41 mois pour 6 chercheurs étrangers, soit via diverses attributions de "mois" chercheurs étrangers par les administrations françaises nationales ou régionales (36 mois de mi-93 à mi-95 pour 5 autres chercheurs étrangers). Avec le dépôt de projets au titre du 4ème Programme Cadre de la Communauté Européenne, l'IFRÉSI cherche activement de nouveaux développements.

Le bâtiment de l'IFRÉSI

Dès la création de l'IFRÉSI, l'hypothèse a été écartée d'un lieu "fédéral" qui aurait été limité aux rencontres entre chercheurs et au seul logement de l'équipe technique et administrative de la fédération. Il a été prévu que la fédération disposerait d'un bâtiment susceptible de loger, avec l'équipe technique et administrative, une proportion très significative des chercheurs et enseignants-chercheurs mettant en oeuvre les opérations de recherche inscrites à son programme.

L'expérience a amplement démontré que ce choix constituait effectivement une condition *sine qua non* d'une fédération capable sur longue période de forte consistance intellectuelle, d'interactions quotidiennes efficaces entre équipe technique et administrative et chercheurs, d'initiatives "lourdes" par exemple en matière scientifique ou d'insertion internationale.

Ce constat n'enlève rien au fait que des chercheurs et enseignants-chercheurs participant pleinement et très activement à l'IFRÉSI sont logés en dehors de son bâtiment propre et que des regroupements sur les sites des Universités sont bénéfiques à la fois pour l'encadrement des étudiants et des jeunes chercheurs et pour l'avancée des programmes de recherche. Mais le bâtiment commun joue un rôle fédératif indispensable; il faut à cet égard souligner l'importance des contacts informels peu coûteux en temps qu'il permet de façon quotidienne.

Ainsi depuis la rentrée universitaire de septembre 1990, l'IFRÉSI a disposé d'un bâtiment constitué par rénovation, extension et liaison de deux bâtiments classés (18ème siècle) cédés par l'Armée à la Ville de Lille, et par celle-ci à la Région Nord - Pas de Calais. Le bâtiment a été mis en état grâce à un

investissement de 15 millions de francs (dont 3 pour l'équipement) cofinancé à 50-50 par le CNRS et le Conseil Régional Nord - Pas de Calais. Il est propriété du Conseil Régional et mis à disposition du CNRS pour l'IFRÉSI.

Il est situé en un point constituant un noeud remarquable de communication à la fois local, national, international. Il bénéficie d'une station de métro à sa porte sur une ligne reliant directement et très rapidement aux campus de Lille 1, Lille 2, Lille 3. La FUPL est à distance limitée. Par ailleurs, ce bâtiment est situé juste à côté des gares de Lille, y compris la nouvelle gare T.G.V. noeud de communications pour l'Europe du Nord-Ouest. Il assure à ceux qu'il accueille un environnement de qualité et contribue à une bonne visibilité de la recherche en sciences de l'homme et de la société à Lille.

Le bâtiment de l'IFRÉSI représente une surface de 1500 m². Hors dégagements, il fournit un peu plus de 1000 m² de bureaux et salles diverses (une salle de conférences, deux salles de réunion, une salle informatique commune, un lieu de rencontre et de détente). Il offre ainsi de l'ordre de 70 postes de travail dotés d'un important équipement informatique dont une partie croissante est en réseau interne et externe avec RENATER.

Il faut par contre souligner que les capacités d'accueil du bâtiment sont complètement saturées depuis un peu plus de deux ans. Elles sont maintenant en net déficit relativement au développement des activités de l'IFRÉSI et aux projets d'avenir notamment pour l'accueil de chercheurs étrangers liés à ses opérations de recherche et réseaux. Ceci constitue un obstacle important sur lequel le point 4 ci-après reviendra en comportant une proposition.

Le flux annuel des ressources de fonctionnement (hors salaires)

Les crédits collectifs récurrents permettant le fonctionnement de base de la fédération d'unités viennent à la fois du CNRS et du Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Le Conseil Régional, conjointement avec le CNRS dans le cadre des Contrats de Plan État - Région, a apporté et apporte un soutien régulier important au programme de recherche de l'IFRESI et à sa dynamique fédérative .

Le Président de l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1) agit pour le compte de l'IFRÉSI dans les rapports avec la Direction Générale de la Recherche et de la Technologie du Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche pour ce qui concerne les moyens alloués au niveau fédéral au titre de la recherche dans les Établissements d'Enseignement Supérieur et des études doctorales (Contrat Quadriennal de Développement de la Recherche et des Études Doctorales).

Sans compter les dépenses de très loin les plus lourdes consacrées aux salaires des personnels sur postes, les ressources collectives assurées à l'IFRÉSI au titre des ressources de base récurrentes et des Contrats de Plan État-Région sont en 1994 de 1,63 MF HT et proviennent à 36 % du CNRS, 41 % de l'Enseignement Supérieur, 23 % du Conseil Régional Nord - Pas de Calais (Cf. le tableau 1 du rapport financier). Les données provisoires pour 1995 sont proches. Les questions relatives à la mise en application du Contrat de Plan 1994 - 1998 sont précisées dans le rapport financier annexe.

À ces ressources s'ajoutent des éléments plus irréguliers fonction du calendrier des contrats de recherche ou des manifestations scientifiques (exemple, du milieu 93 au milieu 95, de la préparation, de la tenue, de l'exploitation des résultats d'un colloque international lourd tenu dans le cadre du PIR-Villes et pour lequel ont été rassemblés 750 KF HT, Cf. le tableau 3 du rapport financier).

La gestion des contrats participant aux opérations de recherche inscrites dans le programme de la fédération s'effectue de différentes façons. Pour une part, elle s'effectue au niveau des unités ou de leurs composantes; elle n'est pas estimée ici.

Pour une autre part, elle est assurée au niveau fédéral en comportant en même temps une indication claire de l'unité concernée. Pour cette seule part, et sans tenir compte de la fin de l'opération avec le PIR-Villes indiquée ci-dessus, elle devrait se situer en 1995 à un niveau proche de 1,8 MF HT.

3.2. LES RÉSULTATS ACTUELS ET LES PERSPECTIVES

L'existence de l'IFRÉSI n'a de justification que par l'obtention de "gains fédératifs". Le projet pour la période 1994-1997 visait à la fois à consolider des acquis et à les développer en mettant particulièrement l'accent sur deux aspects :

- le renforcement de l'insertion internationale de ses recherches et de ses personnels
- la densification des échanges et coopérations régulières de travail entre les participants à l'IFRÉSI, avec la recherche de nouveaux effets en retour sur les problématiques et sur l'apprehension de questions posées à la recherche par le mouvement actuel de la société.

Un effort particulier a effectivement été entrepris dans ces directions participant à un ensemble de résultats qui peuvent être présentés autour de six points renvoyant les uns aux autres.

Un effet général d'animation et de mobilisation d'un milieu de recherche

La deuxième partie de ce rapport donne le bilan des opérations de recherche de la période juillet 1993 - juin 1995. Comme cela avait été noté dans le précédent rapport d'activité, on ne peut pas faire à ce propos de l'histoire - fiction. Il est très difficile d'établir un décompte exact relativement à ce qui se serait passé sans l'existence et l'activité de la structure fédérative. En tous cas, les effets positifs vont au delà des seules opérations ayant bénéficié de la logistique de l'IFRÉSI ou de ses financements directs sur ressources collectives.

Il y a en effet un impact général, à notre avis fort, de contribution à l'animation et à la mobilisation du milieu de recherche en sciences de l'homme et de la société à Lille. Ces incidences très positives paraissent indéniables face aux retards qui s'étaient accumulés et qui sont loin d'être comblés, face à des facteurs de concentration déséquilibrée de la recherche : facteurs traditionnels de type parisien qui n'ont pas disparu, facteurs liés au développement de localisations dans le sud de l'hexagone, etc....

Pour les enseignants - chercheurs, en particulier les plus jeunes, elles jouent un rôle significatif pour soutenir la continuité de leur activité de recherche au delà de la réalisation de la thèse et du passage à la fonction de maître de conférences ou de professeur et contrebalancer la pression des exigences de l'enseignement et de la gestion universitaires dans des établissements qui connaissent souvent des déficits d'encadrement et un taux élevé d'heures complémentaires. Elles fonctionnent en renforçant des équipes de recherche très liées à la vie et aux stratégies des établissements universitaires comme du CNRS; de ce fait elles n'exacerbent pas des logiques "recherche - carrière individuelle" indifférentes à l'ensemble des fonctions universitaires; elles jouent plutôt dans l'autre sens.

Quelle que soit la difficulté à faire la part exacte des choses, les effets d'animation et de mobilisation se traduisent à la fois dans le bilan des opérations de recherche et dans divers points relevés ci-dessous tels que l'insertion très active dans les recherches coordonnées par différentes institutions publiques nationales sur l'emploi, le PIR Villes, les programmes européens, la liaison avec les partenaires de la recherche se traduisant par exemple par l'accueil à l'IFRÉSI du Réseau Nord - Pas de Calais Technologie, etc...

Des axes structurants de recherche et le développement des coopérations entre les participants à l'IFRÉSI

L'évolution du programme de l'IFRÉSI indiquée ci-dessus dans le point 2 et le bilan des opérations de recherche présenté dans la deuxième partie de ce rapport montrent qu'une réelle structuration des activités de recherche fonctionne. Outre le rôle très important des contacts quotidiens informels, le renouvellement et l'approfondissement de cette structuration et des coopérations entre les participants à la fédération sont soutenus par différentes initiatives.

D'une part, l'IFRÉSI a accentué depuis 1993 sa fonction d'échange scientifique entre ses participants en aller et retour avec de multiples interactions, à géométrie variable, dans les opérations de recherche. En particulier, deux initiatives nouvelles d'ensemble ont été prises.

* Une "ouverture" assez générale des séminaires tenus par les différentes unités a été opérée au bénéfice des autres participants à la fédération. Pour diffuser l'information à propos de ces

séminaires et plus généralement sur la vie de la fédération et des unités, est publié depuis janvier 1994 un quatre pages interne mensuel "IFRÉSI-INFOS"

* Depuis le début 1989, se sont tenues tous les deux ans des "Journées IFRÉSI", occasion de présenter et de discuter de nombreux éléments significatifs des recherches réalisées dans les équipes participant à la fédération. Une opération de même sens, mais avec des conditions de débats plus approfondis a été réalisée les 30 et 31 mars 1995 avec la tenue des "Quatrièmes Journées IFRÉSI". Ces "Journées" ont rassemblé 160 participants. 94 chercheurs membres des unités de la fédération y ont présenté 66 communications, écrites pour certaines par plusieurs auteurs; les communications ont été rassemblées dans trois volumes (plus de 1000 pages au total) disponibles avant le début des Journées.

D'autre part, la façon dont sont menées les discussions internes à propos des moyens et le suivi de leur utilisation sont aussi une occasion essentielle de faire avancer les interactions. Cela vaut pour les discussions préparant les demandes et les affectations de ressources collectives destinées aux opérations de recherche. Fait nouveau des deux dernières années, cela commence aussi à se développer à propos des pratiques contractuelles, en s'appuyant sur les complémentarités entre les ressources collectives et les ressources contractuelles nécessairement plus segmentées. On y reviendra ci-dessous dans le point consacré aux procédures et règles d'affectation et de suivi des moyens.

Le développement de l'insertion internationale

Favoriser le développement de l'insertion internationale de ses équipes, recherches et personnels figure au tout premier rang des priorités de la fédération, celle-ci pouvant assurer des conditions locales de taille qui permettent de tirer le meilleur parti des rapports internationaux. Quatre types d'action sont réalisés ou engagés au cours de la période couverte par ce rapport d'activité.

* De nombreuses opérations de recherche sont mises en oeuvre avec de fortes coopérations internationales concernant des équipes de pays européens, des États-Unis, du Canada, du Japon (Cf. la deuxième partie de ce rapport).

* Une opération majeure a été menée avec la tenue en mars 1994 par l'IFRÉSI en liaison avec le PIR-Villes d'un colloque international sur le thème "Villes, Entreprises et Société à la veille du XXIème siècle". Depuis a été engagé un lourd travail éditorial de mise au point et de traduction (à double sens français <-> anglais) des matériaux rassemblés lors du colloque à des fins de publication nationale et internationale. La sortie en ouvrages ou numéros spéciaux de revue a commencé en juin 1995.

* Au cours de la période, ont été organisés l'accueil et l'insertion dans les équipes de recherche de post-doctorants étrangers. En majorité ceux-ci ont été financés grâce à l'accréditation obtenue en 1992 de l'IFRÉSI comme "institution d'accueil" au titre du programme "Capital Humain et Mobilité" de la Communauté Européenne. L'insertion dans les équipes de recherche s'est réalisée de façon dominante sur des projets entrant dans le thème "Approches européennes comparées en économie des activités informationnelles, des services, des organisations, et en droit de l'administration". Les séjours des post-doctorants étrangers ont dans plusieurs cas des suites très fructueuses par la régularité des coopérations poursuivies et dans le montage en commun de nouveaux projets tels ceux indiqués dans le paragraphe suivant. Un exemple très significatif peut être donné par les rapports réguliers de coopération noués maintenant avec le PREST (Programme of Policy Research in Engineering, Science & Technology) de l'Université de Manchester, à la suite du séjour d'un de ses post-doctorants.

* Au printemps 1995, l'IFRÉSI a déposé plusieurs projets au titre du Quatrième Programme Cadre de Recherche de la Communauté Européenne : deux pour lesquels la fédération est coordinatrice de réseaux internationaux d'équipes, quatre autres pour lesquels elle est participante de réseaux coordonnés par ailleurs. À cela s'ajoutent des projets déposés par exemple auprès des programmes Procope, Alliance, etc...

Pour la plupart de ces initiatives collectives à caractère international, la concentration de capacités humaines et de moyens liés à l'existence d'une structure fédérative apparaît clairement comme une condition sine qua non de leur réalisation.

Une contribution importante à la formation doctorale et à l'intégration professionnelle de jeunes dans l'enseignement supérieur et la recherche

La fédération contribue très activement à la formation à et par la recherche, à l'insertion des jeunes chercheurs dans un milieu dense. Elle coopère étroitement avec les formations doctorales liées à son programme scientifique. Le bâtiment de l'Institut bénéficie largement aux doctorants financés par des allocations de recherche, des bourses de docteurs-ingénieurs, des postes d'attachés temporaires de recherche en fin de thèse (ATER). Il loge ainsi actuellement à temps plein 25 jeunes chercheurs doctorants qui bénéficient à la fois d'excellentes conditions matérielles de travail, de séminaires d'encadrement des thèses, de la vie des laboratoires et de la fédération.

A l'IFRÉSI, les doctorants mettent en œuvre les approches et méthodes propres, à un moment donné, à leurs disciplines et, en même temps, travaillent sur des sujets de thèse qui s'inscrivent dans un programme scientifique commun. Leur réunion, dans un même lieu, au cours de cette période décisive de formation des chercheurs et enseignants-chercheurs, est un gage d'échanges pluridisciplinaires et de capacité d'intégration d'éléments venus d'autres disciplines.

Au cours de la période allant du 1er juillet 1993 au 30 juin 1995, 12 thèses liées au programme de l'IFRÉSI ont été soutenues. Par ailleurs, il faut souligner la contribution à la formation professionnelle des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche; parmi les personnes formées en participant au programme de l'IFRÉSI, 12 sont devenues Maîtres de Conférences des Universités ou Chargés de Recherche CNRS aux rentrées de l'automne 1993 et 1994. Au vu des informations actuelles, 6 autres devraient s'ajouter à l'automne 1995, soit un total de 18 sur trois ans.

Les liens avec les partenaires de la recherche

Les opérations de recherche ne se caractérisent pas seulement par leurs thèmes. Elles sont aussi marquées par leurs modalités, méthodes, positionnement vis à vis des acteurs sociaux concernés. À ce dernier égard, les pratiques dans la fédération sont légitimement diverses, parce que les thèmes, les moments des recherches, se prêtent à des situations variées. Mais globalement, les relations avec les acteurs sociaux occupent une place importante reflétée dans le compte rendu des opérations de recherche donné dans la deuxième partie de ce rapport.

Une structure fédérative offre à ce sujet des conditions favorables pour deux raisons. La première relève de la visibilité plus grande donnée aux recherches et aux chercheurs vis à vis de leurs partenaires (acteurs de la vie des entreprises, des collectivités publiques, de la société urbaine, etc...). La seconde, plus décisive à long terme, tient aux objets même de la recherche. Un partenaire de la recherche est très généralement confronté à des objets qui nécessitent d'être abordés sous plusieurs aspects à la fois. L'exigence d'interdisciplinarité est d'autant plus forte que les chercheurs entendent se saisir de tels objets en les "reconstruisant" théoriquement dans l'analyse.

Deux exemples des relations développées avec les partenaires de la recherche méritent ici d'être cités. Le premier concerne l'accueil à l'IFRÉSI, dans le cadre de ses activités, du Réseau Nord - Pas de Calais Technologie. Cet accueil intervenu à partir du 1er juillet 1993 est lié au développement d'opérations de recherche sur les activités d'intermédiation entre les entreprises et les divers centres de compétences (Cf. la troisième partie). Le second exemple a trait à la participation très importante des chercheurs des équipes de l'IFRÉSI aux "Assises Régionales pour l'Emploi et le Travail" organisées par la Région Nord - Pas de Calais en 1994 - 1995 avec une implication très large d'acteurs de la société divers.

Le développement de relations partenariales d'une autre nature a été aussi engagé depuis un peu plus d'un an. Il s'agit des rapports avec des structures chargées dans des administrations nationales de l'animation de recherches et d'études en liaison avec des préoccupations opérationnelles. Des liens d'échange plus réguliers d'informations ont commencé à être développés avec la DARES du Ministère du Travail et avec la MIRE du Ministère des Affaires Sociales. Ainsi, par exemple, le 17 mai 1995, une journée de rencontre a été organisée par l'IFRÉSI entre une délégation de la MIRE et l'ensemble des chercheurs de la région Nord - Pas de Calais susceptibles d'être intéressés par les thèmes du programme de recherche de celle-ci.

Des procédures et règles d'affectation et de suivi des moyens collectifs. La question des contrats

L'activité des deux dernières années s'est appuyée sur un acquis de la période précédente qui a été consolidé. Cet acquis qui interfère avec tous les points précédents porte sur les procédures et règles d'affectation des moyens qui correspondent aux services rendus par l'équipe administrative et technique de la fédération, à l'accès aux bureaux et équipements de son bâtiment, à la répartition interne des crédits collectifs de recherche affectés au "niveau fédéral".

A l'opposé d'une caisse de répartition de moyens avec des droits de tirage prédéterminés entre les équipes, droits qui joueraient indépendamment de l'activité effective sur le programme de la fédération, les procédures internes à l'IFRÉSI d'attribution de moyens comportent la formulation d'objectifs précis et un suivi collectif des résultats avec à la fois rigueur et capacité d'adaptation face aux incertitudes du déroulement des programmes de recherche. Une grande importance est, en tout état de cause, attachée à la remise régulière de produits "tangibles et datés", avec le principe d'un archivage et d'une libre consultation de ces produits (sous réserve des dispositions concernant la confidentialité de données pour des cas très particuliers).

Des procédures annuelles sont effectuées systématiquement à propos des affectations de bureaux, avec une reconsideration générale de celles-ci sur la base à la fois de la participation au programme de la fédération et de l'usage effectif des bureaux.

Par ailleurs, les Contrats de Plan État-Région 1989-1993 et 1994-1998 comportent des soutiens conjoints du CNRS et du Conseil Régional aux opérations de recherche de l'IFRÉSI. Les financements ainsi engagés et les procédures internes à l'IFRÉSI mises en œuvre à ce propos ont constitué et constituent une base essentielle du fonctionnement de la fédération. Ceci se reflète dans des documents de synthèse préparatoire et dans des documents (a posteriori) de présentation des résultats scientifiques obtenus avec l'appui des tranches du Contrat de Plan.

Pour la période couverte par ce rapport ont d'abord été concernées la fin de l'exécution de la deuxième tranche du Contrat de Plan 1989-1993 (ensemble des résultats remis en mars 1994) et l'exécution de la troisième et dernière tranche de ce Contrat (ensemble des résultats remis en décembre 1994).

Un pas supplémentaire a été franchi avec la préparation de demandes au titre d'une première tranche d'application du Contrat de Plan État-Région 1994-1998. Tout d'abord la discussion scientifique préparatoire interne a en effet été plus approfondie; comme déjà indiqué ci-dessus dans les paragraphes consacrés au programme de la fédération, un travail collectif important a été réalisé à ce sujet entre le printemps et l'automne 1994 sous l'angle "Emploi - Efficacité - Lien Social". De plus - fait nouveau - la démarche a commencé à s'étendre à d'autres demandes contractuelles préparées plus ou moins simultanément.

Les résultats se sont traduits d'une part dans le cadre de l'application du Contrat de Plan État-Région 1994-1998 par des opérations inscrites dans les programmes "Travail et emploi", "Emploi et formation" du Département Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS et par une première tranche de financement 1994 - 1998 du Conseil Régional Nord - Pas de Calais. Elles se sont traduites simultanément par des opérations soutenues (ou en cours de l'être) en particulier par le Commissariat Général du Plan, la DARES du Ministère du Travail, la MIRE du Ministère des Affaires Sociales.

Avec l'entrée spécifiquement "Villes", une démarche similaire s'est manifestée dans les rapports avec le PIR-Villes du CNRS (en liaison avec diverses institutions et par exemple la DATAF et la CNAF pour ce qui nous concerne), la première tranche 1994-1998 de financement du Conseil Régional Nord - Pas de Calais indiquée ci-dessus, le Plan Urbain du Ministère de l'Équipement, etc...

Pour l'avenir, il semble important de continuer à progresser nettement dans les concertations à propos des contrats. Il faut toutefois souligner que de tels progrès dans les pratiques contractuelles ne sont réalistes qu'en s'appuyant simultanément sur la poursuite

- des financements collectifs récurrents affectés au niveau fédéral de l'IFRÉSI par le CNRS et le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (cadre du Quadriennal Recherche des Universités)
- des financements apportés par le CNRS et le Conseil Régional pour soutenir le programme de l'IFRÉSI dans le cadre de l'application du Contrat de Plan.

Des procédures collectives annuelles sont aussi mises en oeuvre pour des demandes classées de BDI cofinancées CNRS / Conseil Régional Nord - Pas de Calais et pour des demandes d'allocations de recherche au Conseil Régional.

4. LA SATURATION DES LOCAUX DE L'IFRÉSI; UN PROJET D'EXTENSION

La saturation complète des capacités d'accueil du bâtiment propre de l'IFRÉSI depuis un peu plus de deux ans constitue un obstacle important pour la mise en oeuvre du projet 1994 - 1997 et pour le développement à venir des activités de la fédération.

Cette difficulté a été prise en compte et le moyen de la dépasser a été retenu par le Contrat de Plan État - Région 1994 - 1998 (article 1-9) qui a prévu une extension des locaux de l'IFRÉSI en l'inscrivant dans le cadre d'une opération de réhabilitation d'un bâtiment dit "bâtiment principal Souham" destiné à différents usagers publics de la recherche et du "transfert de technologie" ¹. Ce bâtiment est situé à moins de 7 mètres des locaux actuels de l'IFRÉSI dans le même îlot.

Une opportunité de dépasser l'obstacle indiqué existe donc avec un projet en cours de discussion actuellement. À son stade présent d'élaboration, le projet porte sur une extension des locaux de l'IFRÉSI représentant 333 m² de surfaces utiles de bureaux (26 postes de travail), soit 424 m² de surfaces hors d'œuvre.

Les objectifs du projet ne visent pas une croissance quantitative de la fédération par rapport à ses effectifs actuels. Par contre, ils ont trait d'une part au développement des rapports internationaux avec l'accueil dans de bonnes conditions des chercheurs étrangers liés aux opérations de recherche et réseaux de la fédération. D'autre part ils concernent les chercheurs et enseignants-chercheurs membres des unités constitutives de l'IFRÉSI. Pour ceux-ci, il ne s'agit pas du tout de "vider" les locaux que les unités ont sur les campus universitaires, mais de permettre de poursuivre dans le sens de la rupture avec la recherche à domicile, de stabiliser en même temps les programmes de recherche les plus fédérateurs, de favoriser les interactions journalières avec l'équipe ITA de la fédération. Il s'agit aussi par glissement d'opérer une petite extension des locaux techniques.

Le schéma juridique et financier envisagé est le suivant, *les conditions de "bouclage" restant à vérifier et la proposition devant être validée*. EURALILLE, opérateur de la Ville de Lille (et d'autres partenaires) d'un ensemble d'aménagements réalisés autour de la nouvelle gare TGV "porte" financièrement et techniquement le projet de rénovation du "bâtiment principal Souham" qui reviendrait ensuite en propriété à la Ville de Lille. Pour l'ensemble des usagers indiqués dans la note 1, l'opération comporte un coût global estimé à 19,5 MF HT et elle bénéficie au départ d'un apport global du FEDER de 7 MF HT. Les coûts restants sont à couvrir par différentes institutions intervenant respectivement pour tel ou tel usager et finançant au prorata des surfaces attribuées. L'IFRÉSI aurait l'usage de 23,5 % des surfaces. En ce qui le concerne, le Conseil Régional Nord - Pas de Calais est susceptible de cofinancer l'investissement avec la Ville de Lille et la Communauté Urbaine de Lille, en tenant compte de l'apport du FEDER. Compte tenu de l'intervention de ces tiers payant, l'Université de Lille I serait le preneur d'un bail de longue durée (type 30 ans) correspondant dans les faits à un bail gracieux. L'Université de Lille I assumerait les risques de ce bail et, avec l'accord des différents partenaires de la convention ayant créé la fédération d'unités IFRÉSI, pourrait consacrer l'usage des locaux à celle-ci.

¹ A priori DRRT du Ministère chargé de la recherche (Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie), Délégation Régionale du CNRS, IFRÉSI, Service d'économie maritime de l'IFREMER délocalisé depuis la région parisienne, MITI, Réseau Nord - Pas de Calais Technologie, Nord - Pas de Calais Technopole.

5. LE FONCTIONNEMENT

Depuis le renouvellement de l'IFRÉSI au 01-01-1994 sous la forme d'une fédération d'unités, les modalités de fonctionnement prévues dans le projet 1994 - 1997 ont été effectivement mises en place et s'appliquent de façon satisfaisante.

5.1. LE CONSEIL DE L'IFRÉSI

Fonctions du Conseil

Le Conseil de l'IFRÉSI est le lieu principal et déterminant en dernier ressort pour exprimer l'avis des participants à la fédération sur les orientations et le fonctionnement de celle-ci. Il émet un avis notamment sur l'inscription des opérations de recherche et d'échange scientifique au programme de la fédération, sur le budget annuel, sur l'affectation des locaux de la fédération.

Composition du Conseil

Le Conseil de l'IFRÉSI est représentatif des conseils de laboratoire des unités composantes, en tenant compte de la participation des unités à la fédération (participation pour tout ou partie de leurs activités). Il est composé de trente-quatre membres répartis ainsi :

- a) Neuf membres de droit à savoir le directeur de la structure fédérative (président) et les huit directeurs des unités composantes
- b) Dix-sept membres élus par les conseils de laboratoires des unités composantes et désignés parmi les membres de ces conseils participant au programme de l'IFRÉSI. La répartition de ces dix-sept sièges s'effectue entre les unités au prorata de leurs effectifs participant à l'IFRÉSI
- c) Deux élus par le personnel ITA affecté en propre à la fédération
- d) Six autres membres nommés par le directeur de la structure fédérative parmi les membres de celle-ci.

À l'issue des élections et nominations, chaque formation compte, outre son directeur membre de droit au moins un second représentant. Aucune unité ne peut disposer de plus de 40% du total des sièges.

Le Conseil de la fédération est renouvelé tous les deux ans. Ses membres sont actuellement :

BATAILLE H., BEAUCOURT C., BOUSSEMART J.P., CALCOEN F., CHADEAU E., DEMAILLY L., DEMAZIERE D., DESREUMAUX A., DJELLAL F., DUPREZ D., DURIEZ B., GADREY J., GALLOUJ F., GAYOT G., GERTH K., GREVET P., GUIGNET P., HIRSCH J.P., HÖRLING H., KOURCHID O., LARDE P., LOUART P., MAHIEU C., MARCOU G., MENAGER B., MILLEQUANT F., MONSEUR D., STANKIEWICZ F., VAUDOIS J., WAGNON C., ZUINDEAU B.

Fonctionnement du Conseil

Le Conseil est réuni par le directeur de l'IFRÉSI à l'initiative de ce dernier ou à la demande de la moitié des membres du Conseil ou à la demande de la moitié des directeurs des unités composantes de la fédération. Au moins quatre réunions se tiennent par an et en pratique la moyenne est de six. Les réunions du Conseil sont préparées par le directeur de l'IFRÉSI et par des réunions préalables du Comité de Direction.

5.2. LE COMITÉ DE DIRECTION

Le Comité de Direction a pour vocation de représenter les unités composantes de l'IFRÉSI. Il a aussi pour objet d'associer pleinement les directeurs des unités composantes à tous les moments importants de la vie de la Fédération.

Il est composé du directeur de l'IFRÉSI qui le préside et le réunit et des directeurs des unités (ou de leur représentant).

Le Comité de Direction veille à l'articulation des activités de l'IFRÉSI et des unités composantes. Il s'attache à favoriser la coordination et l'harmonisation des propositions issues d'unités, de disciplines, d'universités différentes, à favoriser la mise en place d'opérations coordonnées ou croisées. Il vise à créer des conditions favorables pour que chaque unité puisse participer au mieux à la vie de la Fédération et aux activités de celle-ci. Il contribue activement à la mise en oeuvre des actions concertées au sein de la fédération.

Il est associé à la préparation des propositions présentées par le directeur de l'IFRÉSI à l'avis du Conseil de l'IFRÉSI, notamment en ce qui concerne les dispositions budgétaires. Il se réunit avant la tenue du Conseil de l'IFRÉSI (au moins une fois dans le mois précédent les réunions de ce Conseil). Il se réunit donc au moins quatre fois par an.

5.3. L'ÉVALUATION

L'activité de la fédération d'unités est soumise à l'évaluation des instances compétentes du Comité National de la Recherche Scientifique. L'IFRESI est rattaché aux sections du Comité National dans lesquelles il comporte des Unités de Recherche Associées au CNRS :

- Section 33 Formation du monde moderne
- Section 36 Sociologie, normes et règles
- Section 37 Économie et société
- Section 40 Politique- pouvoir - organisation .

L'activité de la fédération d'unités est soumise aussi à évaluation dans le cadre du Contrat Quadriennal de Développement de la Recherche et des Études Doctorales passé entre le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1).

Les unités composantes concernées sont évaluées dans le cadre du Contrat Quadriennal de Développement de la Recherche et des Études Doctorales de leur Établissement d'appartenance. Celles qui sont associées au CNRS sont soumises à l'évaluation des instances compétentes du Comité National de la Recherche Scientifique selon les dispositions prévues dans leur convention d'association.

Le Comité scientifique indiqué ci-après est une instance consultative participant au processus d'évaluation.

5.4. LE COMITÉ SCIENTIFIQUE

Il a été institué un Comité Scientifique commun à la structure fédérative et aux différentes unités qui composent celle-ci. Le Comité se réunit tous les deux ans au moins. Il est composé ainsi qu'il suit :

a) Membres de droit

- * CNRS
 - Directeur du Département SHS du CNRS ou son représentant
 - Délégué Régional du CNRS Nord-Pas de Calais et Picardie ou son représentant

* Les Présidents des cinq Établissements d'Enseignement Supérieur engagés dans la constitution de l'IFRÉSI ou leur représentant

* Les Directeurs de l'IFRÉSI et des Unités composantes de la fédération

b) Membres invités permanents

- * Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
 - Chef de la Mission Scientifique et Technique du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ou son représentant
 - Délégué Régional de la Recherche et de la Technologie ou son représentant

* Conseil Régional Nord - Pas de Calais : Président du Conseil Régional ou son représentant

c) Membres élus

- Membres élus par les sections intéressées du Comité national de la recherche scientifique, à raison d'un représentant pour chacune des sections 33, 36, 37, 40
- Pour la partie des réunions du Comité Scientifique concernant spécifiquement chaque unité composante, trois membres élus par le conseil de laboratoire de l'unité concernée
- Représentants des personnels CNRS : deux pour les chercheurs et deux pour les ITA.

d) Membres nommés

Les membres nommés par la décision du 16 décembre 1994 du Directeur du Département des Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS :

- M. Maurice BASLÉ, Professeur à l'Université de Rennes I
- M. Jean - Pierre DAVIET, Professeur à l'ENS de Cachan
- M. Duncan GALLIE, Professeur à l'Université d'Oxford
- M. François HÉRAN, Directeur de Recherche à l'INED
- M. Robert HERTZOG, Professeur à l'Université de Strasbourg III
- M. Jacques-Henri JACOT, Professeur à l'Université de Lyon II
- M. Olgied KUTY, Professeur à l'Université de Liège
- M. Alain LETOURMY, Chargé de Recherche au CNRS (MIRE)
- M. Philippe MÉHAUT, Directeur de recherche au CNRS, Directeur Adjoint du CEREQ
- M. Xavier PIOLLE, Directeur de recherche au CNRS, (Université de Pau)
- Mme Françoise PIOTET, Professeur au CNAM
- M. Pierre TRIPIER, Professeur à l'Université de Versailles - Saint Quentin
- M. Denis WORONOFF, Professeur à l'Université de Paris I

La Présidence du Comité Scientifique

M. Jean - Pierre DAVIET, Professeur à l'ENS de Cachan, est Président du Comité Scientifique.

5.5. LA DIRECTION DE L'IFRÉSI

Michel SIMON, Professeur de Sociologie à l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1), a été nommé Chargé de Mission (1/4/1985) puis Directeur de l'IFRÉSI à compter du 1/1/1986. Il a assuré cette fonction jusqu'au 30/09/1991.

Patrice GREVET, Professeur de Sciences Économiques à l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1), est Directeur de l'IFRÉSI depuis le 1/10/1991.

ANNEXES DE LA PREMIÈRE PARTIE

ANNEXE 1: LES PERSONNES PARTICIPANT À L'IFRÉSI PAR STATUT ET UNITÉ

Liste au 30-06-1995¹

Avertissement

Pour les personnels sur postes universitaires ou CNRS, la recension indiquée ci-dessous ne vise pas à refléter l'ensemble des collaborations en oeuvre avec les membres des équipes participant à l'IFRÉSI. Elle se limite aux participations les plus régulières durant la période 1993 - 1995, étant entendu que l'IFRÉSI est une structure ouverte à l'entrée et à la sortie en fonction des participations effectives à son programme.

En ce qui concerne les doctorants, on ne vise pas à mentionner l'ensemble des thèses effectuées en liaison avec le programme de l'IFRÉSI. On se limite à indiquer les doctorants allocataires de recherche, BDI, ATER, ou sur poste équivalent au 30-06-1995.

PERSONNELS CNRS INGÉNIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS, AFFECTÉS AU NIVEAU FÉDÉRAL DE L'IFRÉSI

VANHOUTTE Jean Claude	Ingénieur de Recherche 1, Secrétaire Général de l'IFRESI
BATAILLE Hubert	Adjoint Technique 2
MARCOU Sophie.	Assistant Ingénieur
MARÉCAILLE Fariza.	Adjoint Technique 2
MARTIN Evelyne	Technicien 3
MONSEUR Danièle	Secrétaire d'Administration de la Recherche 1
SALJOGHI Kourosh	Ingénieur d'études 2
SOUDAN Cécile	Ingénieur d'études 2

Total : 8

*
* * *

1 Lorsque des changements de statut prenant effet en septembre 1995 sont déjà connus (par exemple pour des passages du statut d'allocataire de recherche à celui de maître de conférences), ils sont pris en compte de façon anticipée dans les tableaux ci-après.

PERSONNELS UNIVERSITAIRES
ET PERSONNELS CNRS AFFECTÉS AU NIVEAU DES UNITÉS COMPOSANTES

Chaque tableau concerne un type de statut. Au sein d'un tableau, les personnes sont regroupées par unité dans l'ordre des numéros des URA (345 CLERSE, 362 LABORES, 936 CLAREE, 982 CRAPS, 1020 Histoire), puis, pour les autres formations constitutives, dans l'ordre LGH, CRAC, CHRN et enfin, pour deux autres formations, dans l'ordre CEPE, CESURE.

Abréviations: AL : Allocataire de Recherche; AMN : Allocataire Moniteur Normalien; AS : Assistant; ATER : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche; BDI : Boursier docteur-ingénieur; CE : Chargé d'étude; CR : Chargé de recherche; DR : Directeur de recherche; IR : Ingénieur de recherche; IE : Ingénieur d'études; MC : Maître de conférences; PR : Professeur.

A. ENSEIGNANTS-CHERCHEURS DES UNIVERSITES : 85

Unité d'appartenance	Nom et prénom	Statut	Discipline
URA 345 CLERSE	CHARLON Elisabeth	MC Lille I	Sociologie
URA 345 CLERSE	CRESSON Geneviève	MC Lille III	Sociologie
URA 345 CLERSE	DELMAS Bernard	AS Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	DEMAILLY Lise	PR LilleI/IUFM	Sociologie
URA 345 CLERSE	DEMALS Thierry	MC Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	DENDIEVEL-VERMELLE Marie-Christine	MC Lille I	Sociologie
URA 345 CLERSE	DJELLAL Faridah	MC Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	FEUTRIE Michel	MC Lille I	Sociologie
URA 345 CLERSE	GADREY Jean	PR Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	GADREY Nicole	MC Lille I	Sociologie
URA 345 CLERSE	GALLOUJ Faiz	MC Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	GREVET Patrice	PR Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	HERAN Frédéric	MC Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	JANY-CATRICE Florence	MC Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	KOKOREFF Michel	MC Lille I	Sociologie
URA 345 CLERSE	MAUNY Pascal	MC U. Bourg.	Sociologie
URA 345 CLERSE	MAUROY Hervé	MC UVHC	Economie
URA 345 CLERSE	MONFROY Brigitte	MC IUFM Art.	Sociologie
URA 345 CLERSE	MOULAERT Frank	PR Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	STANKIEWICZ François	PR Lille I	Economie
URA 362 LABORES	BOUSSEMART Jean-Philippe	PR U. Réunion	Economie
URA 362 LABORES	CORNUEL Didier	PR Lille I	Economie
URA 936 CLAREE	AUDEBERT Patrick	MC Littoral	Gestion
URA 936 CLAREE	BEAUCOURT Christel	MC Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	BENAVENT Christophe	MC Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	DEBOURSE Jean-Pierre	PR Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	DESREUMAUX Alain	PR Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	DOKOU Gérard	MC Littoral	Gestion
URA 936 CLAREE	HAZEBROUCQ Jean-Marie	MC Littoral	Gestion
URA 936 CLAREE	HOFLACK Jean	MC Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	LADWEIN Richard	MC Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	LEROUY Daniel	MC Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	LOUART Pierre	PR Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	MASSE Marie-Claude	MC Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	SALERNO Francis	PR Lille I	Gestion
URA 982 CRAPS	DOLEZ Bernard	MC Paris I	Droit Public

URA 982 CRAPS	JACQUEMART Sylvie	MC IEP Lille	Droit Public
URA 982 CRAPS	LUCHAIRE Yves	PR Lille II - IEP	Droit
URA 982 CRAPS	MARCOU Gérard	PR Lille II	Droit Public
URA 982 CRAPS	THIEBAULT Jean Louis	PR IEP Lille	Sc. Politique
URA 982 CRAPS	WALLON-LEDUCQ Christian Marie	PR Lille II	Sc. Politique
URA 1020 Histoire	DAMON François-Yves	MC Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	ENGRAND Charles	PR Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	GAYOT Gérard	PR UVHC	Histoire
URA 1020 Histoire	GUIGNET Philippe	PR Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	HARDY Odette	PR Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	HIRSCH Jean-Pierre	PR Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	JESSENNE Jean-Pierre	MC Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	LEUWERS Hervé	MC Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	LUSSIEN-MAISONNEUVE Marie-Josèphe	MC Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	MAITTE Corine	MC Paris X	Histoire
URA 1020 Histoire	MARCHAND Philippe	MC Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	MARGAIRAZ Dominique	MC Paris I	Histoire
URA 1020 Histoire	MINARD Philippe	MC Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	TERRIER Didier	MC Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	VERLEY Patrick	MC Paris I	Histoire
LGH	BRUYELLE Pierre	PR Lille I	Géographie
LGH	CUNAT Fédérico	MC Centr. Lille	Géographie
LGH	DUHAMEL Sabine	MC Littoral	Géographie
LGH	DUMONT Frédéric	MC Lille I	Géographie
LGH	GLON Eric	MC Artois	Géographie
LGH	GONIN Patrick	MC Lille I	Géographie
LGH	GRÉGORIS Marie-Thérèse	MC Lille I	Géographie
LGH	PARIS Didier	PR U. Artois	Géographie
LGH	PIEDANNA Vincent	MC Lille I	Géographie
LGH	RENARD Jean Pierre	PR Lille I	Géographie
LGH	SEYS F.O.	MC Lille I	Géographie
LGH	THUMERELLE Pierre-Jean	PR Lille I	Géographie
LGH	VAUDOIS Jean	MC Lille I	Géographie
CHRN	CHADEAU Emmanuel	PR Lille III	Histoire
CHRN	DE FERRIERE LA VAYER Marc	MC Lille III	Histoire
CHRN	MENAGER Bernard	PR Lille III	Histoire
CRAC	GERTH Klaus	MC UVHC	Germaniste
CRAC	GOUAZÉ Serge	MC UVHC	Germaniste
CRAC	DUMORTIER B.	MC UVHC	Droit
CRAC	GRAAFF Michaël	PR UVHC	Droit
CRAC	HÖRLING Hans	PR UVHC	Germaniste
CRAC	VAILLANT Jérôme	PR UVHC	Germaniste
CEPE	KRIFA Hadjila	MC Lille I	Economie
CEPE	REDOR Dominique	PR Lille I	Economie
CEPE	ZUINDEAU Bertrand	MC Lille I	Economie
CESURE	DUPONT Bernard	MC Lille I	Economie
CESURE	JAYET Hubert	PR Lille I	Economie
	CALLENS Stéphane	MC Ass. Lille I	Economie
	GENEAU DE LA MARLIERE Isabelle	MC Artois	Géographie

B. CHERCHEURS CNRS AFFECTÉS DANS LES FORMATIONS CONSTITUTIVES : 17

Unité d'appartenance	Nom et prénom	Statut	Discipline
URA 345 CLERSE	AUTES Michel	CR	Sociologie
URA 345 CLERSE	CONVERT Bernard	CR	Sociologie
URA 345 CLERSE	CUKROWICZ Hubert	CR	Sociologie
URA 345 CLERSE	DEMAZIERE Didier	CR	Sociologie
URA 345 CLERSE	DUPREZ Dominique	CR	Sociologie
URA 345 CLERSE	DURIEZ Bruno	CR	Sociologie
URA 345 CLERSE	KOURCHID Olivier	DR	Sociologie
URA 345 CLERSE	LARDÉ Philippe	CR	Economie
URA 345 CLERSE	LECLERC-OLIVE Michèle	CR	Sociologie
URA 345 CLERSE	MAHIEU Christian	CR	Sociologie
URA 345 CLERSE	PINET Michel	CR	Sociologie
URA 345 CLERSE	RIBAULT Thierry	CR	Economie
URA 362 LABORES	CALCOEN Francis	DR	Economie
URA 362 LABORES	DERVAUX Benoît	CR	Economie
URA 362 LABORES	MILLEQUANT François	CR	Economie
URA 982 CRAPS	LAUVAUX Philippe	CR	Droit Public
URA 982 CRAPS	HUNOUT Patrick	CR	Droit

C. INGENIEURS CNRS AFFECTÉS DANS LES FORMATIONS CONSTITUTIVES : 7

Unité d'appartenance	Nom et prénom	Statut	Discipline
URA 345 CLERSE	BAICHÈRE Catherine	IE	Sociologie
URA 345 CLERSE	DELACROIX Roland	IE	Sociologie
URA 345 CLERSE	ENGRAND Sylvie	IE	Sociologie
URA 345 CLERSE	LEFEBVRE Bénédicte	IE	Sociologie
URA 362 LABORES	MASSON Pierre	IE	Economie
URA 982 CRAPS	BREUILLARD Michèle	IE	Droit
URA 1020 Histoire	MALLE GRAIN Nadine	IE	Histoire

D. INGENIEURS DES UNIVERSITES ET ASSIMILÉS : 9

Unité d'appartenance	Nom et prénom	Statut	Discipline
URA 345 CLERSE	CART Benoît	IE	Economie
URA 345 CLERSE	ROQUET Pascal	CE CIA CEREQ	Sociologie
URA 345 CLERSE	TOUTIN-TRELCAT Marie-Hélène	CE CIA CEREQ	Economie
URA 345 CLERSE	GALLOUJ Camal	IE ENIC	Economie
URA 345 CLERSE	GUGENHEIM Francis	IR Lille I	Sociologie
URA 362 LABORES	AUBRÉE Loïc	CE FUPL	Economie
URA 936 CLAREE	BECOUR Jean-Charles	IR Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	BELANGER Monique	IE Lille I	Gestion
URA 982 CRAPS	THOMAS Bernadette	PR cert. Lille II	Economie

E. POST-DOCTORANTS ATER : 2

Unité d'appartenance	Nom et prénom	Statut	Discipline
CESURE	RAJAONRISON Dominique	ATER Lille I	Economie
LGH	COUPLEUX Sylvie	ATER Artois	Géographie

F. ALLOCATAIRES DE RECHERCHE, BDI, ATER EN THÈSE : 46

Unité d'appartenance	Nom et prénom	Statut	Discipline
URA 345 CLERSE	ADJERAD Saïd	AL Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	BACLE-GIARD Fabienne	AL Lille I	Sociologie
URA 345 CLERSE	BUSTREEL Anne	AL Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	BUTTE Isabelle	BDI CNRS/Rég	Economie
URA 345 CLERSE	CUVELIER Pascal	BDI CNRS/Rég	Economie
URA 345 CLERSE	DELVAINQUIERE Jean-Cédric	ATER Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	DEMAZIERE Christophe	AL Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	DEMBINSKI Olivier	AL Lille I	Sociologie
URA 345 CLERSE	DICKEL Sandrine	AL ENIC	Economie
URA 345 CLERSE	FARCY-POLNECQ Hélène	BDI CNRS/Rég	Economie
URA 345 CLERSE	FIEVET Gérald	AL Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	FRISER Karine	AL Lille I	Sociologie
URA 345 CLERSE	HEGO Edith	AL Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	JACOB Fabrice	BDI CNRS/Rég	Sociologie
URA 345 CLERSE	LÉNÉ Alexandre	AL Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	MANTÉ-DUNAT Marylène	ATER Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	POSTEL Nicolas	AL Lille I	Economie
URA 345 CLERSE	PRYEN Stéphanie	AL Lille I	Sociologie
URA 345 CLERSE	SCHEER Jean-Marie	ATER Littoral	Economie
URA 345 CLERSE	TORRES Emmanuel	AL Lille I	Economie
URA 362 LABORES	DELNESTE Bénédicte	AL FUPL	Economie
URA 362 LABORES	EL ASRAOUI Hassan	CE FUPL	Economie
URA 362 LABORES	LEFER Henri-Bertrand	AL FUPL	Economie
URA 936 CLAREE	BELLINI Stéphane	AL Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	BUTEL Béatrice	AL Littoral	Gestion
URA 936 CLAREE	d'ANDRIA Aude	ATER Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	DE LA VILLARMOIS Olivier	AL Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	DIETRICH Anne	AL Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	DUBROEUCQ Anne-Fabienne	ATER Lille I	Gestion
URA 936 CLAREE	GBAKA Alfred	ATER Littoral	Gestion
URA 982 CRAPS	GIRARD-DESBOIS Hélène	ATER UVHC	Sc. Politique
URA 982 CRAPS	LERIQUE Florence	AL Lille II	Droit
URA 1020 Histoire	CAREE Pascal	AL Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	GARNER Guillaume	AMN Lille III	Histoire
URA 1020 Histoire	ROGER William	AL Lille III	Histoire
LGH	BENMEZROUA Fatima	AL Lille I	Géographie
LGH	BEUSCART Jean Marie	AL Lille I	Géographie
LGH	DUFOSSÉ Virginie	AL Lille I	Géographie
LGH	GHEKIERE Jean-François	BDI CNRS/Rég	Géographie
CEPE	DEWULF Bénédicte	AL Lille I	Economie
CEPE	GLORIEUX Nicolas	AL Lille I	Economie
CEPE	RUGRAFF Eric	ATER Lille I	Economie
CEPE	VERMEIRE Karine	AL Lille I	Economie
CESURE	BENOIT Sylvie	AL Lille I	Économie
CESURE	COUSIN Sabine	AL Lille I	Economie
CESURE	WINS Philippe	AL Lille I	Economie

**ANNEXE 2 : LES PERSONNES PARTICIPANT À
L'IFRÉSI PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES NOMS**

Liste au 30-06-1995

Note: La dernière colonne du tableau ci-dessous indique les références des opérations présentées dans la deuxième partie de ce rapport et auxquelles les personnes participent.

Nom et prénom	Unité d'appartenance	Statut	Discipline	Numéro d'opération
ADJERAD Saïd	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Economie	121A+B+C
AUBRÉE Loïc	URA 362 LABORES	CE FUPL	Economie	221G
AUDEBERT Patrick	URA 936 CLAREE	MC Littoral	Gestion	123H
AUTES Michel	URA 345 CLERSE	CR	Sociologie	111G- 221A+B- 212A+
BACLE-GIARD Fabienne	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Sociologie	123E
BAICHÈRE Catherine	URA 345 CLERSE	IE	Sociologie	112K
BATAILLE Hubert	IFRÉSI niv. fédér.	Adj.Technique	//////////	//////////
BEAUCOURT Christel	URA 936 CLAREE	MC Lille I	Gestion	111A+112D
BECOUR Jean-Charles	URA 936 CLAREE	IR Lille I	Gestion	111A
BELANGER Monique	URA 936 CLAREE	IE Lille I	Gestion	122B
BELLINI Stéphane	URA 936 CLAREE	AL Lille I	Gestion	111A
BENAVENT Christophe	URA 936 CLAREE	MC Lille I	Gestion	123I
BENMEZROUA Fatima	LGH	AL Lille I	Géographie	211A
BENOIT Sylvie	CESURE	AL Lille I	Économie	212D
BEUSCART Jean Marie	LGH	AL Lille I	Géographie	211A
BOUSSEMART Jean-Philippe	URA 362 LABORES	PR U. Réunion	Economie	111C+I 213C+D
BREUILlard Michèle	URA 982 CRAPS	IE	Droit	222A
BRUYELLE Pierre	LGH	PR Lille I	Géographie	212B
BUSTREEL Anne	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Economie	112C+221J
BUTEL Béatrice	URA 936 CLAREE	AL Littoral	Gestion	213E
BUTTE Isabelle	URA 345 CLERSE	BDI CNRS/Rég	Economie	111B- 121A+B+C
CALCOEN Francis	URA 362 LABORES	DR	Economie	221B+G
CALLENS Stéphane		MC Ass. Lille I	Economie	213F
CARRE Pascal	URA 1020 Histoire	AL Lille III	Histoire	111I
CART Benoît	URA 345 CLERSE	IE	Economie	112C
CHADEAU Emmanuel	CHRN	PR Lille III	Histoire	212L
CHARLON Elisabeth	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Sociologie	112G+H+ 113A+C
CONVERT Bernard	URA 345 CLERSE	CR	Sociologie	113H+K
CORNUEL Didier	URA 362 LABORES	PR Lille I	Economie	221G
COUPLEUX Sylvie	LGH	ATER Artois	Géographie	211B
COUSIN Sabine	CESURE	AL Lille I	Economie	212D
CRESSON Geneviève	URA 345 CLERSE	MC Lille III	Sociologie	221D+E
CUKROWICZ Hubert	URA 345 CLERSE	CR	Sociologie	112K
CUNAT Fédérico	LGH	MC Centr. Lille	Géographie	212E+G
CUVELIER Pascal	URA 345 CLERSE	BDI CNRS/Rég	Economie	213B
d'ANDRIA Aude	URA 936 CLAREE	ATER Lille I	Gestion	112D
DAMON François-Yves	URA 1020 Histoire	MC Lille III	Histoire	111I
DE FERRIERE LA VAYER M.	CHRN	MC Lille III	Histoire	212L
DE LA VILLARMOIS Olivier	URA 936 CLAREE	AL Lille I	Gestion	111A

DEBOURSE Jean-Pierre	URA 936 CLAREE	PR Lille I	Gestion	122B-123H
DELACROIX Roland	URA 345 CLERSE	IE	Sociologie	123D
DELMAS Bernard	URA 345 CLERSE	AS Lille I	Economie	111I+J
DELNESTE Bénédicte	URA 362 LABORES	AL FUPL	Economie	111C
DELVAINQUIERE Jean-Cédric	URA 345 CLERSE	ATER Lille I	Economie	212A+C
DEMAILY Lise	URA 345 CLERSE	PR Lille I/IUFM	Sociologie	112G+H+L- 113A+C+D
DEMALS Thierry	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Economie	111I+J
DEMAZIERE Christophe	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Economie	212A+C
DEMAZIERE Didier	URA 345 CLERSE	CR	Sociologie	112A+L
DEMBINSKI Olivier	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Sociologie	112G-123D
DENDIEVEL-VERMELLE M.C.	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Sociologie	112G+H- 113A+B+C
DERVAUX Benoît	URA 362 LABORES	CR	Economie	111C
DESREUMAUX Alain	URA 936 CLAREE	PR Lille I	Gestion	111A-123G+I
DEWULF Bénédicte	CEPE	AL Lille I	Economie	111D-212F
DICKEL Sandrine	URA 345 CLERSE	AL ENIC	Economie	123A
DIETRICH Anne	URA 936 CLAREE	AL Lille I	Gestion	112D
DJELLAL Faridah	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Economie	113K-212B 121A+B+C
DOKOU Gérard	URA 936 CLAREE	MC Littoral	Gestion	122B
DOLEZ Bernard	URA 982 CRAPS	MC Paris I	Droit Public	222B
DUBROEUCQ Anne-Fabienne	URA 936 CLAREE	ATER Lille I	Gestion	112D
DUFOSSE Virginie	LGH	AL Lille I	Géographie	211A
DUHAMEL Sabine	LGH	MC Littoral	Géographie	211B
DUMONT Frédéric	LGH	MC Lille I	Géographie	113F+I+L- 211A+B+C
DUMORTIER B.	CRAC	MC UVHC	Droit	111F
DUPONT Bernard	CESURE	MC Lille I	Economie	212D
DUPREZ Dominique	URA 345 CLERSE	CR	Sociologie	221A+I+J- 112L
DURIEZ Bruno	URA 345 CLERSE	CR	Sociologie	221F
EL ASRAOUI Hassan	URA 362 LABORES	CE FUPL	Economie	213D
ENGRAND Charles	URA 1020 Histoire	PR Lille III	Histoire	111H+I- 212G
ENGRAND Sylvie	URA 345 CLERSE	IE	Sociologie	112I+L
FARCY-POLNECQ Hélène	URA 345 CLERSE	BDI CNRS/Rég	Economie	212A+B
FEUTRIE Michel	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Sociologie	112G+H- 113A+B+C- 113I+K
FIEVET Gérald	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Economie	113K-212J
FRISER Karine	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Sociologie	221K
GADREY Jean	URA 345 CLERSE	PR Lille I	Economie	111B-213D- 121A+B+C
GADREY Nicole	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Sociologie	112I-113E
GALLOUJ Camal	URA 345 CLERSE	IE ENIC	Economie	111B-212B- 121A+B+C
GALLOUJ Faiz	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Economie	121A+B+C
GARNER Guillaume	URA 1020 Histoire	AMN Lille III	Histoire	111I
GAYOT Gérard	URA 1020 Histoire	PR UVHC	Histoire	111H+I
GBAKA Alfred	URA 936 CLAREE	ATER Littoral	Gestion	123G
GENEAU DE LA MARLIÈRE I.		MC Artois	Géographie	212H
GERTH Klaus	CRAC	MC UVHC	Germaniste	111F-113G- 221B
GHEKIÈRE Jean-François	LGH	BDI CNRS/Rég	Géographie	211A
GIRARD-DESBOIS Hélène	URA 982 CRAPS	ATER UVHC	Sc. Politiq.	221C
GLON Eric	LGH	MC Artois	Géographie	212H+I
GLORIEUX Nicolas	CEPE	AL Lille I	Economie	112F
GONIN Patrick	LGH	MC Lille I	Géographie	212I
GOUAZÉ Serge	CRAC	MC UVHC	Germaniste	223B
GRAAFF Michaël	CRAC	PR UVHC	Droit	111F-223B

GRÉGORIS Marie-Thérèse	LGH	MC Lille I	Géographie	212I
GREVET Patrice	URA 345 CLERSE	PR Lille I	Economie	112E-113K
GUGENHEIM Francis	URA 345 CLERSE	IR Lille I	Sociologie	113J+K
GUIGNET Philippe	URA 1020 Histoire	PR Lille III	Histoire	212E+G
HARDY Odette	URA 1020 Histoire	PR Lille III	Histoire	111H+I-212G
HAZEBROUCQ Jean-Marie	URA 936 CLAREE	MC Littoral	Gestion	123H
HEGO Edith	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Economie	121A+B+C
HERAN Frédéric	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Economie	212F-123B+C
HIRSCH Jean-Pierre	URA 1020 Histoire	PR Lille III	Histoire	111H+I
HOFLACK Jean	URA 936 CLAREE	MC Lille I	Gestion	122B
HÖRLING Hans	CRAC	PR UVHC	Germaniste	111F-223B
HUNOUT Patrick	URA 982 CRAPS	CR	Droit	111F
JACOB Fabrice	URA 345 CLERSE	BDI CNRS/Rég	Sociologie	112G-221J
JACQUEMART Sylvie	URA 982 CRAPS	MC IEP Lille	Droit Public	222B
JANY-CATRICE Florence	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Economie	111B-121A+B+C
JAYET Hubert	CESURE	PR Lille I	Economie	212D
JESSENNE Jean-Pierre	URA 1020 Histoire	MC Lille III	Histoire	111H+I
KOKOREFF Michel	URA 345 CLERSE	MC Lille I	Sociologie	221I
KOURCHID Olivier	URA 345 CLERSE	DR	Sociologie	123E
KRIFA Hadjila	CEPE	MC Lille I	Economie	111D-212F
LADWEIN Richard	URA 936 CLAREE	MC Lille I	Gestion	123I
LARDÉ Philippe	URA 345 CLERSE	CR	Economie	121A+B+C
LAUVAUX Philippe	URA 982 CRAPS	CR	Droit Public	222B
LECLERC-OLIVE Michèle	URA 345 CLERSE	CR	Sociologie	112L-221A
LEFEBVRE Bénédicte	URA 345 CLERSE	IE	Sociologie	221H
LEFER Henri-Bertrand	URA 362 LABORES	AL FUPL	Economie	213C
LÉNÉ Alexandre	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Economie	112C
LERIQUE Florence	URA 982 CRAPS	AL Lille II	Droit	222B
LEROY Daniel	URA 936 CLAREE	MC Lille I	Gestion	123H
LEUWERS Hervé	URA 1020 Histoire	MC Lille III	Histoire	111H+I
LOUART Pierre	URA 936 CLAREE	PR Lille I	Gestion	111A-112D
LUCHAIRE Yves	URA 982 CRAPS	PR Lille II - IEP	Droit	222A
LUSSIEN-MAISONNEUVE M.	URA 1020 Histoire	MC Lille III	Histoire	212E+G
MAHIEU Christian	URA 345 CLERSE	CR	Sociologie	212J-123A+C
MAITTE Corine	URA 1020 Histoire	MC Paris X	Histoire	111I
MALLE GRAIN Nadine	URA 1020 Histoire	IE	Histoire	111H
MANTÉ-DUNAT Marylène	URA 345 CLERSE	ATER Lille I	Economie	112C
MARCHAND Philippe	URA 1020 Histoire	MC Lille III	Histoire	212E+G
MARCOU Gérard	URA 982 CRAPS	PR Lille II	Droit Public	222A+B-223A
MARCOU Sophie.	IFRÉSI niv. fédér.	Ass. Ingénieur	/ / / / / / /	/ / / / / / /
MARÉCAILLE Fariza.	IFRÉSI niv. fédér.	Adj. Technique	/ / / / / / /	/ / / / / / /
MARGAIRAZ Dominique	URA 1020 Histoire	MC Paris I	Histoire	111H+I
MARTIN Evelyne	IFRÉSI niv. fédér.	Technicien	/ / / / / / /	/ / / / / / /
MASSE Marie-Claude	URA 936 CLAREE	MC Lille I	Gestion	111A-123G
MASSON Pierre	URA 362 LABORES	IE	Economie	111C-213D
MAUNY Pascal	URA 345 CLERSE	MC U. Bourg.	Sociologie	123F
MAUROY Hervé	URA 345 CLERSE	MC UVHC	Economie	121A+B+C
MENAGER Bernard	CHRН	PR Lille III	Histoire	222C-212K
MILLEQUANT François	URA 362 LABORES	CR	Economie	111C-213D
MINARD Philippe	URA 1020 Histoire	MC Lille III	Histoire	111H+I
MONFROY Brigitte	URA 345 CLERSE	MC IUFM Art.	Sociologie	112A
MONSEUR Danièle	IFRÉSI niv. fédér.	SAR	/ / / / / / /	/ / / / / / /
MOULAERT Frank	URA 345 CLERSE	PR Lille I	Economie	212A+B+C
PARIS Didier	LGH	PR U. Artois	Géographie	212H

PIEDANNA Vincent	LGH	MC Lille I	Géographie	113F+L- 211A+C
PINET Michel	URA 345 CLERSE	CR	Sociologie	113H+K- 221A
POSTEL Nicolas	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Economie	121A+B+C
PRYEN Stéphanie	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Sociologie	112J
RAJAONRISON Dominique	CESURE	ATER Lille I	Economie	212D
REDOR Dominique	CEPE	PR Lille I	Economie	111E
RENARD Jean Pierre	LGH	PR Lille I	Géographie	212H+I
RIBAULT Thierry	URA 345 CLERSE	CR	Economie	111B- 121A+B+C
ROGER William	URA 1020 Histoire	AL Lille III	Histoire	111I
ROQUET Pascal	URA 345 CLERSE	CE CIA CEREQ	Sociologie	113M
RUGRAFF Eric	CEPE	ATER Lille I	Economie	111D
SALERNO Francis	URA 936 CLAREE	PR Lille I	Gestion	123I
SALJOGHI Kourosh	IFRÉSI niv. fédér.	IE	//////////	1213C
SCHEER Jean-Marie	URA 345 CLERSE	ATER Littoral	Economie	112E
SEYS F.O.	LGH	MC Lille I	Géographie	211A
SOUDAN Cécile	IFRÉSI niv. fédér.	IE	//////////	111J-112L- 212A
STANKIEWICZ François	URA 345 CLERSE	PR Lille I	Economie	112B+C
TERRIER Didier	URA 1020 Histoire	MC Lille III	Histoire	111H+I
THIEBAULT Jean Louis	URA 982 CRAPS	PR IEP Lille	Sc. Politiq.	222B
THOMAS Bernadette	URA 982 CRAPS	PR cert. Lille II	Economie	212E
THUMERELLE Pierre-Jean	LGH	PR Lille I	Géographie	113F+L- 211A+B+C
TORRES Emmanuel	URA 345 CLERSE	AL Lille I	Economie	213A+B
TOUTIN-TRELCAT M.H.	URA 345 CLERSE	CE CIA CEREQ	Economie	112C
VAILLANT Jérôme	CRAC	PR UVHC	Germaniste	223B
VANHOUTTE Jean Claude	IFRÉSI niv. fédér.	IR	//////////	//////////
VAUDOIS Jean	LGH	MC Lille I	Géographie	111I
VERLEY Patrick	URA 1020 Histoire	MC Paris I	Histoire	111I
VERMEIRE Karine	CEPE	AL Lille I	Economie	111D
WALLON-LEDUCQ Ch.M.	URA 982 CRAPS	PR Lille II	Sc. Politiq.	222B
WINS Philippe	CESURE	AL Lille I	Économie	212D
ZUINDEAU Bertrand	CEPE	MC Lille I	Economie	213A

**ANNEXE 3 : RÉPARTITION PAR LABORATOIRE ET
STATUT DES CHERCHEURS ET ENSEIGNANTS-
CHERCHEURS PARTICIPANT À L'IFRESI**

Formations constitutives de l'IFRESI

	PR et MC	Ch. Cnrs	Ing. Cnrs	Ing Univ.	Post-Doc	Sous-Tot	Doct Fin.	Total
Clerse	20	12	4	5		41	20	61
Claree	13			2		15	7	22
Craps	6	2	1	1		10	2	12
Labores	2	3	1	1		7	3	10
Ura 1020	15		1			16	3	19
Lgh	13				1	14	4	18
Crac	6					6		6
Chrn	3					3		3
Sous-total	78	17	7	9	1	112	39	151

Autres formations

Ceve	3					3	4	7
Cesure	2				1	3	3	6
Divers	2					2		2
Sous-total	7	0	0	0	1	8	7	15

Total	85	17	7	9	2	120	46	166
--------------	-----------	-----------	----------	----------	----------	------------	-----------	------------

DEUXIÈME PARTIE

LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS

1.1. CONSTRUCTION SOCIALE DE L'EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES

- 1.1.1. Emplois, efficacité, institutions
- 1.1.2. Employabilité et trajectoires, recomposition des professionnalités
- 1.1.3. Mutations des systèmes de formation

1.2. SERVICES, ORGANISATION DES ACTIVITÉS

- 1.2.1. Services, innovation, évaluation
- 1.2.2. Évolution des firmes en longue période
- 1.2.3. Nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes

2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES

2.1. POPULATIONS, DYNAMIQUE URBAINE DES ACTIVITÉS, CADRE DE VIE

- 2.1.1. Populations et territoires
- 2.1.2. Activités, organisation des territoires, réseaux des villes
- 2.1.3. Gestion de l'environnement et du cadre de vie

2.2. POLITIQUES PUBLIQUES, TERRITOIRES, INSTITUTIONS

- 2.2.1. Politiques publiques et tensions urbaines
- 2.2.2. Gouvernement des villes et territoires
- 2.2.3. Intégrations européennes : institutions, économie, droit

Thème transversal : Évaluation des politiques, performances des entreprises, efficacité des services

AVERTISSEMENT

La présentation de chacune des opérations de recherche comporte d'abord son titre puis l'indication des chercheurs (l'expression incluant évidemment ici les enseignants-chercheurs) qui réalisent cette opération. Lorsque les chercheurs appartiennent à la fois à une ou à des équipes participant à l'IFRÉSI et à une ou des équipes extérieures à la fédération, leurs noms sont portés dans des paragraphes clairement distincts.

1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS

1.1. CONSTRUCTION SOCIALE DE L'EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES

LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 1.1.

1.1.1. EMPLOIS, EFFICACITÉ, INSTITUTIONS

Emploi et efficacité, salaires

- 1.1.1. A. Les déterminants socio-cognitifs des politiques d'emploi des entreprises
- 1.1.1. B. Contenu en emplois de la croissance des services. Comparaisons internationales
- 1.1.1. C. Les performances de la Petite Entreprise Industrielle et leurs impacts sur l'emploi
- 1.1.1. D. Stratégies de globalisation des firmes, et processus de création - destruction d'emplois : étude comparative France / Grande Bretagne / Italie
- 1.1.1. E. La formation des salaires en France dans le secteur public et le secteur privé , quels liens ?

Institutions de l'économie et emploi. Approches de longue période

- 1.1.1. F. La régulation de l'emploi dans les entreprises en difficulté, les faillites et reprises d'activité
- 1.1.1. G. Emplois et transformations des politiques et dispositifs publics
- 1.1.1. H. Histoire comparée des institutions de l'économie de marché
- 1.1.1. I. Territoires, marchés et cultures du travail. Le travail industriel : conversions, reconversions
- 1.1.1. J. Naissance et évolution du concept de marché

1.1.2. EMPLOYABILITÉ ET TRAJECTOIRES, RECOMPOSITION DES PROFESSIONNALITÉS

Employabilité, compétences, trajectoires

- 1.1.2. A. La construction sociale de l'employabilité
- 1.1.2. B. L'évaluation de l'efficacité des dispositifs de la politique de l'emploi : le cas des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi
- 1.1.2. C. Adaptabilité, employabilité et fonctionnement du marché du travail
- 1.1.2. D. Optimisation des trajets professionnels en organisation
- 1.1.2. E. Production de compétences évolutives et gestion de l'emploi
- 1.1.2. F. Système de mobilité des cadres dans les organisations

Recomposition des professionnalités et des identités professionnelles

- 1.1.2. G. Les groupes professionnels : transformation des pratiques, des organisations du travail, des identités collectives et des modes de production des compétences
- 1.1.2. H. Les professionnalités des formateurs
- 1.1.2. I. La construction des identités
- 1.1.2. J. Entre déviance et profession, la prostitution de rue

Méthodologie

- 1.1.2. K. Recherches sur les modalités de transmission d'expériences sociales. Reflexion méthodologique sur le recueil de données
- 1.1.2. L. Analyse et traduction de textes sociologiques anglophones

1.1.3. MUTATIONS DES SYSTÈMES DE FORMATION

Organismes et métiers de la formation, rapports avec l'entreprise

- 1.1.3. A. Les organismes de formation en rapport avec l'entreprise: nouvelles organisations, nouveaux produits, nouvelles professionnalités
- 1.1.3. B. Changer la formation pour changer le travail
- 1.1.3. C. Les métiers de la formation continue dans les entreprises publiques, privées et les services publics
- 1.1.3. D. Les effets du développement de l'évaluation des politiques publiques sur les cultures professionnelles des cadres de l'Éducation Nationale
- 1.1.3. E. Orientation et construction des trajectoires scolaires
- 1.1.3. F. Géographie de la formation et de l'insertion de jeunes (renvoi à la rubrique 2.1.1.)
- 1.1.3. G. Vers une Euro-Région éducative

Systèmes d'Enseignement Supérieur et de Recherche

- 1.1.3. H. Stratégies et carrières scolaires des étudiants
- 1.1.3. I. La transformation de l'accès à l'enseignement supérieur des bacheliers du Nord - Pas de Calais et ses incidences
- 1.1.3. J. L'insertion professionnelle des diplômés des universités
- 1.1.3. K. Réseau régional des villes universitaires du Nord- Pas- de Calais : formation - recherche - développement technologique
- 1.1.3. L. Les effets "d'Universités 2000" sur la répartition géographique de l'offre d'enseignement supérieur
- 1.1.3.M. Les modes de formation des ingénieurs diplômés : l'étude de la création de l'ENIC

PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.1. : CONSTRUCTION SOCIALE DE L'EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES

La crise durable de l'emploi, les tâtonnements difficiles des recherches d'issue, inaugurent des changements profonds dans le fonctionnement des systèmes socio-économiques et culturels comme dans les vies et carrières individuelles : la quantité et la stabilité des emplois sont soumis à des relations très contradictoires avec les normes d'efficacité en oeuvre de façon dominante dans les activités; les frontières se brouillent entre les "actifs" et les autres et les statuts se recomposent ; les formes de chômage se diversifient et affectent des catégories de population de plus en plus diversifiées; les institutions de formation sont déstabilisées, les articulations entre les formations, initiales ou continues, et les emplois se troublent et connaissent des "désajustements" objectifs ou subjectifs croissants ; la mobilité en cours de vie active devient une nouvelle norme impliquant des évolutions au sein de l'entreprise comme des changements dans les statuts ou les conditions d'emploi. Les professionnalités se recomposent.

Ces mutations ont des traductions concrètes diversifiées, mais elles signifient toutes un accroissement des incertitudes pesant sur le fonctionnement des systèmes d'emplois et la construction de l'employabilité, la cristallisation des identités salariales et socioprofessionnelles, les systèmes de formation . Dans la mise en oeuvre de leur projet 1994 -1997, de nombreux chercheurs de l'Ifrési ont investi ces axes de réflexion et développé des recherches centrées sur ces enjeux.

1.1.1. Emplois, efficacité, institutions

Les questions de recherche posées sont pour une part centrées sur les déterminants et régulations de l'emploi en quantité et qualité. Les points d'entrée relèvent à la fois de l'étude des stratégies de gestion de l'emploi des entreprises et d'approches institutionnelles. À l'exception des travaux sur les institutions de l'économie de marché, les opérations se sont engagées récemment en bénéficiant de l'effort national d'impulsion des recherches sur l'emploi et dans le cadre des priorités du projet 1994-1997 de l'Ifrési. Sans attendre un bilan systématique des résultats largement à venir, il est possible de situer les hypothèses et voies d'analyse en oeuvre.

Desreumaux, Louart, Beaucourt, et alii (111A) visent à explorer les liens potentiels entre schémas d'interprétation des décideurs d'entreprises et politiques d'emploi tant au plan quantitatif (approvisionnement en ressources humaines) qu'au plan qualitatif (philosophie de gestion des ressources humaines et conception du "contrat d'emploi"). Louart et alii (112 D) montrent qu'il y a des enjeux discrétionnaires dans chaque organisation, donc des interprétations possibles en fonction des valeurs sous-jacentes aux politiques d'emploi.

Les approches précédentes s'attachent à des schémas de décision n'entrant pas dans une rationalité technico-économique prise au sens traditionnel. Parallèlement des travaux portent sur les notions même d'efficacité et sur les mesures qui s'y rattachent, sur les incidences de ces notions et mesures en matière d'emploi.

De telles voies d'analyse sont en oeuvre à propos des services. Partant d'une discussion de la notion de "produit" et de la mesure de celui-ci dans les services, abordant à partir de là les notions d'efficacité, s'interrogeant sur les conditions institutionnelles du développement de nouveaux services, Gadrey et alii (111 B) ont engagé des analyses du contenu en emploi de la croissance tertiaire, avec une forte dimension de comparaison internationale.

À propos de la petite entreprise industrielle, Millequant, Delneste et alii (111 C) entendent approfondir la notion de "performance" en matière de création (ou de non destruction d'emplois) et la confronter à d'autres mesures de l'efficacité de cette catégorie particulière d'entreprises, en associant la micro-économie des fonctions de production, l'économie industrielle et la gestion.

L'objectif de la recherche de Krifa et alii (111 D) est de déterminer dans quelle mesure la mobilité des firmes dites "globales" est effectivement responsable des mutations à la fois quantitatives et qualitatives de la structure des emplois dans trois pays (France, Grande Bretagne et Italie) et quelles peuvent en être les conséquences du point de vue de l'analyse et des politiques économiques.

Redor (111 E) a pour point d'entrée le test d'un effet d'entraînement de la politique salariale de l'État - employeur sur le secteur privé. La recherche s'appuie sur des estimations économétriques des liens entre l'évolution des salaires des secteurs privé et public; elle comporte la présentation d'un modèle à la Stackelberg. À noter que, du point de vue du programme d'ensemble de l'Ifrési, les liens sont à développer entre analyses des salaires et de l'emploi.

Le programme mené par les historiens de l'Ura 1020 - Hirsch, Gayot, et alii (111 H et I) - aide à penser les problèmes de l'emploi sans être enfermé dans un cadre privilégiant exagérément l'entreprise. L'éclairage comparatif et la considération de la longue durée attirent l'attention sur la multiplicité des instances de régulation à prendre en considération, y compris au niveau local, le "laisser-faire" à un niveau s'analysant, dans bien des conjonctures historiques, comme un "laisser-régler" ailleurs. Les résultats obtenus sur l'histoire comparée des institutions de l'économie de marché trouvent leur suite dans une recherche centrée sur la constitution des mains-d'œuvre, les qualifications des métiers, les "disettes" d'ouvriers et leur pléthore, leurs migrations, avec une approche à la fois historique et territoriale. L'histoire des institutions de l'économie de marché se complète de l'histoire du concept de marché (Delmas et alii, 111 J).

À propos d'un objet actuel, la recherche projetée par Gerth, Graaf, Dupont et alii (111 F), situe de même les entreprises dans une approche institutionnelle. Elle porte sur la régulation de l'emploi dans les entreprises en difficulté, les faillites et les reprises d'activités, avec un examen comparé des situations dans plusieurs pays (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas) depuis la mise en place des nouvelles directives européennes.

Autès et alii (111 G) mettent aussi l'accent sur des dispositifs publics en considérant la genèse de l'insertion par l'économique dans le cadre des politiques de l'emploi, les transformations du travail et de l'accès à la protection sociale qui en découlent, les nouveaux métiers et les transformations des qualifications dans les professions du secteur social.

1.1.2. Employabilité et trajectoires, recomposition des professionnalités

Employabilité et trajectoires

L'attention accordée aux déséquilibres durables sur le marché du travail a aussi conduit - en général depuis plus longtemps à l'Ifrési - à des recherches centrées sur les effets du rationnement de l'emploi. Chacune de ces recherches tend à éclairer la question centrale des formes d'articulation entre, d'une part des règles de gestion de l'emploi qui peuvent être appréhendées au niveau de l'entreprise, du marché local du travail, d'institutions de médiation entre offreurs et demandeurs, et d'autre part des trajectoires socioprofessionnelles de salariés, de jeunes entrants dans la vie active, ou d'adultes de bas niveau de qualification.

Approfondissant l'approche des trajets professionnels en organisation, une équipe de sciences de gestion (Louart, Beaucourt et alii, 112 D) montre l'importance d'une représentation élargie des processus d'insertion et d'évolution professionnelle, notamment dans leurs dimensions psychosociales et socio-politiques. En effet, loin de se résumer à des ajustements d'effectifs, les mouvements quantitatifs d'emplois portent en eux des significations qualitatives complexes, en particulier à propos des contenus d'emploi et des modes configurationnels qui les façonnent.

Un groupe de chercheurs économistes et sociologues, a continué d'approfondir ses recherches sur les mécanismes et répercussions du chômage. La persistance de déséquilibres massifs d'emploi comme le durcissement des formes du chômage ont incité ces chercheurs à approfondir l'analyse des processus économiques et sociaux de passage à l'emploi et de régulation des flux de main d'œuvre sur le marché du travail. Dans les perspectives développées, la construction de l'employabilité apparaît

comme un thème central. En considérant l'employabilité de catégories sociales, ce secteur de recherche équilibre les approches portant sur les créations et destructions d'emplois.

Du point de vue sociologique, les chercheurs s'attachent à analyser comment l'employabilité des chômeurs intervient dans des temporalités biographiques et se construit par les activités de différents acteurs intervenant sur le marché du travail et engageant des processus de catégorisation, de production de reconnaissance, de définition de valeurs (avec une évolution des significations socialement associées à la privation d'emploi). La construction de l'employabilité est ainsi inscrite dans une perspective temporelle impliquant le recours à des données longitudinales (Demazière, Monfroy, 112 A). Qu'il s'agisse d'analyser les sept premières années d'entrée dans la vie active de jeunes de bas niveau scolaire, ou de suivre pendant trois ans un panel de chômeurs, l'approche est fondée sur la confrontation entre des formes typiques de mobilité rendant compte des parcours objectivement suivis par les individus, des logiques subjectives de mobilité organisant les interprétations et anticipations que les individus font de leur histoire, et des systèmes de mobilité désignant les espaces, socio-économiques, institutionnels et relationnels auxquels les individus sont confrontés.

Du point de vue économique, l'analyse part des liens entre l'adaptabilité des individus et leur employabilité (Stankiewicz 112 B ; Stankiewicz et alii 112 C). Elle s'interroge donc sur les éléments constitutifs de l'adaptabilité, ainsi que sur l'offre et la demande de qualifications transférables. Elle s'applique à l'évaluation de l'efficacité des stages de formation pour les demandeurs d'emploi. Elle traite de l'employabilité de certaines catégories de main-d'œuvre compte tenu du fonctionnement du marché du travail. Plus précisément certaines recherches sont centrées sur la situation de catégories déterminées : femmes (Bustreel), "bas niveaux de qualification" (Toutin-Trelcat), travailleurs âgés (Legrand). D'autres approches de processus transversaux apportent un éclairage sur l'employabilité : formation en alternance (Léné), "décrochage" du marché du travail (Mallet), concept de "réserve" de main-d'œuvre (B. Manté), perception des coûts de chômage (M.H. Manté-Dunat), gestion des pénuries de main-d'œuvre (Debaisieux) et gestion des carrières (Pays).

Recomposition des professionnalités et des identités professionnelles

La construction sociale des pratiques et des identités professionnelles a fédéré un ensemble significatif de recherches portant sur des groupes divers. Le point de départ commun est la constatation d'une déstabilisation quasi générale des professionnalités sous l'impact de divers facteurs : crise de l'emploi, mutations technologiques, transformation du rôle de l'État, modification du comportement des usagers, choix stratégiques opérés par les entreprises en matière de mobilisation de la main d'œuvre, de productivité, d'innovation, de qualité, de formation continue, de gestion de l'emploi et des carrières. La question de la mobilisation professionnelle des individus et des groupes (motivation au travail, ajustement des compétences) est brûlante pour les organisations productives et les services publics. Les groupes professionnels voient certaines de leurs compétences devenir obsolètes; leurs conditions de travail se modifient; des missions perdent de leur sens; tous sont confrontés à des transformations rapides ou importantes de leur environnement qui influent directement sur leurs pratiques professionnelles, voire sur les fondements symboliques de leur légitimité; ils sont engagés dans des stratégies individuelles et collectives pour négocier le changement inévitable, recomposer leur professionnalité et leur identité professionnelle, préserver leur emploi et le sens de leur travail.

Dans les opérations 112 G, 112 H, 112 I, 112 E, 112 F, 111 G, les approches mettent les pratiques et les identités en rapport avec les trajectoires individuelles et le hors travail (Jacob, Dembinski, N. Gadrey, Engrand), mais aussi avec les transformations organisationnelles de l'entreprise (Pays, Lemattre, Engrand, Glorieux) ou du service public (Demainilly, Autès).

Les avancées théoriques de ces deux dernières années ont consisté en

- une contribution à une meilleure connaissance de l'interactionnisme (traduction du texte célèbre de Hughes sur les concepts de "licence" et de "mandat", équipe Mtw Lastree 112 L)
- une clarification des concepts de compétence et de professionnalité comme résultante d'une tension triangulaire entre trois processus de production sociale : celle des propriétés des agents, celle de la

définition des problèmes à traiter, celle de la reconnaissance de l'adéquation des propriétés aux problèmes (Demainly)

- une réflexion collective sur la formalisation et la transmission des savoirs professionnels d'expérience et la construction d'un modèle rendant compte de leurs effets contradictoires et ambigus en matière d'évolution des groupes professionnels (Charlon, Demainly, Dembinski, Jacob, Vermelle)
- l'élaboration d'un modèle articulant innovation, formation continue et système de gestion de l'emploi dans les entreprises confrontées à la nécessité d'une gestion de compétences évolutives (Lemattre)
- l'affinement du concept de "forme identitaire" (Engrand).

Les travaux empiriques peuvent être classées en quatre catégories :

a) Recherches débutant par un recensement

Deux études empiriques se donnent pour projet le recensement dans la région Nord - Pas de Calais de métiers aux nomenclatures et aux contours incertains, sur lesquels les données disponibles sont très pauvres. Il s'agit du travail de l'équipe Autès, Eloy, Hédoux, sur les métiers du travail social et de celui de l'équipe Demainly, Feutrie, Charlon, Vermelle sur les formateurs internes des entreprises et des administrations. Dans les deux cas, la production des données quantitatives et qualitatives est envisagée à partir des employeurs. Dans un second temps il s'agit d'analyser le contenu des postes ainsi que le fonctionnement du marché du travail.

b) Recherches centrées sur un ou des groupes professionnels, en fonction d'une problématique et d'une interrogation particulières

Ces recherches, bien que centrées pour la plupart sur un seul groupe professionnel, ne sont pas de simples monographies. Chacune met en œuvre un questionnement théorique spécifique. Très brièvement:

- Dembinski (thèse en cours) décrit la fragmentation du groupe des infirmières de l'hôpital public, leur difficulté à se constituer en acteur face aux transformations rapides de la gestion de l'hôpital public
- Duprez et Jacob étudient le rôle des éthiques professionnelles dans la différenciation de la police de l'air et des frontières et de la douane
- Jacob (thèse en cours), à propos des douaniers, montre qu'un corps inséré dans une bureaucratie ancienne peut parfois s'adapter rapidement au changement social et renégocier ses missions
- Pryen (thèse en cours), avec la prostitution, étudie un "métier" aux confins de la déviance

c) Recherches ayant pour terrain une (des) organisation(s) et pour objet central les trajectoires individuelles des salariés

Engrand et N. Gadrey étudient, à partir d'une relecture des entretiens recueillis dans diverses entreprises l'articulation entre formation, emploi et construction identitaire. Il s'agit de prendre en compte l'ensemble de la trajectoire, comme le font les recherches concernant le travail féminin. La façon dont les enquêtés appréhendent les temps sociaux, établissent des relations entre les sphères du travail et du hors travail, donnent un sens à leurs expériences et construisent des représentations du travail et de l'emploi qui orientent leurs pratiques, permet de s'interroger aussi bien sur les rapports sociaux de sexe que sur les rapports intergénérationnels.

Trois typologies construites inductivement sur trois entreprises suggèrent l'hypothèse que les types d'identité professionnelle observés ne sont que des expressions contingentes de modèles plus larges d'échelle sociétale (Engrand).

d) Recherches ayant pour terrain une (des) organisation(s) et pour objet central les fonctionnements organisationnels ou les politiques managériales et leurs effets sur les groupes professionnels

L. Demainly observe dans l'Éducation Nationale les tentatives volontaristes de changement des pratiques professionnelles. Les interactions entre haut encadrement, encadrement de proximité et enseignants de base, montre que le travail des cadres a des effets de structuration professionnelle d'une part sur le groupe encadré, d'autre part sur les groupes d'encadrement : mobilisation de

nouvelles fractions innovantes, apparition de nouveaux clivages, effets diversifiés (professionnalisation /ébranlement de l'identité /continuité culturelle) dans les groupes d'encadrement eux mêmes . D'autres sources potentielles de transformation des pratiques et des identités professionnelles ainsi que de rationalisation de l'organisation sont mises en oeuvre :

- le développement de la formation continue (les effets de changement opérés par la formation sont rendus possibles par la conjonction d'un nombre élevé de conditions favorables)
- celui de la recherche-développement, bon analyseur d'un certain nombre d'enjeux, notamment celui du mode de finalisation de la recherche et celui du mode de contrôle social des savoirs professionnels enseignants
- et enfin l'évaluation, dont les performances en matière d'aide au changement sont aujourd'hui très peu connues.

Quatre thèses en cours se centrent sur les effets des politiques d'emploi des entreprises sur les carrières

- Lemattre identifie dans des entreprises soumises à l'innovation permanente deux sous-systèmes d'emploi, l'un concernant les ouvriers, employés et techniciens de production, l'autre les cadres, ingénieurs et techniciens de recherche
- Scheer étudie les modalités de pourvoi de postes d'ingénieurs-techniciens dans trois firmes de haute technologie
- Pays s'attache au renouvellement de la gestion des carrières dans des entreprises du secteur tertiaire
- Glorieux considère les systèmes de mobilité des cadres dans les organisations

Par ailleurs, l'équipe Charlon, Demainly, Feutrie, Vermelle, étudie les organismes de formation qui travaillent avec les entreprises, et montre comment les nouvelles exigences de leurs usagers-clients provoquent une recomposition des stratégies des organismes, l'apparition de nouvelles tâches, de nouvelles divisions du travail, et donc de nouveaux profils d'emploi des formateurs.

À noter enfin la place donnée à des éléments d'ordre théorique et méthodologique. Il s'agit d'une part de l'analyse et de la traduction de textes sociologiques anglophones déjà indiquée (112 L). Il s'agit d'autre part, sur un champ différent de celui des travaux mentionnés ci-dessus, des recherches de Cukrowicz et Baichère (112 K) concernant la méthodologie du recueil de données sociologiques et les processus de transmission des expériences sociales avec deux enquêtes portant sur les rapports qui se nouent autour des livres.

1.1.3. Mutations des systèmes de formation

Les mutations des systèmes de formation, tant continue qu'initiale, constituent un autre terrain de recherche qui permet également d'avancer dans la compréhension des mécanismes de construction de l'emploi, du travail, des qualifications. Les recherches effectuées à ce sujet en participant au programme de l'Ifrési relèvent de façon principale de la sociologie, mais elles comportent aussi des approches géographiques et maintenant des amores économiques.

Organismes et métiers de la formation, rapports avec l'entreprise

La sociologie de l'éducation a connu d'importants déplacements de problématique dans les vingt dernières années. Les explications macro-sociologiques des liens entre origine sociale et réussite scolaire mises en avant par les thèses de la reproduction ou de l'inégalité des chances sont de plus en plus relayées par des tentatives de compréhension micro-sociologique des pratiques des acteurs et des institutions. Les interrogations et les cadres d'analyse se déplacent dans un contexte économique et social marqué par le développement de la formation continue et la baisse de l'efficacité sociale des diplômes, contexte profondément différent de celui des années soixante. A partir de travaux empiriques portant aussi bien sur la formation initiale que sur la formation continue, les analyses visent à comprendre l'émergence et le fonctionnement de dispositifs pédagogiques concrets, dans lesquels interagissent différentes catégories d'acteurs et où s'élaborent des enjeux et se confrontent des logiques sociales plus ou moins divergentes.

- a) La formation continue a connu des évolutions extrêmement sensibles au cours de la période récente. Plusieurs approches ont été combinées pour appréhender les évolutions de la fonction

formation en entreprise et les transformations des articulations de la formation et des situations et collectifs de travail (opération 113A, Charlon, Demainly, Feutrie, Vermelle; opération 1.1.3. B, Abt, Feutrie, Vermelle et opération 113 M, Roquet). La tendance à une internalisation croissante de la fonction formation, marquée par une implication des opérationnels de production et l'émergence de nouvelles modalités de formation par et dans les situations de travail, a ainsi été mise en évidence. Les grandes tendances d'évolution de l'espace des relations entre les organismes et les entreprises peuvent être repérées à trois niveaux d'analyse :

- le passage d'un pilotage des transactions par l'offre à un pilotage par la demande, l'amplification des processus de construction partenariale de l'offre de formation, le développement de l'esprit entrepreneurial et commercial des organismes
- un mouvement de rationalisation des services qui se traduit par le développement d'une certaine standardisation des prestations, la réalisation d'actions de formation "sur mesure", la formalisation de certains savoir-faire
- un mouvement d'évolution des professionnalités des formateurs, de transformations dans les profils d'emploi.

Dans le prolongement de la tendance à la construction d'actions de formation appuyées sur des situations de travail, des expérimentations de nouvelles filières de formation des ingénieurs impliquant très fortement les entreprises sont analysées (Roquet).

Malgré l'internalisation croissante de la fonction formation, il apparaît que la connaissance des modes d'organisation de la fonction formation au sein des entreprises, de la définition des "métiers" de la formation, des caractéristiques des personnels mobilisés, de leurs parcours professionnels, est relativement faible. D'où le projet déjà cité (113 C) de recensement auprès de toutes les entreprises publiques ou privées et des services publics de plus de 200 salariés dans la Région Nord - Pas de Calais.

b) À côté de l'accent important mis sur la formation continue, d'autres travaux s'attachent au système éducatif de formation initiale. Ainsi, celui-ci est étudié à partir de ses usagers et de leurs trajectoires : les carrières scolaires, les projets et choix d'orientation, constituent alors autant d'objets d'analyse. Les travaux portant sur l'orientation scolaire (N. Gadrey, 113 E) ou sur les "carrières des étudiants" (Pinet, Convert, 113 H) s'appuient sur l'exploitation de données quantitatives et qualitatives et articulent des approches structurelles et biographiques. Des recherches reprises dans la rubrique 211 consacrée aux rapports entre populations et territoires s'attachent à la géographie de la formation et de l'insertion des jeunes (Dumont, Piedanna, Thumerelle, 211 C).

c) Une autre dimension importante d'analyse concerne l'évaluation. En effet, la déstabilisation de l'enseignement secondaire et supérieur est manifeste, sous l'impact de l'augmentation brutale des flux, du brouillage du rapport diplômes / emploi, des exigences croissantes des usagers en matière de relation moins assujettie et plus contractuelle aux institutions de formation, de l'aiguisement de conflits sociaux autour de l'appropriation du système scolaire. Du côté des pouvoirs publics, le développement de l'évaluation des établissements et des politiques publiques paraît une tentative de réponse à cette crise. Ses enjeux seront l'objet d'une étude de Demainly (113 D).

À noter par ailleurs, la recherche de Gerth (113 G) sur les efforts pour donner une dimension européenne à la formation initiale.

Systèmes d'Enseignement Supérieur et de Recherche

Un ensemble de travaux (dont certains déjà mentionnés ci-dessus) portent spécifiquement sur les systèmes d'enseignement supérieur avec une extension en cours à propos de la recherche.

S'attachant aux trajectoires dans le réseau secondaire - supérieur, Convert et Pinet (113 H) remettent en question les notions "d'orientation", de "demande d'éducation", de "projets" scolaires ou professionnels au profit d'une description en terme de "carrière". Ils mettent ainsi l'accent sur les processus de définition des identités des étudiants et sur les effets de marché scolaire dans la construction des trajectoires et des représentations des avenir professionnels individuels.

F. Gugenheim et alii (113 I, 113 J) poursuivent des analyses antérieures sur l'accès à l'enseignement supérieur régional; ils montrent par exemple que l'élargissement accéléré de cet accès au cours des

années 80-90 peut aller de pair avec des affrontements sociaux entre étudiants autour de stratégies de conquête ou de défense dans les possibilités d'obtention de diplômes. Par ailleurs, ils dégagent des transformations dans le devenir professionnel de diplômés de l'enseignement supérieur.

Rappelons par ailleurs pour mémoire les travaux déjà mentionnés sur les nouvelles formations d'ingénieurs (113 B et 113 M).

De nouveaux développements sont donnés aux travaux précédents par deux recherches qui s'engagent. La première (113 K) porte sur le réseau régional des villes universitaires du Nord - Pas de Calais : formation - recherche - développement technologique. Dans cette recherche, Convert, Gugenheim, Pinet, visent à analyser la façon dont se remodèlent les rapports offre - demande d'enseignement supérieur au niveau de l'entrée dans celui-ci. Feutrie et alii s'attachent à un objet similaire, mais en se centrant sur les formations professionnalisées initiales et continues. Djellal, Fievet, Grevet, engagent une analyse des relations existant entre les structures de recherche universitaires (ou de grands organismes) et des partenaires extérieurs (entreprises, réseaux d'innovation, etc...).

La seconde recherche (Dumont, Piedanna, Thumerelle, 211 C) concerne plus spécifiquement les effets "d'Universités 2000" sur la répartition géographique de l'offre d'enseignement supérieur (voir à ce sujet la présentation d'ensemble de la rubrique 21).

Signalons en outre que l'Ifréxi participe à la production d'un colloque international organisé à Lille les 25, 26, 27 septembre 1995 "les Professions de l'éducation et de la formation ", coordonné par R. Bourdoncle et L. Demailly.

1.1.1. EMPLOIS, EFFICACITÉ, INSTITUTIONS

1.1.1. A. LES DÉTERMINANTS SOCIO-COGNITIFS DES POLITIQUES D'EMPLOI DES ENTREPRISES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLAREE : Alain DESREUMAUX (PR), Pierre LOUART (PR), Christel BEAUCOURT (MC), Marie-Claude MASSE (ATER), Philippe PAILOT (ATER), Phillippe SAIELLI (CE), Stéphane BELLINI (AL), Jean-Charles BECOUR (IR), Olivier de la VILLARMOIS (AL), Thierry VERSTRAETE (CE)

Objet, méthode, résultats

Considérées sous l'angle stratégique, les décisions relatives à l'emploi semblent relever d'une rationalité techno-économique assez traditionnelle. En d'autres termes, comme toute stratégie de ressources, la stratégie d'emploi est la résultante d'un calcul prenant en compte les coûts et les avantages des différentes solutions, les perspectives concurrentielles, l'état du marché du travail (rareté, qualité des ressources), les perspectives de développement du secteur d'activité, etc.

Cela est vrai s'agissant des décisions relatives au volume des emplois, encore que dès qu'il s'agit de destruction les décisions correspondantes présentent des particularités qui les éloignent d'un processus strictement rationnel, comme le montrent les études relatives aux opérations de désinvestissement en général.

Cela l'est sans doute moins s'agissant de "décisions" relatives aux aspects qualitatifs de l'emploi (forme, type de contrat d'emploi ou de contrat incitation/contribution) puisque l'on est ici souvent dans le domaine de l'implicite, du non-dit, des préférences de style de gestion et d'animation des personnels, autant d'éléments qui n'expriment pas un calcul au sens traditionnel du terme.

D'une façon générale cependant, les recherches en gestion stratégique ont montré que les décisions de cette catégorie ne peuvent s'expliquer par la mobilisation d'une unique rationalité techno-économique. Si les premières représentations du processus de décision stratégique renvoient l'image d'un décideur "homme économique", dont les choix résultent d'un principe de maximisation d'efficience et d'utilité, des interprétations concurrentes ont rapidement vu le jour. Tantôt ce sont des variables et des logiques de nature socio-politique qui sont considérées comme fondements véritables des décisions stratégiques, celles-ci permettant d'affirmer ou de modifier des situations de pouvoir. Tantôt ce sont les processus cognitifs des décideurs et leurs déterminants qui retiennent particulièrement l'attention. S'inspirant de la psychologie cognitive, de multiples analyses développent alors l'idée que les décideurs confrontés à l'incertitude et à des problèmes complexes et mal structurés tendent à faire usage d'heuristiques simplificatrices ou de modèles cognitifs pour percevoir, interpréter, intégrer l'information et prendre des décisions. Dans cette perspective, on en vient naturellement à considérer la stratégie non comme un simple positionnement concurrentiel mais plus fondamentalement comme une sorte de structure cognitive qui permet de rendre le monde compréhensible, de le simplifier, d'ordonner les stimuli et la réflexion et, ainsi, de faciliter l'action : former une stratégie, c'est engendrer des significations sur la nature, l'objet et la direction de l'entreprise qui permettent aux individus de rendre leur monde organisationnel intelligible et d'expliquer aux autres que ce qu'ils font a un sens. Bien entendu, il ne manque pas d'arguments ni de travaux empiriques pour entretenir l'idée que ces différentes visions du processus de décision stratégique sont plus complémentaires que concurrentes et méritent d'être intégrées dans un modèle complexe

Si l'élargissement des conceptions de la rationalité à l'oeuvre en matière de décision prise au sein des organisations a inspiré de multiples travaux de recherche, la place accordée spécifiquement aux décisions relatives à l'emploi reste dans cet ensemble relativement modeste. Dans le domaine de la gestion stratégique, peu d'investigations ont été menées sur ce type de décision, visant à élucider les

processus cognitifs sous-jacents, le contenu des représentations qui inspirent les décisions, les processus de formation et d'évolution de ces dernières.

C'est l'objet de la présente recherche que de procéder à une première exploration de ces questions. Le projet de recherche vise donc à élucider et analyser une catégorie de facteurs potentiellement explicatifs des décisions que prennent les entreprises en matière d'emploi : les schémas interprétatifs des décideurs, c'est-à-dire les ensembles d'idées quant aux façons appropriées de se comporter et de réussir dans un environnement de tâche donné. De tels schémas semblent sous-jacents à de multiples tendances actuellement observables en matière de comportement stratégique et d'agencement organisationnel des entreprises, tendances qui ont des répercussions évidentes sur l'emploi.

On peut faire l'hypothèse que ces schémas sont institutionnellement spécifiques et variables selon les secteurs d'activité ou, plus généralement selon les caractéristiques des environnements de tâche auxquels les entreprises sont confrontées. D'où le projet d'organiser la recherche à partir d'une analyse comparée de deux ou trois secteurs d'activité plutôt que de raisonner sur la base d'une théorie généralisable a priori à un très grand nombre d'organisations. Trois secteurs d'activité ont été retenus : textile, distribution, agro-alimentaire.

Sur ces bases, la recherche se développe de la façon suivante :

- identification des schémas interprétatifs éventuellement à l'oeuvre dans chaque secteur d'activité, par analyse documentaire (documents des organisations professionnelles du secteur, dossiers de la presse économique) et interview de représentants des organisations professionnelles, de façon à cerner les représentations que se font les acteurs et observateurs des différents secteurs d'activité des caractéristiques et des dynamiques d'évolution de ces derniers.
- interviews de dirigeants d'entreprises appartenant aux secteurs choisis de façon à apprécier leur degré d'adhésion aux schémas mis en évidence lors de la première étape et les liens qui peuvent être établis avec leurs politiques en matière d'emploi. Quant à cette deuxième étape, il est prévu de réaliser dix à quinze interviews dans chaque secteur d'activité.

Ainsi conçu, le travail a évidemment une portée avant tout exploratoire. Il doit permettre d'apprécier la pertinence des hypothèses posées et ne prétend pas à une représentativité statistique parfaite. Par ailleurs, la prise en compte de la dynamique des schémas interprétatifs et l'analyse de leurs déterminants supposeront des recherches longitudinales sur longue période qui ne pourront être entreprises que dans un deuxième temps.

Partenaires et financement

L'opération de recherche fait l'objet d'une convention d'étude avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Elle bénéficie par ailleurs d'un financement dans le cadre de la première tranche du contrat de plan État-Région 1994-1998 et d'un soutien complémentaire accordé par le conseil scientifique de l'Université des Sciences et Technologies de Lille.

Publications

DESREUMAUX Alain, LOUART Pierre (1995), *Les stratégies des entreprises en tant qu'acteurs de l'emploi, les liens entre stratégies et politiques d'emploi, bases d'une approche socio-cognitive*, Rapport pour le Ministère du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques), janvier, 51 p.

DESREUMAUX Alain, PAILOT Philippe (1995), *Les stratégies des entreprises en tant qu'acteurs de l'emploi : les liens entre stratégies et politiques d'emploi, méthodologie de recherche*, Rapport pour le Ministère du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques), février, 49 p.

DESREUMAUX Alain, LOUART Pierre (1995), *Stratégies d'entreprise et politiques d'emploi : jalons pour une lecture socio-cognitive*, IVièmes Journées IFRÉSI, Lille, 30 et 31 mars

**1.1.1. B. CONTENU EN EMPLOIS DE LA CROISSANCE DES SERVICES
(OPÉRATION NOUVELLE)**

Chercheurs

CLERSE : Jean GADREY (PR), Camal GALLOUJ (ATER), Thierry RIBAULT (CR), Florence JANY-CATRICE (MC), Isabelle BUTTÉ (BDI)

Pour cette recherche, voir dans la rubrique 1.2.1. "Services marchands et non marchands : innovation, performances, relations" l'opération 1.2.1. B. "Performances et évaluation des services, contenu en emplois de la croissance tertiaire"

*
* * *

**1.1.1. C. LES PERFORMANCES DE LA PETITE ENTREPRISE INDUSTRIELLE ET LEURS
IMPACTS SUR L'EMPLOI (OPÉRATION NOUVELLE)**

Chercheurs

LABORES : Jean-Philippe BOUSSEMART (PR), Bénédicte DELNESTE (AL), Benoît DERVAUX (CR2), Pierre MASSON (IE), François MILLÉQUANT (CR1)

Objet et méthodes

Le projet s'inscrit dans le prolongement d'une recherche menée pour le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts qui porte sur la connaissance d'une population spécifique d'entreprises, encore peu étudiée jusqu'à présent, les Petites Entreprises Industrielles (ou PEI) et sur laquelle un important matériau d'enquête a été réuni. Les PEI présentent usuellement de bonnes performances en termes de création (ou de non destruction) d'emplois sur le moyen terme et il paraît donc intéressant d'approfondir cette notion de "performance" et de la confronter avec d'autres mesures de l'efficacité de cette catégorie particulière d'entreprises, qui a été définie comme étant un agent économique (donc maître de ses décisions, exerçant une activité indépendante, percevant des ressources et gérant un patrimoine), produisant, à titre principal et habituel des biens manufacturiers, dont le nombre de salariés oscille théoriquement entre 10 à 100 personnes (et, en pratique, entre 5 et 120 personnes) et qui n'est pas la filiale d'un groupe.

Associant la micro-économie des fonctions de production, l'économie industrielle et la gestion, le projet poursuit trois objectifs complémentaires.

- Le premier vise à repérer comment la petite entreprise s'insère au sein d'une filière industrielle, par l'examen de sa capacité d'adaptation à un process de production impliquant d'autres acteurs en amont et/ou en aval. Une première segmentation pourrait déjà identifier les entreprises "naines" et dont la vocation est de le rester car leur dimension est adaptée à leur marché, les entreprises "jeunes", en phase de croissance, amenées à devenir moyennes ou grandes et celles, "recomposées" (ou rescapées) qui sont redevenues petites par suite de leur déclin. D'autres critères de segmentation pourront être retenus, comme, par exemple, la technologie, l'intensité capitalistique, le degré d'autonomie de l'entreprise ou plus traditionnellement, l'appartenance sectorielle, cette dernière segmentation n'apparaissant cependant pas, à la lumière de recherches antérieures, comme catégorie statistique discriminante de la performance des PEI car celles-ci, lorsqu'elles sont positionnées sur un secteur en déclin, peuvent dégager des résultats très honorables. C'est le cas, par exemple, d'un fabricant de lacets, d'un briquetier ou d'un minotier.

- Le second a pour but de dégager des typologies d'entreprises en vue de les différencier et de mettre en évidence des dynamiques de fonctionnement et de développement par l'identification des faisceaux de variables qui interviennent indépendamment ou conjointement, de façon plus ou moins

positive, voire négative, sur la performance de l'entreprise. Ceci suppose, au préalable, de préciser ce concept en utilisant plusieurs types d'approches :

- comptable (rendement et rentabilité) : c'est la notion la plus courante qui utilisera les documents comptables (liasses fiscales Cerfa) obtenues lors des entretiens. Une mesure de cette "performance" comptable pourrait être le "Score Z" élaboré par la Banque de France qui permet de rendre compte de la santé des entreprises industrielles sur la base des résultats financiers ;
- économique (position concurrentielle) : c'est la notion de performance de l'entreprise par rapport à son marché, sa clientèle, ses concurrents et ses fournisseurs. Comme précédemment, on cherchera à mesurer cette performance au moyen d'indicateurs composites : phase d'évolution du marché (essor, déclin, maturité), type de produit (standard/non standard, différencié/non différencié), dépendance à l'égard de l'amont et de l'aval, innovation technique, politique de qualité et compétitivité technique ;
- sociale : création et destruction d'emplois au cours des cinq dernières années, qualification et polyvalence de la main-d'œuvre, politique de recrutement, formation, degré d'autonomie et participation au processus décisionnel ;
- organisationnelle : qualité de l'appareil de gestion, trésorerie et appareil financier de l'entreprise, appartenance à des réseaux, âge et succession du dirigeant, existence d'un projet.

et de construire, à chaque fois, un outil de mesure adapté, intégrant des aspects quantitatifs et qualitatifs et tenant compte, en outre, de l'arbitrage entre le court terme (notion d'efficience) et le long terme (efficacité entendue comme pérennité de la firme). Cette phase centrale de la recherche permettra de déterminer, globalement et, surtout, pour chaque "sous-population" du panel des entreprises, comment des quatre grandes catégories de critères de jugement de l'efficacité peuvent se compléter ou au contraire s'opposer, le cas échéant.

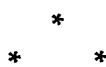
- En troisième lieu, il s'agira d'élaborer des modèles explicatifs propres à chacune de ces catégories mettant en relief des "combinatoires" des variables, marchés (produits, clients, technologies), moyens de production, entrepreneurship, - ainsi que leurs interactions -, qui configureront l'évolution et les performances globales de ces entreprises. On insistera plus particulièrement ici sur la construction du modèle "social", du processus de création et de destruction des emplois, puisqu'il ne constitue pas spécifiquement un objectif de l'entreprise, la main-d'œuvre étant avant tout un moyen de production pour les firmes et donc le résultat de stratégies qui peuvent être d'un autre ordre. On essaiera de déterminer, dans ce modèle, comment ces "combinatoires" peuvent avoir des incidences plus ou moins "riches" en emploi, en termes quantitatifs et qualitatifs.

Cette recherche empirique, visant à construire des modèles d'analyse de la performance, s'inspire des développements tirés de la théorie des organisations. Parallèlement, elle sera confrontée à la théorie économique, par des mesures d'efficacité, élaborées à partir de fonctions non paramétriques mettant en relation objectifs et ressources, afin d'étudier les convergences et divergences rencontrées.

La recherche se situe actuellement dans la phase d'approfondissement de la problématique et de construction du schéma d'analyse afin de mettre au point une méthodologie pertinente concernant le processus de segmentation de notre échantillon, la définition des critères de mesure appropriés du concept d'efficacité, en corrélation avec l'objectif de la recherche. La réflexion porte actuellement sur les approches de l'efficacité et l'opérationnalisation des mesures.

Partenaires et financement

Conseil Régional Nord - Pas de Calais au titre du Contrat de Plan État - Région 1994-1998



1.1.1. D. STRATÉGIES DE GLOBALISATION DES FIRMES ET PROCESSUS DE CRÉATION-DESTRUCTION D'EMPLOIS : ÉTUDE COMPARATIVE FRANCE / GRANDE BRETAGNE / ITALIE" (OPÉRATION NOUVELLE)

Chercheurs

CEPE : Hadjila KRIFA (MC), Bénédicte DEWULF(AL), Karine VERMEIRE (AL), Eric RUGRAFF (ATER)

Équipes extérieures : Giovanni BALCET et Aldo ENRIETTI (Université de Turin), Eric SWYNGEDOUW, J. DUCKWORTH (Université d'Oxford)

Présentation de l'opération

La mondialisation actuelle ne peut plus être caractérisée par la seule circulation des biens et des capitaux d'un espace national à un autre mais de plus en plus par l'essor spectaculaire des firmes dites globales, c'est à dire ces grands groupes financiers à dominante industrielle que tout tend à distinguer de la grande majorité des entreprises (dimension, portée mondiale des stratégies, accès aux capitaux mondiaux et mode d'organisation) et qui distribuent leurs activités industrielles et financières au niveau international. Dans un contexte de sous-emploi massif et durable et en même temps d'intensification du processus d'internationalisation du capital productif, la réaction immédiate est d'établir une relation de cause à effet entre la mobilité accrue de ces investisseurs à l'échelle mondiale et l'aggravation du chômage dans un pays. De même, les politiques d'incitation à l'investissement direct étranger se fondent sur une relation de même nature : les multinationales, en particulier les plus grandes, sont considérées comme une des solutions notamment au problème du chômage. La relation entre la mondialisation des firmes et l'emploi est autrement plus complexe, parce que l'investissement direct étranger n'est pas exclusivement créateur d'emplois et qu'à contrario, lorsqu'une entreprise originaire d'un pays s'implante dans un autre, le phénomène n'est pas exclusivement destructeur d'emplois.

L'objectif de notre recherche est de déterminer dans quelle mesure les multinationales qui développent des stratégies globales sont effectivement responsables des mutations à la fois quantitatives et qualitatives dans la structure des emplois dans les pays développés et quelles peuvent en être les conséquences du point de vue de l'analyse et des politiques économiques.

Trois questions seront plus particulièrement examinées :

- Quels modèles de gestion de l'emploi mettent en place les firmes globales dans les pays développés?
- Ces modèles sont-ils fondés sur une mise en concurrence internationale de la force de travail pouvant conduire à une dévalorisation de la main d'œuvre dans les pays développés?
- De quelle marge de manœuvre disposent encore les pouvoirs publics face à ces groupes dont la stratégie et l'organisation sont définis mondialement?

Ces questions seront étudiées pour trois pays de l'Union Européenne (France, Grande Bretagne et l'Italie) et deux secteurs (Agro-alimentaire, Automobile), avec deux étapes principalement :

- une évaluation de l'internationalisation de l'économie de chaque pays et de ses tendances évolutives, basée sur l'analyse conjointe des flux commerciaux et des investissements directs entrants et sortants ainsi qu'une étude de l'impact direct des multinationales sur l'emploi sur une période d'une dizaine d'années. L'analyse de l'évolution des formes et des stratégies d'internationalisation productive est dans cette perspective essentielle. Ainsi, la constitution des réseaux et les alliances ou les stratégies "cost saving", devenues plus fréquentes à la fin des années 80, sont en train de modifier rapidement le caractère de la croissance multinationale. D'autre part, l'interdépendance accrue des stratégies de croissance au sein d'oligopoles mondiaux influence la convergence des modèles de gestion en matière d'emploi. Enfin, les privatisations et les politiques plus libérales vis à vis de l'investissement direct étranger accélèrent la constitution de ces oligopoles en favorisant les acquisitions étrangères et la pénétration du capital étranger
- une étude sectorielle sur les filières automobile et agro-alimentaire est destinée à approfondir les dynamiques d'internationalisation des groupes de ces pays ainsi que les stratégies des firmes

étrangères. L'objectif est ici d'évaluer l'impact direct et indirect sur l'emploi. Des problématiques spécifiques pour chaque pays pourront aussi être dégagées : par exemple, le rapport entre les délocalisation internes dans le Mezzogiorno (favorisées par les incitations publiques) et les délocalisations à l'extérieur (Pologne) dans le cas de Fiat, l'importance de la déréglementation sociale en Grande Bretagne dans l'attractivité du capital étranger, le rapport entre flexibilité interne et externe dans la gestion de l'emploi en France, etc.

Partenaires et financement

Cette recherche est financée par le Commissariat Général du Plan (contrat de recherche n°22/94) et s'inscrit dans le cadre Contrat Plan 1994-98 CNRS/Région Nord - Pas de Calais.

*
* * *

1.1.1. E. LA FORMATION DES SALAIRES EN FRANCE DANS LE SECTEUR PUBLIC ET LE SECTEUR PRIVÉ, QUELS LIENS ? (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CEPE : Dominique REDOR (PR)

Objet

Hypothèse de recherche : Tester l'existence d'un effet d'entraînement de la politique salariale de l'Etat-employeur sur le secteur privé.

Eléments méthodologiques : analyse institutionnelle de l'évolution des "règles du jeu" dans la formation des salaires du secteur public et du secteur privé, et tester un modèle économétrique visant à établir si la liaison mentionnée ci-dessus est vérifiée notamment sur la période récente (depuis le milieu des années 80).

Statut de l'opération : étape dans une recherche de longue durée

Résumé

Depuis les années 50, la formation des salaires en France se caractérise par le faible développement de la négociation collective salariale dans le secteur privé. Dans le secteur public l'Etat-employeur joue un rôle fondamental dans la formation des salaires des fonctionnaires, mais aussi des Grandes Entreprises Nationales et d'une manière générale des entreprises à capitaux d'Etat.

En 1982 les lois Auroux ont posé le principe de la négociation salariale au niveau de chaque entreprise privée. Parallèlement l'Etat a modifié les règles de l'indexation des salaires dans le secteur public. La conséquence a été une certaine désindexation des salaires sur les prix dans le secteur public ainsi que dans le secteur privé. Dès lors se pose la question des éventuels effets d'entraînement des salaires publics sur les salaires privés au cours de la période récente.

Dans la recherche, il est tenté de répondre à cette question à partir d'estimations économétriques des liens éventuels entre l'évolution des salaires des deux secteurs. Finalement un modèle théorique est présenté qui vise à expliquer les effets d'entraînement du secteur d'Etat sur le secteur privé. Il s'agit d'un modèle à la Stackelberg dans lequel l'Etat fixe l'évolution des salaires du secteur public en fonction des objectifs de sa politique économique, et le secteur privé est "preneur" du taux de salaire ainsi fixé.

Publications

D.REDOR (1994) : "Does the french public sector lead the wage evolution in the french economy?", article présenté à la conférence annuelle de la European Association of Labour Economists, Varsovie, 22-25 Septembre.

D.REDOR (1995) : "La formulation des salaires en France dans le secteur public et le secteur privé quels sont les liens ?" Quatrièmes journées de l'IFRESI, 30-31 Mars, Lille.

D.REDOR (1995b à paraître) : "La politique salariale en France : Quels sont les enseignements pour l'Europe de l'Est ?" in W.ANDREFF (ed) : *Les perspectives du secteur public à l'Est et à l'Ouest*, l'Harmattan.

*
* * *

1.1.1. F. LA RÉGULATION DE L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS, LES FAILLITES ET REPRISES D'ACTIVITÉS (NOUVELLE OPÉRATION).

Chercheurs

CRAC : B. DUMORTIER (MC), K. GERTH (MC), M. GRAAFF (PR), H. HÖRLING (PR), C. STASEBAOUI (ATER)

Chercheurs d'autres équipes participant à l'Ifrési : C. DUPONT (CLAREE, PR), P. HUNOUT (CRAPS, CR)

Objet et méthode

On assiste actuellement dans plusieurs pays européens et aux États-Unis à une prise en compte nouvelle de la phase critique par laquelle de plus en plus d'entreprises passent soit pour cesser, soit pour relancer leurs activités (redressement et liquidation, RES, absorption, redémarrage, etc...). Si l'intérêt se porte sur l'aspect juridique (cf. par exemple la loi 94-475 du 10 juin 1994 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises) et économique de ce phénomène, il a tendance désormais à se porter sur la sauvegarde de l'entreprise et la maîtrise de l'emploi. La logique financière, l'apurement du passif passant alors au second plan.

On comprend cette tendance. De 20 000 dépôts de bilan en 1985, on passe à plus de 63 000 en 1993, le nombre d'emplois détruits atteignant cette même année le chiffre de 300 000. Pour la France, la perte nette liée au passif représente 100 milliards de francs pour l'économie nationale. Les études faites par le patronat débouchent sur le constat que l'espérance de vie moyenne d'une entreprise a été réduite à dix ans. Dans les autres pays européens, il en va de même. En ex-RDA, cette "espérance" ne dépasse pas même les trois années.

Cette évolution n'est cependant pas un phénomène "naturel". Il est possible d'envisager, par des procédures adaptées et la mise en œuvre d'initiatives combinant le public et le privé visant la coordination des acteurs par des modalités d'ordre fiscal, bancaire et financier et des mesures de requalification, de trouver des solutions appropriées.

Il s'agit en d'autres termes de voir cette phase critique comme l'occasion d'une renaissance de l'entreprise sur des bases assainies et économiquement viables et surtout de considérer les ressources de personnel comme une richesse, comme un capital humain.

Le projet de recherche entend examiner en profondeur comment ces différents paramètres peuvent agir sur le maintien de l'emploi. Il se fonde sur:

- 1) une approche concrète (investigations sur sites)
- 2) une ouverture internationale (comparaison des expériences des différents pays cités)
- 3) une coordination pluridisciplinaire associant juristes professionnels, gestionnaires, spécialistes de la négociation, spécialistes des variables culturelles dans le monde économique

4) une formation action prenant appui sur des enseignants-chercheurs, des doctorants (ATER) et des étudiants de 3ème cycle (DESS négociateur trilingue du Commerce International).

Les publications sont prévues pour fin 1995 (Rapport intermédiaire) et pour 1996 (Rapport final)

Partenaire et financement

DARES (en cours de négociation).

*
* * *

**1.1.1. G. EMPLOIS ET TRANSFORMATIONS DES POLITIQUES ET DISPOSITIFS PUBLICS
(OPÉRATION NOUVELLE)**

Chercheurs

CLERSE : Michel AUTES (CR), Bernadette DELAVAL (CE), Catherine NEGRONI (CE), Bertrand VERNIER (PRCE).

Pour cette recherche voir dans l'ensemble de l'opération "Analyse des politiques et dispositifs publics". les points 5 et 6 qui concernent

- Une recherche sur la genèse des dispositifs d'insertion par l'économique dans le cadre des politiques de l'emploi et les transformations du travail et d'accès à la protection sociale qui en découlent.
- Une recherche sur les nouveaux métiers et les transformations des qualifications dans les professions du secteur social.

*
* * *

1.1.1. H. HISTOIRE COMPARÉE DES INSTITUTIONS DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheurs

URA 1020 : Sous la responsabilité de Gérard GAYOT (PR) et Jean-Pierre HIRSCH (PR) et avec la participation de Pierre DEYON (PR), Charles ENGRAND (MC), Marcel GILLET (PR), Odette HARDY (PR), Jean-Pierre JESSENNE (MC), Firmin LENTACKER (PR), Hervé LEUWERS (MC), Nadine MALLE-GRAIN (IE), Dominique MARGAIRAZ (MC), Philippe MINARD (ATER), Chantal PÉTILLON (E. Sec.), Pierre POUCHAIN (Dir. banque), Didier TERRIER (MC), Pierre VIGREUX (MC)

Chercheurs d'autres équipes participant à l'Ifrési : CUNAT Fédérico (MC, LGH), DELMAS Bernard (AS, CLERSE), DEMALS Thierry (MC, CLERSE)

Équipes extérieures : AYMARD Maurice (EHESS-MSH), CROSSICK Geoffrey (Univ. d'Essex), DEWERPE Alain (EHESS-CRH), DIEDERIKS Herman (Université de Leyde), EHMER Josef (Univ. Vienne), FONTAINE Laurence (CNRS-CRH), HALPERN-PEREIRA Miriam (Centre d'histoire contemporaine, Lisbonne), HAUPT Heinz-Gerhard (Univ. Martin-Luther, Halle), HOOCK Jochen (Paris VII), LANDAU Zbigniew (Univ. de Varsovie), LIS Catharina (VU Bruxelles), MAGNUSSON Lars (Univ. d'Uppsala), MARCOU Gérard (Lille II - Droit), PONI Carlo (Univ. Bologne), POSTEL-VINAY Gilles (INRA), SALAIS Robert (INSEE et IRESCO), SALVEMINI Biago (Univ. de Bari), SOLY Hugo (VU Bruxelles), TORRAS Jaume (Univ. Pompeu Fabra, Barcelone), VERLEY Patrick (Paris I).

Bilan scientifique de l'opération

Ce projet tendait à comparer en longue durée les règles du jeu économique dans un certain nombre de pays européens. Un éclairage d'histoire comparée ne pouvait-il contribuer utilement au débat, dans le climat général de perplexité sur les conditions du développement de l'Europe ? Pour ce travail de longue haleine, notre équipe disposait de questions et d'hypothèses concernant la France. Comment comprendre la combinaison très spéciale de centralisation et de laissez-faire qui caractérise l'histoire française des deux derniers siècles si l'on ne tient pas compte :

- 1) des attentes des acteurs face au marché, autrement dit de leur demande d'institutions, qui est très loin de se réduire à une revendication croissante de liberté.
- 2) de la diversité des niveaux où se produisent les normes et s'exercent les contrôles. Le "laissez-faire" de l'État s'analyse, dans bien des conjonctures, comme un "laissez-régler ailleurs", souvent au niveau local.

Pour obtenir une première collaboration de chercheurs européens compétents dans ce champ, nous avons privilégié cette dernière question : celle de la répartition, dans les divers pays, des niveaux de régulation et des espaces de liberté, et de leur déplacement dans le temps.

Les réponses concernent 11 pays d'Europe et ont été réunies à l'occasion d'une table-ronde de 3 jours en novembre 1993. Ne retenons ici qu'un aperçu sommaire de textes qui alimentent un numéro spécial de la *Revue du Nord* (1994, n° 4, octobre-décembre 1994).

- 1) Au changement d'échelle des questions économiques n'a pas correspondu un déplacement continu de la régulation vers des niveaux de plus en plus élevés, couvrant des champs de plus en plus larges. A fortiori l'évolution des deux derniers siècles n'a rien à voir avec un allégement progressif des contrôles ou un effacement des régulations.
- 2) Le fonctionnement réel des marchés n'est pas seulement encadré par les États, auxquels on accorde souvent une attention excessive, mais déterminé à tous les autres niveaux régionaux et locaux. Les participants se sont en outre accordés sur la nécessité d'inventorier les relations sociales, les modes d'organisation, les pratiques conventionnelles qui se situent en dehors, en amont, en aval des institutions spécifiques et formalisées et qui ont pu pourtant, tout autant que la guilde ou la

chambre de commerce, influencer les marchés : réseaux familiaux, ententes de toutes sortes, infractions efficaces, correspondant à des degrés très divers "d'institutionnalisation". Ce qui renvoie à la complexité des attentes qui sont celles des entrepreneurs et des divers acteurs de la vie économique et sociale.

3) S'il existe des traditions nationales (de centralisation en France, de participation aux affaires et d'autonomie paysanne en Suède...) il faut renoncer aux typologies simples. Il n'est pas opératoire de classer les pays d'Europe sur une échelle allant des pays du marché aux pays de la régulation ou du tout État. Dès qu'on allonge le champ chronologique de l'étude, un pays n'est plus caractérisé que par une articulation spécifique des instances de régulation, des lieux de liberté et des modes d'infraction. Et le cadre national ne convient d'ailleurs à l'étude que pour une partie des questions posées.

4) Un abondant matériel a été réuni sur le marché ou plutôt les marchés du travail. Pluriel imposé par la spécificité des marchés de produits auxquels le travail s'articule. Il correspond aussi aux segments du monde corporatif qui a été largement réexaminé, pour lui-même et pour la lumière qu'il jette sur les derniers siècles jusqu'à aujourd'hui. A la main bien visible de la corporation, d'autres succèdent dont le jeu doit être très précisément connu si l'on veut éclairer le pressant débat qui s'instaure autour du travail et de l'emploi.

Le programme se poursuit dans une opération intitulée *Marchés et institutions de la production, du travail et de l'emploi, théories et pratiques*. L'équipe engagée dans ce projet participe les 12 et 13 mai 1995 à un colloque qui se tient à Halle sur le thème *Les corporations en Europe à la fin du 18e siècle, idéologies et réalités sociales*.

Partenaires et financement

L'opération a bénéficié de dotations du Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais et du Ministère des Affaires étrangères.

Publications

Publication collective :

Les Institutions de l'économie de marché en Europe, XVIIIe-XXe siècle, numéro spécial de la Revue du Nord, t. LXXVI, octobre-décembre 1994, 243 p.

Publications individuelles :

DAMON François-Yves, "Les milieux textiles français et le marché chinois au milieu du XIXe siècle", actes du colloque *Echanges et cultures textiles dans l'Europe pré-industrielle, Rouen 18-19 mai 1993* (en collaboration avec J.-P. Hirsch), à paraître.

GAYOT Gérard, "L'innovation de marketing dans le commerce européen des draps fins (XVIIe-XVIIIe s.)", Actes du colloque *Echanges et cultures textiles dans l'Europe pré-industrielle, Rouen 18-19 mai 1993*, Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine, à paraître.

HIRSCH Jean-Pierre, "L'effet - Le Chapelier dans les pratiques et les discours des entrepreneurs français jusqu'aux années 1860", *Naissance des libertés économiques, le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier*, dir. A. Plessis, Institut d'histoire de l'industrie, 1993, p. 159-166.

HIRSCH Jean-Pierre, "Pour la préhistoire des conventions collectives : un siècle d'individualisation des relations de travail", Actes du colloque *Cent ans de conventions collectives, Arras 21-22 novembre 1991*, O. Kourchid éd., *Revue du Nord*, Hors Série, Coll. Histoire n° 8, 1994, p. 223-230.

MINARD Philippe, "Laissez-nous faire et protégez-nous beaucoup". Pour une histoire des pratiques institutionnelles dans l'industrie française", *La France est-elle douée pour l'industrie ?* L. Bergeron et P. Bourdelais éd., Paris, EHESS (en collaboration avec Jean-Pierre Hirsch), à paraître.

MARGAIRAZ Dominique, "François de Neufchâteau et la liberté de l'industrie ou l'Etat pédagogique", *Naissance des libertés économiques, le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier*, dir. A Plessis, Institut d'histoire de l'industrie, 1993, p. 167-185.

MINARD Philippe, *L'inspection des manufactures en France, de Colbert à la Révolution*, thèse NR, Paris I, 1994, 730 p. + 100 p. annexes.

*

* * *

1.1.1. I. TERRITOIRES, MARCHÉS ET CULTURES DU TRAVAIL. LE TRAVAIL INDUSTRIEL : CONVERSIONS, RECONVERSIONS

Chercheurs

Cette opération comporte trois éléments avec les participations suivantes de chercheurs

1) Marché et institutions de la production, du travail et de l'emploi, théories et pratiques (coordination : J.-P. HIRSCH).

URA 1020 : Pascal CARRÉ (AL), P. CERISIER (E. Sec.), François-Yves DAMON (MC), Olivier ENGELAERE (Doct.), Guillaume GARNER (AL), Frédéric GHESQUIER (Doct.), Jean-Pierre HIRSCH (PR), H. LEUWERS (MC), Corine MAITTE (MC), D. MARGAIRAZ (MC), Mylène MIHOUT (Doct.), Philippe MINARD (ATER), William ROGER (AL), Patrick VERLEY (MC)

Chercheurs d'autres équipes participant à l'Ifrési : DELMAS Bernard (CLERSE, AS), DEMALS Thierry (CLERSE, MC)

2) Le travail industriel : conversions et reconversions (coordination : G. GAYOT).

URA 1020 : Anne CALLITE (Doct.), René COLINET (PR Sec.), François-Yves DAMON (MC), Charles ENGRAND (MC), Gérard GAYOT (PR), Frédéric GHESQUIER (Doct.), Odette HARDY (PR), Mohamed KASDI (PR Sec.), Bruno LASSAUX (Doct.), René LEBOUTTE (PR), Corine MAITTE (MC), Alain MANIER (PR. Sec.), Mylène MIHOUT (Doct.), Philippe MINARD (ATER), Chantal PÉTILLON (PR Sec.), Philippe PEYRE (Chercheur, Ecomusées), Didier TERRIER (MC), Stéphane VILAIRE (Doct.)

Chercheur d'une autre équipe participant à l'Ifrési : Michel BATTIAU (LGH, PR)

3) Les territoires de la ruralité : inclusion et particularités (coordination : J.-P. JESSENNE et D. ROSSELLE).

URA 1020 : Jean-Pierre JESSENNE (MC), G. JOVENET (PRAG), Philippe PEYRE (Chercheur, Ecomusées), Dominique ROSSELLE (PR), Pierre VIGREUX (MC)

Chercheurs d'autres équipes participant à l'Ifrési : J.-P. BOUSSEMART (LABORES, PR), J. VAUDOIS (LGH, MC)

Objet et méthodes

En choisissant d'entrer à partir du travail dans l'étude historique des systèmes et des milieux de production, nous sommes bien sûr sensibles à l'importance de ce facteur - aujourd'hui réaffirmée - dans la solidité ou la dissolution du lien social.

Un ensemble d'éléments coordonnés porte donc sur la constitution des mains-d'œuvre à l'intérieur d'un territoire, sur le fonctionnement des collectivités ainsi réunies et sur le rapport qu'elles instaurent avec les conditions matérielles et culturelles de la production.

A) A l'échelle d'un terroir, d'un pays, d'une branche, elles concernent l'accumulation et l'évolution du capital humain, en particulier :

- pour les gens des champs et les gens occupés d'industrie, les gens de mer ou du commerce, les phénomènes d'emploi, de sous-emploi, "d'inoccupation", de chômage, d'activité et d'inactivité, éclairés par la longue durée.

- les qualifications, dénominations de métiers, avec une attention particulière aux catégories marginales mal désignées, incertaines ("journaliers", "manoeuvres", "ménagères", "sans profession" ...).

- la façon dont les donneurs d'ouvrages, les salariants se répartissent ou se disputent les salariés, les "disettes" d'ouvriers, leurs causes et leurs remèdes, les grandes migrations de métiers pour cause de remue-ménage, de chantiers du siècle, de grandes casses.

B) Une fois la main-d'oeuvre et les donneurs d'ouvrages dénombrés et classés, localisés et qualifiés, nous nous interrogeons sur le fonctionnement de cette collectivité réunie par le travail sur un territoire, sur son identité acquise, déclinée, défendue ou perdue.

Nous poursuivrons nos recherches sur les institutions du marché, reprenant en particulier l'étude du marché du travail et celle des pouvoirs de décision sur le territoire. Aucune autorité ou institution ne dictant son développement à l'immense machinerie économique et sociale d'un territoire, il nous faut, après la loi, examiner l'usage, après le plan, la coutume. En matière de travail, quelles sont les légitimités et les attentes, les stéréotypes, ce qui peut et ne peut pas se faire de nouveau, selon la "conscience coutumière" (E.P. Thompson).

Là doit prendre toute sa place l'articulation école et culture technique/travail/lien social.

C) C'est dans les limites d'un territoire, enfin, que nous pourrons dégager certains éléments essentiels d'unification, de raréfaction ou de diversification des activités et des emplois, notamment :

- le rôle des écosystèmes en agriculture et des systèmes techniques en industrie.
- l'élaboration de normes culturelles qui singularisent ou réunissent les divers territoires et le rôle des dispositifs de formation dans cette dynamique.

Les territoires "de contact", zones périurbaines, nébuleuses protoindustrielles ou minières, littoraux, régions frontières, offrent un matériel privilégié .

Publications

Gérard GAYOT (1994), "Les mots pour dire la belle ouvrage dans l'industrie drapière en France aux XVIIe et XVIIIe S", communication au colloque *Occupational titles within the textile production and trade*, Université de Leyde, Novembre, Département d'histoire économique et sociale, dir. Herman Diederiks, à paraître 1995.

Gérard GAYOT (1994), "Villages ouvriers, utopie ou réalité?", Table Ronde Colloque International au Familistère de Guise (16-17 Octobre 1993), *L'Archéologie Industrielle en France*, n° 24-25, pp.249-255.

Gérard GAYOT (1994), "Les institutions de l'économie de marché en Europe XVIIIe-XXe siècle", *Revue du Nord*, LXXVI, 307, octobre-décembre 1994, 242p., pp. 689-931, pub. des actes de la table ronde organisée par l'URA-CNRS 1020 et l'IFRESI (Lille, 18-20 novembre 1993) avec Jean-Pierre HIRSCH, Didier TERRIER, "Quelques perspectives pour les institutions de l'Économie de marché", pp. 901-904.

Gérard GAYOT (1995), "Structure et conjoncture de l'emploi dans la protoindustrie et les protofabriques de draps en France (XVIIe-XVIIIeS)", communication au colloque *Protoindustrielle Gesellschaften des 16-19 Jahrhunderts im regionalen Vergleich*, Universités de Trèves et de Bielefeld, Dir. Dietrich Ebeling et Wolfgang Mager, Mars, à paraître.

Chantal PETILLON, La population de Roubaix de 1720 à 1889, thèse de doctorat, soutenance prévue en 1996.

Partenaires et financement

- Programme "Travail et Emploi" du département SHS du CNRS (décision du 28 décembre 1994)
- Conseil Régional du Nord Pas-de-Calais au titre du contrat de plan État-Région Nord-Pas de Calais.



1.1.1. J. NAISSANCE ET EVOLUTION DU CONCEPT DE MARCHÉ

Chercheurs

CLERSE : Bernard DELMAS (AS), Thierry DEMALS, (MC)

+ Cécile SOUDAN (IE à l'Ifrési)

Objet, méthodes, résultats

Les recherches en cours portent sur deux thèmes essentiels:

- > le rôle joué par la pensée physiocratique dans la naissance de l'économie politique notamment en France et au Royaume Uni,
- > la diffusion de la pensée smithienne et ricardienne en France
- > l'institutionnalisme de Veblen.

Plusieurs pistes de recherche ont été explorées et on fait l'objet de communications et de publications:

- le "Tableau économique" de Quesnay et l'analyse économique des physiocrates,
- la pénétration en Grande Bretagne des théories physiocratiques et leur critique par Smith,
- le rôle de Du Pont de Nemours dans la réponse physiocratique aux critiques françaises,
- le réexamen des formes de la diffusion en France des œuvres de Ricardo (dans le cadre de la nouvelle traduction des "Principes de l'économie politique et de l'impôt" réalisée par Cécile SOUDAN pour les éditions Flammarion).
- l'évolution de l'analyse des prix des physiocrates aux utilitaristes.

Les premiers résultats acquis ont fait l'objet de communications dans quatre réunions internationales:

- le colloque de Vizille: "*La pensée économique pendant la Révolution française*" (Septembre 1989),
- le "*Huitième congrès international des Lumières*", Université de Bristol (G.B.) (Juillet 1991),
- le colloque sur "*La diffusion internationale de la physiocratie*" à l'E.N.S. Saint-Cloud (Septembre 1993),
- le colloque organisé par l'Institut National d'Etudes Démographiques pour le "*Tricentenaire de François Quesnay*", Versailles 10-11 Juin 1994.

Nos communications ont été ou seront publiées dans les Actes de ces manifestations.

Par ailleurs, nous avons co-organisé, en tant que membres du Comité de Programme et du Secrétariat (avec Philippe STEINER de l'E.N.S. Fontenay Saint-Cloud et Ragip EGE de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg) le colloque sur "*la diffusion internationale de la physiocratie*" qui s'est tenu à l'E.N.S. Saint-Cloud en Septembre 1993 et a regroupé une soixantaine de chercheurs de toute l'Europe ainsi que des États-Unis, d'Australie et du Japon. Bernard DELMAS, Thierry DEMALS et Philippe STEINER ont assuré de plus l'édition des Actes du Colloque sous la forme d'un numéro spécial de la Revue "*Œconomia*" et d'un ouvrage aux Presses Universitaires de Grenoble.

Avancement actuel et projets

Les travaux actuellement menés vont déboucher pour Bernard DELMAS, au début de l'année prochaine, sur une thèse consacrée à l'analyse économique physiocratique.

A l'issue de celle-ci, l'essentiel des activités de recherche sera consacré à la poursuite des travaux portant sur l'histoire de la théorie des prix chez les physiocrates, et leur influence sur les auteurs ultérieurs.

Nous collaborons par ailleurs avec le Professeur Annie Cot à l'organisation du colloque "*l'Utilitarisme: analyse et histoire*" - organisé conjointement par l'Association Charles Gide pour l'Étude de la Pensée Economique et le LAST-CLERSE - qui se tiendra à Lille les 25 et 26 Janvier 1996.

Parallèlement, nous participons avec à la révision de la traduction par Cécile SOUDAN d'une sélection d'articles de Thorstein VEBLEN inédits en français.

Publications

Livres, contributions à des ouvrages collectifs

- Bernard DELMAS, Thierry DEMALS, Régis MAHIEU, Henri PHILIPSON, Franck VANDEVELDE., Révision de la nouvelle traduction des Principes de l'économie politique et de l'impôt de David RICARDO. Traductrice: Cécile SOUDAN. Paris, éditions Flammarion, collection GF, 1993.
- Bernard DELMAS, Thierry DEMALS, Philippe STEINER, Édition de l'ouvrage: La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII^e-XIX^e), Actes du Colloque International d'Histoire de la Pensée Economique, (École Normale Supérieure de Fontenay Saint-Cloud, 23-24 Septembre 1993), 482 pages. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1995. [Actes parus également comme numéro spécial de la revue *Économies et Sociétés*, Cahiers de l'ISMÉA, Tome XXIX, Série *Œconomia*, v. *infra* point II: Articles].
- Bernard DELMAS, Thierry DEMALS, Philippe STEINER", Présentation: Les physiocrates, la science de l'économie politique et l'Europe "In: La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII^e-XIX^e), *Op. cit.*, pp. 7-29.
- Bernard DELMAS, Thierry DEMALS, La physiocratie en Grande-Bretagne au début du 19^{ème} siècle, errances ou déshérence ? ",In: La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII^e-XIX^e), *Op. cit.*, pp. 117-147.
- Bernard DELMAS, Thierry DEMALS, " Karl Marx et la physiocratie ",In: La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII^e-XIX^e), *Op. cit.*, pp. 149-173.
- Thierry DEMALS (en collaboration avec D. Akagül, P. Deubel, G. Ferreol), Les grands économistes et sociologues, Terminales E. S., Paris, Armand Colin. A paraître, 1995

Articles

- Bernard DELMAS, Thierry DEMALS [1993], " Le libéralisme, la matrice physiocratique ", *Espaces Temps* , N° 53-54, 4ème Trimestre 1993, pp. 65-69.
- * Bernard DELMAS, Thierry DEMALS, Philippe STEINER, La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII^e-XIX^e), *Économies et Sociétés*, Cahiers de l'ISMÉA, Tome XXIX,, Série *Œconomia*, Histoire de la pensée économique, PE, N° 22-23, Janvier-Février 1995, pp. 7-29, [Actes parus également en tant qu'ouvrage aux Presses Universitaires de Grenoble, v. *supra*, point I: Livres].

Communications

- Bernard DELMAS, Thierry DEMALS [1994], " Le bon prix sans la cherté, la quadrature du cercle des prix chez François Quesnay ", Communication au Colloque organisé par l'Institut National d'Etudes Démographiques pour le *Tricentenaire de François Quesnay*, Versailles 10-11 Juin 1994. [Actes à paraître aux éditions de l'INED, 1996].

*
* * *

1.1.2. EMPLOYABILITÉ ET TRAJECTOIRES , RECOMPOSITION DES PROFESSIONNALITÉS

1.1.2. A. LA CONSTRUCTION SOCIALE DE L'EMPLOYABILITÉ (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : DEMAZIERE Didier (CR), MONFROY Brigitte (MC)

Objet, méthodes, résultats

Les recherches réalisées ou engagées durant les deux dernières années s'organisent autour de trois questions structurantes.

La construction des identités des chômeurs

Les différents chantiers approfondissant cette question cherchent à rompre avec les approches sociologiques traditionnelles, qui réduisent le chômage, particulièrement quand il dure, à une perte de statut et d'identité, et l'assimilent à un processus circulaire d'individuation et de rupture des solidarités sociales. Sur ces deux versants, les recherches engagées se centrent sur une analyse fine et précise des processus de recomposition identitaire, en articulation étroite avec les évolutions macrosociales liées au durcissement de la crise de l'emploi: éclatement des statuts sociaux, diversification des populations en chômage, évolution des significations socialement associées à la privation d'emploi, etc. Trois directions sont explorées parallèlement:

- les stratégies des chômeurs pour vivre en chômage et rompre avec les définitions normatives et institutionnelles du chômage qui les réduit à être des chercheurs d'emploi,
- les interactions avec les professionnels de l'emploi, qui consistent de plus en plus à négocier avec les chômeurs des compromis à la marge des règles officielles et des prescriptions administratives,
- les initiatives prises par certains chômeurs pour construire une mobilisation collective, faire reconnaître une expression publique des chômeurs, et faire émerger un nouvel acteur social.

La construction des trajectoires d'activité

Les chantiers approfondissant cette question explorent un modèle d'analyse des trajectoires individuelles de mobilité sur le marché du travail qui vise à écarter un double réductionnisme: d'un côté celui issu des paradigmes purement structuralistes qui évacuent le concept de mobilité en posant que les individus sont contraints par les institutions sociales, autonomes dans leur fonctionnement et/ou subjectivement incorporées, de l'autre celui issu des paradigmes purement stratégiques, qui diluent le concept de mobilité en posant que les individus développent des stratégies rationnelles affranchies des contingences sociales et/ou structurant et produisant des ensembles sociaux. Cette perspective propose d'inscrire la construction de l'employabilité dans une double temporalité, biographique et structurelle, et dans des espaces sociaux concrets, mais hétérogènes.

Qu'il s'agisse d'analyser les sept premières années d'entrée dans la vie active de jeunes de bas niveau scolaire, ou de suivre pendant trois ans un panel de chômeurs, l'approche est fondée sur la confrontation entre des formes typiques de mobilité rendant compte des parcours objectivement suivis par les individus, des logiques subjectives de mobilité organisant les interprétations et anticipations que les individus font de leur histoire, et des systèmes de mobilité désignant les espaces, socio-économiques, institutionnels et relationnels auxquels les individus sont confrontés. Cette perspective implique une triple articulation de données longitudinales représentatives, des significations que les individus leur donnent, et des systèmes locaux d'emploi et d'insertion dans lesquels elles se déroulent.

- Un premier chantier, en cours d'achèvement, consiste à retracer les processus d'insertion professionnelle de jeunes sortis de l'école en 1986 dans six régions.
- Un second chantier, en préparation, repose sur le suivi pendant trois ans de deux panels localisés de chômeurs, dans deux bassins d'emploi de la région. Il sera mené en collaboration avec d'autres équipes qui suivront d'autres panels localisés dans d'autres régions (PACA et Ile de France).

Les catégorisations des situations de chômage.

Les recherches inscrites dans cette direction se centrent sur la question de la mise en mots des situations et des trajectoires d'activité marquées, à des degrés divers, par la crise de l'emploi et la persistance du chômage. Les situations de chômage, de confrontation au marché du travail, et toutes les configurations qui témoignent de difficultés d'inclusion dans le modèle dominant d'emploi, sont révélatrices des activités sociales de catégorisations. En effet, elles posent, potentiellement, des problèmes pour les individus qui les vivent, pour les institutions et acteurs dont la mission est d'y répondre, pour les évaluateurs ou chercheurs chargés de scruter les conséquences de la crise de l'emploi.

L'hypothèse centrale est celle d'un processus de déstabilisation des schémas d'interprétation constitués dans un état antérieur du marché du travail, et de recomposition des catégories mobilisées pour interpréter les transformations en cours et produire du sens. Dans un contexte d'incertitude croissante pesant sur l'avenir, depuis le niveau macrosocial jusqu'au niveau individuel, il s'agit alors de s'interroger, à partir des enquêtes réalisées par ailleurs, sur les liens entre trois types de catégories: celles, "ordinaires" ou "spontanées", des acteurs qui parlent; celles, "officielles" ou "administratives" des décideurs qui orientent ou influencent; celles "savantes" ou "construites" des spécialistes des sciences sociales qui produisent des résultats de recherche. Plusieurs directions sont explorées:

- Analyser les entretiens et les mises en scène (et en discours) auxquelles les acteurs recourent pour raconter leurs trajectoires sur le marché du travail. Les mises en scène sont révélatrices du sens que les acteurs veulent donner à leurs parcours et aux différentes étapes qui les caractérisent.
- Analyser les processus d'interface entre les professionnels de l'emploi et leurs publics et qualifier les systèmes de ressources, notamment langagières, sur lesquels ils s'appuient pour définir les situations aux franges sur marché du travail.
- Analyser les circulations entre les catégories administratives, en particulier produites par les politiques de l'emploi, et les catégories structurant les analyses sociologiques du chômage.

Partenaires et financement

- Les mobilités d'emploi des jeunes de bas niveau scolaire : PIRTTEM-ANPE 1993-95, DARES 1992-94
- Trajectoires des demandeurs d'emploi et marché local du travail : DARES, 1995-1998 (avec l'INSEE, l'ANPE, l'UNEDIC)
- Expression publique des chômeurs et mouvements de chômeurs : Conseil Régional, 1995
- Les passages du chômage à l'emploi : Contrat de Plan Etat-Région, 1994-1996

Publications

Livres

- DEMAZIERE Didier (1995a), *Le chômage de longue durée*, Paris, PUF, coll. Que Sais-Je?.
DEMAZIERE Didier, HELLEBOID Marc, MONDOLONI Jacques (1994), *Longue durée. Vivre en chômage*, Paris, Syros, coll. Mosaïques.

Articles

- DEMAZIERE Didier (1995b), "Jeunes et chômeurs de longue durée: des catégories pour l'action publique aux catégories d'évaluation", *Formation Emploi*, à paraître.
DEMAZIERE Didier (1995c), "Les aides publiques et l'«employabilité» des chômeurs. Trois modes d'évaluation complémentaires", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n°23, 1er semestre, à paraître.
DEMAZIERE Didier, NASSER Catherine (1995) "La «qualification sociale», un nouveau sirop Typhon", *Panoramiques*, n°19, p.114-118.
DEMAZIERE Didier, MONFROY Brigitte (1994) "Explaining the differences in the occupational insertion of educationally lesser qualified young people: findings and avenues of research", *The determinants of transitions in youth*, Berlin, CEDEFOP, p95-103.
DEMAZIERE Didier (1993a), "Placer les chômeurs, réinsérer les exclus. Evolutions de quelques catégories d'intervention publique", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n°21, 1er semestre, p17-29.
DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (1993) "L'insertion professionnelle des jeunes de bas niveau scolaire dans leurs contextes régionaux et locaux", *Cereq-Bref*, n°91, octobre, 4p.

DEMAZIERE Didier, BOUDER Annie, CADET Jean-Paul, ROMANI Claudine (1993) "Evaluation of public policies on employment: issues, tools, and methods", *Newsletter Training and Employment*, CEREQ, n°11, printemps.

Rapports

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (1995) *Les processus d'entrée dans la vie active des jeunes de bas niveau scolaire*, Rapport pour la DARES, février, 109p + annexes.

DEMAZIERE Didier (1994a) *La construction de l'insertion; de quoi parle-t-on? Analyse de biographies de bénéficiaires du Plan Lillois d'Insertion*, Rapport pour Plan Lillois d'Insertion, juin, 40p.

DEMAZIERE Didier, BOUDER Annie, CADET Jean-Paul (1994) Evaluer les effets des dispositifs d'insertion pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. Un bilan méthodologique, *Documents CEREQ*, série Synthèse, n°98.

DEMAZIERE Didier, VERDIER Eric (dir) (1994), L'évaluation des aides publiques à l'insertion et à la réinsertion, *Documents CEREQ*, série Séminaire, n°94.

DEMAZIERE Didier et DUBAR Claude (dir), et DUBERNET Anne-Chantal, FRIES GUGGENHEIM Eric, KHELFAOUI Zeineddine, MONFROY Brigitte (1994), L'insertion professionnelle des jeunes de bas niveau scolaire: trajectoires biographiques et contextes structurels, *Documents CEREQ*, série Synthèse, n°91.

DEMAZIERE Didier (1994b) *Des jeunes passés par le chômage de longue durée. La construction sociale des trajectoires*, Rapport pour la Commission Paritaire Interprofessionnelle Régionale de l'Emploi, février, 74p.

Communications

DEMAZIERE Didier (1995d), *Sortir du chômage de longue durée. Enseignements et limites des suivis de chômeurs*, IVèmes journées de l'IFRESI, Lille, 30-31 mars, 15p.

DEMAZIERE Didier (1995e), *A la recherche du «localisé» et de ses dimensions. Le cas de l'insertion professionnelle des jeunes*, Rencontres Politiques d'emploi et Territoires, Paris, 13 janvier, 11p.

DEMAZIERE Didier (1995f), *Expression publique et pratiques collectives des populations sans-emploi*, Assises Régionales pour le Travail et l'Emploi, Lille, 10 janvier, 13p.

DEMAZIERE Didier (1994c), *Aux pourtours du chômage: la catégorisation des situations incertaines dans les interactions entre chômeurs de longue durée et agents de l'ANPE*, Journée d'étude du G.D.R. Langage et Travail: "Exclusion du travail, exclusion de la parole?", Paris, 9 décembre, 13p.

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (1994), *Peut-on parler d'exclusion professionnelle à propos des jeunes de bas niveau scolaire?*, colloque sur l'exclusion, 10ème Festival d'histoire de France de Guyancourt, Saint Quentin en Yvelines, 29 novembre, 22p.

DEMAZIERE Didier, BORDIGONI Marc, MANSUY Michèle (1994), *L'insertion professionnelle à l'épreuve de la "jeunesse". Points de vue sur les recherches françaises*, IIème Conférence du European Network on "Young People's Transitions from Education to the Labour Market", Lucerne, 16-19 septembre, 20p.

DEMAZIERE Didier (1994d), *Evaluer les effets des aides publiques sur l'employabilité des chômeurs. Des modèles d'interprétation multiples*, Journée d'étude du CLERSE: approches économiques et sociologiques de l'évaluation, Villeneuve d'Ascq, 3 juin, 12p.

DEMAZIERE Didier (1994e) *Les "jeunes" et les "chômeurs de longue durée"; points de vue des évaluateurs sur ces catégories*, Journée d'étude du CEREQ: Evaluation des aides publiques à l'insertion et la réinsertion, Lille, 25 janvier, 12p.

DEMAZIERE Didier, MONFROY Brigitte (1993), *Les mécanismes de diversification de l'insertion professionnelle des jeunes de bas niveau scolaire: constats établis et pistes de recherche*, Ière Conférence du European Network on "Young People's Transitions from Education to the Labour Market", Barcelone, 20-21 septembre, 16p.

DEMAZIERE Didier, BOUDER Annie, CADET Jean-Paul (1993), *Evaluer les politiques de lutte contre le chômage d'exclusion: mesure des effets, contextes structurels et logiques subjectives*, XIIIèmes Journées d'Economie Sociale: Economie sociale et espace européen, Nantes, 16-17 septembre, 17p.

DEMAZIERE Didier (1993b), *Le chômage; une catégorie sociale en crise*, Journée de la Société Française de Sociologie: "Le sociologue et les catégories du social", Paris, 10 décembre, 11p.

MONFROY Brigitte (1995), *L'insertion professionnelle par l'approche qualitative: questions de mises en scène*, IVèmes journées de l'IFRESI, Lille, 30-31 mars.

*

* * *

1.1.2. B. L'ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES DISPOSITIFS DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI : LE CAS DES STAGES DE FORMATION DESTINÉS AUX DEMANDEURS D'EMPLOI (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : François STANKIEWICZ (PR)

Objet

Dans le prolongement de la recherche collective (R. FOUDI, F. STANKIEWICZ, M.H. TOUTIN) sur l'impact de la formation sur la trajectoire des " Bas Niveaux de Qualification ", menée pour le compte du MESR (rapport achevé en 1992) et avec l'appui de l'IFRESI, l'approfondissement des questions relatives à l'évaluation des stages de formation a été poursuivi dans une double direction :

- positionner la méthode de mesure directe (effet formation, effet dynamisation, effet contact) de l'efficacité des stages proposés (cf. article Formation-Emploi, n° 41, janvier-mars 1993) par rapport aux méthodes comparatives (utilisation d'un groupe de contrôle) et introduire une évaluation multicritère;
- conceptualiser divers modèles possibles de fonctionnement du système des stages comportant des effets incitatifs différenciés sur le taux de placement.

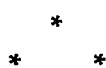
Résultats

- On propose de mesurer l'efficacité des stages de formation du point de vue des bénéficiaires dans un espace à trois dimensions : l'effet sur l'employabilité, l'effet sur le revenu à court terme et l'effet sur le bien-être. Ce passage à une approche multi-critère est conforme à la spécification qu'on peut faire de la " demande de formation ", selon l'usage effectif des stages par les stagiaires.
- Pour analyser l'efficacité en termes de taux de placement, on oppose le " modèle de l'offre administrée " (où la profitabilité de tout stagiaire accepté en formation étant positive, les stratégies des acteurs en présence poussent à solvabiliser une demande de formation supérieure aux débouchés) et le " modèle de quasi-marché " (où la profitabilité de tout stagiaire non inséré dans l'emploi étant négative, les organismes de formation sont incités à ne pas accueillir plus de stagiaires qu'ils ne pensent pouvoir en placer). Cette analyse sera poursuivie fin 1995 et 1996.

Ces travaux ont donné lieu à publications et à présentation à des colloques. Ils sont aussi en relation avec des travaux d'expertise.

Publications

- STANKIEWICZ François (1995a) - " La mesure de l'efficacité des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi".- Travail et Emploi, n° 64, p. 49-63
STANKIEWICZ François (1994a) - L'efficacité des stages de formation in D. Demazière et E. Verdier - Eds Évaluation des aides publiques à l'insertion et à la réinsertion - Document du CEREQ n° 94
STANKIEWICZ François (1994b) - Comment évaluer l'efficacité des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi ? XIVe journées de l'Association d'Economie Sociale - Lille
STANKIEWICZ François (1995b) - Analyse normative du marché de la formation délivrée aux chômeurs. Modèles de l'offre administrée et du quasi-marché. Séminaire CEREQ-CREQAM, Marseille
STANKIEWICZ François (1995c) - L'efficacité des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi : comment la mesurer ? Comment la développer ? Journée Politiques de l'Emploi, Université Libre de Bruxelles (à paraître)



1.1.2. C. ADAPTABILITE, EMPLOYABILITE ET FONCTIONNEMENT DU MARCHE DU TRAVAIL (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : Anne BUSTREEL (AL), Benoît CART (IE), Christophe DEBAISIEUX, Frédérique MALLET, Alexandre LENE (AL), Sophie LEGRAND (CE), Bruno MANTE, Marylène MANTE-DUNAT, Christophe PAYS, François STANKIEWICZ (PR), Marie-Hélène TOUTIN (CE)

Objets et premiers résultats

Le concept de départ de la recherche est celui d'adaptabilité, entendue non seulement comme capacité d'ajustement à des situations changeantes mais aussi comme attitude active d'impulsion du changement lui-même. La réflexion portera ainsi sur les conditions de production de l'adaptabilité dans le cadre du système de formation et des processus de travail en entreprise pour en tirer les implications en termes de principes d'optimisation des ressources. La portée opérationnelle du principe de productivité marginale s'affaiblit en effet dans des situations caractérisées par un grand nombre de produits et une large variété de travaux. Les premiers éléments d'analyse théorique générale existent (Stankiewicz, 1995d) qui pourront servir de référence pour des investigations empiriques principalement relatives à l'insertion des jeunes (B. Cart et M.H. Toutin, 1995).

Cette recherche comporte des intersections avec des travaux en cours, pour le doctorat de sciences économiques. Selon des variables d'entrée pouvant être différentes, ces travaux de thèse traitent de l'employabilité de certaines catégories de main-d'œuvre et analysent des processus de fonctionnement du marché du travail, décisifs de ce point de vue. Plus précisément :

- certaines recherches sont centrées sur la situation de catégories déterminées : femmes (A. Bustreel), " Bas niveaux de qualification " (M.H. Toutin-Trelcat), Travailleurs âgés (S. Legrand)
- d'autres approches sont plus transversales et s'attachent à démontrer des processus, apportant un éclairage sur l'employabilité : formation en alternance (A. Léné), " décrochage " du marché du travail (F. Mallet), concept de " réserve " de main-d'œuvre (B. Manté), perception des coûts de chômage (M. Manté-Dunat), gestion des pénuries de main-d'œuvre (C. Debaisieux) et gestion des carrières (C. Pays)

1. A. BUSTREEL : *L'émergence de la division sexuelle du travail dans les modèles économiques des ménages* (Soutenance prévue pour l'année universitaire 95-96)

Becker a démontré qu'il est rentable, pour les membres d'un ménage, d'offrir conjointement leur travail, ce qui implique concrètement une division sexuelle du travail. Dans l'optique néoclassique, les comportements de spécialisation domestique des femmes et marchande des hommes sont donc globalement rationnels. Par contre, la question de leur rentabilité individuelle a été délaissée ou traitée trop rapidement dans les modèles. La preuve en est que si l'on aborde l'émergence de la DST dans un cadre strictement micro-économique, celle-ci n'apparaît plus rationnelle et une démarche micro-économique ne peut en rendre compte. Il s'agit alors de voir si l'on peut trouver des moyens, micro-économiques ou non, d'interpréter la permanence de la division sexuelle du travail.

2. M.H. TOUTIN-TRELCAT : *Évaluation de l'efficacité des actions de formation pour les " bas niveaux de qualification "* (Soutenance : année universitaire 94-95)

L'objet de cette thèse vise à déterminer l'efficacité des actions de formation dans le cas des ouvriers et des employés non qualifiés. Après avoir cerné l'évolution récente de cette population dite " BNQ ", l'efficacité des actions de formation au regard d'un retour ou d'un maintien dans l'emploi sera examinée successivement dans deux contextes : le chômage et l'emploi. Les constats effectués invitent d'une part à relativiser l'hypothèse de non adaptabilité des " BNQ " et d'autre part à redéfinir l'utilisation de la formation comme moyen de lutte contre la sélectivité du marché du travail.

3. S. LEGRAND : *Les entreprises face au vieillissement de leur population, les conséquences et impacts. Émergence d'un paradoxe. L'étude du cas d'une entreprise automobile.* (Soutenance prévue pour l'année 95-96)

Le vieillissement du personnel des entreprises pose différents problèmes. Quelles sont les manifestations de ce vieillissement ? Sont-elles positives et/ou négatives ? Quels impacts à le vieillissement sur la capacité à travailler et à s'adapter ? Quel type de gestion les entreprises doivent mettre en place pour obtenir un bon équilibre de leur population et bien gérer les âges ? Quel rôle l'Etat a joué, peut et/ou doit pour aider les entreprises à gérer ce vieillissement ? Quels sont les aménagements que les entreprises doivent effectuer pour prendre en compte le vieillissement de leur population ? Cette étude du vieillissement s'appuie sur une analyse empirique de la situation d'une entreprise automobile.

4. A. LENE : *La formation professionnelle en alternance : analyse économique de la production de compétences par les entreprises* (Soutenance prévue en fin d'année 96)

Après avoir examiné la légitimité du principe de l'alternance ainsi que la réalité des pratiques de formation en alternance, nous nous attachons dans cette thèse à définir les conditions économiques et institutionnelles d'un système de formation professionnelle efficace, c'est-à-dire producteur de compétence professionnelles reconnues et adaptées aux besoins des entreprises. Il s'agit donc pour nous d'analyser les mécanismes qui conditionnent l'efficacité et la qualité d'un système de formation professionnelle fondé sur l'entreprise.

5. F. MALLET : *Le problème du retour à l'emploi des chômeurs de longue durée*

L'objectif de la recherche sera d'abord de mieux comprendre les processus de décrochage du marché du travail à l'aide du concept de trajectoire professionnelle et en s'appuyant sur les nombreuses études longitudinales consacrées aux chômeurs de longue durée. La démarche consistera dans un second temps à repérer à et à caractériser les différentes situations des chômeurs de longue durée au regard de l'emploi, puis, à l'aide de la notion d'employabilité, de les classer les unes par rapport aux autres, en fonction de la plus ou moins grande proximité des individus vis-à-vis du marché du travail.

6. B. MANTE : *La réserve de main-d'œuvre* (Soutenance prévue en 98)

La mise à l'écart de l'appareil productif d'une partie de la population ne peut s'appréhender uniquement à partir du chômage déclaré. Or, l'existence de cette réserve de main-d'œuvre présente un " coût " pour l'économie, qu'il convient de minimiser par une politique de gestion appropriée. Laquelle doit satisfaire simultanément à des critères d'efficacité, de cohérence et de justice.

7. M. MANTE-DUNAT : *Les coûts économiques et sociaux du chômage* (Soutenance prévue en 96)

Les tentatives d'évaluation des coûts provoqués par la situation actuelle de chômage massif, tant les coûts économiques que représentent à la fois les " non-rentrees " fiscales et parafiscales pour le budget de l'Etat et la perte de produit due au " gaspillage " de forces productives pour l'ensemble du système économique, que les coûts sociaux et humains qu'engendrent les exclusions du marché du travail, se heurtent à de multiples difficultés. Les analyser conduit à distinguer les problèmes purement pratiques de limites plus fondamentales, qui amènent à s'interroger sur la validité même de cette démarche de quantification...

8. C. DEBAISIEUX : *Pénurie de main-d'œuvre dans un cadre de chômage massif.* (Soutenance prévue pour l'année universitaire 96-97)

Vers la fin des années 1980, alors même que le niveau de chômage est particulièrement élevé, on assiste au développement à outrance de pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Après avoir appréhendé le phénomène au niveau global, nous mènerons une analyse plus détaillée à l'échelon régional, voire local. A ce niveau, une analyse en terme de Familles Professionnelles nous permettra de repérer statistiquement les groupes d'emploi qui sont confrontés au problème. D'autre part, la prospection sur le terrain permettra de saisir la réalité concrète du phénomène, les coûts qu'il génère pour

l'entreprise, les palliatifs qu'elle met en oeuvre, etc. Enfin, nous considérerons les facteurs permettant d'expliquer un tel paradoxe ainsi que les actions qui peuvent être mises en oeuvre pour éviter que la pénurie de main-d'oeuvre ne devienne le second " fléau " du marché du travail.

9. C. PAYS : La gestion des carrières. Quelques exemples d'entreprises françaises du secteur tertiaire (Soutenance prévue en 95)

La modernisation de la gestion des carrières (GC) apparaît comme une des préoccupations majeures du management des ressources humaines des années 90. Cette étude fait d'abord le point sur le cadre analytique de la GC qui s'est affiné autour de la relation individu-organisation. Elle présente ensuite le renouvellement des pratiques en s'appuyant principalement sur la réalisation de trois audits sociaux - emploi, formation et appréciation - dans de grandes entreprises françaises du secteur tertiaire. Elle interroge enfin le concept de marché interne du travail face aux nouvelles stratégies de mobilité et de développement interne des salariés qui mettent en avant les notions de " projet professionnel " et de " recrutement interne "

Publications

BUSTREEL Anne (1993), *La division sexuelle du travail : infériorité des femmes sur le marché du travail contre supériorité au foyer ?* CLES, n° 22, deuxième semestre.

BUSTREEL Anne (1995), *L'irrationalité économique de la division sexuelle du travail, communication aux quatrièmes journées de l'IFRESI, mars.*

BUSTREEL Anne (1995), *L'approche économique de la division sexuelle du travail, communication au séminaire européen du GDR Marché du Travail et Genre, décembre.*

CART Benoît, TOUTIN-TRELCAT Marie-Hélène (1995), *Le rôle de l'expérience professionnelle dans la construction de l'employabilité : le cas des titulaires de Bacs Professionnels Bureautique, communication à la 3ème journée du CLERSE, " Insertion professionnelle, nouvelles approches, nouveaux débats ", Lille, juin.*

LEGRAND Sophie (1995), *" Le paradoxe du vieillissement : les entreprises face au vieillissement de leur population, l'exemple d'une entreprise automobile "*, communication au IVèmes journées IFRESI, Lille, mars.

LENE Alexandre (1995), *La formation en alternance : des principes pédagogiques aux conditions économiques et institutionnelles*, IVe journées IFRESI, mars, Lille, pp. 307-319.

STANKIEWICZ François (1995d) " Choix de formation et critères d'efficacité du travail : adaptabilité et financement de la formation générale par l'entreprise " - Revue Economique n° 5, septembre

TOUTIN-TRELCAT Marie-Hélène (1993), *Évaluation de l'efficacité des actions de formation pour les demandeurs d'emploi de faible niveau de qualification* ", communication au colloque OMNIR, septembre, 17 p.

TOUTIN-TRELCAT Marie-Hélène (1994), *" Réflexion sur l'efficacité des stages de formation pour les demandeurs d'emploi "* in Demazière D., Verdier E. (eds), *Évaluation des aides publiques à l'insertion et à la réinsertion*, Journée d'études du CEREQ et du réseau des centres associés, CEREQ, document, Série Séminaires, mai, pp. 163-175.

*
* * *

1.1.2. D. OPTIMISATION DES TRAJETS PROFESSIONNELS EN ORGANISATION (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLAREE : Pierre LOUART (PR), Christel BEAUCOURT (MC), Aude d'ANDRIA (ATER), Anne-Fabienne DUBRŒUQ (ATER), Anne DIETRICH (AL), Christian BULLA (CE)

Objet, méthode, résultat

L'objectif de l'opération était d'approfondir l'approche habituellement technique, contractuelle et statutaire des trajets professionnels. C'était un moyen de réorienter la gestion des emplois en réfléchissant à des outils d'évaluation ou d'action qui soient d'une part plus subtils (en intégrant des points de vue plus ouverts que des préoccupations avant tout juridiques et opérationnelles), d'autre part mieux contextualisés (en aidant les cadres locaux à des gestions d'ajustement qui puissent réorganiser les emplois tout en accompagnant les salariés dans la régulation de leurs trajets professionnels) .

Le travail s'est focalisé sur les entrées-sorties de salariés, mais aussi sur les évolutions professionnelles internes, autour des concepts de compétence, d'implication et d'adaptation. Les résultats soulignent l'importance d'une représentation élargie des processus d'insertion et d'évolution professionnelle, notamment dans leurs dimensions psycho-sociales et socio-politiques. Mais cela n'a de sens que si cela permet d'agir avec à propos sur des micro-régulations (boucles de rétroaction) qui recadrent opérationnellement et symboliquement l'action collective. De la sorte, les rôles des salariés s'adaptent aux besoins situationnels, en évitant toute dérive professionnelle et en maintenant leur potentiel d'employabilité.

La plupart du temps, les travaux ont donné lieu à l'élaboration d'une thèse. Les méthodes utilisées ont été des entretiens approfondis et confrontatifs entre gestionnaires et salariés, avec cumulation partielle d'informations sur certains sites organisationnels. Cela nous a permis d'instaurer un débat distancié par l'observation du chercheur, tout en stabilisant site par site divers facteurs de contexte.

Les travaux ont aidé à construire des liaisons théoriques complémentaires : entre gestion des compétences et insertion dans les dispositifs organisationnels (A. DIETRICH), entre gestion des compétences et implication des salariés (L. FALQUE), entre implication et organisation (P. VALÉAU).

Loin de se résumer à des ajustements d'effectifs, les mouvements quantitatifs d'emplois portent en eux des significations qualitatives complexes : en particulier celles des contenus d'emploi et des modes configurationnels qui les façonnent. Ces derniers dépendent à la fois de logiques externes et internes aux organisations. A l'extérieur, on peut citer les structures de marchés ou les filières de compétence préparant à tel ou tel type d'employabilité. Au sein des systèmes d'activités, il faut mentionner l'organisation socio-technique des emplois, en y intégrant les temps de travail ainsi que les arbitrages entre emplois et rétributions. Les deux logiques sont reliées par les trajets professionnels des individus, dont on a étudié ici l'optimisation dans des phases-clefs du fonctionnement organisationnel, à partir des pratiques de GRH : recrutements (A. d'Andria), gestion des compétences (A. Dietrich), gestion des inadaptations (C. Bulla), séparations d'avec l'organisation (A. F. Dubrœuq).

Les marges de manœuvre observées montrent qu'il y a des enjeux discrétionnaires dans chaque organisation (P. Louart), donc des interprétations possibles en fonction des valeurs sous-jacentes aux politiques d'emploi (C. Beaucourt). L'optimisation des trajets professionnels requiert une maîtrise conjointe d'au moins quatre modèles cognitifs qui interviennent dans les processus analysés. Les deux premiers sont largement connus et utilisés ; il s'agit des cadres opératoires (dont le but est l'efficacité technico-économique à l'intérieur de règles et objectifs déjà définis) et des normes juridico-institutionnelles (dont le but est la conformité relative à des données d'arbitrage interne ou à ce qui fait force de loi). Les deux autres sont souvent négligés, ou alors gérés à la marge, alors qu'ils pourraient servir à modifier la forme ou le poids relatif des deux premiers. Le troisième concerne

l'espace de socialisation interne (habitudes communes, affiliation à des valeurs et partages socio-affectifs) ; dès qu'un trajet professionnel est perturbé, cet espace produit des résonances émotionnelles fortes qui caractérisent le manque à transformer l'énergie en action (d'où des décharges affectives, etc).

Le quatrième modèle est celui des **constructions collectives de type socio-politique** (débats sur les interprétations de la réalité, négociation de conventions et d'objectifs plus ou moins communs). D'un point de vue interactif, c'est ce modèle qui régule et oriente les cadres opératoires ou la jurisprudence interne (il a donc une influence considérable sur la façon de gérer l'emploi, l'employabilité ou les trajets professionnels). D'un point de vue individuel, c'est lui qui garantit l'autonomie personnelle et le fait que les salariés d'une organisation restent libres d'eux-mêmes au delà des contraintes opératoires, des normes institutionnelles et de la socialisation interne (avec ses effets d'implication et d'assujettissement relatifs). Ce modèle est donc la garantie, malgré la pression ou les rapports de force organisationnels, que l'être humain continue d'agir sur les enjeux du système collectif dont il participe, ainsi que sur l'évolution du trajet professionnel qu'il est amené à parcourir.

Publications

LOUART Pierre (1993), "Les champs de tension en GRH", in *Repenser la GRH ?*, coord. J. Brabet, éd. Economica.

LOUART Pierre (1995), "Succès de l'intervention en GRH", éd. Liaisons.

BEAUCOURT Christel coord. (1993), "L'année Ressources Humaines", éd. Maxima ; (1995)"L'année Ressources Humaines", éd. Maxima.

BEAUCOURT Christel (1994), contribution à l'ouvrage : "Le sens de la personne en GRH", éd. M. Gagné, Québec 1994.

d'ANDRIA Aude (soutenance de thèse prévue en sept.oct. 1995 à l'IAE de Lille-USTL), *La confirmation de recrutement, acte de gestion*. Le recrutement y est traité comme un processus décisionnel incluant des aspects contractuels et socio-professionnels, dans une insertion en partie négociée qui préserve l'identité socio-politique du recruté.

BULLA Christian (soutenance de thèse prévue en sept.oct. 1995 à l'IAE de Lille-USTL), *Etiologie des situations d'inadaptation en entreprise, conséquences pour la gestion des personnes et des trajets professionnels*.

DIETRICH Anne (soutenance de thèse prévue en sept.oct. 1995 à l'IAE de Lille-USTL), *Limites et paradoxes du développement des compétences en organisation*.

DUBROEUCQ Anne-Fabienne (soutenance de thèse prévue en sept.oct. 1995 à l'IAE de Lille-USTL), *La séparation entre l'individu et l'organisation*. Les dimensions juridico-institutionnelles, technico-économiques et psycho-sociales y sont souvent conflictuelles ; dans ces tensions, la dimension socio-politique est un moyen d'arbitrage et de réorganisation au profit des individus et des fonctionnements organisationnels.

LOUART Pierre (1994), "Entre globalisation et individualisation des ressources humaines", *Revue Française de Gestion*, mars-avril.

LOUART Pierre (1994), *Effets sur l'emploi des pratiques de GRH et des représentations qui les sous-tendent*, Colloque Sciences de Gestion et Problèmes de l'Emploi, Lille, 22-23 septembre.

BEAUCOURT Christel (1994), *L'emploi : enjeu, sens, controverse*, Colloque Sciences de Gestion et Problèmes de l'Emploi, Lille, 22-23 septembre.

FALQUE Laurent (1994), *L'idée de compétence dans les rapports hiérarchiques : limites du modèle sous-jacent et conflits d'interprétation*, Actes du 5^e congrès de l'AGRH, Montpellier.

DESREUMAUX Alain, LOUART Pierre, avec la collaboration de Christel BEAUCOURT et Philippe PAILLOT (1995), *Les déterminants socio-cognitifs des dirigeants, conséquences sur les politiques d'emploi*, Rapport, Journées de recherche de l'IFRESI, 30 et 31 mars .

*
* * *

1.1.2. E. PRODUCTION DE COMPÉTENCES ÉVOLUTIVES ET GESTION DE L'EMPLOI (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : Martine PERNOD- LEMATTRE (ATER), Jean-Marie SCHEER (ATER) pour thèses en cours sous la direction de Patrice GREVET (PR)

Objet, méthodes, résultats

1) Gestion de compétences évolutives et systèmes d'emploi (Martine PERNOD- LEMATTRE)

L'analyse des tendances nouvelles de la gestion des ressources humaines liées à un contexte d'innovation permanente amène à réfléchir sur les modalités de la construction des "compétences évolutives" et sur l'aptitude des organisations à mettre en œuvre des stratégies de production de ces compétences évolutives afin de favoriser l'innovation. Ce travail s'appuie sur une étude de terrain réalisée auprès des plus grandes entreprises implantées en France dans les industries des matériels informationnels.

Les politiques de gestion de compétences évolutives sont analysées en recourant à une notion de système d'emploi aménagée pour intégrer des éléments nouveaux tenant à l'économie de l'innovation permanente. Les conditions organisationnelles du développement de ces compétences et de production des ressources intellectuelles et de l'innovation sont analysées à partir des concepts d'apprentissage organisationnel et de routines organisationnelles.

Deux chaînes de causalité liant innovation et formation structurent deux sous-systèmes d'emploi, un sous-système d'emploi industriel et un sous-système d'emploi professionnel.

- Le premier constitué d'ouvriers, d'employés et de techniciens de production est caractérisé essentiellement par la relation entre innovation de procédé et formation, formation qui se situe dans ce cas en aval de l'innovation. Dans ce sous-système les processus d'apprentissage et les routines mises en œuvre sont de type opératoire.

- Le second comprenant les catégories cadres, ingénieurs et techniciens de recherche est structuré par la relation entre innovation de produit et formation, formation en amont de l'innovation en tant que processus socialisé d'accès à l'information. Deux types de routines professionnelles se manifestent : les "search routines" qui sont le support de l'innovation et les "routines d'apprentissage" qui ont pour principal objectif de construire de nouvelles compétences.

De ce fait les deux sous -systèmes d'emploi divergent dans leurs modes de recrutement et dans leurs filières de mobilité.

2) Les pourvois de postes d'ingénieurs-techniciens (Jean-Marie SCHEER)

Cette thèse a pour objet de comparer les pourvois de certains postes d'ingénieurs dans trois firmes de haute technologie. Le développement récent de nouvelles filières diplômantes d'ingénieurs tend à remplacer dans deux entreprises le passage cadre à l'ancienneté, le recrutement d'ingénieurs diplômés restant le mode majoritaire de pourvoir. Dans la troisième au contraire, on observe plutôt une diversification des possibilités de passages cadres techniques (mode majoritaire). Les limites de la théorie du capital humain ont pu être établies. On se trouve plutôt en situation de contractualisation «floue» entre la firme et le salarié puisque les accords d'entreprise récents ne garantissent pas la carrière après le passage cadre ou l'embauche.

Partenaires et financement

Tranche 2 du Contrat de Plan 1989-1993 CNRS - Conseil Régional Nord - Pas de Calais

Publications

Rapport

SCHEER Jean-Marie (1994), *Ressources informationnelles et analyses de dépenses de formation continue : le pourvoir des postes d'ingénieurs-techniciens dans les entreprises de hautes technologie*, Rapport dans le cadre du contrat de plan 1989-1993 CNRS - Conseil Régional Nord - Pas de Calais, 145 p.

Communications

LEMATTRE-PERNOD Martine (1995), *L'apprentissage organisationnel dans un système d'innovation permanente*, Communication aux Quatrièmes journées IFRESI, 30-31 Mars, 15 p.

SCHEER Jean-Marie (1995), *La valorisation de l'expérience sur le tas dans le passage cadre : Le cas des techniciens dans deux grandes entreprises d'électronique*, Communication aux Quatrièmes journées IFRESI, 30-31 Mars, 13 p.

*
* * *

**1.1.2. F. SYSTÈME DE MOBILITÉ DES CADRES DANS LES ORGANISATIONS
(OPÉRATION NOUVELLE)**

Chercheur

CEPE : Nicolas GLORIEUX (AL), Thèse sous la direction de Dominique REDOR (PR)

Présentation

Étant donné la tension actuelle du marché de l'emploi, l'hésitation des entreprises à recruter et la stagnation des effectifs, l'importance des enjeux liés aux pratiques de mobilité interne s'impose de plus en plus aux organisations. A partir de l'examen d'une catégorie spécifique : les cadres, il s'agira dans un premier temps d'analyser la signification donnée par les firmes au concept de mobilité par rapport à sa validation théorique. Puis, nous vérifierons l'hypothèse de la présence d'un système de mobilité organisationnelle en tant que processus dynamique de stratification et de coordination des flux, orientés vers un double objectif d'allocation optimale des individus et d'adaptabilité des ressources humaines à l'environnement. Enfin, l'objet de l'étude consistera également à identifier les conditions permettant l'évolution d'un exercice ponctuel de la mobilité vers la formulation d'un tel système.

*
* * *

1.1.2. G. LES GROUPES PROFESSIONNELS : TRANSFORMATION DES PRATIQUES, DES ORGANISATIONS DU TRAVAIL, DES IDENTITÉS COLLECTIVES ET DES MODES DE PRODUCTION DES COMPÉTENCES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

LASTREE-CLERSE : Elisabeth CHARLON (MC), Lise DEMAILLY (PR), Olivier DEMBINSKI (AL), Michel FEUTRIE, (MC) Fabrice JACOB (BDI), Marie Christine VERMELLE (MC)

Bilan des sous-opérations achevées

1) *Rapports d'encadrement et mobilisation professionnelle (Lise Demailly)*

Les rapports d'encadrement entre un groupe professionnel et les groupes et catégories voisins chargés de leur encadrement sont essentiels en ce qui concerne les processus de mobilisation professionnelle: à quelles conditions et en quoi une pratique d'encadrement est -elle mobilisatrice? En quoi le travail des cadres a t-il des effets de structuration professionnelle (construction de normes, construction identitaire) d'une part sur le groupe encadré, d'autre part sur les groupes d'encadrement.

L'étude menée sur les interactions propres à l'Éducation Nationale entre haut encadrement, encadrement de proximité et enseignants de base, montre que des ressources stratégiques se sont récemment déplacées, des identités socio-professionnelles collectives ont bougé: -mobilisation de nouvelles fractions innovantes et de nouveaux clivages dans le groupe enseignant, -professionnalisation de deux groupes d'encadrement ; ébranlement de l'identité d'un troisième, pourtant ancienne et solide ; continuité culturelle dans le dernier .

L'étude montre plus globalement que le travail de placement stratégique, les capacités de mise en scène et de mise en langage de nouvelles compétences, l'engagement dans des communautés de projets sont essentiels quant aux processus de construction des groupes professionnels et à l'émergence d'acteurs collectifs, mais aussi qu'ils sont partiellement contingents et imprévisibles .

Partenaires et financement : Rectorat de Lille/Contrat de Plan

2) *Formation continue et transformation des pratiques professionnelles (L.Demaiilly)*

La recherche porte sur le rôle de la formation continue dans les transformations des représentations et celle des organisations du travail administratif, aussi bien en ce qui concerne les relations de travail internes à l'administration, que les relations de celle -ci avec ses usagers et ses partenaires. Elle montre que les effets de changement opérés par la formation sont rendus possibles par la conjonction d'un nombre élevé de conditions favorables.

3) *La recherche-développement dans un secteur de service professionnel : enjeux et processus (L.Demaiilly, D.Zay)*

Une autre source de transformation des pratiques et des identités professionnelles ainsi que de rationalisation des organisations est le développement de la recherche-développement. il est particulièrement intéressant d'étudier la production sociale de la recherche-développement dans le secteur des services professionnels.

L'analyse des politiques de recherche des IUFM est amenée à se confronter d'une part, à la sociologie de la production scientifique et à celle des biens symboliques. La question de la recherche sur les problèmes d'enseignement, d'éducation et de formation est depuis longtemps, en France, prise simultanément dans deux champs de conflits et de concurrence, le champ professionnel, c'est à dire celui de la définition de la pratique d'enseignement légitime et, donc, en même temps, de son expertise légitime, et le champ universitaire, en particulier le champ scientifique, c'est à dire la définition de la pratique de recherche légitime et de ses critères de scientificité.

L'histoire des services recherche et les polémiques autour du statut de la recherche dans les IUFM sont des bons analyseurs d'un certain nombre d'enjeux sociaux : notamment celui du *mode de finalisation de la recherche* et celui du *mode de contrôle social des savoirs professionnels enseignants*, qui ne peuvent que demeurer des questions brûlantes.

Partenaires et financement : DRED, MEN

4) La production sociale des compétences: Transmission et formalisation des savoirs d'expérience (E.Charlon, L.Demailly, O.Dembinsky, F.Jacob, M.C.Vermelle)

Sur la base d'un travail théorique sur le concept de compétence, la réflexion s'est organisée autour d'une composante déterminée de la socialisation professionnelle: celle des modalités d'appropriation des savoirs d'expérience, qui a semblé pouvoir fonctionner comme un analyseur particulièrement intéressant du processus global de socialisation professionnelle. La formalisation des savoirs professionnels, opération épistémique, est toujours aussi un processus social. Celui-ci est peut être théorisé en fonction du rapport social entre l'instance de formalisation et les détenteurs de savoirs professionnels pratiques, comme rapport symbolique, pédagogique, culturel et comme rapport de pouvoir . Selon les objets empiriques étudiés et selon les cadres théoriques des recherches, on peut en repérer trois formes essentielles

- la collaboration-négociation-production collective de savoirs nouveaux
- la violence symbolique exercée par un groupe d'agents rationalisateurs (avec occultation partielle de savoirs professionnels pratiques)
- la captation des savoirs (ayant pour conséquence une restructuration des groupes professionnels)

5) La transformation de la professionnalité des formateurs pour salarié d'entreprise (E.Charlon, L.Demailly, M. Feutrie, M.C. Vermelle). Voir en section 1.1.3.

Objet et méthodes des sous-opérations en cours

6) Approche des modes de structurations du groupe professionnel infirmier (O.Dembinsky), Thèse de sociologie, Lille, Université des Sciences et Techniques.

Inscrit directement dans la prolongation de travaux de maîtrise et de D.E.A en sociologie, cette recherche se donne pour objectif d'approcher les modes de structuration du groupe professionnel infirmier. L'hôpital est compris ici comme un lieu de socialisation donnant naissance à de nouveaux rapports sociaux dans lesquels les interactions sont établies entre les personnels, les patients et l'administration deviennent créateurs de relations sociales.

L'objet de ce travail est de tenter une explication en termes de mode de création de l'acteur collectif. Il s'agit ici de comprendre comment, dans les conditions particulières de la vie à l'hôpital naît, prend forme et interagit le groupe professionnel infirmier. Le point de vue longitudinal vise à reconstituer ce destin collectif en croisant les biographies, les discours, l'univers professionnel et les pratiques de soins des infirmières de l'hôpital public. Ceci oblige à reconnaître le poids des valeurs, du passé, de l'histoire, des institutions dans les transformations et les segmentations du groupe professionnel infirmier. L'identité du groupe y est conçue comme le produit des interactions établies dans la formation, le travail, l'histoire, le hors travail et les actions collectives.

C'est donc la confrontation des informations recueillies dans les cinq espaces qui permettra d'établir les dimensions propres ou encore de comprendre la genèse et les fonctions subjectives remplies par l'identité du groupe professionnel infirmier.

7) *La douane française, organisation bureaucratique et changement social. Contribution à l'analyse sociologique des groupes professionnels* (F.Jacob). Thèse de sociologie, Lille, Université des Sciences et Techniques.

Dans un contexte de changement social caractérisé par l'ouverture des frontières intra-communautaires en 1993, l'administration des douanes a dû se redéfinir une nouvelle identité autour de missions prioritaires, touchant en particulier le champ de la sécurité intérieure (lutte contre les trafics de stupéfiants ou d'armes). Dans le cadre de cette opération en cours, nous tentons d'appréhender le métier de douanier comme carrière et milieu de socialisation. Au delà des carrières objectives, il nous semble important de comprendre l'ensemble des représentations qui constituent des "visions du monde". En analysant l'histoire de la douane et de son organisation, nous mettons également l'accent sur la genèse et la dynamique de ce groupe professionnel particulier.

Sous-opérations en projet

- Les conditions de travail des cadres en douane

- Les effets du développement de l'évaluation des politiques publiques sur les cultures professionnelles des cadres de l'éducation nationale (voir l'opération 1.1.3.).

Publications

Articles

DEMAILLY (L), "L'évolution actuelle des méthodes de mobilisation et d'encadrement des enseignants", Paris, *Savoir*, n° 1, 1993

DEMAILLY (L), "La transmission des savoirs comme rapport symbolique", CLES, juin 1994

DEMAILLY (L), ZAY (D), "Gestion de la recherche et construction de réseaux" in *Recherche et formation*, Paris, n° "Recherche et développement professionnel", 1994-4.

DEMAILLY (L), "Observer les pratiques d'évaluation", CLES, Lille, à paraître, 1- 1995

JACOB Fabrice (1995), "Les douaniers français aux frontières de la sécurité intérieure", *Déviance et Société*, à paraître.

Rapports

BUSTREEL Anne, DUPREZ Dominique, JACOB Fabrice (1994), *Contribution sociologique à l'analyse des conditions de travail. Les douaniers en surveillance*, Rapport Convention CNRS/Douanes, 79 p.

CHARLON (E), DEMAILLY (L), FEUTRIE (M), VERMELLE (M C): *Les mutations des organismes de formation en relation avec l'entreprise, nouvelles organisations, nouvelles professionnalités* CLERSE-LASTREE / DRFP, 1994, 209 p.

DEMAILLY (L), ZAY (D), *L'Émergence de politiques de recherche dans les IUFM : Étude de la mise en place d'unités organisationnelles chargées de la recherche au sein des IUFM (septembre 1990 - décembre 1992)*, DRED / IFRESI-CNRS / IUFM Nord Pas de Calais, septembre 1993, 276 p.

DEMBINSKI O, (1994), *Les cadres hospitaliers*, rapport pour le Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Lille, Janvier, 36p.

LOJKINE J, DELACROIX R, DEMBINSKI O, LE DANTEC E, LEVY C, ROCHEFORT T (1995), *La CGT et l'intervention dans la gestion: stratégies et pratiques. Une approche pluridisciplinaire*, Rapport CGT, CNRS, MRE, MTEFP: Mutation, Mars, 300p.

Contributions à des ouvrages collectifs

DEMAILLY (L) "Formation continue et projet de changement dans l'administration de l'Éducation" in *Pratiques et modèles de formation en administration scolaire*, Dir. Godin (A), Éditions du CRP, Québec, Canada, 1993

DEMAILLY (L) "Compétence et transformation des groupes professionnels" in *La compétence: mythe, construction ou réalité?*, Dir. MINET (F), PARLIER (M), WITTE (S. de), l'Harmattan, Paris, avril 1994

DEMAILLY (L) "Rapports d'encadrement et mobilisation des groupes professionnels : le cas des enseignants" in *Genèse et dynamique des groupes professionnels*, Dir DUBAR (C.), LUCAS (Y), PUL, Lille, juin 1994

Participation à la conception de numéro de revue

Recherche et formation, "Recherche et développement professionnel", Paris, INRP, 4-1994

Communications dans des colloques scientifiques

BUSTREEL Anne, JACOB Fabrice (1994), *The power and mission of french customs officers: a difficult choice between the end and the means*, XXII annual conference of the european group for the study of deviance and social control, Komotini, Greece, august 25-28.

DEMAILLY (L), *Formation continue et projet de changement dans l'administration de l'éducation*, Colloque international du R.E.F., 6-8 octobre 1992, Sherbrooke, Quebec

DEMAILLY (L), *Les rapports entre groupes professionnels: le cas des enseignants et de leur encadrement*, Colloque international de l'Association Internationale de Sociologie, "Genèse et dynamique des groupes professionnels", Paris, 19-20 novembre 1992

Charlon (É), DEMAILLY (L), Feutrie (M), Vermelle (MC), *Les organismes de formation en relation avec l'entreprise: nouvelles organisations, nouveaux produits, nouvelles professionnalités*, Troisièmes journées de l'IFRESI, 28-29 janvier 1993

DEMAILLY (L), ZAY (D) L'émergence des politiques de recherche des IUFM, convergence et diversité, Congrès de l'AESCE, "L'actualité de la recherche en éducation", Paris 26-28 mars 1993

DEMAILLY (L), *La transmission des savoirs comme rapport symbolique*, Colloque international "Administre les savoirs", Revue Politique et management public", Genève, 25-26-27 mars 1993

DEMAILLY (L), *Le sociologue dans les systèmes d'éducation et de formation*, Colloque de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française "La sociologie et ses métiers", Liège, 4 et 5 novembre 93

CHARLON (É), DEMAILLY (L), FEUTRIE (M), VERMELLE (MC), *La rationalisation des organismes de formation travaillant avec les entreprises*, Colloque international, "La notion de bien éducatif. Services de formation et industrie culturelles", Universités de Paris Nord et Lille III/ CNET, Lille, 14-15 janvier 1994

DEMAILLY (L), ZAY (D). *Contribution à une sociologie de la recherche-développement*, Deuxième Biennale de l'éducation et de la formation, Paris, 9-12 avril 1994

DEMAILLY (L) *Évaluer l'évaluation : réflexion sur les conditions sociales d'efficacité de l'évaluation, à partir de quelques exemples empruntés au domaine de l'éducation*, "L'évaluation: approches économiques et sociologiques", CLERSE, 3 juin 1994

DEMAILLY (L), *L'innovation en éducation et les modalités d'organisation de la recherche-développement*, Colloque international "Former des enseignants", R.E.F., Louvain La Neuve, 12-14 sept 1994,

DEMAILLY (L), *La professionnalité enseignante en transformation : le rôle des réseaux*, Colloque international, "L'école et les changements sociaux", AISLF, Montréal, 20-21-22 sept 1994,

E. CHARLON, L. DEMAILLY, D. DEMBINSKI, F. JACOB, J.F. INISAN, P. ROQUET, M.C. VERMELLE, Contribution à l'étude de la socialisation professionnelle et de la formation des compétences : les modes de transmission et de formalisation des savoirs d'expérience , Quatrièmes Journées d'Etudes de l'IFRESI, 30-31 mars 1995

DELACROIX R, DEMBINSKI O, (1995), *Les acteurs professionnels et syndicaux face aux nouveaux critères de gestion du CHRU de Lille*, Communication aux journées de l'IFRESI, Lille le 30 et 31 Mars, 16p.

JACOB Fabrice (1995), *Les douaniers français aux frontières de la sécurité intérieure*, Journées IFRESI, LILLE, 30 et 31 mars 1995.

*
* * *

1.1.2. H. LES PROFESSIONNALITÉS DES FORMATEURS (OPÉRATION NOUVELLE)

Chercheurs

LASTREE-CLERSE : Élisabeth CHARLON (MC), Lise DEMAILLY (PR), Michel FEUTRIE (MC), Marie Christine VERMELLE (MC)

Renvoi à l'ensemble de l'opération 1.1.3. C. "Les métiers de la formation continue dans les entreprises publiques, privées et les services publics"

*
* * *

1.1.2. I. LA CONSTRUCTION DES IDENTITÉS (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

LASTREE-CLERSE : Sylvie ENGRAND (IE), Nicole GADREY (MC)

Objet, méthode, résultat

1) Formation, emploi et construction identitaire (Sylvie ENGRAND et Nicole GADREY)

Sur la base de plusieurs enquêtes empiriques ayant permis le recueil de données biographiques portant d'abord sur la trajectoire scolaire et professionnelle, le démarche proposée vise à mieux saisir les processus de construction identitaire. Pour comprendre les rapports à l'emploi, à la formation, au travail et les visions d'avenir des salariés, une relecture des entretiens invite à élargir l'objet d'étude, à prendre en compte l'ensemble de la trajectoire, comme le font les recherches concernant le travail féminin. La façon dont les enquêtés appréhendent les temps sociaux, établissent des relations entre les sphères du travail et du hors travail, donnent un sens à leurs expériences et construisent des représentations du travail et de l'emploi qui orientent leurs pratiques, permet de s'interroger aussi bien sur les rapports sociaux de sexe que sur les rapports intergénérationnels.

2) Les identités professionnelles salariales, confrontation de plusieurs essais inductifs à un modèle théorique (Sylvie ENGRAND)

Trois typologies construites inductivement sur trois entreprises suggèrent l'hypothèse que les types d'identité professionnelle observés ne sont que des expressions contingentes de modèles plus larges, d'échelle sociétale. Le concept de forme identitaire - emprunté à la théorie de la socialisation professionnelle de C. Dubar - permet de dépasser le niveau de la saisie empirique des identités professionnelles. Selon cette théorie, une double transaction, d'ordres biographique et structurel - ordres indépendants mais articulés - commande le processus de construction de ces identités. La question étudiée est celle de leur influence respective dans la dynamique considérée. Est-ce le moment atteint dans la trajectoire professionnelle, ou est-ce le fait d'appartenir à une entreprise donnée qui explique le mieux les rapports des individus à l'entreprise, au travail, à la formation, à l'avenir ? L'objectif est de construire sur le matériau disponible un dispositif "expérimental" qui permette de tester les hypothèses formulables dans ce registre de préoccupations.

Publications

Articles

GADREY Nicole (1993), "Des femmes isolées en formation : retour à l'emploi ou risque d'exclusion", *Cahiers lillois d'économie et sociologie*, n° 21.

GADREY Nicole (1994), "Sur la construction des rapports sociaux de sexe dans l'entreprise", *Cahiers du GEDISST*.

GADREY Nicole (1994), "Logiques biographiques des "femmes isolées" et passages par le dispositif de formation", *Documents séminaires CERÉQ*, n° 94, Mai.

Communications

GADREY Nicole (1995), *Formation, qualification et mixité*, Colloque international de préparation de la 4ème conférence mondiale sur les femmes, Paris, Mars.

*
* * *

1.1.2. J. ENTRE DÉVIANCET PROFESSION, LA PROSTITUTION DE RUE (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Stéphanie PRYEN (AL, thèse de doctorat de sociologie sous la direction de Gabriel GOSSELIN)

Objet et méthode

La prostitution est le plus souvent considérée en termes de déviance, d'inadaptation sociale. L'objectif est ici de renouveler l'approche par les apports du paradigme interactioniste à la sociologie des professions : ce point de vue, à partir du concept de profession, sur une activité tolérée mais aux frontières du licite (et du dicible), ouvre un chemin fécond pour une compréhension plus large de ce qui se noue dans la relation prostitutionnelle.

Cette réflexion s'appuie essentiellement sur une observation de la prostitution de rue à Lille et sur des entretiens réalisés avec des prostitué(e)s. Le point de vue de l'ensemble des intervenants participant de la construction sociale du phénomène sera également pris en compte.

Publications

Article

PRYEN, Stéphanie (1994), "Prostitution : l'état de la recherche et de l'action dans le Nord", *Contact santé*, périodique de promotion de la santé édité par la MRPS Nord - Pas de Calais, n°83, avril, pp.66-67.

Rapport

PLANCKE, Laurent, PRYEN, Stéphanie (1993), *La prostitution dans le département du Nord - représentations et prise en charge par les services sociaux et médico-sociaux*, étude réalisée pour le Conseil général du Nord, novembre, 121 pages.

Communications

PRYEN, Stéphanie (1995), "Les prostitué(e)s : des professionnel(le)s du sexe ? La prostitution : une profession ? Apports du paradigme interactionniste et interrogation critique des catégorisations.", *IVèmes Journées IFRÉSI*, Lille, 30 et 31 mars.

PRYEN, Stéphanie (1994), "Le statut du sociologue dans la situation d'enquête. Le cas de la prostitution de rue", *Séminaire Épistémologie et éthique des sciences sociales. Subjectivité et objectivité : Apports et limites*, Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique, CNRS, Université de Paris-Sorbonne, Maison des sciences de l'homme, Paris, 26-27 mai.

PRYEN, Stéphanie (1993), "Les représentations sociales du sida et de la prostitution chez les hommes en général et les clients en particulier, présentation de l'enquête", *Colloque Prostitution et sida*, Maison régionale de promotion de la santé du Nord - Pas de Calais, Lille, 30 novembre.

PRYEN, Stéphanie (1993), "Sida et prostitution. Représentations sociales des hommes en général et des clients en particulier", *3ème Université d'Automne : La prostitution, aujourd'hui... Au marché du sexe, client, qui es-tu ?*, Mouvement le CRI, Dijon, 11-13 novembre.

PRYEN, Stéphanie (1993), "La prostitution et le sida dans le Nord", *Colloque Prostitution et sida*, Agence française de lutte contre le sida, Paris, 15 janvier.

*
* * *

1.1.2. K. RECHERCHES SUR LES MODALITÉS DE TRANSMISSION D'EXPÉRIENCES SOCIALES. RÉFLEXION MÉTHODOLOGIQUE SUR LE RECUEIL DE DONNÉES (OPÉRATION POUR UNE PART ACHEVÉE, POUR UNE PART NOUVELLE)

Chercheurs

CLERSE : Hubert CUKROWICZ (CR), Catherine BAICHÈRE (IE).

1) Réflexion méthodologique sur le recueil de données (Élément achevé).

De 1993 à 1995, nous avons poursuivi une réflexion méthodologique sur le recueil de données sociologiques. Comment enregistrer une réponse à une question en limitant l'effet de la plus ou moins grande compétence, socialement acquise, à formuler une pensée et à élaborer un discours susceptible d'être entendu dans une situation donnée? L'entretien couplé avec une tâche (*Encat*) est un entretien particulier, structuré par un travail confié à l'interviewé et exécuté en présence d'un observateur-animateur. Le but principal de cette démarche est de susciter des réponses en gestes en même temps que des réponses verbales. Le discours recueilli peut alors être mis en rapport avec les actions symboliques que l'interviewé effectue pour s'acquitter de sa tâche. Conjointement à l'*Encat*, le livre-outil se propose de divulguer les résultats d'une recherche auprès des personnes enquêtées. Ouvrage au service d'une pratique et directement en phase avec une revendication sociale, le livre-outil se particularise aussi par son mode de transmission qui fait jouer la sociabilité du milieu étudié. A partir d'un certain degré d'élaboration, le livre doit être totalement pris en charge par ses lecteurs jusqu'à son achèvement.

Publications

- CUKROWICZ Hubert (1993), "Choisir ses voisins?", *Revue Française de Sociologie*, XXXIV, pp. 367-393.
- CUKROWICZ Hubert (1995), "Des livres clefs", *Bulletin des Bibliothèques de France*, à paraître.
- CUKROWICZ Hubert (1995), *Le dire et le faire*, Colloque International "Le questionnement social", Université de Rouen, SUDLA-CNRS, 16-17 Mars 1995.

2) Recherches sur les modalités de transmission d'expériences sociales (Élément nouveau)

Dans le cadre d'une recherche plus générale portant sur les processus de la transmission des expériences sociales, nous avons mené deux enquêtes sur les rapports qui se nouent autour des livres. Une première étude s'est intéressée aux représentations que des faibles lecteurs avaient des livres et de la lecture d'ouvrages. L'hypothèse de cette enquête était que, dans les manières de percevoir et d'évaluer les livres, se manifeste une part significative des dispositions acquises à l'encontre de la lecture, mais s'expriment aussi des demandes et des exigences face à la communication écrite. En particulier, la lecture de livres est d'autant plus motivée qu'elle aide à analyser et dépasser une situation vécue jugée insatisfaisante. Un autre travail avait pour objectif de montrer comment s'élabore le conseil que le libraire donne aux lecteurs qui le sollicitent. Derrière la promotion de la culture écrite et l'adaptation à la demande spécifique d'un acheteur, agissent en fait des contraintes du métier du libraire : c'est à dire la nécessité qu'il a de se situer dans un contexte concurrentiel en cherchant à placer un produit spécifique face aux grandes surfaces et aux bibliothèques tout en s'adaptant à une clientèle définie. Au travers de cet exemple limité, nous cherchions à illustrer un aspect des conditions sociales de la circulation des ouvrages.

Tout en maintenant notre intérêt pour la constitution et la circulation de la culture écrite, nous étudions actuellement (Avril 1995) la transmission d'expériences sociales en examinant la manière dont s'est perpétuée la mémoire d'un conflit social dans une administration.

Publications

- CUKROWICZ Hubert (1994), *Le bel ouvrage ou La célébration du livre et du travail*, avril, 153p.
CUKROWICZ Hubert (à paraître), "Accorder des livres et des lecteurs".



1.1.2. L. ANALYSE ET TRADUCTION DE TEXTES SOCIOLOGIQUES ANGLOPHONES

A) Opération "Men and their Work" (Opération achevée)

Chercheurs

LASTREE-CLERSE : Lise DEMAILLY (PR), Didier DEMAZIERE (CR), Dominique DUPREZ (CR), Sylvie ENGRAND (IE), Michèle LECLERC (CR),

- Chercheurs associés : Alex LEFEVBRE (MC), Cécile SOUDAN (IE)

Présentation

Ce groupe s'est constitué dans le double objectif de progresser dans la lecture de textes scientifiques anglophones et dans la maîtrise d'une oeuvre très souvent citée par les sociologues des professions en France mais non traduite (*Men and their Work*, de E. C. Hughes (1958) New York, Free Press of Glencoe). Il a achevé la première étape de ses travaux, et signe la traduction de deux chapitres de cet ouvrage ("Cycles, Turning Points, and Careers" et "Licence and Mandate"), à paraître dans un ouvrage collectif, sous la direction de Jean Michel Chapoulie, aux éditions de la Maison des Sciences de l'Homme. Le bilan de cette activité est positif ; il souligne la nécessité de revenir aux auteurs pour travailler sur le sens des concepts qu'ils ont produits, et celle d'interroger les sens que portent les traductions "sauvages" de leurs oeuvres.

B) Opération "MTW" nouvelle

Chercheurs

LASTREE-CLERSE : Bernard CONVERT (CR), Lise DEMAILLY (PR), Didier DEMAZIERE (CR), Dominique DUPREZ (CR), Sylvie ENGRAND (IE), Fabrice JACOB (BDI), Michèle LECLERC (CR)

Présentation

L'intérêt d'un travail sur les textes - recherchant la compréhension des concepts produits par les auteurs, y compris dans la référence au contexte social et scientifique de leur production - s'est vérifié dans l'expérience (cf. les résultats du groupe de travail, qui a adopté pour sigle "MTW", initiales du premier ouvrage exploré). Le groupe s'est transformé dans sa composition et se construit actuellement un nouveau programme de travail. Il garde en perspective la traduction et diffusion de textes peu connus. Son objectif se centre maintenant sur la pensée de l'école dite de l'"interactionnisme symbolique", et en premier lieu, sur l'oeuvre de l'inventeur de l'appellation, Herbert Blumer. Le choix des auteurs et des textes à traduire se fondera sur l'analyse, en cours, de la portée des différents "segments" de la production sociologique américaine en regard des intérêts actuels des membres du groupe.

*
* * *

1.1.3. MUTATIONS DES SYSTÈMES DE FORMATION

1.1.3. A. LES ORGANISMES DE FORMATION EN RELATION AVEC L'ENTREPRISE : NOUVELLES ORGANISATIONS, NOUVEAUX PRODUITS, NOUVELLES PROFESSIONNALITÉS (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheurs

LASTREE-CLERSE : Elisabeth CHARLON (MC), Lise DEMAILLY (PR), Michel FEUTRIE (MC), Marie Christine VERMELLE (MC)

Bilan de la recherche

L'objet de la recherche était de vérifier, à partir de l'observation d'un échantillon représentatif d'organismes de formation de la Région Nord-Pas de Calais, comment ceux-ci prenaient position par rapport à l'évolution de la demande de formation émanant des entreprises et par rapport à l'évolution des modes de négociation que certaines d'entre elles ont tendance, depuis quelques années, à imposer aux organismes de formation qu'elles sollicitent.

Nous avons cherché, à partir d'entretiens réalisés auprès des directions des organismes, de leur encadrement et de formateurs, d'analyses des documents par lesquels ces organismes se présentent aux entreprises, d'analyses d'opérations de formation présentées comme indicatrices d'évolutions internes en cours, à caractériser les démarches commerciales, les modes d'organisation interne, les modes de construction des réponses pédagogiques et les modes de gestion des personnels, à mesurer leur évolution au cours de ces dernières années et à identifier les pistes de changement qu'ils exploraient pour l'avenir.

La description raisonnée des organismes de formation élaborée à partir des matériaux recueillis et les classifications automatiques menées selon différentes techniques statistiques, ont fait apparaître une double polarité qui oppose, pour simplifier, d'une part les "entrepreneurs" et les "enseignants" et d'autre part les "classiques" et les "modernistes". Cette approche associée à l'analyse des entretiens a abouti à une construction d'une répartition en cinq types des organismes de formation.

Le type A réunit des organismes se présentant comme des professionnels de la formation qui ont pour objectif, comme ils l'ont toujours fait, de former des salariés plus compétents, plus autonomes. Ils ont compris que le rapport des entreprises à la formation se transformait, mais les procédures nouvelles qu'ils mettent en oeuvre restent circonscrites à quelques actions isolées, sans retombées significatives sur l'ensemble de l'organisme. Le type B comprend des organismes qui cherchent à se développer par une mobilisation sur le marché de la formation en entreprise, mais leur petite taille les confine sur un segment limité. Leur discours "former au plus près de la demande de l'entreprise" apparaît surtout comme un passage obligé pour leur survie. Le type C correspond à des organismes qui travaillent prioritairement avec et pour des directions d'entreprise dans une logique technocratique de changement. Les prestations de formations y sont systématiquement couplées à des prestations de conseil. Les organismes du type D ont une préoccupation commune, la mise en oeuvre d'une pédagogie au service du stagiaire. Leur relation à l'entreprise s'inscrit dans ce schéma, il s'agit de changer la formation pour accompagner la personne dont l'entreprise et le travail changent. Elle débouche sur la proposition de dispositifs originaux et sur la mise en oeuvre de changements plus ou moins profonds dans les modes d'organisation interne. Pour les organismes du type E, il s'agit de se développer comme une entreprise s'adressant aux entreprises en adaptant les produits rodés et en standardisant leur production.

Ce qui ressort de cette analyse, c'est d'une part l'absence d'un modèle unique de développement et d'évolution des organismes et d'autre part la forte segmentation du marché, chacun de ses segments fonctionnant comme un réseau. On aboutit à une certaine remise en cause d'approches évolutionnistes de la production de la formation et au constat que la formation continue reste partiellement un bien social, symbolique, pas purement régulée par des enjeux économiques.

Les grandes tendances d'évolution de l'espace des relations entre les organismes et les entreprises peuvent être repérées à trois niveaux d'analyse :

- * Un mouvement de marchandisation de la formation qui affecte les stratégies des organismes, leur culture, leur organisation. Il se caractérise par le passage d'un pilotage des transactions par l'offre à un pilotage par la demande, par l'amplification des processus de construction partenariale de l'offre de formation, par le développement de l'esprit entrepreneurial et commercial des organismes.
- * Un mouvement de rationalisation des services qui se traduit par le déclin du stage classique sur catalogue et par le développement d'une certaine standardisation des prestations, la réalisation d'actions de formation "sur mesure", la formalisation de certains savoir-faire.
- * Un mouvement d'évolution des professionnalités des formateurs. Tous les organismes enquêtés modifient leurs organisations du travail pour entrer en contact avec les entreprises et leur répondre. Tous signalent des transformations dans les profils d'emploi, des répartitions d'activité autour de trois grandes compétences : commerciale, production et enseignement.

Partenaire et financement

Etude réalisée à la demande de la Délégation Régionale à la Formation Professionnelle Nord-Pas de Calais

Publications

CHARLON Elisabeth, DEMAILLY Lise, FEUTRIE Michel, VERMELLE Marie-Christine (1994), *Les organismes de formation en relation avec l'entreprise : nouvelles organisations, nouveaux produits, nouvelles professionnalités*, Rapport pour la Délégation Régionale à la Formation Professionnelle, Décembre 1994, 198 p.

CHARLON Elisabeth, DEMAILLY Lise, FEUTRIE Michel, VERMELLE Marie-Christine (1994), *La rationalisation dans les organismes de formation travaillant avec les entreprises*, Colloque La notion de bien éducatif - Services de formation et industries culturelles, Roubaix, 14-15 janvier 1994

*
* * *

1.1.3. B. CHANGER LA FORMATION POUR CHANGER LE TRAVAIL (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheurs

LASTREE-CLERSE : Agnès ABT (IE), Michel FEUTRIE (MC), Marie Christine VERMELLE (MC)

Bilan de la recherche

L'objet de cette étude était, à partir de l'analyse du montage et de la mise en oeuvre d'une NFI en partenariat entre l'USTL et 7 groupes industriels, de mener une réflexion sur la notion de "formation ouverte" et d'interroger les conceptions à l'oeuvre.

En nous appuyant sur une analyse documentaire et sur une campagne d'entretiens auprès des principaux acteurs de cette opération, nous avons mené une réflexion sur les jeux d'acteurs, les conceptions de la formation en confrontation, sur les pratiques de formation effectivement mises en oeuvre pour identifier à chaque étape de la construction de l'opération les conditions à réunir pour donner sens à la notion de "formation ouverte".

Le rapport propose deux types de réflexion. Une première approche qui tente de repérer les éléments du contexte général dans lequel est posée la question de la formation ouverte aujourd'hui, en particulier pour la formation des ingénieurs. Une seconde approche qui, à partir de l'analyse concrète d'un dispositif de formation, interroge cette réflexion générale.

Il ressort de cette double approche que la question de la "formation ouverte" doit être plutôt posée en terme de dispositif. Il ne s'agit pas seulement de proposer des solutions techniques, des outils pédagogique, qui peuvent certes contribuer à diminuer les temps de présence en centre de formation, limiter les coûts de déplacement, favoriser des rythmes différents d'accès aux savoirs, mais qui ne changent pas fondamentalement la nature de la démarche de formation. "Ouvrir la formation", au sens où nous l'avons finalement défini, introduit une certaine rupture avec les dispositifs actuellement proposés. C'est la reconnaissance que les dispositifs ne visent pas pour l'essentiel la transmission d'un ensemble de savoirs pré-construits, mais qu'ils ont pour objectif de construire une compétence, dont on aura au préalable défini les contours à l'aide de référentiels. C'est la reconnaissance que cette construction doit mobiliser un large faisceau d'acteurs qui ont chacun, en fonction de leur place dans le système pédagogique, à établir avec les stagiaires une relation spécifique en vue d'atteindre l'objectif affiché.

Partenaire et financement

Etude réalisée suite à un appel d'offres lancé par la Délégation à la Formation Professionnelle

Publication

ABT Agnés, FEUTRIE Michel, VERMELLE Marie Christine (1993), *Changer la formation pour changer le travail*, Rapport pour la Délégation à la Formation Professionnelle, Octobre 1993, 108 p.

*
* * *

1.1.3. C. LES MÉTIERS DE LA FORMATION CONTINUE DANS LES ENTREPRISES PUBLIQUES, PRIVÉES ET LES SERVICES PUBLICS (OPÉRATION NOUVELLE)

Chercheurs

LASTREE-CLERSE : Élisabeth CHARLON (MC), Lise DEMAILLY (PR), Michel FEUTRIE (MC), Marie Christine VERMELLE (MC)

Objet et méthodes

Le champ des pratiques développées par les organismes de formation, de leur modes d'organisation interne et des professionnalités de leurs personnels a été assez largement exploré au cours de ces dernières années. Il n'en va pas de même pour les entreprises qu'elles soient publiques ou privées. Il nous est apparu que la connaissance des modes d'organisation de la fonction formation au sein des entreprises, de la définition des "métiers" de la formation, des caractéristiques des personnels mobilisés, de leurs parcours professionnels était relativement faible. Or, de façon empirique et grâce à certaines études de terrain, on constate des évolutions sensibles des processus et des modalités d'appréhension par les entreprises des questions de formation, de la façon dont elles sollicitent les acteurs tant internes qu'externes. On constate également, qu'avec un peu de retard sur les entreprises privées, le secteur public, à son tour, tend à élaborer et à mettre en oeuvre des plans de formation à destination de ses agents et à organiser une fonction formation.

L'étude qui débute se déroulera en deux étapes :

- une enquête par questionnaires auprès de toutes les entreprises publiques ou privées et les services publics de plus de 200 salariés dans la Région Nord Pas de Calais;
- une enquête approfondie par entretiens auprès d'un échantillon d'entreprises et de services qui seront sélectionnés en fonction des réponses à la première phase de l'enquête.

Partenaire et financement

Cette étude est intégrée à l'opération Contrat de Plan : Modèles et Régulations de l'Emploi dans les mutations des activités

*
* * *

1.1.3. D. LES EFFETS DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES SUR LES CULTURES PROFESSIONNELLES DES CADRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

LASTREE-CLERSE : Lise DEMAILLY (PR)

Objet et méthodes

A la suite de mes travaux sur l'évolution des métiers de l'encadrement dans l'éducation nationale, et dans le cadre d'une analyse des performances sociales des dispositifs d'évaluation, l'enquête en cours porte sur un dispositif d'évaluation des établissements secondaires, mis en place dans l'académie de Lille, original par sa forme et par son ampleur : 519 établissements auront été "audités" à la fin de la présente année scolaire, 235 "auditeurs", pour la plupart membres de l'encadrement, ont été réunis assez régulièrement et formés à l'utilisation des différents outils propres au dispositif. Il s'agira d'observer les effets de ce dispositif sur les cultures professionnels des chefs d'établissement, des inspecteurs et des cadres administratifs des services académiques.

Plus largement l'objectif scientifique du projet de recherche est une meilleure connaissance des dispositifs d'évaluation et des pratiques d'auto-évaluation qui émergent dans les *services publics*, notamment au niveau local, dans toute la diversité de leurs enjeux, de leurs méthodes, de leurs usages, et surtout de leurs effets réels : il s'agira donc d'observer l'évolution du mode de pilotage des services et des pratiques professionnelles sous l'impact du développement des dispositifs d'évaluation ou d'auto-évaluation. L'intérêt de cette recherche sera plus généralement une contribution à l'étude des formes concrètes de *rationalisation de l'action organisée*. A cette fin, une comparaison Université/enseignement secondaire et une comparaison internationale sont envisagées dans le cadre d'un projet de recherche international (responsable du projet : P. Dubois, Paris X, Travail et mobilité).

Partenaires et financement

DEP (MESR) et Rectorat de Lille

Publications

Article

DEMAILLY Lise, "Observer les pratiques d'évaluation", CLES, Lille, à paraître, 1- 1995

Communication

DEMAILLY (L) *Évaluer l'évaluation : réflexion sur les conditions sociales d'efficacité de l'évaluation, à partir de quelques exemples empruntés au domaine de l'éducation*, "L'évaluation: approches économiques et sociologiques", CLERSE, 3 juin 1994

*
* * *

1.1.3. Mutations des systèmes de formation (fiches des opérations)

1.1.3. E. ORIENTATION ET CONSTRUCTION DES TRAJECTOIRES SCOLAIRES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

LASTREE-CLERSE : Nicole GADREY (MC)

Objet, méthodes, résultats

L'étude de l'orientation scolaire permet d'aborder la question de l'articulation des approches structurelles et biographiques. En organisant la circulation et la sélection dans le système éducatif, l'orientation transforme les conditions de production des qualifications, et donne aussi lieu à la mise en oeuvre de stratégies de la part des élèves et des familles pour maîtriser leur avenir scolaire et professionnel.

Pour analyser l'orientation dans cette double perspective, on commence par s'interroger sur les grandes évolutions du système d'orientation. Une enquête qualitative auprès de tous les protagonistes de l'orientation permet de mieux comprendre comment s'articulent les niveaux micro et macro-sociologiques, comment les élèves élaborent une demande d'orientation en tenant compte, ou non, de l'offre de formation, comment les acteurs institutionnels construisent des propositions et des décisions d'orientation en fonction d'éléments de différentes sortes (choix de l'élève, évaluation de sa valeur scolaire, connaissance des établissements scolaires, informations sur les débouchés professionnels...).

Publications

GADREY Nicole (1993), *A propos de l'orientation des filles*, Colloque de l'AISLF, "Pour un nouveau bilan de la sociologie de l'éducation", Paris, Mai.

GADREY, Nicole (1994), *Orientation scolaire et différence entre filles et garçons*, Colloque international de l'AISLF "L'école et les changements sociaux, défi à la sociologie", Montréal, Septembre.

GADREY Nicole (1995), *Du collège au lycée. Règles et pratiques de l'orientation*, 4èmes journées IFRESI, Lille, Mars.

*
* * *

1.1.3. F. GÉOGRAPHIE DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION DES JEUNES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

LGH : V. CANO (expert-démographe), F. DUMONT (MC), V. PIÉDANNA (MC),
P.-J. THUMERELLE (PR)

Voir l'ensemble de l'opération 2.1.1. C

*
* * *

1.1.3. G VERS UNE EURORÉGION DE L'ÉDUCATION (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

CRAC : Klaus GERTH (MC)

Objet, méthode, résultats

Depuis 1983, une recherche visant à développer la dimension internationale européenne dans la formation initiale est en cours au sein de l'Académie de Lille. Cette recherche connaît une dimension de réflexion théorique conduite dans un cadre international avec différentes Universités, centres de recherches, associations et laboratoires spécialisés (Cf. publication conjointe "L'interculturel en éducation et en sciences humaines", Tomes 1 et 2, Actes du Colloque de 1985, Service des publications, Université de Toulouse le Mirail). Elle connaît également une dimension expérimentale et appliquée au moyen de mises en place d'opérations dans les structures scolaires, de séminaires avec les responsables éducatifs, de préconisations de politique éducative à l'adresse des autorités compétentes (Rectorat, Inspections Académiques, Conseil Régional, autorités étrangères, partenaires, Union Européenne, ...).

Cette liaison réflexion théorique / expérimentation, application et préconisation fait l'originalité-relative- de ce projet qui s'inscrit depuis 1994 dans le cadre des préoccupations centrales du Contrat de Plan Etat-Région et du 4ème Plan Régional en matière de Schéma des formations : "Faire du Nord-Pas-de-Calais une région métropole européenne, pluripolaire, créatrice d'emplois tout en donnant à la métropole lilloise les moyens de devenir une capitale régionale de dimension européenne et internationale" (Contrat de Plan Etat-Région pp. 5-8).

Pour les deux années à venir, en relation avec l'ARPEIJ (Association Régionale pour l'Éducation Interculturelle des jeunes), cette recherche et ces travaux s'articulent de la façon suivante :

1 Recherche sur l'apport des NTI dans le cadre de l'ouverture des systèmes éducatifs à la dimension internationale : colloque "Médias, Technologies nouvelles et apprentissage des langues à l'école : aujourd'hui et demain". Centre des Congrès, St Vincent, 28-30 septembre 1995 (Val d'Aoste)

2 Mise en forme du schéma prévisionnel des formations (Conseil Régional Nord-Pas de Calais). Volet : dimension eurorégionale (délai fin mai 1995).

3 Séminaires internationaux entre responsables éducatifs de l'Eurorégion (année scolaire 1995-1996).

4 - Organisation du colloque "Les deuxièmes Eurorégionales de l'Éducation" à Maastricht (Pays-Bas), octobre 1996.

Publications principales

GERTH Klaus (1994), *Actes du colloque "Vers une Eurorégion de l'Education"*, ARPEIJ, Lille.

GERTH Klaus (1994), *Propositions d'orientation et d'action faisant suite au colloque "Les Premières Eurorégionales de l'éducation"*, ARPEIJ, Lille.



1.1.3. H. STRATÉGIES ET CARRIÈRES SCOLAIRES DES ÉTUDIANTS (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

LASTREE-CLERSE : Bernard CONVERT (CR), Michel PINET (CR).

Objet, méthodes, résultats

La recherche, qui porte sur les trajectoires scolaires dans le réseau secondaire-supérieur, conduit à interroger les notions classiques d'"orientation", de "demande d'éducation", de "projets" scolaires ou professionnels.

Elle cumule les approches quantitatives et qualitatives. L'observation statistique porte sur les grands moments de l'orientation, en particulier le passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur (fichier OCAPI du Rectorat), dont nous observons les variations en fonction des variables sociologiques lourdes, sexe, origine sociale et origine géographique, mais également en fonction du temps (comparaison 1986-1991-1994). En particulier, nous essayons de mesurer les effets de la structure de l'offre sur celle de la demande (en observant l'effet des variations de l'offre dans l'espace, bassin par bassin, et dans le temps, en mesurant la demande produite par les créations d'antennes, de filières puis d'Universités nouvelles, entre 86, 91 et 94).

L'approche qualitative consiste en des entretiens semi-directifs d'étudiants de différentes filières (des prépas et Grandes Ecoles aux STS) aux différents moments de leur carrière étudiante (1ère année, le cas échéant 3ème année, année de fin de cycle...), visant à retracer la trajectoire, l'évolution de l'identité scolaire et des représentations associées à l'avenir professionnel.

Partenaires et financement

Plan Urbain, programme "L'Université et la Ville" (date de fin du contrat : novembre 1993)
Préfecture de Région-SGAR. Contrat IFRESI en cours, "Réseau régional des villes universitaires du NPC".

Publications

Bernard CONVERT, Michel PINET (1993), *"La carrière étudiante"*, Rapport pour le Plan Urbain, Novembre, 299p + biblio.

Bernard CONVERT, (1993), *"L'Ecole et le campus"*, communication au colloque *"Les modes de vie étudiants"*, Bordeaux, Juin.

Bernard CONVERT (1994), *"Quelles nouvelles exigences pour la vie étudiante ?"*, exposé introductif au colloque "L'étudiant, l'Université, la ville", Toulon, 1, 2, 3 Juin. (repris dans *Espace Universitaire*, n°7/8, Paris, Janvier 1995).

*
* * *

1.1.3. I. LA TRANSFORMATION DE L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES BACHELIERS DU NORD - PAS DE CALAIS ET SES INCIDENCES (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheurs

CLERSE : Francis GUGENHEIM (IR), Lise PÉRINO (CE)
LGH : Frédéric DUMONT (MC)

Objet, méthode, résultats

Cette étude constitue un complément d'une étude IFRESI menée en 1992-1993 sur le devenir en Octobre 1991 des bacheliers 1987 inscrits en 1987-1988 dans les universités de Lille I, Lille II et Lille III, originaires des communes de Lille et Villeneuve d'Ascq et des bassins formation-emploi de Lens, Dunkerque, Calais et Boulogne.

Elle s'est elle-même divisée en deux parties :

- une partie concernant la mobilité spatiale des étudiants en cours d'études. Cette partie a montré que l'enseignement supérieur non universitaire local joue un rôle non seulement au moment du choix d'orientation des bacheliers mais aussi dans la suite du cursus post-baccauréat ;
- une partie concernant les stratégies sociales de conquête ou de défense induite par la mutation accélérée de l'enseignement supérieur régional au cours des années 1980. Les stratégies sont particulièrement perceptibles parmi les étudiants de la faculté de Droit de Villeneuve d'Ascq. Le développement spectaculaire de l'enseignement supérieur régional n'est pas seulement spatial. Il est aussi social et donc source d'enjeux de pouvoir.

Partenaire et financement

Contrat de plan État-Région deuxième tranche, IFRESI - Conseil Régional Nord / Pas - de-Calais.

Publications

GUGENHEIM Francis (1993), *Données complémentaires sur le devenir en Octobre 1991 des bacheliers 1987 inscrits en 1987/1988 dans les universités de Lille I, Lille II et Lille III*, IFRESI-CNRS, décembre, 54 pages.
GUGENHEIM Francis (1995), *Les transformations de l'accès à l'enseignement supérieur des bacheliers du Nord/Pas-de-Calais et ses incidences*, IVèmes journées IFRESI, La Construction Sociale de l'Emploi, les Performances Organisationnelles, l'Organisation des Villes, mars, Tome "Construction sociale de l'emploi", page 135 à 146.

*
* * *

1.1.3. J. L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLÔMÉS DES UNIVERSITÉS (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheurs

- Université de Lille I : Éric GRIVILLERS (CE), Francis GUGENHEIM (I.R), Sandrina NYS (CE), Lise PÉRINO (CE), Isabelle VERCRUYSSSE (CE).
- Chercheur associé à l'opération de recherche : Jean-Marie DUPREZ (CLERSE, MC)

Objet, méthode, résultats

Les études sont réalisées dans un cadre extérieur aux équipes constitutives de l'Ifrési mais se situent dans un champ de recherche où sont impliqués des chercheurs de celles-ci.

Elles visent :

- à mesurer l'évolution du devenir professionnel des diplômés de l'université de Lille I (comparaison des résultats de l'enquête menée en mars 1993 auprès des diplômés sortis en 1990 à ceux de l'enquête menée en mars 1988 auprès des diplômés sortis en 1985) ;
- à comparer le devenir professionnel des diplômés d'écoles d'ingénieurs et de commerce à celui des diplômés d'universités de niveau équivalent et à participer à la constitution d'une source d'informations régionales sur le devenir des diplômés (cumul de données similaires dans les autres universités régionales) ;
- à comprendre les effets de la crise de l'emploi sur l'insertion des diplômés de niveau Bac+5 récemment sortis de l'université.

Les résultats actuellement disponibles font apparaître plusieurs évolutions concernant : les flux de sortants, la situation professionnelle et les emplois exercés.

En matière de flux : importante hausse du nombre de diplômés du secteur Sciences humaines et transformation des disciplines (suite à la création des MST et Magistères).

En matière de situation professionnelle : augmentation du chômage mais aussi des réinscriptions dans d'autres établissements, importante hausse du taux de poursuite d'études des diplômés DUT.

En matière d'emploi : augmentation du nombre des emplois d'enseignants au détriment des emplois en entreprise (pour lesquels la concurrence entre diplômés d'écoles et d'université devient plus forte), maintien du niveau des qualifications des emplois (au moins au niveau Bac+5). On observe aussi que la métropole lilloise garde un rôle privilégié en matière d'emploi.

Partenaires et financement

Contrats USTL-Région Nord/Pas-de-Calais périodes 1987-1988 et 1993-1994.

Publications

GUGENHEIM Francis, PÉRINO Lise, VERCRUYSSSE Isabelle (1994), *Devenir des diplômés sortis de l'USTL en 1990. Diplômés de niveau Bac+3 à Bac+8*, OFIP-USTL, décembre, 116 pages.

GUGENHEIM Francis, NYS Sandrina (1994), *Devenir des diplômés Bac+2 de l'USTL. Diplômés DUT 1990 et diplômés DEUG et DEUST sortis de l'USTL en 1990*, OFIP-USTL, décembre, 117 pages.

GRIVILLERS Éric (1994), *Devenir en mars 1994 des inscrits à l'USTL à un diplôme de niveau Bac+5 en 1991-1992*, Premiers résultats, OFIP-USTL, novembre, 36 pages.



**1.1.3. K. RÉSEAU RÉGIONAL DES VILLES UNIVERSITAIRES DU NORD- PAS- DE CALAIS :
FORMATION - RECHERCHE - DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE
(OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs

CLERSE : Bernard CONVERT (CR), Farida DJELLAL (ATER), Michel FEUTRIE (MC), Gérald FIEVET (AL), Patrice GREVET (PR), Francis GUGENHEIM (IE), Michel PINET (CR).

Objet et méthodes

Cette opération a pour objet l'analyse de l'organisation territoriale de la formation supérieure, et de la recherche, de leurs rapports avec le développement technologique et de leur insertion au sein du système productif régional. Elle est structurée en trois parties :

La première partie (B. Convert, F. Gugenheim, M. Pinet) a pour objectif de faire le bilan de l'offre régionale d'enseignement supérieur. Cette offre a beaucoup évolué au cours des dernières années avec notamment la création d'antennes puis d'Universités nouvelles. Sa redistribution spatiale a produit sur la demande, en particulier sur les choix d'études opérés par les bacheliers, des effets complexes. Les créations récentes n'ont pas seulement contribué à rapprocher l'offre d'une demande qui serait restée identique à elle-même. Parce qu'elles ouvrent des opportunités nouvelles, elles contribuent à remodeler la demande en des formes qu'il s'agit d'étudier.

La seconde partie (M. Feutrie) reprend les questions des relations entre les structures spatiales de l'offre et de la demande régionale d'enseignement supérieur, en se centrant cette fois sur les formations professionnalisées initiales et continues. L'accent est mis sur la demande qui émane des entreprises en rapport avec leurs modèles d'emploi et le fonctionnement du marché du travail et sur la traduction effective de cette demande dans des implications concrètes. Après une analyse de l'évolution qualitative et quantitative des filières professionnalisées (STS, DEUST, DUT, IUP, MST, DESS, Écoles d'ingénieurs et Écoles de commerce), de leur répartition géographique, la recherche mettra plus particulièrement l'accent sur ce qui, dans les rapports avec les entreprises, sous-tend la construction et la conduite des filières professionnalisées. Il s'agit d'une part d'identifier les entreprises qui développent des relations avec les établissements d'enseignement supérieur, de les situer en fonction de la taille, du secteur d'activité, etc ..., par rapport au tissu régional. Il s'agit d'autre part d'élaborer une cartographie des entreprises "clientes" et en particulier de vérifier si on enregistre un "effet de proximité", ou des effets qui sont plutôt liés aux champs de compétence des institutions de formation, aux modalités de formation proposées, au dynamisme commercial, etc...

La troisième partie (F. Djellal, G. Fiévet, P. Grevet) porte sur les potentialités de réseaux d'innovation impliquant les structures de recherche des universités ou de grands organismes et les entreprises des différentes zones du Nord - Pas de Calais (ou d'espaces voisins). L'accent sera essentiellement mis sur deux axes : les types de relations qui existent entre structures de recherche et entreprises implantées dans la région, les attentes des différents acteurs de la région vis-à- vis du développement de réseaux d'innovation impliquant les fonctions universitaires. Un repérage qualitatif et quantitatif de l'évolution de l'ensemble des laboratoires universitaires de recherche au niveau régional et des formations doctorales associées sera réalisé. Ensuite on essayera de répondre aux questions suivantes : y-a-t-il, comme cela est souvent avancé, une disjonction très large entre les caractéristiques des structures de recherche et celles des entreprises implantées dans la région ? Quelles formes les liaisons existant néanmoins prennent-elles ? On s'interrogera aussi sur les attentes des différents acteurs de la région vis-à-vis du développement de réseaux d'innovation : le cas du "Réseau Technopolitain Régional".

Partenaire et financement

Secrétariat Général aux Affaires Régionales de la Préfecture Nord-Pas-de-Calais



**1.1.3. L LES EFFETS "D'UNIVERSITÉS 2000" SUR LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE
L'OFFRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(OPÉRATION NOUVELLE)**

Chercheurs

LGH : V. CANO (expert-démographe), F. DUMONT (MC), V. PIÉDANNA (MC),
P.-J. THUMERELLE (PR)

Voir l'ensemble de l'opération 2.1.1. C

*
* * *

**1.1.3. M. LES MODES DE FORMATION DES INGÉNIEURS DIPLOMÉS : L'ÉTUDE DE LA
CRÉATION DE L'ENIC (OPÉRATION ACHEVÉE)**

Chercheur

LASTREE-CLERSE : Pascal ROQUET

Bilan de la recherche

La création des NFI (Nouvelles Formations d'Ingénieurs) en 1990, suite au rapport "Decomps" (1989), a relancé le débat sur la formation des ingénieurs diplômés en France. Le sujet de cette étude concerne la mise en place d'une nouvelle formation d'ingénieurs, celle de l'ENIC (Ecole Nouvelle des Ingénieurs en Communication). D'entrée un double constat s'impose :

- 1) L'ENIC est une formation pionnière, dont le projet initial semble novateur à plusieurs égards,
- 2) L'élaboration de ce projet renvoie aux objectifs recherchés par les promoteurs, aussi le cadre d'analyse portera essentiellement sur le repérage d'innovations d'objectifs.

A partir de ce repérage initial, deux dimensions ont été explorées :

- une dimension historique, qui explicite le processus de création d'une nouvelle organisation,
 - une dimension sociologique, qui porte sur le contenu même du projet lié au dispositif de formation.
- En définitive, la création de l'ENIC s'appuie sur un projet d'acteurs décisionnels, l'intérêt étant de former des ingénieurs à partir des profils d'emploi définis par le système productif.

Publication

ROQUET Pascal (1995), *La création de l'Ecole Nouvelle des Ingénieurs en Communication (ENIC)*, Document CEREQ.

*
* * *

1. LES ACTIVITÉS PRODUCTIVES ET LEURS MUTATIONS

1.2. SERVICES, ORGANISATION DES ACTIVITÉS

LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 1.2.

1.2.1. SERVICES, INNOVATION, ÉVALUATION

- 1.2.1. A. L'innovation dans les services
- 1.2.1. B. Performances et évaluation des services, contenu en emploi de la croissance tertiaire
- 1.2.1. C. Relations, contrats et conventions de service.

1.2.2. ÉVOLUTION DES FIRMES EN LONGUE PÉRIODE

- 1.2.2. A. Évolution des entreprises en longue période : facteurs, rythmes et processus d'évolution
- 1.2.2. B. Histoire des entreprises du Nord Pas-de-Calais en longue période; analyse de l'évolution des firmes

1.2.3. NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION ET DE GESTION DES FIRMES

- 1.2.3. A. La construction économique et sociale d'une entreprise de télécommunications : France-Télécom face aux nouveaux enjeux de la compétitivité
- 1.2.3. B. Recherche sur les fondements et les implications du nouveau paradigme d'organisation et de gestion des entreprises
- 1.2.3. C. Conception partagée : organisation, méthodes et modèles pour la conception concourante
- 1.2.3. D. La C.G.T. et l'intervention dans la gestion du C.H.R.U. de Lille: stratégies et pratiques
- 1.2.3. E. Tensions contradictoires des industries stratégiques dans les domaines politiques, sociaux et techniques
- 1.2.3. F. L'imaginaire technique des acteurs du transport routier de marchandises
- 1.2.3. G. Les déterminants des systèmes de contrôle de gestion d'entreprise - Vers une analyse cognitive.
- 1.2.3. H. Recherche sur le management stratégique des projets
- 1.2.3. I. Dynamiques d'innovation et différenciation des produits et des marchés

PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.2. : SERVICES, ORGANISATION DES ACTIVITÉS

"Service et organisation des activités", la seconde thématique de l'analyse des "activités productives et de leurs mutations" s'articule autour de trois axes complémentaires :

- l'innovation, les performances et les relations au sein des services marchands et non marchands
- l'évolution des firmes en longue période
- les nouvelles formes d'organisation et de gestion.

Ces axes s'inscrivent dans des perspectives différentes des points de vue théorique (économie, gestion, sociologie) et méthodologique (approches historique, synchronique et longitudinale). Mais ils convergent dans une même volonté de se démarquer des paradigmes et des approches conceptuelles "globalisantes". Sur la base d'une réflexion théorique et d'investigations empiriques, ils proposent des modèles qui intègrent la contingence et les effets des "contextes" dans lesquels se créent et évoluent des logiques organisationnelles complexes et intégratives, s'inscrivent les pratiques managériales et les stratégies d'acteurs, émergent les nouvelles problématiques associées à la modification du paysage technico-économique.

1.2.1. L'innovation, les performances et les relations au sein des "services marchands et non marchands"

L'axe "services marchands et non marchands" réunit une douzaine de chercheurs économistes ou sociologues de l'Ifrési dont le point commun n'est pas seulement la thématique des services, mais aussi la méthodologie privilégiée. En effet, la totalité des recherches concernées par cet axe s'appuient sur une investigation empirique approfondie : entretiens, enquêtes, traitements statistiques, comparaisons internationales.

La relative homogénéité de cet axe, sous l'angle de son champ et de ses méthodes, ne doit pas cependant cacher

* la diversité des *questionnements théoriques* envisagés : définition du produit et des "mondes de production", relation de service, productivité-évaluation, R&D-innovation, systèmes d'emplois, développement régional ;

* la diversité des *champs particuliers d'investigation* retenus. Si l'analyse peut porter sur le secteur des services dans son ensemble, il s'agit le plus souvent de sous-secteurs particuliers (services marchands rendus aux entreprises ou aux ménages, services financiers, commerce, services publics, etc.) ou de catégories particulières (le conseil, l'assurance, les services touristiques, l'enseignement supérieur, les services de santé), voire de monographies d'entreprises ou d'organisations privées ou publiques (L'UAP, La Poste, etc.).

En croisant ces deux variables on met en évidence la diversité interne de cet axe.

Une entrée par le *champ particulier d'investigation* indique ainsi un intérêt marqué des chercheurs impliqués dans cet axe pour les services rendus aux entreprises et les services publics quel que soit le questionnement théorique envisagé.

Une entrée par la *nature du questionnement théorique* met quant à elle en évidence deux grandes thématiques de recherche, l'une portant sur la construction sociale du produit et de l'efficacité, l'autre ayant trait à la construction sociale de l'emploi

1) La thématique de la *construction sociale du produit et de l'efficacité* a pour objet, d'une part, de mieux appréhender l'output souvent "flou" des services en réfléchissant à la notion de relation de

service, et, d'autre part, de mettre en évidence la diversité des "mondes de production" et des formes de rationalisation et d'innovation possibles.

Ainsi, en articulant l'économie des services et l'économie de l'innovation, une première série de travaux met en évidence les limites des approches industrialistes et technologistes de l'innovation en spécifiant les contenus, les formes et les modes particuliers de l'innovation et de la recherche-développement dans les services (F. Djellal, J. Gadrey, F. Gallouj, 1.2.1.A). Cette réflexion générale sur "l'innovation dans les services" est doublée d'une interrogation particulière sur "les services dans l'innovation", c'est-à-dire sur les modalités de la participation de certaines firmes de services aux projets d'innovation de leurs clients. L'appréciation sociologique de l'intégration des techniques informationnelles de liaison dans le procès de production des services de transport routier de marchandise (P. Mauny 1.2.3. F.) relève également de cet ensemble de travaux.

Implicitement présente dans la thématique de l'innovation, la question des performances et de l'évaluation des services occupe une place privilégiée et récurrente dans les travaux de plusieurs chercheurs impliqués dans cet axe (J. Gadrey, F. Jany-Catrice, S. Adjérad, P. Lardé, C. Gallouj, 1.2.1.B). La démarche générale, qui se veut à la fois théorique et opérationnelle, s'appuie sur une analyse critique des méthodes traditionnellement utilisées qui relèvent d'une "rationalisation industrielle". Elle vise à identifier des critères spécifiques d'efficacité et de performance organisationnelle en partant de l'hypothèse du produit comme construction sociale, inséré dans des systèmes de valeurs relevant de "mondes" concurrents. C'est dans une perspective voisine que s'inscrit le travail de H. Mauroy (1.2.1.B) qui pose la question de la survie d'une dimension solidariste dans l'output de certaines mutuelles (sur cette question générale de l'évaluation voir le thème transversal : "Évaluation des politiques, performances des entreprises et efficacité des services", pp. 211-212 de ce rapport).

Enfin, dans une perspective initiée par la publication d'un ouvrage collectif "Relations de service, marchés de services" coédité par J. De Bandt et J. Gadrey, d'autres recherches envisagent le service et son efficacité sous l'angle du contenu de la relation de service. Celle-ci est ainsi analysée à la fois comme contrat et convention. Plusieurs pistes de recherche sont en cours d'exploitation : celle des modalités des relations de service entre PME et consultants (E. Hégo 1.2.1.C.), celle de la confrontation de la théorie des conventions et de l'économie des services (N. Postel 1.2.1.C.), celle de la confrontation du capitalisme "relationnel" japonais au capitalisme "transactionnel" anglo-saxon et français (T. Ribault 1.2.1.C.).

Cette thématique de la construction sociale du produit et de l'efficacité déjà relativement ancienne (elle concerne la quasi-totalité des chercheurs de cet axe, et des domaines de service) est renouvelée de deux manières différentes : par le recours à de nouveaux domaines d'investigation empirique (La Poste, les Caisses d'allocations familiales...), par la formulation de questions théoriques connexes, par exemple celle de l'évaluation de l'output et celle de son renouvellement (R-D, innovation).

2) La thématique de *la construction sociale de l'emploi* est relativement récente mais elle devrait connaître un essor important à court et moyen terme en liaison avec d'autres axes de recherche de l'Ifrési (Cf. pp. 37-38 de ce rapport). Elle réunit pour l'instant des chercheurs intéressés par la mise en évidence de modèles nationaux et sectoriels de "systèmes d'emplois", capables d'expliquer les différentiels de créations d'emplois de services entre pays (J. Gadrey, C. Gallouj, T. Ribault, F. Jany-Catrice 1.2.1.B.). Les réflexions engagées par I. Butté et P. Lardé (1.2.1.B.) sur les modalités d'émergence, de structuration et de consolidation des services de proximité aux personnes âgées relèvent également de cette problématique. On peut également rattacher à cette thématique générale celle plus ancienne du rôle des services dans le développement régional où la thèse des services "suiveurs" est soumise à critique et où est mise en évidence la composante "motrice" de certains services (C. Gallouj 1.2.1.B., voir aussi 2.1.2.B.).

1.2.2. L'évolution des firmes en longue période

Cet axe, qui reste le plus global dans sa problématique, porte sur l'analyse de l'évolution des firmes en longue période (déterminants, rythmes, processus). Il recouvre deux orientations qui se rejoignent sur le fond, mais qui se placent dans des perspectives temporelles différentes.

Dans une perspective historique, une première série de travaux en cours (J.P. Debourse et al. 1.2.2. B) a pour objectif de reconstruire, à partir de leur création, la trajectoire historique d'un échantillon d'une centaine d'entreprises du Nord-Pas de Calais. Dans cette réflexion sur les mécanismes et déterminants de l'évolution des firmes en longue période, un intérêt particulier est porté aux fonctions et rôles des dirigeants comme facteur explicatif essentiel. Ce travail exploite des éléments d'archives, des monographies et des travaux empiriques existants, qu'il enrichit par des investigations complémentaires.

Dans une perspective longitudinale, une seconde série de travaux, qui réunit l'ensemble des chercheurs du Claree (1.2.2. A), vise, à partir d'une méthodologie quantitative et qualitative, et sur la base d'une analyse critique approfondie de la littérature théorique et empirique, à délimiter le champ de validité des multiples théories de l'évolution de la firme en proposant une typologie des configurations d'entreprises. Ces travaux ont également pour objet d'apprécier les effets sur l'évolution des firmes de la "mise en contexte" des propriétés de la configuration organisationnelle .

1.2.3. Les nouvelles formes d'organisation et de gestion des firmes

Le troisième axe, hétérogène dans sa problématique et ses développements, s'intéresse à l'émergence, dans les entreprises des secteurs industriels et de service, de nouvelles formes d'organisation et de gestion. L'analyse de ces nouvelles formes est susceptible de faire progresser notre connaissance des organisations dans une optique de "mise en contexte" des pratiques et logiques managériales. Dans cette perspective générale, des recherches portent sur l'étude des conditions d'émergence

- d'un nouveau modèle de compétitivité chez France Télécom (S. Dickel, C. Mahieu 1.2.3. A.)
- d'un nouveau paradigme d'organisation et de gestion des entreprises susceptible de dépasser les limites du paradigme de l'organisation fonctionnelle (F. Héran 1.2.3. B.).

Cet axe recouvre également des travaux relatifs à :

a) la gestion des projets et de l'innovation

Dans le cadre de l'industrie automobile, F. Héran, C. Mahieu et al. (1.2.3. C.) s'intéressent par exemple à la spécification d'un système d'aide à la conception du produit intégrant les dimensions humaine et technico-économique. J.P. Debourse et al. (1.2.3. H.) cherchent à contribuer à une meilleure connaissance des modalités et des conditions selon lesquelles le management d'une organisation peut s'organiser à travers la gestion d'un portefeuille de projets. De même, dans le domaine du marketing, une équipe animée par F. Salerno (1.2.3. I.) se consacre à l'analyse de l'adaptation des firmes au marché par la gestion adaptative des portefeuilles de produits et des politiques d'innovation. Il s'agit plus précisément d'établir les fondements méthodologiques et théoriques de la notion de généalogie de produits, de proposer un modèle évolutionniste de la dynamique des innovation de produit, et d'analyser l'évolution des gammes au regard de l'innovation.

b) l'évolution des identités professionnelles face aux changements techniques, organisationnels et économiques

Un premier groupe de chercheurs (R. Delacroix, O. Dembinski et al. 1.2.3. D.), partant de l'idée que le modèle opposant revendication sociale et efficacité économique est en crise, s'intéresse à la nature du modèle alternatif d'intervention d'une organisation syndicale dans les questions économiques et gestionnaires d'un établissement de service public. Un autre groupe se consacre à l'analyse historique des tensions contradictoires entre la rationalité productive et les modifications du contexte productif dans les champs politiques, techniques et sociaux de l'industrie minière (O. Kourchid, F. Bacle-Giard et al. 1.2.3. E.). P. Mauny (1.2.3. F.) pour sa part étudie l'évolution des représentations sociales des camionneurs face à l'introduction des technologies des télécommunications dans leur métier.

c) l'évolution des systèmes de contrôle de gestion

Une dernière série de travaux est engagée sur le thème des facteurs contingents qui, au-delà des prescriptions normatives suggérées par les paradigmes établis, interviennent dans l'émergence, la spécification et l'évolution des systèmes de contrôle organisationnel (A. Desreumaux et al. 1.2.3. G.).

1.2.1. SERVICES, INNOVATION, EVALUATION

Chercheurs

CLERSE : Saïd ADJERAD (AL), Isabelle BUTTE (BDI), Faridah DJELLAL (ATER), Jean GADREY (PR), Camal GALLOUJ (ATER), Faiz GALLOUJ (MC), Edith HEGO (AL), Florence JANY-CATRICE (MC), Philippe LARDE (CR), Hervé MAUROY (ATER), Nicolas POSTEL (AL), Thierry RIBAULT (CR)

Equipes extérieures : Stéphane LHUILLYERY (CREI, Paris Villetaneuse), Olivier WEINSTEIN (CREI, Paris Villetaneuse), C. BARET (Lest-Cnrs), G. BOSCH (IAT, Gelsenkirchen), L. SPARK (Institute for Retail Studies, Stirling), Paul CUNNINGHAM, Neville REEVES, Mark BODEN (PREST, Université de Manchester).

L'ensemble rassemblé dans la rubrique 1.2.1. est homogène par son champ d'investigation : les services marchands et non marchands. Il peut être divisé en trois opérations selon la thématique théorique privilégiée : A) l'innovation dans les services, B) les performances et l'évaluation des services, le contenu en emploi de la croissance tertiaire, C) les relations, les contrats et conventions de service.

1.2.1. A. L'INNOVATION DANS LES SERVICES

Cette opération, qui a impliqué six chercheurs sur la période 1993-1995, s'articule autour de deux ouvrages et de deux rapports de recherche. Elle se poursuit à l'heure actuelle dans le sens d'un approfondissement théorique des travaux effectués.

a) Éléments achevés

Faïz Gallouj a publié un ouvrage théorique intitulé "Economie de l'innovation dans les services", qui propose une réflexion sur l'articulation entre l'économie des services et l'économie de l'innovation. Le transfert vers les services de concepts et de méthodologies élaborés dans et pour l'industrie contribue à donner une image biaisée des phénomènes d'innovation dans les services, privilégiant les aspects "matériels" de ceux-ci, et réduisant l'innovation des services à l'adoption d'innovations technologiques. Cet ouvrage tente d'aller au-delà de ces approches industrialistes et technologistes, en montrant que, dans les activités de services, l'innovation peut prendre un contenu et des formes différentes, être organisée selon des modalités particulières. Mieux comprendre ces phénomènes est la condition d'une meilleure intelligence de l'innovation industrielle elle-même.

Dans un ouvrage sous presse (parution en juin 1995), intitulé "Changement technique et conseil en technologie de l'information", Faridah Djellal prolonge la réflexion précédente dans le cas des activités de conseils en informatique. Elle analyse la manière dont ces activités contribuent à modifier la nature du changement technique en l'enrichissant de composants organisationnels et sociaux. Fondé sur un important travail empirique, cet ouvrage dresse un bilan quantitatif et qualitatif des multiples intervenants sur le marché du service informatique, et met en évidence les similitudes et les différences de leurs logiques de production et d'innovation. Que ce soit en matière d'innovation ou de localisation (cf. axe correspondant), les entreprises de services informatiques sont caractérisées par une autonomie croissante, et l'on peut ainsi raisonnablement défendre la thèse selon laquelle la dernière révolution technologique est aussi une révolution des services (professionnels).

Les réflexions entamées dans ces deux ouvrages sont poursuivies et approfondies dans le cadre de deux rapports :

Le premier pour le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Jean Gadrey, Faïz Gallouj, Thierry Ribault, Stéphane Lhuillery, Olivier Weinstein) s'intéresse plus particulièrement à la question de la Recherche-Développement dans les services. Il s'avère en effet qu'aujourd'hui les services ne représentent qu'une fraction dérisoire des dépenses ou des effectifs de R&D des entreprises. Cette recherche examine les raisons de la méconnaissance de l'innovation et de la R&D dans les services, les formes d'innovation et les domaines de R&D que l'on peut y repérer, et la question de l'éventuelle spécificité des services (vis-à-vis de l'industrie) en matière d'innovation et de R&D.

Le second rapport effectué pour l'UAP et l'Association Progrès du Management (Jean Gadrey, Faïz Gallouj) constitue un approfondissement sectoriel. Il s'appuie sur une investigation empirique au cœur d'une des principales compagnies d'assurance françaises. Il propose notamment un typologie des formes de l'innovation adaptée à l'assurance ; un examen des principaux acteurs (internes et externes) de l'innovation, envisagés dans leur interaction et leur zone éventuelle de conflit ; une analyse des différentes modalités des processus de R&D et d'innovation ; une recension des principaux freins à l'innovation dans l'assurance.

b) Éléments en cours

L'opération "innovation" se poursuit à l'heure actuelle dans deux directions :

- celle d'un élargissement du questionnement à d'autres activités de service : La Poste par exemple ;
- celle d'un approfondissement théorique des nombreux matériaux empiriques collectés. Plusieurs articles issus des rapports précédents ont été soumis à des revues scientifiques nationales ou internationales (sur le thème des apports croisés de l'innovation dans l'industrie et dans les services), d'autres sont en préparation (sur le thème du rôle de l'informatique dans l'innovation d'une grande compagnie d'assurance et sur celui d'une approche lancastérienne de l'innovation dans les services...).

Publications

Ouvrages, thèses, participations à des ouvrages collectifs

DJELLAL Faridah (1995), *Changement technique et conseil en technologie de l'information*; L'Harmattan collection "logiques économiques".

GALLOUJ Faïz (1994) : *Economie de l'innovation dans les services*, Editions L'Harmattan, Logiques économiques, 256 p.

Articles

GALLOUJ Faïz (1994), les déterminants de l'innovation dans les activités de conseil, *Revue Française du Marketing*, n°149, p.33-51

GALLOUJ Faïz (1994), Cycles économiques et innovations de service : quelques interrogations à la lumière de la pensée schumpeterienne, *Revue Française d'économie*, Volume IX, 4, automne, p.169-213.

GALLOUJ Faïz (1995), Le processus de production de l'innovation dans les services de conseil, *Revue Française de Gestion*, n°103, mars-avril-mai, p.109-119.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, WEINSTEIN Olivier (1995), New modes of innovation : how services benefit industry, *International Journal of Service Industries Management*, volume 6, n° 3

Rapports de recherche

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, LHUILLY Stéphane, RIBAULT Thierry, WEINSTEIN Olivier (1993), *La R-D et l'innovation dans les services : le cas du conseil, de l'assurance et des services d'information électronique*, Rapport pour le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, octobre, 350p.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz (1994), *L'innovation dans l'assurance : le cas de l'UAP*, Rapport de recherche, UAP/Association Progrès du Management, juillet, 64 p. + Annexe : 142 p.

Communications

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, LHUILLY Stéphane, WEINSTEIN Olivier (1994) : *Innovation et R-D dans les services*, Communication au troisième séminaire international de recherche en management des activités de service, La Londe Les Maures, 24-27 mai, 20 p.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, WEINSTEIN Olivier (1995), *L'innovation dans les services : vers un enrichissement des conceptions industrielles ?* 4èmes journées de l'IFRESI, 30-31 mars, 10 p.

GALLOUJ Faïz, WEINSTEIN Olivier (1995), *L'innovation dans les services : une approche en termes de caractéristiques*, séminaire CEDES, Lyon, 27 avril, 25 p.



1.2.1. B. PERFORMANCES ET ÉVALUATION DES SERVICES, CONTENU EN EMPLOIS DE LA CROISSANCE TERTIAIRE

a) *Éléments en cours*

L'analyse des performances et de l'évaluation des activités de service est plus qu'une opération : c'est un thème récurrent pour plusieurs chercheurs de l'équipe concernée, et les travaux vont se poursuivre dans la période à venir sur ces questions. Pour ce qui concerne la période 1993-1995, le travail effectué a tout d'abord consisté à inclure parmi les services soumis à analyse des services du secteur public et notamment du secteur social (caisses d'allocations familiales, thèse en cours de Saïd Adjerad). L'objectif est ici de mettre à plat les critères de justification de l'efficacité des actions, en commençant par une réflexion critique sur les méthodes actuellement utilisées (méthode du "poids de l'allocataire" notamment) pour mesurer le "produit" de ces services. Cette recherche s'inscrit dans un partenariat étroit avec la caisse nationale d'allocations familiales et trois caisses d'allocations familiales, celles de Lille, Roubaix-Tourcoing et Dieppe. C'est au sein de celles-ci que les investigations ont porté (périodes d'observation dans ces trois organismes, recueils de données statistiques et réalisation d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs). L'objectif central de l'étude est d'analyser les représentations différentes du produit d'un organisme à vocation sociale et de s'interroger sur leurs modes d'élaboration. Le produit apparaît comme une construction sociale incrustée dans des systèmes de valeurs concurrents qu'il faudra mettre à jour. Cet examen du produit permettra alors de s'interroger sur les différentes notions d'efficacité (efficience économique, efficacité sociale) d'un organisme public à vocation sociale.

Dans le même esprit, les services du Trésor Public ont fait l'objet d'investigations afin de mettre en évidence les limites des analyses de productivité de type industriel pour mesurer les performances de cette bureaucratie complexe. Du fait notamment des exigences auxquelles ce service public est soumis, et de la pluralité des acteurs, il est nécessaire d'adopter des démarches de type évaluatif permettant une confrontation des différents "référentiels".

Dans une perspective voisine, et dans le cadre de travaux portant sur l'évaluation des pratiques médicales, Philippe Lardé montre que la qualité des prestations ne dépend pas seulement d'*un* prestataire, mais de l'organisation de la filière de soin. Cette qualité est à la fois relationnelle (coopération entre acteurs) et informationnelle (échange d'informations). Les prestations sont ainsi la résultante de relations de service complexes dont la qualité dépend des capacités des filières à s'organiser en un réseau, doté d'une "infostructure" dont le médecin généraliste pourrait être le pivot. Ce travail est prolongé à l'heure actuelle par une réflexion sur l'évolution des pratiques médicales, liée à la mise en place de la télémédecine.

Pour sa part, Camal Gallouj soumet à une approche de type évaluative différentes activités de services parmi lesquelles : le conseil aux entreprises qu'il envisage dans son initialisation, son déroulement et son maintien, et certains programmes publics de soutien à la recherche (en collaboration avec le PREST de l'Université de Manchester).

Hervé Mauroy quant à lui, dans sa thèse soutenue en décembre 1994 ("La mutualité face à la sélection adverse"), s'est posé la question de la survie d'un caractère solidariste à propos de l'action des mutuelles sur le terrain de la garantie maladie individuelle. Sur la base d'un travail de modélisation et à partir d'enquêtes tant qualitatives que quantitatives, il a montré que, dans le champ du complément maladie individuel, les mutuelles (en particulier les mutuelles ouvertes à tous publics) transformaient actuellement leur pratiques en se rapprochant fortement des sociétés d'assurance. Cette évolution n'allant pas jusqu'à une transformation des mutuelles en sociétés d'assurance, Hervé Mauroy a précisé alors les termes d'une voie "moyenne" entre les deux formules.

Parallèlement à sa thèse, Hervé Mauroy a entrepris une analyse des mutations actuelles du marché de la garantie maladie collective (contrats collectifs d'entreprise). Pour ce faire, les méthodes des sociétés d'assurance (et des associations loi 1901 leur servant d'intermédiaires), des mutuelles et des institutions de retraite et de prévoyance sont appréhendées (modélisation de leur comportement,

examen quantitatif de leurs pratiques). Cette recherche avait fait l'objet d'un rendu préliminaire dans un article paru dans la Revue de l'économie sociale en décembre 1991.

La réflexion théorique sur l'évaluation des services a par ailleurs fait l'objet de travaux (J. Gadrey, 1994) visant à s'inspirer de l'approche de l'évaluation des actions publiques et de l'analyse de R. Hall des performances organisationnelles, le tout aboutissant à une grille de lecture, à vocation opérationnelle, des pratiques évaluatives.

Enfin, les modalités d'amélioration des performances (ou de rationalisation) des services, et notamment des services professionnels, ont été analysées à partir d'un modèle de "rationalisation professionnelle", opposé au modèle de "rationalisation industrielle" qui sert trop souvent de référence universelle lorsqu'il est question de rationalisation du travail (J. Gadrey, 1994). Les caractéristiques du modèle professionnel relèvent moins de la standardisation et de la mécanisation que de procédures de rationalisation cognitive appuyées sur des dispositifs institutionnels.

b) Éléments ayant débuté fin 1994 (J. Gadrey, C. Gallouj, T. Ribault, F. Jany-Catrice, I. Butté).

Dans le cadre des préoccupations de recherche du CLERSE et de l'IFRESI concernant l'emploi, un vaste chantier de recherche a été ouvert concernant *le contenu en emploi de la croissance des services*, avec une priorité accordée aux services aux ménages, et au commerce de détail (projet international), ainsi qu'aux services de proximité (I. Butté). La problématique de la performance n'est pas absente de ces travaux, mais elle est si l'on peut dire mise au service de l'analyse de l'emploi. Pour certains des chercheurs engagés dans ce programme et notamment Camal Gallouj, cette opération prolonge une série de travaux antérieurs menés sur le thème plus général du rôle des services (et notamment des services de haut niveau) dans le développement régional.

Dans une thèse ayant débuté en septembre 1994, Isabelle Butté étudie les conditions d'émergence, de structuration et de consolidation des services de proximité aux personnes et plus particulièrement aux personnes âgées. Le développement d'expériences locales dans ce domaine semble révéler une grande complexité de l'organisation de ces services, liée tant à leur nombre qu'à leur originalité (modes de régulation et rationalité qui leurs sont propres). En outre, l'importance de la qualité dans l'appréciation de ces services tend à opacifier les échanges et se révèle créatrice d'incertitudes. Isabelle Butté analyse donc les processus de régulation susceptibles de réduire ces incertitudes. Elle privilégie deux pistes théoriques : celle de l'économie solidaire en raison de la nature et de la complexité des ressources mobilisées, et celle de la socio-économie des réseaux comme moyen de réduire l'incertitude, de garantir la qualité des prestations et de consolider les relations de service.

Un programme international pluriannuel de recherches sur l'emploi et les systèmes d'emploi dans les services aux ménages et le commerce de détail a débuté fin 1994. Il a reçu divers soutiens à l'issue d'évaluations scientifiques multiples (Ministère de l'Économie, Commissariat Général du Plan, CNRS, et récemment DARES). Il vise à analyser les différences entre la France et plusieurs pays (Grande-Bretagne, Allemagne, Japon. Une extension est prévue à l'Italie et à l'Espagne pour 1996) en matière de "contenu en emplois" (aspect quantitatif) et en matière de "systèmes d'emplois" (aspect qualitatif). Dans chacune des comparaisons entre la France et un autre pays, on vise à évaluer aussi précisément que possible : 1) les écarts en matière de niveaux absolus et relatifs de l'emploi dans ces secteurs ; 2) l'effet "temps de travail" (incluant le temps partiel) dans la comparaison des niveaux d'emploi ; 3) l'effet "productivité" s'il s'avère que c'est un facteur explicatif ; 4) l'effet "offre de qualité et de service" ; 5) l'effet "demande finale" ; 6) l'effet "coût du travail" ; 7) les interdépendances éventuelles entre ces effets.

Au-delà de ces travaux empiriques nécessaires, la construction théorique s'inspire des hypothèses suivantes :

- il existe à la fois des facteurs de convergence des systèmes d'emplois nationaux dans ces activités, et des facteurs expliquant la permanence de différences fondamentales. Ce second point est d'autant plus vraisemblable qu'une fraction notable des établissements et des entreprises de ces secteurs

fonctionne essentiellement sur des marchés locaux ou nationaux (marché des services et marché du travail) ;

- pour expliquer la nature et l'ampleur des différences constatées, il faut aller au-delà de l'étape (indispensable) de l'identification de "facteurs explicatifs". Il faut envisager des "configurations" ou "modèles" dans lesquels interagissent les variables explicatives et les variables à expliquer. Ces modèles existent vraisemblablement en tant que modèles nationaux, sectoriels et d'entreprise, mais d'autres effets peuvent jouer ;
- pour construire de tels modèles, il faut combiner des "dimensions" ou des "espaces" analytiques. On compte s'inspirer librement à cet effet des travaux du LEST ("analyse sociétale") de ceux de l'école de la régulation (Boyer et alii), de ceux de l'économie des conventions (notamment les "mondes de production" de Salais et Storper) et de travaux que nous avons menés nous-mêmes dans un passé récent (Gadrey, 1992 ; Baret, 1994).

Les chercheurs impliqués dans ce programme sont J. Gadrey, C. Gallouj, F. Jany, T. Ribault en collaboration étroite avec C. Baret (LEST-CNRS), G. Bosch (IAT, Gelsenkirchen) et L. Spark (Institute for Retail Studies, Stirling). La recherche a déjà produit de premiers matériaux (bilan des sources nationales pertinentes et premières évaluations des différences en ce qui concerne le volume d'emploi). Il apparaît en particulier que deux des pays concernés (le Japon et la Grande-Bretagne) emploient beaucoup plus de monde dans ces activités que la France et l'Allemagne, ce qui confirme l'intérêt d'une analyse des facteurs d'écart.

Publications

Ouvrages, thèses, participations à des ouvrages collectifs

GADREY Jean (1994), Industrie ou services : réflexions sur quatre contributions, in *Les villes européennes de tradition industrielle*, Plan Urbain/Ministère de l'Équipement, Presses Universitaires de Lille.

MAUROY Hervé (1994), *La Mutualité face à la sélection adverse*, Thèse pour le doctorat es sciences économiques, Université de Lille I, Décembre.

Articles

CUCCHI Michel, DELAETER Bernard, LARDÉ Philippe, DUVAUX Christophe (1994), L'analyse de système dans le domaine sanitaire-Mise en oeuvre des pratiques médicales à distance, *Gestion Hospitalière*, n°336, mai, p. 378-384.

GADREY Jean (1994), A propos de l'analyse économique des services d'assurance : le concept de produit et la question de son évaluation, *Revue économique*, vol. 45, n° 2, mars, p. 193-212.

GADREY Jean (1994), La modernisation des services professionnels, *Revue française de sociologie*, vol. 35, n° 2, mars, p. 163-195.

GADREY Jean (1994), The embeddedness of service "products" in value systems, *Journal of Socio-economics*, vol. 23, n° 3, automne, p. 261-271.

LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DI POMPEO Christophe, HUBERT Hervé, DUROCHER Alain (1995), De l'observation d'une filière de soins à l'évaluation des pratiques médicales, *Revue Médicale de L'Assurance Maladie* (à paraître).

LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DUROCHER Alain (1995), De l'hétérogénéité des pratiques à l'organisation des filières de soins en réseau, *Le Concours Médical* (à paraître).

Rapports

CUNNINGHAM Paul, REEVES Neville, BODEN Mark, GALLOUJ Camal, DJELLAL Faridah (1995), Evaluation des programmes conjoints de recherche franco-britannique : le cas du programme Alliance, Recherche financée par le Ministère des affaires étrangères et le British Council, 80 p.

GADREY Jean (1995), *Economie et gestion de l'emploi dans le Nord-Pas-de-Calais*, Rapport de synthèse pour le Conseil Régional, Assises pour l'emploi et le travail, Lille, janvier.

LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DI POMPEO Christophe, HUBERT Hervé, DUROCHER Alain (1994), *De l'observation d'une filière de soins à l'évaluation des pratiques médicales*, Rapport pour la Caisse autonome Nationale du Régime Minier de Sécurité Sociale, Laboratoire d'Evaluation Médicale, Faculté de Médecine, Université de Lille 2, septembre, 57p.

Communications

- CUCCHI Michel, DUVAUX Christophe, LARDÉ Philippe, DELAETER Bernard (1994), *Une méthode d'analyse de système appliquée à l'élaboration d'une stratégie de développement des pratiques médicales à distance*, Journée d'études du CLERSE, Approches économiques et sociologiques de l'évaluation, Villeneuve d'Ascq, 3 juin.
- GADREY Jean (1994), *Les services comme activités productives*, Assemblée générale des Chambres de commerce et d'industrie, Paris, 15 février, 10 p.
- GADREY Jean (1994), *Nouveaux consommateurs, nouveaux services*, Colloque du Ministère de l'Économie, 17 mars, 15 p.
- GADREY Jean, ADJÉRAD Saïd (1994), *Analyse critique de la méthode du "poids de l'allocataire" comme indicateur de performances et de gestion des CAF*, Journée du CLERSE, 3 juin.
- GADREY Jean (1994), *De l'évaluation des actions publiques à celle de l'efficacité des services*, Journée du CLERSE, 3 juin.
- GADREY Jean (1995), *Développement des services et emploi : cadrage empirique et méthodologique*, Colloque "Nouvelles activités, nouveaux emplois", Ministère du travail-CEE, Opio, 22-24 mars.
- GALLOUJ Camal (1995), *Asymétrie d'information, qualité et évaluation : le cas des activités de conseil aux entreprises*, Communication aux Journées d'étude du CLERSE, 3 juin.
- JANY-CATRICE Florence (1994), *Les mesures des activités du Trésor Public : limites des méthodes existantes et passage à l'évaluation*, Journées CLERSE, 3 juin.
- LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DI POMPEO Christophe, HUBERT Hervé, DUROCHER Alain (1994), *De l'observation d'une filière de soins à l'évaluation des pratiques médicales*, Société Française d'Evaluation des Soins et des Technologies (SOFESTEC), La démarche qualité dans le système de soins, Paris, 10 juin.
- LARDÉ Philippe (1994), *Concepts de l'économie des services pour l'analyse de la télémédecine*, Fédération Hospitalière de France, "Télémedecine en 1994 : pour une nouvelle approche de la coopération inter-hospitalière", Lille, 5 avril.
- LARDÉ Philippe, CUCCHI Michel, DELAETER Bernard (1994), *Une méthode de représentation des problématiques complexes : la méthode ASTEROIDES*, XIVes journées de l'Association d'Economie Sociale, Lille, 15-16 septembre.

*
* * *

1.2.1.C. RELATIONS, CONTRATS ET CONVENTIONS DE SERVICE

L'analyse des services incite de plus en plus souvent à se pencher sur le contenu des relations de service, à la fois comme moment des processus de production et de consommation et comme relations de type contractuel et marchand (mais échappant pour l'essentiel à l'analyse standard du marché). Dans ce cadre, plusieurs recherches ont été effectuées ou sont en cours.

a) Recherche achevée : approche générale des contrats et conventions de service (J. Gadrey)

Dans cette recherche, dont la conclusion a été la publication de l'ouvrage collectif "Relations de service, marchés de service" coédité par J. De Bandt et J. Gadrey, une tentative a été faite d'une part de démontrer l'importance d'une entrée par les relations de service, d'autre part d'analyser le contenu de ces relations à la fois comme contrat et comme convention. Une telle approche est une contribution à la compréhension des modes de fonctionnement particuliers des marchés des services, et notamment de ceux où règne l'incertitude sur les "produits" et sur les contributions respectives des agents. C'est également une contribution à une théorie de l'insertion sociale des actions économiques. La théorie dite des "conventions" est largement utilisée dans cette construction, à la fois pour identifier les "grandeur" qui servent de base à la définition du produit et pour analyser les "conventions de prestation" au cours du service et les "conventions de fidélité" au-delà.

b) Recherches en cours : relations de service entre PME et consultants, capitalisme relationnel, théorie des conventions et économie des services

Dans une thèse qui sera achevée en juillet 1995, Edith Hégo analyse le fonctionnement d'un marché de service aux caractéristiques particulièrement floues, avec l'objectif de dissiper une partie de ce flou. Il s'agit des transactions entre les consultants et les PME. Situant son objet dans un contexte où le rôle des PME s'affirme mais où ces dernières ont des difficultés particulières à s'approvisionner en connaissances, Edith Hégo étudie les interactions marchandes et non marchandes entre ces agents en faisant jouer un rôle essentiel d'une part aux contrats (largement incomplets) qui les lient, d'autre part aux "mondes" dans lesquels ils se situent et aux conventions qui peuvent fonder la confiance et la fidélité. Un important travail de terrain par entretien est à la base de ces résultats, où l'on voit que des acteurs périphériques multiples contribuent à combler en partie le déficit de coordination et d'information. Ce travail a déjà donné lieu à plusieurs publications.

Pour sa part, Thierry Ribault, actuellement en fonction au Japon, observe et analyse le capitalisme japonais comme un capitalisme "relationnel", indiquant par ce terme la relative priorité accordée dans ce pays aux vecteurs non technologiques de communication (rencontre directe, contacts personnels) et à la "mobilisation" de l'information plutôt qu'à sa marchandisation. Ce modèle s'oppose au capitalisme "transactionnel" de type anglo-saxon mais aussi français. Il se situe à mi-chemin entre le mode étatique et le mode contractuel de gestion du patrimoine informationnel.

Enfin, Nicolas Postel, dans une thèse qui débute, se propose de confronter les propositions théoriques de la théorie des conventions aux résultats, notamment empiriques, de l'économie des services. Au cœur de cette démarche se pose le problème de la compatibilité entre des formes conventionnelles souvent statiques et normatives, et des relations de service de nature dynamique et déstructurée. Cette dialectique entre forme générale et relation particulière pose en particulier le problème du type de rationalité convoquée dans les relations de service, et des limites d'une approche qui serait exclusivement instrumentale.

Publications

Ouvrages, thèses, participations à des ouvrages collectifs

GADREY Jean (1994), Relations de service et relations d'assurance dans la géographie des services, in : J. Bonamy et N. May (éds), *Services et mutations urbaines*, Anthropos-Economica.

GADREY Jean, DE BANDT Jacques (coéd.) (1994), *Relations de service, marchés de services*, Editions du CNRS.

GALLOUJ Camal (1993) "Les enjeux et dynamiques du développement des marchés régionaux de services aux entreprises : le cas du Nord-pas-de-Calais". Thèse de doctorat en économie industrielle et des ressources humaines, Université des sciences et technologies de Lille, Octobre.

GALLOUJ Camal (Avec MOULAERT F.) (1994) "Tertiaire supérieur, hiérarchie urbaine et politique publique", dans Plan Urbain-Ministère de l'Equipement : "Les villes européennes de tradition industrielle : mutations économiques et politiques urbaines". Presses Universitaires de Lille.

RIBAULT Thierry (1995), *L'information scientifique au Japon* in L'état du Japon, La Découverte, octobre.

RIBAULT Thierry (1995), *Les services au Japon* in L'état du Japon, La Découverte, octobre.

RIBAULT Thierry (1995) (à paraître), *Information policy and relational capitalism* in KATSURA Eishi (Ed.), *Japan in Media of the Twentieth Century*, JustSystem Publishing.

Articles

GADREY Jean (1994), Les relations de service et l'analyse du travail des agents, *Sociologie du travail*, vol. 36, n° 3, p. 381-389.

GALLOUJ Camal (Avec MOULAERT Frank), (1993), "The Locational Geography of Advanced Producer Services Firms : the Limits of Economies of Agglomeration". *Services Industries Journal*. Avril.

GALLOUJ Camal (1993) Commerce extra régional de services aux entreprises et développement régional dans le Nord-Pas-de-Calais". Revue clés, *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie* n° 21, 1er semestre.

GALLOUJ Camal (Avec MOULAERT Frank) (1995) "Advanced Producer Services in The French Space Economy : Decentralization at the Highest Level", *Progress in Planning*. Avril.

- GALLOUJ Camal (1995) "L'outplacement en France : Mutations et nouvelles perspectives", *Personnel*, A Paraître, n° spécial : "l'emploi autrement", Août-Septembre.
- GALLOUJ Camal (1995) "L'outplacement : intérêt pour la firme (et pour les salariés)", *Direction et Gestion*, Avril.
- HÉGO Edith (1994), Le recours des PME au conseil à l'export : une démarche réelle mais encore confuse (le cas des IAA), *Revue Internationale des PME*, volume 7, n°2, pp 137-157.
- RIBAULT Thierry (1993), Retour à la base...de données, *France-Japon Eco, revue de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française du Japon*, n°57, hiver.
- RIBAULT Thierry (1994), Vers un nouveau paradigme pour l'économie de l'information, *Politiques et Management public*, mars.
- RIBAULT Thierry (1994), Economics of Information : toward a new paradigm, *Gakko Jitsu Joho Senta no Bulletin*, juin
- RIBAULT Thierry (1994), Les bases de données dans le dispositif japonais de veille technologique, *Le Documentaliste-Science de l'information*, n°2.
- RIBAULT Thierry (1994), L'information scientifique et technique au Japon : le cas des bases de données du NACSIS, *Bulletin des Bibliothèques de France*, n°3
- RIBAULT Thierry (1994), From goods "radiation" towards information "radiation" ? the case of the Japanese economy, *Proceedings of the Ph.D Kenkyukai Conference on Japanese Studies*, Juin.
- RIBAULT Thierry (1994), Les enjeux identitaires du rayonnement par l'information : le cas du Japon, *revue EBISU Maison Franco-Japonaise* juillet.
- RIBAULT Thierry (1995), Gestion du savoir et capitalisme au Japon, *Futuribles* (à paraître).

Rapports de recherche

- GALLOUJ Camal (Avec MOULAERT Frank BRUYELLE Pierre, THURU Arnaud) (1993), "L'évolution des centres tertiaires des années 60, mobilité des entreprises et réorganisations urbaines : les cas des métropoles de Lille et Lyon". Contrat de recherche pour la DATAR et le Plan Urbain, 217 p.
- GALLOUJ Camal (Avec MOULAERT Frank et BOYABE Jean-Bernard) (1993) "Employment Trends in Business Related Services in France". Dans Wood P, Moulaert F et Gäbe F. (eds) *Employment in Business Related Services : An intercountry Comparison of Germany, the United Kingdom and France*. Report for the European Commission, septembre.
- GALLOUJ Camal (1994) Les "collectivités locales" et le développement des services aux entreprises en France : le cas des CCI. ACFCI (Assemblée des Chambres Françaises de Commerce et d'Industrie), Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, 100 p.
- RIBAULT Thierry (1993), *L'information scientifique et technique au Japon*, rapport pour la mission au Japon de Mr Claude Patou, Directeur général de l'INIST, à la Mission des Relations Internationales et à la Direction Stratégie et Programmes du CNRS, pour le compte du Bureau CNRS de Tokyo, 8-12 novembre.
- RIBAULT Thierry (1993), *Overview of the Japanese Electronic Information Services Market*, Working Paper of the Information Market Observatory (IMO/CEC-DGXIII), décembre.

Communications

- GADREY Jean, GALLOUJ Camal (1994), *Les actions en faveur du développement régional et local des services aux entreprises : réseaux personnels et culture*, séminaire du LATTS, Paris, 23 mars.
- GALLOUJ Camal (avec Frank MOULAERT) (1994), Agglomérations en réseau et réseaux de services, Communication au Colloque PIR-Villes-CNRS, Villes, entreprises et sociétés à la veille du XXIe siècle, Lille, 17-18 mars.
- GALLOUJ Camal (1994) *L'outplacement : une interprétation dans le cadre des nouvelles théories du marché du travail*, Communication au 3ème séminaire international de recherche sur les activités de service, Université d'Aix-Marseille, 24-27 mai, Lalonde Les Maures.
- GALLOUJ Camal (1994) *L'outplacement et le marché du travail*, Communication au colloque international "Sciences de gestion et problèmes de l'emploi", Université de Lille I, 22-23 septembre.
- GALLOUJ Camal (1994) *La dimension intra-urbaine du développement des services aux entreprises : le cas de la métropole lilloise*, DATAR, Séminaire "Industrie, services et territoires en Europe", LATTS, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, 24 mars.
- GALLOUJ Camal (1994) *Les CCI et le développement local des services : quelques propositions stratégiques*, 8èmes assises nationales des CCI, 13-14 octobre.

GALLOUJ Camal (1995), *Les logiques intra-urbaines de développement et de diffusion des services aux entreprises*, Communication aux 4èmes journées de l'IFRESI.

HÉGO Edith (1993), Le recours des PME au conseil à l'export : une démarche réelle mais encore confuse (le cas des IAA), communication au Colloque International CER/CREPME, PME-PMI développement international, Aix-en-Provence, 9-10 et 11 juin.

HÉGO Edith (1993), Le recours des PME aux activités de conseils : une approche en termes de relation de service, communication au colloque de la SFER, Paris, 9 et 10 novembre.

HÉGO Edith (1994), Les PME et le recours au conseil : vers une complémentarité des rôles des différents agents concernés, communication à la 39ème Conférence Annuelle Mondiale, Les PME-PMI et leur contribution au développement régional et international, Strasbourg, 27-28 et 29 juin.

HÉGO Edith (1995), L'apport de la théorie des contrats à l'analyse de la relation de service PME/consultant, communication aux IVème Journées de l'IFRESI, Lille, 29 et 30 mars.

RIBAULT Thierry (1993), *From goods "radiation" towards information "radiation" ? the case of the Japanese economy*, Communication the Ph.D Kenkyukai Conference on Japanese Studies, 18 Juin.

RIBAULT Thierry (1994), *Rayonnement par les biens et rayonnement par l'information : conséquences sur l'économie japonaise*, Conférence à la Maison Franco-Japonaise, avril.

RIBAULT Thierry (1994), A patrimonial approach for information, Communication au symposium international de la Fédération Internationale d'Information et de Documentation, 2-9 octobre.

RIBAULT Thierry (1994), *Economics of Information : towards a new paradigm*, Communication au congrès mondial de la Fédération Internationale de Documentation, Tokyo, octobre.

RIBAULT Thierry (1994), *Gestion patrimoniale et capitalisme relationnel : le cas du Japon*, Communication au colloque de la Société Française des Etudes Japonaises, décembre.

RIBAULT Thierry (1995), *Le capitalisme relationnel japonais*, Séminaire "Mutations du modèle japonais", Mission Franco-Japonaise, 6 février.

RIBAULT Thierry (1995), *Vers un New Deal Informationnel au Japon*, 4èmes journées de l'IFRESI, mars.

RIBAULT Thierry (1995), *La gestion des savoirs dans l'économie japonaise*, Colloque international d'économie de l'information, Lyon, mai.

*
* * *

1.2.2. ÉVOLUTION DES FIRMES EN LONGUE PÉRIODE

1.2.2. A. EVOLUTION DES ENTREPRISES EN LONGUE PÉRIODE : FACTEURS, RYTHMES ET PROCESSUS D'ÉVOLUTION (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

Ensemble des chercheurs du CLAREE

Objet, méthode, résultats

La recherche sur les phénomènes d'évolution de l'entreprise en longue période menée par les chercheurs du CLAREE a produit plusieurs types de résultats, les uns de portée conceptuelle, les autres de nature méthodologique.

Au plan conceptuel, la dernière période est marquée par l'achèvement de la réflexion théorique, la formulation d'un cadre d'analyse et l'énoncé d'un ensemble d'hypothèses de nature à inspirer la collecte de données de terrain.

La revue systématique des travaux relatifs aux phénomènes d'évolution de l'entreprise montre que chacune des questions pertinentes en la matière, à savoir celle des facteurs déterminant les changements, celle des rythmes auxquels ceux-ci se produisent et celle des processus qui les sous-tendent, fait l'objet de théorisations divergentes pour lesquelles il est à chaque fois possible de mobiliser arguments théoriques et résultats d'observations empiriques. Progresser sur ces questions pose alors le problème général des attitudes à retenir face à des théories en opposition mais à chaque fois intrinsèquement cohérentes et au moins partiellement vérifiées. Une analyse critique approfondie révèle en fait le caractère artificiel de ces oppositions, tenant notamment à l'incomplétude de chaque théorisation disponible, à la diversité des niveaux d'analyse considérés et à l'excès de généralisation qui caractérise de nombreuses formulations. D'où le choix d'une orientation du programme de recherche consistant en la délimitation des champs de validité des différentes thèses en présence de façon tout à la fois à les enrichir, en montrer la complémentarité, les rassembler en une synthèse cohérente. Travailler dans ce sens requiert en première analyse un inventaire des paramètres susceptibles de délimiter la validité de chaque théorie, paramètres qui peuvent renvoyer à différents niveaux d'analyse : l'entreprise elle-même, le secteur d'activité, l'environnement général. Sans prétendre en faire un inventaire exhaustif, on peut postuler que ces paramètres ont à voir avec la conception même de l'entreprise mise en acte par ses dirigeants, les ambitions, les schémas d'interprétation, les personnalités de ces derniers, l'âge de l'entreprise, les données de cultures sociétale et sectorielle, celle des jeux concurrentiels, etc. Plus fondamentalement, la poursuite de l'objectif du programme supposait la formulation d'un schéma conceptuel de référence, ce qui a été fait sur la base de deux propositions principales :

- la délimitation des champs de validité des thèses en présence en matière d'évolution passe par un travail typologique sur les configurations d'entreprise qui doit prendre en compte simultanément la conception même de l'entreprise et les modes possibles de résolution de ses problèmes fondamentaux d'adaptation et de coordination;

- les différents aspects des phénomènes d'évolution sont étroitement liés à certaines propriétés clés de ces configurations (essentiellement le degré de tolérance à la variété et le degré de couplage), propriétés qui, selon leur statut ou leur valeur, induisent différentes modalités d'activation des processus d'évolution faits de variation, sélection et rétention de réponses aux problèmes vécus par l'entreprise. Evidemment, le jeu de ces propriétés ne peut s'analyser indépendamment des contextes dans lesquels se trouvent les entreprises.

Au plan méthodologique, la recherche a progressé dans deux directions.

Tout d'abord il s'est agi de dresser un bilan critique des recherches de type longitudinal déjà réalisées dans le domaine du management stratégique et organisationnel. Il en ressort un constat de grande

rareté de ce type de travaux qui s'explique à la fois par les difficultés bien connues d'accès aux données et par les problèmes conceptuels et méthodologiques non triviaux que posent la saisie du temps, l'instabilité du statut des variables dépendantes et indépendantes prises en compte dans les modèles et le traitement de nombreuses données de toute nature exprimant l'évolution d'un nombre important d'organisations sur longue période. Sur ces points, une première réflexion a été menée quant à la conceptualisation des phénomènes longitudinaux et à l'analyse des méthodes de modélisation de ces phénomènes.

En second lieu, les choix méthodologiques requis par la mise en œuvre du projet de panel, qui doit constituer l'outil principal de la collecte de données destinée à tester les hypothèses théoriques évoquées précédemment, ont été arrêtés. Ces choix portent sur :

- les modalités de constitution de la base de données : l'objectif est de combiner données historiques et résultats d'un suivi en "temps réel" des entreprises ;
- la composition de l'échantillon : il permettra à la fois des analyses globales et des théorisations intermédiaires ou "middle range" ;
- le mode d'interrogation des entreprises : il combinera interview semestriel de la direction générale et questionnaire annuel destiné à saisir les caractéristiques des configurations organisationnelles et leurs évolutions.

L'ensemble de ces éléments constituent des propos d'étape. Au-delà de la réflexion conceptuelle sur la méthodologie longitudinale qui mérite d'être poursuivie, plusieurs éléments sont encore à traiter. L'un des plus importants est de parvenir à des outils d'interrogation des entreprises qui ne soient pas perçus comme excessivement lourds (ce qui est le cas du dispositif actuel qui a fait l'objet de plusieurs tests auprès de cadres d'entreprises régionales) tout en fournissant une information suffisamment riche, notamment au plan des schémas d'interprétation et des éléments cognitifs qui sous-tendent les perceptions et les décisions des dirigeants d'entreprise. Une autre difficulté tient à la conception d'un mode de présentation de l'ensemble du projet de nature à obtenir l'adhésion des entreprises visées. A cet égard, il apparaît nécessaire d'aborder les entreprises à partir d'une thématique qui ne soit évidemment pas celle de la théorie de l'évolution dont les retombées opérationnelles ne sont pas immédiatement perceptibles. L'entrée par les problèmes de la gestion du changement ou ceux que posent les nouvelles formes d'organisation d'entreprise est actuellement à l'étude. Par ailleurs, le travail de terrain actuellement en cours sur les relations entre stratégie d'entreprise et politiques d'emploi a été conçu pour être cohérent avec les objectifs de constitution de l'échantillon propre à la thématique de l'évolution. L'objectif est de transformer les relations déjà établies à cette occasion en relations durables et de disposer ainsi d'une première base d'échantillonnage d'une trentaine d'entreprises.

Enfin, parallèlement au travail relatif à la constitution d'un panel d'entreprises, plusieurs autres opérations de recherche doctorale s'intègrent directement dans la thématique générale de l'évolution. C'est le cas d'une étude longitudinale rétrospective des programmes de nouveaux produits d'une vingtaine de PME de haute technologie, étude qui a permis de reconstituer des trajectoires d'évolution, d'en montrer la variété et d'explorer les liens entre ces trajectoires et certaines caractéristiques de la firme (telles que son niveau de développement, son niveau de performance, les choix stratégiques antérieurs). C'est le cas également d'une recherche sur les fondements et l'impact du management par projets dans les organisations, démarche dont on connaît la vogue actuelle et qui constitue l'une des manifestations des transformations organisationnelles qui touchent bon nombre d'entreprises et d'organisations. Enfin, une recherche traitant spécifiquement de l'articulation entre évolution de la firme et évolution de ses dirigeants est en phase d'achèvement.

Ces différents aspects et composantes du programme de recherche sur l'évolution des entreprises constitueront la base d'un dossier spécial à paraître à la Revue Française de Gestion.

Financement

Financement de démarrage dans le cadre de la tranche 3 du contrat de plan 1989-1993

Publications

- DESREUMAUX Alain, (1994), "Théories de l'évolution de l'entreprise : bilan et perspectives", Cahiers de Recherche de l'IAE de Lille, 94/4, 42 p.
- DESREUMAUX Alain, BENAVENT Christophe, BECOUR Jean-Charles (1994), *Programme de recherche sur les facteurs et processus d'évolution des entreprises en longue période. Eléments de méthodologie*, Rapport de recherche, septembre, 87 p.
- DEBOURSE Jean-Pierre, DOKOU Gérard, BELANGER Monique, CHARET Karine (1995), *Evolution des firmes en longue période, trajectoires, déterminants. Histoire de rescapés, une première approche à partir d'entreprises centenaires du Nord Pas-de-Calais*, IVièmes Journées IFRESI, Lille, 30 et 31 mars
- WALLART Isabelle (1994), *Analyse dynamique de la stratégie de programmes de nouveaux produits et performance des entreprises de haute technologie*, Thèse de sciences de gestion, Lille, Université des sciences et technologies
- LEROY Daniel (1994), *Fondements et impact du management par projets*, Thèse de sciences de gestion, Lille, Université des sciences et technologies

* * *

1.2.2. B. HISTOIRE DES ENTREPRISES DU NORD PAS-DE-CALAIS EN LONGUE PÉRIODE ; ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES FIRMES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLAREE : Jean-Pierre DEBOURSE (PR), Gérard DOKOU (MC), Jean HOFLACK (MC), Monique BELANGER (IR), Isabelle BALAVOINE (CE), Karine CHARET (CE).

Chercheurs d'autres équipes : Christian SCHNAKENBOURG (Université de Picardie)

Objet, méthode, résultats

La démarche monographique a été l'outil utilisée par l'URA 936 pour identifier les déterminants et les processus d'évolution des firmes. Un certain nombre de monographies sont à l'origine de plusieurs thèses qui prennent en compte la stratégie et l'identité de l'entreprise, les théories de l'évolution et du processus d'internationalisation des firmes (DANJOU, 1987 ; DOKOU, 1989 ; ABIASSI, 1989). Les années consacrées à ce travail ont permis à l'URA 936 de développer et d'affiner un cadre méthodologique d'une part, et d'accumuler d'autre part les éléments d'archives nécessaires à la recherche. Le travail sur "L'histoire des entreprises du Nord et du Pas-de-Calais" traduit la volonté du laboratoire d'exploiter ces données de façon systématique et de construire une histoire des firmes en partant de leur création. L'intérêt de l'histoire de l'entreprise est maintenant largement reconnu, comme en témoigne le développement des travaux académiques, tant en France que dans les pays Anglo-saxons. Aux Etats-Unis par exemple, la Business History Review rend compte, chaque année, de 50 à 60 travaux universitaires tandis que le Journal of American History fait état de 120 articles paraissant dans une trentaine de revues différentes.

Le premier objectif de cette recherche est d'approfondir la connaissance sur l'évolution en longue période des entreprises et de ses déterminants. L'histoire de cent entreprises centenaires a été réalisée en 1992. La période considérée a été utilisée pour en établir une première analyse : la diversité des trajectoires a été constatée ; une première détermination des facteurs clefs de succès a mis en évidence le rôle des dirigeants et des familles, de la dotation initiale des facteurs, des mouvements stratégiques etc... ; une analyse spécifique a été menée quant au rôle des guerres et quant aux caractéristiques de la création. Des premiers éléments pour une théorie de l'évolution ont été dégagés.

La période à venir sera consacrée à enrichir autant que possible l'histoire de chaque entreprise et à traiter en analyse de données l'ensemble des informations disponibles.

En même temps, cette analyse est aussi destinée à contribuer à la compréhension des phénomènes d'industrialisation de la Région du Nord depuis le XIXème siècle à travers l'évolution de ces firmes.

Le programme de recherche comprend une analyse des entreprises du Nord Pas-de-Calais en 1844 et en 1913.

Nous avons ainsi une population d'entreprises que nous caractérisons et que nous pouvons rapprocher des entreprises existantes. Notre objectif est de comprendre comment et pourquoi ces entreprises ont évolué ; pourquoi ont subsisté les entreprises des populations successives. Nous pourrons aussi disposer de matériaux pour la vérification des 3 grandes théories de l'évolution (Ecologie des Populations, Inertie, Choix stratégiques). La première application plus spécifique est réalisée pour l'industrie de la laine.

Cette phase correspond aussi à la constitution de notre base de données individuelles.

De ces analyses, il apparaît que les caractéristiques des dirigeants constituent bien le facteur unique le plus explicatif de l'évolution des firmes.

L'équipe travaille donc à l'analyse des fonctions et rôles des dirigeants, des conditions d'efficacité de leur action et des interactions avec leur environnement. L'analyse est effectuée en des systèmes culturels différents : français et africains.

Publications

- DOKOU Gérard (1995), "De nouveaux rôles pour la Direction Générale dans l'entreprise citoyenne", *Innovation, Cahiers de l'Economie de l'Innovation* l'HARMATTAN, n° 1, p. 147 - 165.
- DEBOURSE Jean-Pierre, DOKOU Gérard, BELANGER Monique (1993), *Le secret des centenaires*, Journées de la Recherche de l'IAE de Lille, Septembre, 33 p.
- DEBOURSE Jean-Pierre (1994), *Training for entrepreneurship*, Congrès Mondial des PME, ISCB Strasbourg, Juin, 14 p.
- DEBOURSE Jean-Pierre, DOKOU Gérard, BELANGER Monique, CHARET Karine (1995), *Evolution de Firmes en longue période, Trajectoires, Déterminants*, Journées de l'IFRESI, 30-31 mars, 35 p.
- DOKOU Gérard, BELANGER Monique (1993), *La perception managériale de la stratégie : cas des entreprises du Nord Pas-de-Calais*, Journées de la Recherche de l'IAE de Lille, 45 p.
- DOKOU Gérard, OUALIDI Hassan (1993), *Actions citoyennes et stratégie d'entreprise*, Journées de la Recherche de l'IAE de Lille, 17 p.
- DOKOU Gérard (1994), *Rôles, fonctions et système d'information de la Direction Générale - Cas des entreprises du Nord Pas-de-Calais*, 2èmes Journées IUT sur la Recherche en Sciences Sociales, Toulouse, 17-18 mars, 21 p.
- DOKOU Gérard, NEKKA Hadj (1995), *Les perceptions des déterminants d'efficacité du métier du dirigeant d'entreprise, une comparaison France-Algérie*, IVème Journées IFRESI, Lille, 30-31 mars, 15 p.
- DEBOURSE Jean-Pierre, HOFLACK Jean, SCHNAKENBOURG Christian, BELANGER Monique, "Entreprises du Nord Pas-de-Calais de 1845" : Secteur chimie, Secteur Verrerie, Secteur Papeteries, Secteur Houille, Secteur Biens d'Équipements, Secteur Ennoblissement Textile, Secteur IAA - Distillerie, Secteur Métaux non féreux, Secteur Textile : Lin - Filatures, Secteur IAA - Sucre raffineries, Secteur IAA - Sucre fabriques, Secteur Textile - Laine peignée, Filatures. Cahiers de Recherche, IAE de Lille.
- DOKOU Gérard (1994), "Rôles, fonctions et système d'information de la Direction Générale", *Cahiers de Recherche de l'IAE de Lille*, 94/6, p.19.

*
* * *

1.2.3. NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION ET DE GESTION DES FIRMES

1.2.3. A. LA CONSTRUCTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE D'UNE ENTREPRISE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS : FRANCE TELECOM FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX DE LA COMPÉTITIVITÉ (OPÉRATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLERSE : Sandrine DICKEL (AL), Christian MAHIEU (CR)

Objet, méthodes et résultats

La recherche porte sur les transformations réglementaires, économiques et sociales de l'une des principales entreprises de réseau : France Télécom. Elle s'intéresse particulièrement aux conditions d'émergence d'un nouveau modèle de compétitivité.

Elle articule deux dimensions.

L'une concerne plus précisément les mutations du mode de gestion et d'allocation des ressources (Sandrine Dickel). Elle se focalise, notamment, sur l'analyse des processus de décentralisation et de contractualisation.

La recherche part du constat d'une relative stabilité des procédures gestionnaires actuelles face à l'ampleur des exigences de transformation des modes et des outils de gestion.

L'autre, partant des transformations organisationnelles et sociales actuelles, s'intéresse aux modalités de conduite politique du changement dans cette entreprise (Christian Mahieu). L'analyse des mutations organisationnelles consécutives au nouveau modèle de compétitivité passe par l'examen des expérimentations en cours concernant les dynamiques de recomposition des métiers et des professionnalités, les nouvelles formes de coordination et de coopération, les modes d'encadrement et de pilotage des activités et surtout les démarches de mobilisation, d'implication et d'association des différents niveaux d'acteurs sociaux.

Partenaires et financement

France Télécom :

- plusieurs contrats avec différentes structures internes (Mission Plan d'Action de Changement, Observatoire Social /DG/DRH, Direction de la Planification et des Finances)
- pour certains d'entre eux, en partenariat avec AEGIST Conseil.

Publications

- DICKEL Sandrine , MAHIEU Christian (1995), *La construction sociale et économique d'une entreprise de télécommunications : France Télécom face aux nouveaux enjeux de la compétitivité*, IVèmes journées de l'IFRESI, Lille, 30-31 mars 1995, 30 p.

*
* * *

1.2.3. B. RECHERCHE SUR LES FONDEMENTS ET LES IMPLICATIONS DU NOUVEAU PARADIGME D'ORGANISATION ET DE GESTION DES ENTREPRISES (OPÉRATION EN COURS).

Chercheur

CLERSE : Frédéric HÉRAN (MC)

Objet, méthode, résultats

Il existe aujourd'hui, dans la communauté scientifique, un large accord pour affirmer que le modèle d'organisation mis en place au début du siècle est en crise. Cette crise concerne non seulement l'organisation du travail et plus précisément le taylorisme, mais aussi les modalités de gestion et d'évaluation des performances. L'accord grandit aussi pour rejeter l'idée d'un modèle nouveau, unique et universel capable de se substituer au précédent. Plusieurs modèles sont à l'évidence en concurrence : néotaylorisme, organisation fondée sur le CIM, production au plus juste...

Cependant, en admettant avec T. Kuhn qu'un paradigme — terme plus approprié que modèle — n'est ni forcément dominant, ni substituable dans tous les cas au précédent, il devient possible de démontrer qu'émerge depuis une dizaine d'année un nouveau paradigme d'organisation et de gestion des entreprises capable de dépasser les limites du paradigme de l'organisation fonctionnelle. Ce paradigme est nouveau parce qu'en rupture avec le précédent sur plusieurs de ses principes majeurs : hiérarchisation, cloisonnement, déterminisme... A défaut d'être un jour dominant dans les entreprises, il constitue néanmoins d'ores et déjà une référence obligée pour la communauté des gestionnaires. Il est enfin le seul à être, à long terme, économiquement viable et socialement acceptable, du moins dans les pays développés.

L'objectif de la recherche consiste à étayer systématiquement ce point de vue et à le présenter in fine dans un ouvrage dont la sortie est prévue en 1996. Toutes mes publications de ces 5 dernières années concourent à cet objectif. En particulier, mon incursion récente dans le domaine de la mobilité urbaine, fort éloignée apparemment de mes préoccupations, se révèle, en fait, très riche d'enseignements comme en témoigne l'étonnant parallélisme (exploré avec P. Tostain) entre les principes d'organisation de la production industrielle et d'aménagement de la voirie urbaine. Enfin, les travaux de recherche effectués avec H. Krifa sur les stratégies de globalisation des firmes multinationales m'ont permis de questionner nombre de dirigeants d'entreprise notamment sur les modalités de diffusion au sein de leur groupe des nouvelles formes d'organisation et de gestion industrielles.

Publications

Articles

- HÉRAN Frédéric (1993), "La résolution des problèmes dans la production", *Revue Française de Gestion Industrielle*, n° 3, 16 p.
- HÉRAN Frédéric, TOSTAIN Philippe (1994), "L'évolution comparée des principes d'organisation de la production industrielle et d'aménagement de la voirie urbaine", *Recherches Transports Sécurité*, n° 44, pp. 45-57, article repris dans la version anglaise de RTS à paraître en 1995.
- HÉRAN Frédéric (1995), "La ville cyclable : concept, conditions et impacts", à paraître dans *Recherches Transports Sécurité*, n° 47.
- KRIFA Hadjila, HÉRAN Frédéric (1995), "Logiques stratégiques des grands groupes multinationaux et dynamique territoriale : l'exemple de la région Nord-Pas de Calais en France", in Diane-Gabrielle TREMBLAY (dir.) *Concertation et performance économique : vers de nouveaux modèles ?*, actes du 12e colloque de l'Association d'économie politique, Montréal, 22-23 oct., pp. 269-299 p.

Rapports

- HÉRAN Frédéric, KRIFA Hadjila (1993), *Stratégies des multinationales industrielles étrangères dans le Nord-Pas de Calais. Rapport final*, recherche financée dans le cadre du Contrat de Plan 1989-93, CNRS / Conseil Régional du Nord-Pas de Calais, Lille, sept., 110 p.
- KRIFA Hadjila, HÉRAN Frédéric, DEWULF Bénédicte (1994), *Stratégies de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale : l'exemple du Nord-Pas de Calais. Rapport final*, recherche financée dans le cadre du Contrat de Plan 1989-93, CNRS / Conseil Régional du Nord-Pas de Calais, Lille, nov., 85 p.

Communications

- KRIFA Hadjila, HÉRAN Frédéric (1993), "Logiques stratégiques des grands groupes multinationaux et dynamique territoriale : l'exemple de la région Nord-Pas de Calais", communication au colloque *Concertation et performance économique : vers de nouveaux modèles de développement*, Montréal, 22-23 oct., 28 p.
- HÉRAN Frédéric, KRIFA Hadjila (1994), "Globalisation des firmes multinationales et territoires : quelques réflexions", communication au colloque international du PIR-villes Villes, entreprises et société à la veille du XIXe siècle, Lille, 16-18 mars, 30 p.
- HÉRAN Frédéric (1994a), *Les approches américaine et japonaise de la gestion industrielle en France : évolution et débats*, communication présentée à l'Université Keio, Tokyo, et à l'université Kansei Gakuin, Osaka, mars, 8 p.
- HÉRAN Frédéric, TOSTAIN Philippe (1994), "L'évolution comparée des principes d'organisation de la production industrielle et d'aménagement de la voirie urbaine", communication au colloque international du PIR-villes Villes, entreprises et société à la veille du XIXe siècle, Lille, 16-18 mars, 28 p.
- HÉRAN Frédéric (1994b), "La ville cyclable : économies d'énergie, diminution des nuisances et réduction des inégalités sociales", contribution au *Débat national sur l'énergie et l'environnement*, colloque de Paris : Métropole, énergie et environnement, Paris, 22 sept, 20 p.
- HÉRAN Frédéric, TOSTAIN Philippe (1995), "Vélo et transport en commun, opposition ou complémentarité?", communication aux Journées Techniques du Club des Villes Cyclables, St Denis, 14 mars, 11 p.
- HÉRAN Frédéric (1995), "Questions de méthode à propos du post-taylorisme", communication aux 4e Journées de l'IFRESI, Lille, 30-31 mars, 18 p.
- KRIFA Hadjila, HÉRAN Frédéric, Bénédicte Dewulf (1995), "Globalisation des firmes et logiques d'insertion locale : l'exemple du Nord-Pas de Calais", communication aux 4e Journées de l'IFRESI, Lille, 30-31 mars, 28 p.
- HÉRAN Frédéric, MAHIEU Christian (1995), "Les enjeux organisationnels de la conception concourante", communication aux 4e Journées de l'IFRESI, Lille, 30-31 mars, 7 p.

*
* * *

1.2.3. C. CONCEPTION PARTAGÉE : ORGANISATION, MÉTHODES ET MODÈLES POUR LA CONCEPTION CONCOURANTE (OPÉRATION NOUVELLE)

Chercheurs

CLERSE : HÉRAN Frédéric (MC), MAHIEU Christian (CR),
avec la participation de SALJOGHI Kourosh (IE IFRÉSI)

Chercheurs associés du LAMIH, relevant du Département SPI du CNRS et de l'Université de Valenciennes : SOENEN René (PR) et DENEUX Dominique (MC)

Objet, méthodes, résultats

Les différents acteurs intervenant à chaque étape de la vie d'un produit constituent un système multiagents où sont impliqués différents métiers, des fournisseurs, des sous-traitants et pour lequel se posent des problèmes de coopération, d'association, de communication...

La recherche d'une meilleure compétitivité des entreprises fabriquant des biens d'équipement passe par une réduction significative des délais de conception, industrialisation et fabrication d'une part et d'autre part par la recherche d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande notamment au niveau de la qualité et des coûts d'exploitation.

Les activités de conception sont désormais au centre de nouvelles relations tant entre les concepteurs et les utilisateurs des processus qu'entre les agents de la conception et leurs partenaires (sous-traitants et fournisseurs) de plus en plus sollicités directement dans les phases de conception.

L'objectif du projet vise à spécifier, de manière concourante et concertée, les bases d'un système d'aide à la conception intégrée prenant en compte à la fois les aspects humains, techniques et économiques et de conforter le potentiel de recherche pluridisciplinaire représenté par les deux laboratoires.

La validation et la concrétisation des résultats des travaux pourra s'opérer du fait du partenariat étroit engagé avec un fournisseur de logiciels d'aide à la conception et avec des industriels utilisateurs.

Ce projet ne peut être conduit que dans un contexte coopératif associant les sciences humaines, les sciences de l'ingénieur et en intégrant la dimension industrielle et son vécu. Cette dimension sera prise en compte avec la participation d'un fournisseur de logiciels d'aide à la conception, MATRADATAVISION et d'industriels utilisateurs, SNFA et RENAULT.

Financement

- CNRS : programme interdisciplinaire SPI/SHS "Systèmes de production"
- Contrat d'objectif Conseil Régional Nord-Pas de Calais@, dans le cadre du GRAISYHM (en cours de négociation)

*
* * *

**1.2.3. D. LA C.G.T. ET L'INTERVENTION DANS LA GESTION DU C.H.R.U. DE LILLE:
STRATÉGIES ET PRATIQUES (OPÉRATION ACHEVÉE).**

Chercheurs

CLERSE : Roland DELACROIX (IE) , Olivier DEMBINSKI (AL)

Chercheurs extérieurs: Paul BOCCARA (Université de Picardie), Pierre COHEN-SCALI (cabinet MERIC), Eliane LE DANTEC (Centre d'études de l'emploi), Catherine LÉVY (MIRS-HT, CNAM), Jean LOJKINE (CEMS), Thierry ROCHEFORT (Cabinet d'expertise D.S. et O. , Lyon).

Objet

Cette opération s'inscrit dans un programme de recherche sur le mouvement syndical et son devenir. Elle vise à mesurer la réalité de l'élargissement du champ d'intervention de la C.G.T. aux questions économiques et gestionnaires en examinant les transformations concrètes des stratégies et pratiques militantes. Elle concerne une étude de cas qui porte sur un établissement de service public qui applique les nouvelles méthodes de gestion inspirées de l'entreprise privée.

Méthode

Il nous fallait repérer une dynamique, des renouvellements stratégiques, des potentialités de ruptures, déceler des processus contradictoires et saisir des projets en train de se constituer. L'entretien semi-directif et l'observation participante semblaient le mieux convenir.

Résultats

Les stratégies d'intervention s'articulent principalement autour de la notion de besoin de santé d'une région et consistent essentiellement à rechercher les moyens d'augmenter l'offre de soins et non à concevoir un autre type d'économie à réaliser sur les coûts hospitaliers. Le dépassement du modèle d'intervention séparant revendication sociale et efficacité économique s'opère donc encore fort mal. Toutefois confrontés à la force des arguments de la direction et à la gravité des situations le syndicat en vient non seulement à cibler les contradictions et les gaspillages qu'entraîne la recherche d'une productivité accrue par pression trop exclusive sur les moyens humains mais également à mesurer l'efficacité de l'activité hospitalière en la basant sur une définition élargie du soin et de ses effets indirects et prolongés sur la population. Les pratiques d'intervention restent très délégataires et les questions de gestion confiées à des "spécialistes". Toutefois confrontés à la nécessité de mieux connaître les réflexions des salariés le syndicat en vient à adopter une démarche de concertation avec les salariés et à s'adresser à de nouvelles catégories. Cependant on constate une forte inégalité de renouvellement des stratégies et des pratiques entre militants ce qui n'est pas sans créer de fortes tensions à l'intérieur de la CGT.

Partenaires et financement

Convention de recherche CGT-CNRS-PIRTTEM-MRE-Ministère du Travail "Les mutations technologiques, les transformations des rapports de l'homme et le travail, les relations à la gestion et l'évolution de la conscience sociale". code CNRS n°956094

Publications

- LOJKINE Jean, avec la collaboration de: DELACROIX Roland, DEMBINSKI Olivier, LE DANTEC Eliane, LEVY Catherine, ROCHEFORT Thierry (1995), la CGT et l'intervention dans la gestion: stratégies et pratiques. Une approche pluridisciplinaire, Rapport pour le PIRTTEM-MRE-Ministère du Travail-CGT-CNRS, Avril, 339p.
- DELACROIX Roland, La CGT et la gestion du CHRU de Lille, note pour le rapport PIRTTEM-MRE-Ministère du Travail-CGT-CNRS, Avril, 81p.
- DELACROIX Roland, DEMBINSKI Olivier (1995), Les acteurs professionnels et syndicaux face aux nouveaux critères de gestion du CHRU de Lille, IV ème journées IFRESI, Lille, 30, 31 Mars
- Un ouvrage est à paraître à la fin de l'année.

*
* * *

1.2.3. E. TENSIONS CONTRADICTOIRES DES INDUSTRIES STRATÉGIQUES DANS LES DOMAINES POLITIQUES, SOCIAUX ET TECHNIQUES

1) Opération achevée (Contrat de Plan 2ème tranche et 3ème tranche, 1993-1994) et en cours (thèse de doctorat de F. Bacle Giard):

Chercheurs

LASTREE-CLERSE : O. KOURCHID (DR) avec la collaboration de F. BACLE-GIARD (AL)

Chercheurs extérieurs : R. TREMPÉ (PR) avec la collaboration de M.T. MAIULLARI (CE)

Objet, méthode, résultats

La période 1993-1995 couvre des opérations de recherche dont l'ambition est de traiter des tensions contradictoires entre deux aspects de la notion industrielle. D'une part il s'agit des rationalisations des grands ensembles, en particulier dans les industries stratégiques donc de stature mondiale: c'est ce que l'on pourrait appeler la séquence productive de dispositifs politiques sociaux et techniques opérationnels et réglementés. Ceux-ci comprennent une série de caractéristiques connues, comme le contrôle des approvisionnements, les conditions de travail hors normes, et le rôle incitateur ou arbitre de l'Etat en matière de législation et de réglementation. D'autre part il s'agit de rendre compte des points de rencontre et des chocs entre cette rationalité productive, et sa mise en échec dans les industries comme l'extraction houillère, soumise à l'aggravation des dangers en raison du contexte de travail (souterrain et atmosphère gazeuse explosive), et en raison d'un paramètre universel dans le domaine énergétique: l'approfondissement des gisements et donc l'augmentation des risques inhérents à l'exploitation.

Dans tous les cas le cadre théorique est comme on l'a dit, la recherche des continuités et ruptures dans les champs politiques, techniques et sociaux, et la recherche de l'impact des séries ou des événements dans chacun des champs sur les deux autres; ainsi est engendrée une périodisation sur la courte et la moyenne durée fondée la prédominance de la significativité d'un champ, qui permet d'associer les grands secteurs industriels et leurs rapports techniques à leurs déterminants politiques et sociaux. La méthode d'investigation associe nécessairement le travail sur archives, et même leur recueil et leur conservation, la constitution d'une mémoire collective et de témoignages, et la perspective de conservation du patrimoine –ici industriel-- qui est au cœur des enjeux politiques de bien des régions industrielles dans le monde.

Ces thématiques comprennent les travaux scientifiques (O.Kourchid et alii) sur contrats de plans achevés pendant la période. Ils incluent d'une part les résultats d'une recherche commencée en 1991, et qui expose les contraintes techniques, juridiques et réglementaires de la sécurité minière dans les années 1980-1990: rôle des recherches et effets de diffusion internationale dans les domaines classiques (terrains, grisou, poussières, incendies), et dans les contextes d'accidents ou de catastrophe (OK 1993). Ils comprennent d'autre part les résultats d'une investigation sur la longue durée qui associe l'histoire millénaire de la houille sur les cinq continents, la constitution d'un système législatif en France sous le premier empire dont l'évolution devra prendre en compte les nécessités des mesures et les contraintes des énergies nouvelles, et enfin la démonstration de l'identité sociale liée au charbon: lieux de production et dynamique des mouvements sociaux et politiques (O.K 1994)

2) Opération en cours : les travaux de recherche en vue de thèse de F. Bacle-Giard.

L'objet de ces travaux consiste à déterminer comment le concept de rationalisation prend forme dans la sphère de la production industrielle, plus particulièrement à travers l'étude empirique effectuée au sein de deux sites charbonniers, une fosse et une centrale thermique, alors que ceux-ci subissaient une situation de désengagement progressif et de déperdition à mesure que l'on se dirigeait vers une fermeture définitive. Face à ce type de changements irréversibles, version hautement significative des transformations des systèmes "productifs", on ne peut plus parler de simple rationalisation du travail. Pour mieux répondre à ce questionnement et affiner cette hypothèse, faut en effet considérer deux orientations. Il s'agit d'une part de traiter des influences extérieures à l'entreprise dont les indicateurs

sont le contexte énergétique, les plans d'Etat, ou l'influence de groupes rationalisateurs, auxquels peut se joindre une rationalisation d'un autre ordre définie en terme de codification opérée par la démarche du chercheur qui vise à catégoriser le réel. Il s'agit d'autre part de l'ajustement de l'entreprise pouvant prendre différents types de construction technologique, administrative et humaine selon le lieu d'activité et les finalités du site. Deux démarches conjointes s'offrent à nous :

- La première consiste à définir les formes et les modalités d'existence de leur rationalisation au sein du milieu industriel, puis à examiner leur mise en place, leurs transformations, leurs modifications dans le temps, les noeuds, les passages de modification de l'un à l'autre, les substances, les appropriations. A partir de ces descriptions, on démontrera que le développement de ces différentes formes ne peut être dissocié car elles se sont introduites de façon conjointe dans le monde du travail où elles sont en interaction constante.

- La seconde consiste à savoir quelle est l'influence de ce processus sur la carrière des acteurs et qui permet d'aborder la question essentielle de la rationalisation du vécu par les individus eux-mêmes. Outre l'hypothèse qu'une telle démarche induit un certain comportement de l'acteur, on peut se demander également comment le cheminement de la carrière de vie et de travail des individus est influencé : on cherchera à savoir ce que les individus mettent en place comme schémas de réponse ou d'évitement, quelle influence existe dans la vie de travail mais aussi dans la vie personnelle puisque l'habitation et la socialisation hors travail sont intimement liées à la vie de travail. (on peut notamment penser aux discours des jeunes et des vieux, mais aussi à ceux des populations maghrébines, voire à prendre en compte aussi des schémas stratégiques différents selon le lieu de rencontre)

3) Opérations en préparations

Pour F. Bacle-Giard la globalisation du savoir et de la rationalisation doit être mise à l'épreuve par l'étude du passage d'une population spécifique vers d'autres types d'activités, industrielles ou non, telles que EDF, Renault, c'est fait cette mutation, quels étaient les enjeux en présence?). Cette interrelation ou encore intersection est à considérer comme élément fondateur, et peut s'étudier à partir de différents critères, comme l'âge, la qualification, le déplacement personnel et familial pour l'individu et le groupe, au niveau de la technique par la confrontation entre un savoir faire passé et les nouvelles données techniques.

Pour O. Kourchid, les opérations en cours ou en préparation dont il est à l'initiative comprennent plusieurs aspects d'une question unifiante s'adressant aux rapports régionaux, nationaux, internationaux et industriels :

- Histoire des sécurités industrielles dans la mine de houille depuis les lois françaises de 1794, déjà amorcée (O.K. 1993)
- Convergences et conjonctures autour des lois sociales et techniques des années 1890-1900 en France et en Europe dans l'industrie charbonnière (avec Mmes Fortunet et Trempé, professesseures)
- Histoire du pouvoir dans un grand établissement industriel nationalisé (CDF) (avec Georges Tiffon)
- Enquêtes orales dans le monde de la mine, et animation pour le Nord-Pas de Calais de l'enquête sur les biographies de militants (avec B. Duriez, J.C. Rabier, P. Outteryck, F. Bacle-Giard, N. Dris, M. Leclerc-Olive, O. Mazade, C. Toppart)
- Démarrage du groupe de travail "sciences sociales, industrie, techniques, cultures industrielles" (O.Kourchid et J.C. Rabier), ayant pour objectif de conduire des séminaires, des travaux écrits et des réflexions sur les sociétés industrielles et sur les disciplines de sciences sociales traitant de la notion industrielle.
- Développement d'une pédagogie scientifique et technique sur les sécurités industrielles (le site 9-9 bis d'Oignies, en association avec l'ACCUSTO-SECI)
- Conservation du patrimoine

La plupart de ces programmes ont donné lieu à des demandes de financement: sans succès cette fois au contrat de plan (ce qui est normal après deux financements consécutifs en association avec le PIRTTEM); sans succès non plus au programme risques industriels du CNRS (nous avons eu communication des projets de préfiguration retenus qui sont au nombre de 15 sur 38, mais pas de motivation du jury concernant le refus); des résultats substantiels ont par contre été obtenus auprès de la SACOMI -- Société d'amménagement des communes minières (participation aux enquêtes orales CNRS-ACCUSTO-SECI Oignies, confirmée le 15 avril 1995)

Il reste donc à envisager une demande de financement "lourde" à la CEE, avec nécessité d'associations partenariale à l'échelon européen, et intégration des thématiques. Ce à quoi nous nous employons.

Publications

Ouvrage-Thèse

- KOURCHID Olivier- *Production et travail dans une industrie stratégique - Sociologie, Histoire, Archéologie du monde de la mine*, thèse pour le doctorat d'état es-lettres, Université Paris VII, 1993 sous la direction de C. Durand, 2 volumes, 1372 pages, bibliographie et annexes; présidente du jury: Mme M. Tripier; membres: Mme R. Trempé, professeur d'histoire; MM P. Dubois, M. Simon, M. Verret, professeurs de sociologie.
- KOURCHID Olivier et R. TREMPÉ (Dir.) ,*Cent ans de conventions collectives; Arras 1891-1991* Revue du Nord, Hors série, collection histoire n°8 1994, Université Charles de Gaulle, Lille III, 409p.

Articles de revue, contributions à ouvrage collectif

- BÂCLE-GIARD Fabienne, "Les modifications socio-techniques d'un système productif, le cas des houillères du Bassin Nord-Pas de Calais de 1960 à nos jours" in *Technologies, Idéologies, Pratiques*, Mai 1994.
- KOURCHID Olivier, "Avant-propos" (l'identité professionnelle des porions et la place de la maîtrise dans les rapports sociaux de la profession minière, bibliographie) à "La fosse n°1 de Liévin en 1932" par Robert Burglin in revue *Gauheria*, n°28 Juillet 1993
- KOURCHID Olivier, "Germinal, l'impact d'un film sur une région", *Cahiers d'Histoire sociale minière*, n°1, octobre 1993
- KOURCHID Olivier, "de la technique à la politique: le système Bedaux dans les mines" *Cahiers d'histoire sociale minière n° 3 - 1994*
- KOURCHID Olivier, "Les mineurs face au travail et à la mine aux fosses Gayant et Notre-Dame" in Actes de la journée d'études: *Waziers: hier, aujourd'hui, demain; l'organisation par les populations d'un espace communal*, du 27 novembre 1993, pp. 47-60 Waziers 1994.
- KOURCHID Olivier, "Domination et interprétation: les sciences sociales et les photographies aériennes à travers les images du bassin du Nord et du Pas-de-Calais" à paraître in *Histoire industrielle et ouvrière: le recours aux images, le témoignage des objets* Collection Sciences sociales, éditions ENS Cachan à paraître, 1995
- KOURCHID Olivier, "les sens sociaux, politiques et techniques des sécurités industrielles: genèse et perspectives du projet du 9-9bis d'Oignies" *Culture et recherche*, septembre-octobre 1994
- KOURCHID Olivier, "Introduction" *Cent ans de Conventions Collectives, Arras 1891-1991*, Revue du Nord, Hors Série Collection Histoire pp. 5-21 n° 8 1994, Université Charles de Gaulle Lille III, 409 p.
- KOURCHID Olivier, "Du statut du mineur à la gestion sociale des fermetures", *Cent ans de Conventions Collectives, Arras 1891-1991*, Revue du Nord, Hors Série Collection Histoire pp. 47-67 n° 8 1994, Université Charles de Gaulle Lille III, 409 p.
- KOURCHID Olivier, "Une SSM du Pas-de-Calais après 1945: la SSM de Lens dite 'A 9'" in *Santé et retraite des Mineurs, Un siècle et demi d'histoire*, Institut d'Histoire Sociale Minière, VO Editions, 1995, pp. 53-64

Rapports de recherche

- KOURCHID Olivier, *Politique et technique des sécurités industrielles dans les industries stratégiques: l'exploitation minière souterraine du charbon*, Recherche contrat de plan 1989-1993, CNRS-Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, Institut fédératif de recherche sur les économies et les sociétés industrielles, CLERSE, décembre 1993, 127 p. bibliographie

- KOURCHID Olivier, *Aspects politiques, sociaux et techniques d'une industrie stratégique: les mines de charbon* CNRS-Conseil régional, Contrat de plan 1989-1993. CLERSE-IFRESI-CNRS, 1994, 272 p.

Communications

- BÂCLE-GIARD Fabienne , "Les rationalisations de la production sur un site industriel, questions et méthodes d'enquêtes" Communication: 2ème Journées IFRESI, Lille, 28-29 janvier 1993
- BÂCLE-GIARD Fabienne , "Les modifications socio-techniques d'un système productif, le cas des houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais", communication: 1ère Université d'hiver des doctorants en Sociologie du Travail, Menthières (Jura), 13 au 20 mars 1993.
- BÂCLE-GIARD Fabienne, "Fosse et centrale thermique, quelles structures hiérarchiques, pour quels sites en 1990? (Le cas des Houillères du Bassin du Nord-Pas de Calais) Communication: XIIème Congrès International de Sociologie, Bielefeld (Allemagne), 18 au 23 Juillet 1994.
- BÂCLE-GIARD Fabienne, "Une extraction minière asphyxiée, l'exemple des mines de Lens", communication: journées "La libération des bassins miniers de France et de Belgique", Sallaumines-Waziers, 24 et 25 Septembre 1994.
- BÂCLE-GIARD Fabienne , "la modification de l'organisation structurelle ou des groupes aux secteurs : la concentration comme réponse à la fermeture (les HBNPC de 1944 à 1990)", communication journée d'étude *Le déclin des activités minières en Europe* IFRESI-CNRS-EHESS, Lille, 6 mars 1995.
- BÂCLE-GIARD Fabienne , "Double regard sur le monde minier ou le choix du critère de classification comme élément moteur: du contexte énergétique au lieu de production", communication: 4èmes Journées IFRESI, Lille, 30-31 Mars 1995.
- KOURCHID Olivier, - "Les sécurités industrielles, méthodes et périodisation", communication aux 3èmes journées de l'IFRESI, Lille les 28 et 29 janvier 1993
- KOURCHID Olivier, KUHN MUNCH A. , DESWARTE M., "Les images aériennes des sites industriels du Bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais", communication au colloque *Histoire industrielle et ouvrière: le recours aux images, le témoignage des objets*, organisé par le CNRS-GDR 55 "Travail et travailleurs en France aux XIXème et XXème siècle", les 14 et 15 octobre 1993, à paraître
- KOURCHID Olivier, "Les mineurs spécificités politiques et professionnelles", communication au colloque international *Les dictionnaires du mouvement ouvrier: lectures, exploitations, apports à l'histoire graphique*, organisé par le CNRS-GDR 55 "Travail et travailleurs en France aux XIXème et XXème siècle", les 19, 22, 23, 24 novembre 1993,
- KOURCHID Olivier, "Les mineurs face au travail et à la mine aux fosses Gayant et Notre-Dame" *Journée publique d'études: Waziers: hier, aujourd'hui, demain: l'organisation par les populations d'un espace communal*, le 27 novembre 1993, Waziers
- KOURCHID Olivier, "le charbon: évocation de quelques siècles sur cinq continents" communication symposium international UNESCO *Energie et Sociétés* session *Histoire de l'énergie*, UNESCO Place de Fontenoy du 13 au 17 Décembre 1993
- KOURCHID Olivier, et RHEIN Catherine, "modernisme industriel et conservatisme politique, les cas des régions d'Ile de France et de Los Angeles" communication au colloque *Villes, entreprises, sociétés à la veille du XXIème siècle* IFRESI-CNRS-PIRvilles, Marcq en Baroeul, 16-18 mars 1994
- KOURCHID Olivier, communication "les sources politiques et techniques du développement de la Californie du Sud: conservatisme, science et technologie militaro-industrielle" Comité Recherches Comparatives, 16-23 juillet 1994 Congrès International de Sociologie, Bielefeld, Allemagne
- KOURCHID Olivier, "les mines du Nord-Pas-de-Calais à la Libération: ruptures dans la production et l'organisation", Colloque *Libération des bassins miniers*, Lens Sallaumines, Waziers, 24 et 25 octobre 1994
- KOURCHID Olivier, "les instruments de mesure et de contrôle dans les houillères françaises: essai de périodisation (XVIIIème-XXème siècles)" Colloque du congrès international du CILAC *Patrimoine industriel*, Trégor (Cotes d'Armor) 5-7 octobre 1994 à paraître
- KOURCHID Olivier, "les dispositifs de sécurité sociale minière dans le Nord-Pas-de-Calais: l'exemple des mines de Lens, dans l'entre-deux-guerres, et du groupe de Lens après les nationalisations" *Colloque Cent ans de sécurité sociale minière*, La Ricamarie, 24-25 octobre 1994
- KOURCHID Olivier, "Plans sociaux et plans de récession: les stratégies de CDF dans les années 1980", communication à la journée *Déclin des activités minières en Europe*, Lille, 6 mars 1995

* * *

1.2.3. F. L'IMAGINAIRE TECHNIQUE DES ACTEURS DU TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheur

CLERSE : Pascal MAUNY (MC)

Présentation

Les techniques informationnelles de liaison (radiotéléphones, "boîtes noires", télescripteurs...) permettent d'établir des liaisons phoniques et/ou alphanumériques entre les agents de convoiages et les sédentaires des entreprises. Ces techniques s'intègrent sans ambages dans les procès de production. Nouvelles techniques et systèmes organisationnels se modifient réciproquement dans un rapport dialectique dynamique que ne peut résoudre l'explication causale classique. Le cadre théorique de la pensée systémique complexe, 11 semaines d'observation *in situ* et 40 entretiens ont permis de montrer que l'imaginaire des acteurs du TRM contient cette dynamique du changement qui leur permet de s'adapter aux nouvelles conditions techniques de production. Le résultat final élargit la réflexion vers les formes d'appropriation sociale des techniques et la mise en question des notions de cause à effet.

Publications

MAUNY Pascal (1995), *L'imaginaire technique des acteurs du transport routier de marchandises - le cas des techniques informationnelles de liaison*, Thèse de sociologie, 581 pages, Université des Sciences et Technologies de Lille.

MAUNY Pascal (1995), *L'équipement des camions en radiotéléphone, reflet des conditions d'organisation des convoiages*, communication aux IVèmes journées IFRESI, pp 84-101, tome II.

MAUNY Pascal (1995), *Les acteurs du transport routier de marchandises et leur rapport à la technique*, communication au séminaire du LASTREE, 20 pages.

*
* * *

**1.2.3. G. LES DÉTERMINANTS DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE DE GESTION D'ENTREPRISE
- VERS UNE ANALYSE COGNITIVE (OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs

CLAREE : Alain DESREUMAUX (PR), Marie-Claude MASSE (ATER), Régis DUMOULIN (CE), Alfred GBAKA (ATER), Khaled BEN HADJ ALI (CE)

Objet, méthode, résultats

D'inspiration contingente, c'est-à-dire considérant que la variété des systèmes de contrôle d'entreprise (ou, plus largement, d'organisation), s'explique par les spécificités des activités des organisations et de leurs contextes de fonctionnement, le programme de recherche sur les déterminants de ce systèmes vise à combiner la prise en compte des facteurs traditionnellement évoqués par les conceptions d'inspiration matérialiste (insistant par exemple sur les facteurs de type technologique) et celle d'éléments de nature plus intangible que sont les visions et représentations des acteurs organisationnels, les logiques qui sous-tendent la perception même des situations à contrôler et l'évocation des dispositifs adaptés pour ce faire.

En d'autres termes, le programme doit se comprendre comme une exploration des vertus explicatives de plusieurs paradigmes fondamentaux et de leur complémentarité potentielle s'agissant de comprendre l'émergence des systèmes de contrôle, leurs caractéristiques, leur évolution. Dans l'immédiat, les paradigmes plus particulièrement mobilisés sont la vision structuro-fonctionnaliste (dans sa version traditionnelle mais aussi en mobilisant l'éclairage que donne la théorie de l'agence) et la vision "interprétatifiste", de nature plus subjective, insistant sur les processus psychosociologiques selon lesquels les acteurs, et notamment les décideurs, interprètent et donnent sens à leur univers.

Au plan de la démarche, ce programme a privilégié l'étude de cas comme mode d'investigation, de préférence aux enquêtes à distance qui se prêtent mal à l'étude d'éléments de nature subjective. S'agissant des terrains, la préférence a été donnée aux situations encore peu explorées, marquées par une forte complexité et dans lesquelles les systèmes de contrôle ne sont pas encore véritablement stabilisés (le cas de l'hôpital public notamment), ou correspondant à des réalités nouvelles ou présentées comme telles du fonctionnement des entreprises (cas des structures de type réseau et des relations partenariales).

Ce programme a produit deux premiers résultats.

Tout d'abord une analyse approfondie du contrôle de gestion au sein d'une bureaucratie professionnelle particulière, l'hôpital public. Cette recherche présente les caractéristiques de ce type d'organisation, plus précisément les difficultés de mesure de l'activité et les spécificités structurelles, et livre une analyse clinique approfondie des modes de contrôle. Un regard historique montre le passage, dans l'organisation observée, d'un contrôle externe et financier à un contrôle interne et de gestion dans le cadre d'une démarche stratégique. Complétant cette étude clinique, une analyse positive a été développée qui débouche sur une modélisation empruntant à la théorie de l'agence et à celle des transactions informelles. Le modèle proposé se caractérise par son architecture à trois niveaux (le service opérationnel, le sommet administratif et la commission médico-administrative), la spécificité des relations entre les acteurs et les différentes logiques qui sous-tendent les comportements de ces derniers. Une série de simulations permet de montrer combien les performances d'un outil de contrôle comme le système budgétaire sont étroitement liées aux spécificités comportementales des acteurs et aux caractéristiques de l'activité médicale des services.

En second lieu, une série d'études de cas a permis d'explorer les modalités de contrôle à l'œuvre dans les formes d'organisation à base de réseaux. Si ces formes d'organisation sont abondamment décrites et interprétées au plan théorique, très peu de travaux se sont intéressés de façon formelle et détaillée à la façon dont se contrôle dans les faits une configuration de type réseau ou une configuration partenariale. Le travail réalisé constitue une première investigation de ce type. Conduit par entretiens semi-directifs dans quatre cas de systèmes de relations partenariales relevant de différents secteurs

d'activité, ce travail fournit une description des configurations de contrôle mis en œuvre par les firmes pivots des réseaux et visant à maîtriser les risques d'opportunisme inhérents à ces formes d'organisation. Au-delà de la description proprement dite des configurations de contrôle, cette recherche a permis d'associer une forme dominante de contrôle à chaque type de réseau : un contrôle très formalisé dans le cas des réseaux "stratégiques", lié au processus même de sélection des partenaires, et un contrôle non codifié, s'approchant de la forme clan, dans le cas des réseaux "stables". Par ailleurs, le cycle de vie du réseau et sa phase de développement apparaissent également comme des facteurs explicatifs importants des modes de contrôle utilisés.

Publications

MASSE Marie-Claude (1994), *Le contrôle de gestion dans une bureaucratie professionnelle : contribution à la modélisation du cas de l'hôpital public*, Thèse de sciences de gestion, Lille, Université des sciences et technologies

DUMOULIN Régis, GBAKA Alfred (1995), *Contrôle d'entreprise et réseaux stratégiques : une étude exploratoire*, Quatrième Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique, Paris, 2, 3 et 4 mai 1995

* * *

1.2.3. H. RECHERCHE SUR LE MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES PROJETS (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLAREE : Jean-Pierre DEBOURSE (PR), Roger P. DECLERCK (PR ESC), C. DUPONT (PR ESC), Daniel LEROY (PRAG), Patrick AUDEBERT (MC), Jean-Marie HAZEBROUCQ (MC), Mallick TOURÉ (AL)

Chercheurs d'autres équipes : Didier URLI (Université du Québec à Rimouski)

Objet, méthode, résultats

Nous assistons à un développement important des recherches récentes sur le management des projets. Pour notre équipe, il s'agit d'un domaine de recherche exploré depuis 1979. L'axe majeur a été de déterminer les fondements et caractéristiques du management stratégique des projets et d'étudier les conditions de passage du management d'un projet au management stratégique des projets (management des projets, management des opérations, management diachronique, management synchronique).

Cette recherche est désormais accomplie et des conditions d'un management stratégiques de projets établies avec robustesse.

L'objet principal de recherche de la période a été consacré à l'étude du passage du management stratégique des projets au management de projet, c'est à dire de rechercher selon quelles modalités et à quelles conditions le management d'une organisation pouvait être organisé comme s'il s'agissait de la gestion d'un portefeuille de projets. Il s'agissait aussi d'étudier quelle philosophie générale de management pouvait être déduite des philosophies de management de projet.

Les résultats obtenus dans ce premier temps d'investigation l'ont été par la méthodologie de Recherche Action dans une Grande Entreprise Publique, mettant en œuvre toute une stratégie de management par projet.

Ils montrent que pour qu'une telle stratégie réussisse, une phase très importante d'apprentissage et de la réalisation de projets est nécessaire, qu'il faut une mutation de la philosophie générale de management et que l'extension générale au management par projet comporte de fortes limitations à

notre avis incontournables : nécessité de gérer les activités opérationnelles selon les modes opérationnels.

La recherche se poursuit par une investigation selon la même méthodologie de Recherche Action dans une grande entreprise privée. Cette recherche a aussi apporté d'intéressantes évolutions sur la méthodologie de la Recherche Action.

L'équipe travaille également sur les facteurs de performance dans les projets.

L'équipe de recherche a créé en 1993 avec l'Université du Québec (Montréal et Rimouski), la première Revue Francophone de Recherche en Management de Projets : RIGMP (Revue Internationale en Gestion et Management de Projets).

Le Professeur J.P. DEBOURSE en est Directeur.

Le Professeur R.P. DECLERCK en est Co-Directeur.

D. LEROY est l'un des Responsables de la Revue.

Cette revue publie 3 numéros par an.

Financement

Direction Générale de La Poste

Publications

DUPONT Christophe (1994), *La Négociation : théorie et pratique*, Paris, DUNOD.

DEBABY Mohsen (1993), *La négociation des joint-ventures*, Thèse de Sciences de Gestion, Lille, Université des Sciences et Technologies, I.A.E.

LEROY Daniel (1994), *Fondements et impact du Management par projets*, Thèse de Sciences de Gestion, Lille, Université des Sciences et Technologies, I.A.E.

HAZEBROUCQ Jean-Marie (1993), "Les facteurs clefs de succès dans le management des projets", *Revue Internationale en Gestion et Management de Projets - RIGMP*, n° 1, p. 27-40.

DUPONT Christophe, AUDEBERT Patrick (1994), "Gestion de Projets et prévisions financières : un outil le tableau de variation d'encaisse (T.V.E.)", *Revue Internationale en Gestion et Management de Projets - RIGMP*, p. 5-21

DEBOURSE Jean-Pierre (1994) *Management des Projets et Développement Régional*, IVème Symposium International en Management de Projets, I.A.E. Lille, Avril, 12 p.

DEBOURSE Jean-Pierre (1994), *Rôle du Conseil Régional : de l'Agence Régionale de Développement et du FRG en matière de développement économique*

Colloque IAE - Sciences de gestion et problèmes de l'emploi - Septembre, 41 p.

*
* * *

1.2.3. I. DYNAMIQUES D'INNOVATION ET DIFFÉRENCIATION DES PRODUITS ET DES MARCHÉS (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLAREE : Francis SALERNO (PR), Christophe BENAVENT (MC), Richard LADWEIN (MC), Alain DESREUMAUX (PR).

Objet, méthode, résultats

Ce projet est rattaché au projet général du CLAREE sur l'évolution des organisations. Quatre objectifs particuliers ont été établis : établir les fondements méthodologiques et théoriques de la notion de généalogie de produits ; analyser l'évolution des gammes et proposer un modèle évolutionniste de la dynamique de l'innovation produit.

A ce jour l'état d'avancement du projet concerne trois aspects : un cadre théorique précisé, la construction d'un système de simulation, le test et la mise au point de méthodes d'analyse des généalogies de gamme. La mise en œuvre d'une étude généralisée est liée à la constitution de l'échantillon du CLAREE.

Un cadre théorique précisé

Un certain nombre de précisions ont été apportées au cadre théorique initial. Elles portent sur deux points :

- Une réflexion plus approfondie sur les stratégies d'adaptation (stratégie r versus K ; accommodation/assimilation ; proaction/réaction ; choix ou soumission à l'environnement). Certains de ces éléments ont été présentés au Séminaire du CLAREE, d'autres sont explorés dans BENAVENT (1994).

- La dynamique des processus d'apprentissage et le rôle des cognitions chez le producteur et le consommateur. Du côté du producteur, c'est la notion d'apprentissage organisationnel et de système d'information marketing qui est au cœur de l'investigation. Du côté du consommateur, une voie intéressante a été explorée par l'analyse de l'extension de marque ou de produit sur la base de la notion de typicalité et de catégorisation (LADWEIN, 1994), elle est complétée par une thèse en cours sur les alliances de marque s'appuyant sur les propositions de RUECKERT, RAO et BENAVENT (1994).

De larges développements de ce cadre théorique seront présentés dans un livre à paraître chez Vuibert-gestion : "Produit, marque, gamme : fondements et décisions" (SALERNO, BENAVENT et LADWEIN).

La construction d'un système de simulation.

Le moteur de l'évolution des gammes réside dans un double processus d'apprentissage (consommateur et producteur) que sanctionne la compétition. Au cœur de cette dernière les notions de différenciation de produit et de segmentation jouent un rôle essentiel pour comprendre la compétition.

L'objet du système de simulation consiste à générer des populations de consommateurs et de marques, à spécifier les modes d'interactions (modèles de choix et de réponses, modèles d'apprentissage), les conditions d'apparition et de survie des marques, et à observer l'évolution du système. Une première maquette a été conçue et testée : elle porte sur un nombre restreint de marques et d'attributs (BENAVENT, 1994). Néanmoins, quelques résultats intéressants ont été obtenus : il semblerait que ce soit la diversité de l'offre qui engendre la segmentation du marché pour autant que l'on suppose que les consommateurs sont liés en réseau, et subissent l'influence de leurs proches. Il s'agit aujourd'hui d'en généraliser les caractéristiques pour engager une campagne de tests.

La mise au point de méthodes d'analyse des généralogies de gamme

L'étude formelle par simulation a pour but de comprendre les effets des interactions qui peuvent être complexes dès lors que l'on analyse leurs évolutions (DESREUMAUX, BENAVENT, BECOUR, 1994). Mais elle comporte de sérieuses limites auxquelles l'étude empirique doit remédier.

Celle-ci s'appuie sur une méthodologie d'analyse qualitative des généralogies de gammes, laquelle est développée sur la base d'études de cas. Quelques exemples peuvent être cités : gamme Cyanamid, évolution de gammes de produits dans les biens de grande consommation (division eaux minérales de Nestlé, lessives UNILEVER), gammes et technologie dans l'industrie des arômes et saveurs ...

Financement

Publications

BENAVENT Christophe (1994), "Evolution des gammes de produits : quelques problèmes", Cahiers de Recherche de l'IAE de Lille, 94/7

SALERNO F., BENAVENT C. LADWEIN R. (1995), "Produits, marques, gammes : fondement et décisions", Vuibert (à paraître).

LADWEIN Richard (1994), "Le jugement de typicalité dans l'évaluation de l'extension de marque", *Recherche et Applications en Marketing*, Vol. 9, n°2.

RUECKERT, RAO, BENAVENT (traduction/adaptation) (1994), "Alliances de marques", *Décisions Marketing*, janvier-avril.

DESREUMAUX A., BENAVENT C., BECOUR J.C. (1994), *Programme de recherche sur les facteurs et processus d'évolution des entreprises en longue période - éléments de méthodologie*, Rapport CLAREE pour l'IFRESI, septembre.

BENAVENT C. (1994), *Evolution des gammes : quelques problèmes*, communication au Séminaire Jeunes Chercheurs, Méribel-Chambery, février.

*
* * *

2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES

2.1. POPULATIONS, DYNAMIQUE URBAINE DES ACTIVITÉS, CADRE DE VIE

LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 2.1.

2.1.1. POPULATIONS ET TERRITOIRES

- 2.1.1. A. Mutations de l'espace géographique et changement démo-géographique
- 2.1.1. B. Mobilité spatiale et migrations des populations
- 2.1.1. C. Géographie de la formation et de l'insertion des jeunes

2.1.2. ACTIVITÉS, ORGANISATION DES TERRITOIRES, RÉSEAUX DES VILLES

Organisation territoriale des activités, réseaux urbains

- 2.1.2. A. Colloque "Villes, Entreprises et Société à la veille du 21ème siècle" et publications issues de ce colloque
- 2.1.2. B. Organisation spatiale des services, développement des territoires, métropoles régionales
- 2.1.2. C. Développement socio-économique local et lutte contre la pauvreté
- 2.1.2. D. Développements en Économie Spatiale, Régionale et Urbaine
- 2.1.2. E. Formes d'organisation des espaces productifs et représentation cartographique
- 2.1.2. F. Stratégies des multinationales et territoires
- 2.1.2. G. Transformations des réseaux urbains et dynamique des relations villes-campagnes

Institutions locales et évolution des activités

- 2.1.2. H. Développement local, décisions d'implantation des entreprises et stratégies d'aménagement des collectivités locales. L'exemple du Nord de la France
- 2.1.2. I. Frontières, discontinuités spatiales et coopérations, développement local
- 2.1.2. J. Acteurs et activités d'intermédiation : les acteurs publics et privés du conseil et des services et le développement technologique des entreprises
- 2.1.2. K. Les reconstructions urbaines des années 1940 aux débuts des années 60 et leur poids dans la formation du tissu urbain régional
- 2.1.2. L. Ville, emplois, développement urbain et régional depuis 1945

2.1.3. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

- 2.1.3. A. Environnement, développement durable, analyse du développement régional
- 2.1.3. B. Patrimoine, modèles de tourisme, et développement local
- 2.1.3. C. Analyse des impacts socio-économiques de différentes politiques agricoles dans certaines régions européennes : compétitivité et protection de l'environnement
- 2.1.3. D. Les énergies de la biomasse : impacts économiques et approche multicritères de choix de filières
- 2.1.3. E. Analyse du comportement de l'entreprise face à la donne écologique
- 2.1.3. F. Les distorsions du risque. Méthodologie pour un guide des risques urbains

PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 2.1. : POPULATIONS, DYNAMIQUE URBAINE DES ACTIVITÉS, CADRE DE VIE

Dans le domaine "Villes et Territoires", une partie importante des recherches menées par les équipes participant au programme de l'Ifrési porte sur la dynamique spatiale et urbaine des populations et des activités. Elle s'attache à l'identité des "milieux géographiques" comme aux profondes réorganisations socio-économiques impulsées par les rapports que les entreprises entretiennent avec les territoires, les villes et leurs réseaux; elle prend en compte les interventions des institutions sur le développement local. En outre, au cours des deux dernières années, les analyses des rapports entreprises - territoires, de l'action des institutions, ont commencé à intégrer des développements nouveaux portant sur la gestion de l'environnement et du cadre de vie. Trois axes complémentaires organisent ainsi la présente partie des activités des équipes participant à l'Ifrési :

- Populations et territoires
- Activités, organisation des territoires, réseaux des villes
- Gestion de l'environnement et du cadre de vie.

2.1.1. Populations et territoires

On a souvent tendance à considérer que dans une Europe plus ouverte, où les médias modernes véhiculent massivement les mêmes messages culturels et les mêmes spectacles, où l'économie s'est globalisée, où les niveaux et les modes de vie et de consommation se sont uniformisés, les comportements des populations se sont standardisés. Mais, d'une part, les évolutions économiques et les évolutions sociales ou démographiques ne se font pas au même rythme, d'autre part, les territoires ne sont pas des abstractions, ce sont des lieux de vie, de reproduction et d'action. Leur recomposition ne répond que partiellement au mécanisme d'internationalisation de l'économie et des comportements.

Il est difficile par exemple d'apprécier l'impact de l'internationalisation de l'économie sur les flux de population à l'intérieur de l'Europe, puisque d'un côté elle efface les distances, banalise les espaces migratoires (d'accueil ou d'arrivée), tandis que de l'autre elle délocalise les entreprises ou modifie les règles de la libre-circulation des hommes.

L'homogénéisation des comportements démographiques est loin d'être la règle ; l'inertie des traditions socioculturelles, par laquelle s'exprime l'identité des "milieux géographiques", relayée par celle des structures, des équipements et des mentalités régionales ou locales, en est la cause première. Les écarts se sont certes amenuisés, mais ils demeurent, en changeant parfois de nature selon les critères retenus, les échelles d'observations ou les classes d'âge observées. Le poids des héritage sociaux et culturels (mesurés à travers les modes de reproduction et les différentiels de mortalité, les attitudes scolaires), les potentialités inscrites dans les structures de population (notamment la jeunesse ou le vieillissement), contrebalancent le volontarisme de l'aménagement et limitent les évolutions spontanées. Les spécificités des milieux urbains façonnés par l'histoire économique et sociale de la révolution industrielle de l'Europe du Nord-Ouest continentale (par exemple les phénomènes d'ethnicité, de crise urbaine, de marginalisation, de solidarité sociale, très différents dans les agglomérations littorales, le bassin minier, la métropole de Lille, l'agglomération de Bruxelles) ont créé des formes d'urbanité qui contredisent ou donnent des tonalités particulières aux phénomènes de restructuration.

La métropolisation en particulier est induite par un changement plus global, social, administratif, culturel, urbain, etc. tout autant qu'économique. C'est un processus qui se caractérise par la complexification des relations entre une grande ville et son aire de rayonnement. L'intensité et l'organisation des flux entre territoires (appréciés à travers le fonctionnement des systèmes de migrations intrarégionaux et la mesure des attractivités interurbaines), des polarisations des déplacements quotidiens, sont donc autant de révélateurs de la dynamique territoriale. A une autre

échelle, la métropolisation modifie la géographie sociale intraurbaine. Mais elle procède de manière contradictoire et on décèle encore mal, dans le contexte de "crise urbaine", si elle est un facteur d'homogénéisation, avec des effets sur la totalité du territoire, ou, au contraire si elle accentue les différences, avec des effets ségrégatifs.

Les jeunes forment une catégorie particulièrement sensible à la fois à la diffusion de l'innovation (et notamment à la pénétration des nouveaux modèles de société) et à la cristallisation des résistances au changement (réflexes identitaires, héritages culturels, etc...). C'est à travers ce groupe d'âge, entre adolescence et monde des adultes, qu'on saisit le mieux la profondeur du changement et les potentialités, à condition de suivre à une échelle géographique fine l'évolution de la scolarisation (et notamment des rapports entre l'appareil de formation et l'accès à l'enseignement supérieur) et des spécificités de l'insertion professionnelle.

C'est une même équipe de démogéographie, rassemblée autour de P.J. Thumerelle et qui, régulièrement étoffée au cours des dernières années, s'est penchée sur ces différentes questions, étroitement interrelées au sein de l'axe "Populations et territoires". Pour la commodité de gestion de la recherche (et notamment la nécessité de se conformer à des obligations contractuelles) on les a cependant présenté ci-après en trois opérations distinctes - 2.1.1. A. - 2.1.1 B. - 2.1.1. C.

2.1.2. Activités, organisation des territoires, réseaux des villes

L'analyse contemporaine de la géographie de l'économie contemporaine est en fort contraste avec les intérêts scientifiques des économistes régionaux des années soixante et soixante-dix. Si ces derniers se sont principalement attachés à l'étude du développement et de la structure économique des régions, ainsi qu'aux fondements néoclassiques de la localisation des firmes, depuis les années quatre-vingt l'analyse spatiale en économie a glissé vers des approches territoriales des régions et des villes, vers la politique de développement local (au lieu de national ou même régional) et vers l'organisation (et non plus la localisation "pure") des firmes et de leurs réseaux. De plus, la ville comme objet de recherche a trouvé un renouveau.

Les travaux des chercheurs de l'Ifrési travaillant l'axe "Activités Productives, Organisation des Territoires, Réseaux Urbains" se rapportent en majorité à ces développements scientifiques récents.

On peut distinguer trois grands mouvements dans ces travaux. Il y a d'abord la synthèse de la recherche socio-économique urbaine faite à l'occasion du colloque "Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXI^e Siècle", colloque organisé par l'Ifrési et le Pir-Villes (Cnrs). Cette synthèse fait l'objet d'une série de publications éditées par l'Ifrési en collaboration avec ses partenaires étrangers. En deuxième lieu, il y a toutes les opérations qui concernent l'organisation des entreprises au sein de leurs territoires. Enfin des opérations sont réalisées à propos du développement socio-économique local. Hormis ces trois mouvements, on a répertorié quelques études plus isolées.

L'état de la recherche socio-économique urbaine

Le colloque "Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXI^e Siècle" tenu à Lille les 16-18 Mars 1994 (F. Moulaert et alii, 2.1.2. A.) a donné la possibilité d'établir un bilan de la littérature sur les rapports entre les stratégies et les structures des entreprises et la société urbaine. Ce bilan comporte pour thèmes les rapports entre la globalisation de l'économie et les hiérarchies urbaines, les nouveaux mécanismes d'exclusion et les marchés du travail urbains, les modèles d'organisation urbaine des entreprises, le développement économique local et la démocratie urbaine. La confrontation de ces différents aspects débouche sur un effort de nouvelle synthèse de l'analyse socio-économique urbaine. Cette synthèse devrait permettre de lier les différents axes de la politique urbaine et, de ce fait, contribuer à une politique urbaine mieux intégrée. Sont ainsi liés : formation des sans-emploi, politique de logement et intégration dans le système d'emploi; initiatives économiques du secteur privé et réponses sociales à la nouvelle pauvreté; démocratie directe et développement économique local. Un ouvrage général rassemblera les publications les plus systématiques. Il sera publié sous le titre "Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXI^e Siècle: l'Etat des Savoirs" (Moulaert et Scott, 1996).

L'organisation des entreprises au sein de leurs territoires

L'analyse de la localisation des firmes prend de plus en plus de distance vis à vis des cadres traditionnels qui combinent les facteurs de localisation "classiques" dans un calcul global. Les considérations basées sur les coûts de production (facteurs de production, main d'œuvre, transport, accès aux marchés finals), se sont graduellement intégrées à des cadres basés sur les économies d'agglomération, les milieux régionaux innovateurs et les territoires. Ainsi, les entreprises sont présentées comme étant ancrées dans des sociétés locales et régionales qui déterminent la lecture concrète des variables traditionnelles. Coûts et prix reçoivent un contenu institutionnel, et représentent un rapport social ou même politique.

Naturellement, il y a une gradation dans la structuration territoriale des variables de localisation et d'organisation spatiale. Cette gradation se reflète également dans les recherches effectuées sous cet axe, qui témoignent de perspectives spatiales différentes.

Jayet et alii (2.1.2. D.), dans un ensemble de nouveaux développements en économie spatiale, régionale, et urbaine, orientent leur travaux dans deux directions principales, correspondant respectivement à l'attraction d'entreprises extérieures et à la génération endogène d'entreprises à partir des ressources locales. Dans le premier cas, l'analyse des procédures de localisation fait apparaître l'importance des problèmes d'information et du caractère plus ou moins discriminant des facteurs de localisation. Ces deux problèmes tendent à structurer les processus de localisation par la succession d'une phase de recherche d'information et d'une phase de négociations, dont l'importance varie en fonction du degré d'information préalable de l'entreprise et de sa sensibilité à l'espace. Face à la demande des entreprises, l'offre de sites par les acteurs locaux s'organise. L'analyse de cette offre souligne l'importance des liens entre coopération territoriale et positionnement concurrentiel. La coopération territoriale joue ici un rôle de bien public, avec tous les problèmes de passager clandestin que cela pose. Le positionnement concurrentiel détermine la capacité de négociation avec les entreprises candidates à l'implantation et, à travers elle, le bénéfice que les agents locaux tirent d'une politique d'attraction. Les travaux engagés sur le renouvellement des tissus économiques locaux partent du constat d'un fort parallélisme entre répartitions spatiales des créations et des suppressions. Ce qui conduit à s'intéresser aux barrières à la mobilité et au rôle qu'y jouent les structures économiques locales. Le deuxième développement envisagé dans cette direction est en lien avec l'analyse des espaces ruraux. Il vise à mieux comprendre le choix entre emploi salarié et création d'entreprises.

L'opération sur "l'organisation spatiale des services" (Moulaert et alii, 2.1.2. B.) met fortement l'accent sur les rapports entre la logique économique de l'organisation spatiale des firmes de conseil d'un côté, et les caractéristiques des économies urbaines où ces firmes s'établissent ou qu'elles desservent de l'autre. Ainsi, les rapports entre l'organisation fonctionnelles des firmes et les réseaux de villes ("les agglomérations en réseau") sont mis en perspective. Une politique de développement économique urbain et régional devrait donc prendre en compte ces rapports. Plus concrètement, une ville ou une région doit bien comprendre sa position dans la hiérarchie interurbaine et, par ce biais, les possibilités de changer ou d'exploiter cette position, avant de se rendre sur la scène politique concrète (voir également l'opération 2.1.2. C.).

Une opération se centre particulièrement l'accent sur le lien entre territoire et organisation spatiale des entreprises (Krifa, Héran, Dewulf, 2.1.2. F.). Cette recherche a pour objet de montrer à quel point les stratégies globales des multinationales, qui tendent à supplanter les stratégies multidomestiques, modifient substantiellement les modalités d'implantation de ces firmes et leurs impacts sur une région. Le choix d'une implantation est de moins en moins motivé par les facteurs traditionnels (coûts des matières premières, de la main-d'œuvre ou des transports) et de plus en plus par l'existence d'un tissu industriel régional étoffé dans le domaine de la firme (en particulier, accès à des compétences hautement qualifiées et à des services appropriés, contexte concurrentiel). La recherche montre aussi que les firmes globales recherchent dans l'insertion locale de leurs filiales les dividendes d'une construction de ressources, tout en laissant à leurs filiales un minimum de liberté dans le choix de leurs partenaires locaux. Un objectif complémentaire est d'examiner ces problèmes à propos de

l'économie canadienne et des risques des délocalisations de groupes multinationaux dans le cadre de l'ALENA.

Un éclairage de longue durée doit être apporté par la recherche de P. Guignet et alii (2.1.2. G., "Transformations de réseaux urbains et dynamique des relations villes-campagnes de l'âge des "bonnes villes" aux villes industrielles"). L'équipe s'attache aux transformations des armatures urbaines de la fin du Moyen Age à nos jours : jeu réciproque et évolution dans le temps des différents paramètres ayant influencé la mise en place, la logique, les plages de continuité et les ruptures des réseaux urbains. Elle considère aussi la dynamique des réseaux urbains en interaction permanente avec les territoires de la ruralité où les villes s'approvisionnent, sur lesquels elles empiètent et auxquels elles demeurent liées.

Le développement socio-économique local

Quatre opérations ressortissent de cette direction. Dans une plus ou moins grande mesure, chacune attire l'attention sur l'importance des rapports entre les niveaux de la société et entre les champs d'action du développement.

Une première recherche (Fiévet, Mahieu 2.1.2. J.) porte sur le rôle des acteurs de l'intermédiation dans le développement technologique des entreprises. Elle examine les processus et dynamiques de création de ressources économiques, scientifiques et institutionnelles indispensables à l'introduction et à la bonne mise en application des nouvelles technologies; elle analyse l'évolution des politiques technologiques régionales. Les observations effectuées portent sur les formes d'intermédiation entre le politique, l'économique et le scientifique, avec une attention particulière donnée aux formes organisationnelles publiques intervenant dans la relation Science -Économie.

Une deuxième démarche qui met également l'accent sur les rapports entre les différents niveaux de la dynamique économique locale s'intitule "Développement socio-économique local et lutte contre la Pauvreté" (2.1.2. C., Moulaert et alii). Les chercheurs essaient de déterminer les priorités relationnelles entre les différents niveaux de la socio-économie locale et les domaines d'action du développement socio-économique. Sur la base d'expériences dans une trentaine de localités de la Communauté Européenne, un modèle d'action de développement intégré est proposé. Il est fondé sur la combinaison de stratégies de formation, de rénovation de logements, d'insertion dans le marché du travail et dans les structures de consultation politique locale.

Une troisième opération (Paris et alii, 2.1.2. H.), en cours de développement, examine le développement local, les décisions d'implantation des entreprises et les stratégies d'aménagement des collectivités locales dans l'exemple du Nord de la France. Bien que partageant la multi-dimensionalité des deux opérations précédentes, celle-ci est concentrée sur des questions d'aménagement au sens strict. L'aménagement est perçu par le biais des entreprises cherchant à se localiser. Sur la base de leurs observations, des leçons pour une approche améliorée de l'aménagement des zones d'activité pourront être formulées.

Une troisième opération explore une dimension particulière du développement local. Il s'agit des effets ambivalents des frontières et des autres discontinuités spatiales qui constituent à la fois des sélimitations d'entités spatiale et des lieux privilégiés de contact et de concentration des flux. Elle considère l'émergence de coopérations transfrontalières en liaison avec les politiques de l'Europe Communautaire (Glon, Gonin, Grégoris, Renard, 2.1.2. I.).

Deux opérations ne se situent pas directement dans une des catégories précédentes.

Les travaux dirigées par F. Cunat (2.1.2 E.) développent d'une part des représentations cartographiques, d'autre part des analyses ayant trait à des processus d'organisation économique et sociale. Dans la mise en rapport de ces approches, le territoire apparaît être produit aussi bien par des rapports sociaux que par des démarches institutionnelles ou des représentations. On débouche ainsi sur les questions d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

Les travaux de B. Ménager (2.1.2. K.) portent sur les reconstructions urbaines des années 1940 aux débuts des années 60 et sur leur poids dans la formation du tissu urbain du Nord - Pas de Calais. L'innovation dans les reconstructions urbaines a été variable, et précédée par le renouvellement économique. La reconstruction est lente dans les villes portuaires de Boulogne, Dunkerque et Calais et provoque une désertification du Centre Ville au profit de la périphérie. Dans les villes moyennes la situation est plus équilibrée.

Dans des recherches sur les restructurations du Nord - Pas de Calais des années 1930 aux années 1970 (2.1.2. L.), E. Chadeau a analysé d'une part des mutations des bassins d'emploi, d'autre part l'évolution des transports urbains et interurbains, et leur rôle dans la configuration des paysages et des activités urbaines au 20ème siècle (naissance du VAL, croissance et développement des réseaux de tramways, etc...). Il met l'accent maintenant sur la ville, l'emploi, le développement urbain et la gestion des collectivités territoriales depuis 1945.

2.1.3. Gestion de l'environnement et du cadre de vie

Au regard de l'analyse de la dynamique urbaine des activités (2.1.2.) et des comportements des populations (2.1.1.), l'appréhension socio-économique de l'environnement et du cadre de vie peut apporter un éclairage intéressant qui justifie de l'intégrer dans le présent chapitre. Environnement naturel et cadre de vie ne sont pas, en effet, des espaces neutres, auxquels serait indifférente la sphère socio-économique. Au contraire : de plus en plus, des interactions se nouent entre activités économiques et environnement - qu'il s'agisse de l'environnement *naturel* stricto sensu ou de l'environnement *anthropisé* apparenté alors au cadre de vie général. L'environnement et le cadre de vie sont les toutes premières formes apparentes des villes et des territoires et l'empreinte des activités économiques s'exerce sur ces formes très directement. Pollutions, paysages dégradés, friches industrielles s'analysent ainsi par l'économiste comme des *externalités* générées par l'action de l'homme. Mais, il existe à l'évidence, un "effet en retour" de l'environnement sur les activités économiques. En premier lieu, les ressources naturelles utilisées par les entreprises risquent de subir des pertes en quantité ou en qualité. Plus largement, les activités doivent faire face à des contraintes écologiques renforcées, via notamment la réglementation. Sur le plan spatial, des territoires entiers, affectés par un déficit d'image environnementale, sont susceptibles de devenir répulsifs au regard des logiques de localisation. Enfin, l'environnement conduit à la constitution de nouveaux "marchés", suite à la volonté d'effacer les traces des pollutions passées. Plus généralement s'impose ainsi une *gestion* de l'environnement et du cadre de vie. Avec leurs angles de lectures particuliers et les approches méthodologiques qui leur sont propres, les différentes opérations décrites ci-après cherchent à rendre compte de ces différentes interrelations entre "environnement" et "économie".

L'opération 2.1.3. A. "*Environnement - développement durable - analyse du développement régional*" (Zuindeau, Torrès, et alii) a pour objet l'examen de la possible articulation harmonieuse entre croissance économique et préservation de l'environnement. Elle retient, pour ce faire, la problématique récente du *développement durable*. La dimension territoriale est ici très présente dans la mesure où il envisage de juger de la pertinence de cette problématique, non pas à un niveau global comme c'est généralement le cas suivant cette approche, mais à l'échelon local ou régional.

Les liens environnement / économie sont aussi très directement au centre de l'opération 2.1.3. E. "*Analyse du comportement de l'entreprise face à la donnée écologique*" (Butel). Il s'agit ici plus particulièrement d'identifier la diversité des comportements d'entreprises face aux contraintes environnementales, en privilégiant une approche comparative sectorielle.

L'opération 2.1.3. B. "*Patrimoine, modèles de tourisme et développement local*" (Cuvelier, Gadrey, Sobry, Torrès) cerne, pour sa part, les liens entre économie et environnement au travers d'une approche de type "*patrimonial*". Un premier axe concerne le tourisme et son passage d'une logique "fordiste" à des formes diversifiées, "post-fordistes". Un second axe a trait à l'analyse de la construction de la "qualité du cadre de vie" ainsi qu'aux conventions sociales que celle-ci requiert. Enfin, un troisième axe s'intéresse à l'économie des activités sportives et de loisirs.

Nous retrouvons la préoccupation pour le cadre de vie urbain dans l'opération 2.1.3. F. "Les distorsions du risque, méthodologie pour un guide des risques urbains" (Callens), mais l'accent est ici plus spécialement placé sur la problématique de gestion des risques. L'opération envisage de déceler les divers phénomènes de distorsion dans la perception des risques, d'évaluer les "équipements" d'information sur le risque, et de proposer des procédures d'amélioration dans ce domaine.

Les deux dernières opérations ont pour objet le domaine agricole. L'opération 2.1.3. C. "Analyse des impacts socio-économiques de différentes politiques agricoles dans certaines régions françaises" (Boussemart, Lefer, et alii) implique l'élaboration et l'application de modèles "bio-économiques", couplant un simulateur de croissance de plantes et des maquettes d'optimisation économique. Cet outil, tout à fait novateur, permet l'analyse dans le temps des impacts des mesures de politique agricole sur la compétitivité des exploitations et sur les stratégies d'acteurs. L'opération 2.1.3. D. "Les énergies de la biomasse : impacts économiques et approche multicritères de choix de filières" (El Asraoui et alii) s'intéresse aux effets de la mise en production de terres gelées, consécutivement à la réforme de la P.A.C., à des fins d'usages industriels et plus particulièrement énergétiques : les biocarburants. L'analyse concerne tout autant les effets micro-économiques (amélioration du revenu des exploitations agricoles) que macro-économiques (retombées sur l'économie nationale). Ces deux opérations sont rattachées à la section 2.1.3. dans la mesure où elles contiennent, chacune, un important volet concernant les incidences environnementales.

2.1.1. POPULATIONS ET TERRITOIRES

La rubrique 2.1.1. comporte, ainsi que cela a été indiqué dans la présentation d'ensemble de la partie 2.1., trois opérations réalisées par une même équipe de démogéographie rassemblée autour de P.J. THUMERELLE.

2.1.1. A. MUTATIONS DE L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE ET CHANGEMENT DÉMO-GÉOGRAPHIQUE

Thème de recherche permanent associant des travaux achevés, des travaux en cours et des nouveaux travaux

Chercheurs

LGH : J.-M.. BEUSCART (AL), F. BENMEZROUA (D), D. CRETON (MC), V. DUFOSSÉ (D), F. DUMONT (MC), J.-F. GHEKIERE (BDI), V. HOUILLON (PRAG), P. MAROTTE (D), J.P. MOMONT (PRAG), V. PIEDANNA (MC), F.-O. SEYS (MC), P.-J. THUMERELLE (PR),

Objet, méthodes, résultats

L'étude des changements dans la dimension spatiale des populations des pays industrialisés (répartition ; comportements ; structures démographiques, sociales et culturelles ; mobilités), en liaison avec les mutations des sociétés et de leur espace, est au cœur des préoccupations de l'équipe. Les recherches ont continué à porter sur les thèmes développés au cours des années antérieures, en donnant un poids accru à l'analyse de la dynamique des différenciations intra-urbaines et du changement induit par les mutations économiques et socio-culturelles. On a assisté au cours de cette dernière année tant à un approfondissement des thèmes développés qu'à l'élargissement du champ géographique de l'observation, déjà vaste et largement international.

1) La diffusion des nouveaux comportements

L'uniformisation des formes et des niveaux de vie, la diffusion des mêmes produits culturels médiatiques, la faiblesse générale de la vitalité démographique dans les pays industrialisés, et particulièrement ceux de l'Union européenne, sembleraient faire converger les comportements démographiques (et à plus long terme, compte tenu des inerties, les structures) vers une sorte de modèle standard. En réalité on assiste au cœur même de sociétés les plus avancées à une dialectique complexe entre des phénomènes de banalisation de certains comportements, au niveau national et le plus souvent international, et des phénomènes d'inertie, voire de résistance au changement, surprenants et mal expliqués. Le recours à des modèles simples (de type transition démographique) a souvent dissimulé la complexité d'une évolution bivalente dans ses manifestations, ses temporalités et sa répartition spatiale. Par des analyses empiriques fines, des comparaisons entre milieux différenciés, mais aussi l'utilisation d'une modélisation plus élaborée, les travaux de l'équipe ont essayé de mieux décrire cette oscillation entre stabilité et changements des comportements démographiques dans l'espace et le temps en Europe et d'en mesurer les conséquences.

Les travaux ont porté dans trois directions :

a) *L'étude des variations géographiques et de l'évolution de la fécondité et des structures familiales, en liaison avec les nouvelles formes de conjugalité, les types d'urbanisation, le changement dans l'activité féminine en Europe du Nord-Ouest (études comparatives portant sur la France du Nord, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Allemagne rhénane).*

La principale contribution sur ce thème a été la thèse de F.-O. Seys, venant à la suite de celle de D. Creton sur "La fécondité en République d'Irlande. Singularité démo-culturelle et différenciation spatiale. Thèse soutenue à l' U.F.R. de Géographie, Université des Sciences et Technologies de Lille, le 18 janvier 1993, 1 t., 320 p. " (pour mémoire)

D'autres contributions importantes sont attendues sur " La géographie des familles monoparentales en France " qui font l'objet de la thèse de J.-P. Momont (PRAG) en cours d'achèvement, et sur " La dimension géographique des rapports entre activité féminine et fécondité " qui fait l'objet de la thèse de J.-M. Beuscart (AL).

Les recherches de Jean-Marie Beuscart effectuées depuis 1993 concernent des problématiques de géographie de la population, et notamment des questions liées à la diversité régionale des comportements. Le mémoire de D.E.A. a été soutenu en Septembre 1993 sous le titre "Géographie de la diffusion de nouveaux comportements : activité féminine et fécondité dans la région Nord-Pas-de-Calais" (Villeneuve d'Ascq, 1993, 140 pages). Le sujet de thèse reprend en partie cette problématique pour l'étendre aux champs de l'économie et de la sociologie. La thèse a pour intitulé "Géographie de la diffusion des nouveaux comportements démographiques dans la région Nord-Pas-de-Calais". Il s'agit de mesurer l'ampleur des mutations sociales qui touchent la région, mutations liées tout autant à l'émergence d'un nouveau paradigme technologique, qu'à la forte progression du niveau de formation, ou encore à la montée de l'activité féminine. Cette étude doit aussi mettre en évidence les contrastes spatiaux intra-régionaux et identifier les espaces de blocage ou de diffusion de l'innovation. Une partie de ce travail, qui s'appuie également sur des données traitées au cours du D.E.A., a donné lieu à une contribution dans le cadre des IVèmes Journées I.F.R.E.S.I.-C.N.R.S. : "Géographie de la diffusion des nouveaux comportements démographiques dans la région Nord-Pas-de-Calais, le cas de l'activité féminine et de la fécondité" (Lille, 30-31 Mars 1995).

La nomination de J.-P. Momont, D. Creton et F.-O. Seys à Lille devrait permettre de donner une dimension nouvelle à ce thème de recherche et de conforter sa dimension internationale.

b) *La mise en évidence des difficultés à réduire les inégalités géographiques de mortalité quelle que soit l'échelle d'observation*

Cette mise en évidence est associée à

- une recherche sur les causes médicales, sociales et culturelles de la variation spatiale de la mortalité (en collaboration avec l'Observatoire régional de la santé)
- une recherche sur les phénomènes d'épidémisation
- une recherche sur les équipements sanitaires et les différences socio-géographiques de comportements en matière de santé, etc.

Ces études animées par B. Kostrubiec, A. Vaguet et E. Vigneron — et qui démontraient que l'accessibilité aux soins se combinaient de manière complexe et différenciée selon les lieux avec les comportements de santé (d'origine plus culturelle que sociale) pour déterminer les variations de morbidité et de mortalité — ont été interrompues à Lille à la suite des mutations dans d'autres UFR de géographie des 3 enseignants concernés mais se poursuivent dans d'autres centres (Strasbourg, Rouen, Montpellier).

c) *L'étude fine des inégales progressions des nouvelles attitudes selon les lieux et les classes d'âge de part et d'autre de la frontière franco-belge*

Cette étude est très ralentie par les difficultés liées aux différences d'accès aux sources dans les deux pays et n'a pas encore débouché sur des publications.

2) La mutation des milieux géographiques et les modifications dynamiques et structurelles des populations

Ce titre recouvre deux types de recherche complémentaires, sur les limites qu'apporte la démographie (inertie des structures par âge et sexe et par c.s.p., niveau de reproduction, vieillissement potentiel, découpage de l'espace en champs migratoires, etc.) à la dynamique spatiale ou socio-spatiale, et sur les effets quantitatifs et qualitatifs de la réorganisation des territoires sur les populations, par le jeu des mobilités socioprofessionnelles et de la mobilité spatiale. La recherche s'est surtout focalisée sur trois catégories de population, particulièrement sensibles à ces mutations :

a) Les jeunes

Pour mémoire, cf. opération de recherche suivante.

b) Les personnes âgées et le vieillissement démographique

On a mis en évidence que de rural, le vieillissement devenait un phénomène urbain, mais avec une grande instabilité dans le temps à l'échelle des quartiers et des communes des grandes agglomérations contrastant avec son inertie et son irréversibilité, du moins apparente, dans le monde rural. On a donc étudié parallèlement le rôle des échelles géographiques dans le traitement social du vieillissement des populations urbaines. Le champ d'application en a été la métropole lilloise.

Ces travaux ont bénéficié de 2 contrats d'étude, l'un passé avec l'Agence d'urbanisme et de développement de la Métropole lilloise, achevé, l'autre avec la Datar (relayant le Pirville), en cours. Ils ont été essentiellement conduits par J.-F. Ghékière et F. Benmezroua qui préparent tous deux des thèses sur le sujet, la première devant être soutenue incessamment et l'autre en fin d'année.

La thèse de J.F. Ghékière porte sur les mécanismes spatiaux du vieillissement démographique au sein de l'agglomération lilloise. Jusqu'à 1982, le vieillissement démographique s'était concentré au cœur des agglomérations. Cependant, les résultats du recensement de 1990 mettent en évidence une rupture de cette dynamique au profit d'un déplacement de celui-ci vers la proche périphérie. Une description, à échelle très fine, de la mise en place des structures par âges basée sur une analyse multivariée permettra de savoir si ce processus est lié à de nouveaux comportements migratoires de la population âgée ou à une profonde redistribution des âges dans l'agglomération lors de son extension: l'absence de fluidité du parc de logements serait à l'origine d'un vieillissement sur place des différentes générations de péri urbains répartis aux marges successives de l'agglomération.

La thèse de F. Kermad-Benmezroua s'attache à la prise en compte des échelles spatiales du vieillissement dans les politiques urbaines ('exemple des personnes très âgées dans l'agglomération Lilloise). Aujourd'hui il subsiste encore une croissance démographique assez général des espaces urbains. A cela s'ajoute un phénomène nouveau, l'accroissement de la population très âgée dans les milieux urbains. Le vieillissement démographique au sein des agglomérations pose le problème de l'adaptation des services et des équipements urbains destinés aux personnes âgées. Cela nous conduit à nous interroger comment les politiques urbaines, sociales et sanitaires vont modifier ces espaces. Une analyse approfondie y est nécessaire pour comprendre et connaître la porté géographique des politiques publiques, les transformations des milieux urbains, voire en quoi ils seraient un territoire homogène ou non. Cette étude se fera à deux échelles: locales et micro-locales. Les sources seront diverses: Les recensements de la population, les enquêtes (EHPA) réalisées par la DRASS, les enquêtes personnelles et des entretiens réalisés auprès des différents partenaires institutionnels.

c) Les populations marginalisées par la crise

On les étudie dans le cadre d'un certain nombre de quartiers défavorisés de la métropole lilloise et d'agglomération du bassin minier ou du littoral (les premières comprenant d'importantes minorités étrangères ou d'origine étrangère, les autres, encore plus défavorisées, quasiment pas, les premières étant surtout formées de grands ensembles collectifs, les autres de cités à habitat semi-individuel). Ce travail n'en est qu'à ses débuts (approche difficile à partir de l'appareil statistique d'une part et du vécu à travers les associations et les acteurs de l'action sociale d'autre part), il a commencé à connaître un certain développement grâce à l'aide fournie par les organismes locaux (notamment l'Agence d'urbanisme de Lille) et la D.I.V. L'originalité de notre approche consiste en une volonté de ne pas dissocier l'organisation (notamment dans sa dimension urbanistique) et le fonctionnement de l'espace de l'agglomération et ceux des quartiers et de ne pas étudier les espaces comme s'ils étaient des îles. On s'interroge par ailleurs sur la réalité de la dualisation spatiale, affirmée plus que démontrée sur le terrain, et sur la part qui revient à la mutation spécifique à une agglomération (et en particulier dans le cas de Lille-Roubaix-Tourcoing, à l'impact de la métropolisation et des opérations afférentes de type Euralille, retours des universités en ville, etc.) et sur celle qui revient à l'évolution générale de la société française, dans le développement de processus d'exclusion.

Les travaux viennent de démarrer sous la forme de 2 thèses (2 autres devant s'ajouter à la rentrée), celle de V. Dufossé portant sur Lille, celle de P. Marotte sur Calais-Dunkerque, et un travail d'équipe d'étudiants moins avancés sous la direction de V. Piédanna et F. Dumont et devant déboucher sur le dépôt d'autres sujets de thèses dans 1 an.

3) Démographie et espace dans le Nord-Pas-de-Calais (la dimension démographique et socio-démographique des mutations économiques et urbaines d'après les résultats du recensement de 1990: analyse démo-spatiale, rétrospective et prospective)

Il s'agissait de mesurer, en s'aidant d'une approche cartographique fine (souvent à l'échelon communal) accordant une très large place à la rétrospective, l'impact concret des mutations de toutes natures qui ont accompagné le changement économique et environnemental. Une base de données a été constituée associant des données standards (base Fidel de l'INSEE), et des données spécifiques achetées ou obtenues de l'Insee dans le cadre de la coopération à l'Atlas régional INSEE. L'ensemble des échelles a été utilisé en fonction de leur pertinence en fonction du phénomène étudié et de leur exemplarité (ensemble de la région, sous-ensemble régional, agglomération, ville, quartier).

Cette opération a donné lieu à des présentations de résultats sous des formes diverses (cartes de thèses, atlas édités, atlas encore inédits, articles, conférences...). On peut citer l'Atlas du Pas-de-Calais (Horvat, dec. 1993), l'Atlas régional Nord-Pas-de-Calais (INSEE, sous presse), des articles parus dans Hommes du Nord... (Cf. biblio).

Publications :

- JF GHEKIERE (1995) Apport de l'analyse multivariée dans la description des mécanismes spatiaux du vieillissement démographique, journées IFRESI, Lille, 30 et 31 mars.
- F. KERMAD-BENMEZROUA (1995) Impact de la dynamique de croissance de la population très âgée sur les équipements et les services qui lui sont destinés dans l'arrondissement de Lille, journées IFRESI, Lille, 30 et 31 mars.
- F. KERMAD-BENMEZROUA (fev. 1995) Incidence du vieillissement de la population âgée sur les équipements et les services en milieu urbain, rapport de recherche pour l'Agence d'Urbanisme.
- RENARD Jean-Pierre (1993), "The Changing Population of Europe" sous la dir. de NOIN (D.) et WOODS (R.). Blackwell, Oxford, 260 p. - chap. 10 "Education", pp. 127-134.
- SEYS François-Olivier (1994), La notion d'échelle et l'analyse géographique de quelques variables de la dynamique familiale en Europe du Nord-Ouest de 1980-1990 (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Allemagne), Thèse soutenue à l'USTL le 15-12-1994.
- THUMERELLE Pierre-Jean (1993), Age and sex structures, in *The Changing Population of Europe*, Blackwell, Londres (Edited by D. Noin, and R. Woods), 1993, pp. 76-81.
- THUMERELLE Pierre-Jean (1993), La répartition de la population est-elle en train de changer ?. in *Démographie européenne*, II partie "Dynamiques démographiques", ed. by A. BLUM & L. RALLU, John Libbey Eurotext / Ined, Paris, 1993, pp. 371-384.
- THUMERELLE Pierre-Jean (1993), *Atlas du Pas-de-Calais*, Editions Horvat, Lyon, 1993, 160 p. quadrichromes (format 25x35 cm).
- THUMERELLE Pierre-Jean (1994), Que reste-t-il de l'originalité des comportements démographiques du bassin minier?, in *Hommes et terres du Nord*, 1994/1, pp. 13-18.
- THUMERELLE Pierre-Jean (1994), Une population écartelée entre explosion et stagnation, jeunesse et vieillissement, *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 1994/5, pp. 486-494.
- THUMERELLE Pierre-Jean (1995), Les populations rurales françaises.(Rencontre franco chinoise, Pékin, mars 1995)
- THUMERELLE Pierre-Jean (1995), D'une tentation à l'autre : la population du Nord - Pas-de-Calais entre le repli sur ses traditions et l'euro-banalisation. Journées géographiques, mai 1995 - Lille, in *Hommes et Terres du Nord*, 1995/3.

*
* * *

2.1.1. B. MOBILITÉ SPATIALE ET MIGRATIONS DES POPULATIONS (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

LGH : S. DUHAMEL (MC), S. COUPLEUX (ATER), F. DUMONT (MC), P.-J. THUMERELLE (PR)

C'est un thème traditionnel du L.G.H. qui s'est progressivement rénové en se focalisant sur trois opérations qui se recoupent :

1) *La contribution à l'analyse des phénomènes de métropolisation et de réorganisation territoriale dans le Nord-Pas-de-Calais*

La contribution à l'analyse des phénomènes de métropolisation et de réorganisation territoriale dans le Nord-Pas-de-Calais à partir d'une comparaison entre les flux migratoires internes du Nord - Pas-de-Calais entre 1962-1975 (étudiés par P.-J. Thumerelle dans sa thèse de doctorat d'Etat), et les flux 1982-90 (à partir d'une matrice exceptionnellement détaillée - communes de plus de 2000 habitants et agrégats de communes rurales - mise à disposition par la direction régionale de l'INSEE dans le cadre de la participation du LGH à l'Atlas régional) [ne figure pas en bibliographie, la confidentialité étant imposée jusqu'à la parution des premiers résultats dans l'Atlas INSEE].

2) *Mobilité résidentielles et navettes quotidiennes de travail dans la zone urbaine centrale du Nord-Pas-de-Calais*

On a étudié flux et migrants à partir des recensements de 1982 et 1990, et les liens entre les différentes formes de mobilité à partir d'une enquête lourde portant sur la mobilité familiale, professionnelle et spatiale d'un échantillon de 1300 personnes prises dans l'aire urbaine centrale du Nord-Pas-de-Calais, (financement IFRESI/Région/MRT/USTL/Région Nord-Pas-de-Calais en 1989-92). Il s'agit là d'un travail de longue durée qui s'est achevé par la soutenance des thèses de Sabine Duhamel (LES NAVETTES DOMICILE-TRAVAIL DANS L'AIRE URBAINE CENTRALE DU NORD-PAS-DE-CALAIS : DES COMPORTEMENTS DIFFÉRENCIÉS DANS UN ESPACE RECOMPOSÉ, 16 déc. 1994)) et de Sylvie Coupleux (LES MIGRATIONS DANS L'AIRE URBAINE CENTRALE DU NORD-PAS-DE-CALAIS DYNAMIQUE SPATIALE DES POPULATIONS ET COMPORTEMENTS INDIVIDUELS, 2 déc 1994). Il vient de trouver un prolongement par une extension du champ de recherche à tout le département du Nord (contrat IFRESI/département du Nord).

* COUPLEUX Sylvie : Les migrations dans l'Aire Urbaine Centrale du Nord-Pas-de-Calais dynamique spatiale des populations et comportements individuels, thèse de géographie, Lille, Université des sciences et technologies, 2 décembre 1994, 371p.

Une analyse des flux migratoires intrarégionaux réalisée en 1988 sur des données du recensement de 1982 laissait apparaître les particularités structurelles de l'espace migratoire régional. Afin d'apporter des éléments de réponse aux nombreuses interrogations apparues alors, nous avons approfondi les recherches concernant la mobilité spatiale dans la région Nord-Pas-de-Calais et notamment au sein d'une aire urbaine se distinguant du reste de la région.

Deux objectifs complémentaires ont conduit notre étude :

- la compréhension des mécanismes spatiaux d'ajustement, par la mobilité résidentielle
- et l'explication des mouvements, à la fois par le contexte régional et le comportement individuel.

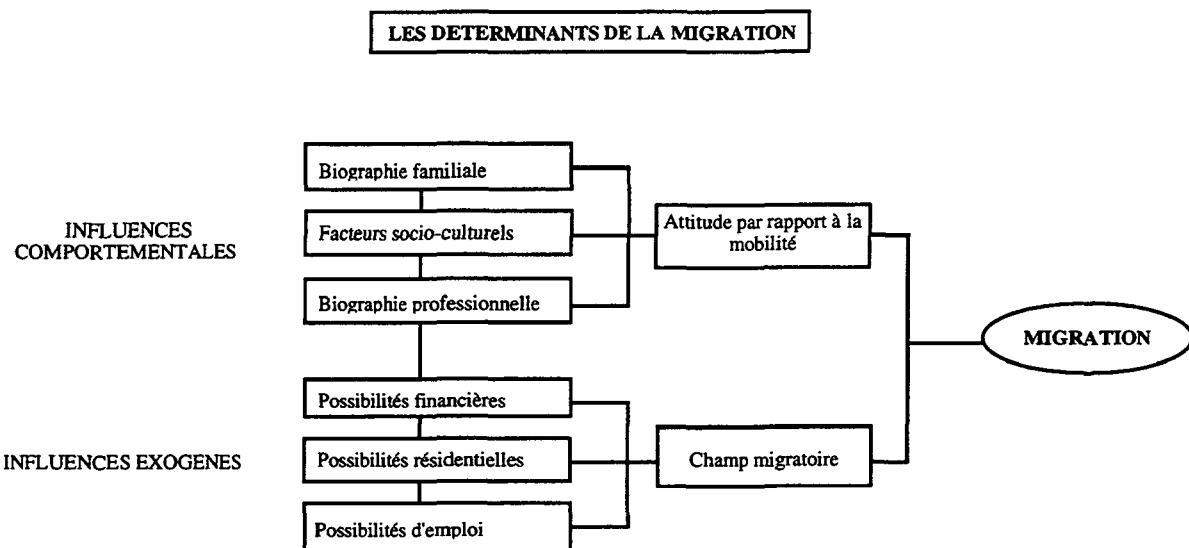
L'explication des mouvements est rendue complexe par la multiplication des interactions entre les facteurs influençant la mobilité.

Il s'agit donc d'aborder les déterminants du point de vue des cadres spatiaux, par le biais de l'analyse des mouvements dans le contexte historique, économique et urbain. Il s'agit également d'établir les relations entre l'acteur et l'action, par l'approche des comportements migratoires individuels.

Les flux migratoires sont révélateurs des recompositions territoriales au sein de la région. Leur étude sur une longue période (1975-1990) montre que les propriétés de l'espace géographique ont largement contribué à la dynamique migratoire. Les transformations socio-économiques ont généré de nouveaux rapports à l'espace. La spécialisation fonctionnelle des lieux a conduit à une nouvelle organisation au sein de l'Aire Urbaine Centrale, et les mouvements migratoires observés constituent les vecteurs de l'adaptation aux inégalités locales.

Le lien idéal entre les mécanismes sociaux et spatiaux nécessite la synthèse difficile de travaux effectués à macro et micro-échelle. Ces deux niveaux rendent compte de l'évolution des acteurs dans un champ de contraintes structurelles et organisationnelles.

En réponse au manque de données permettant l'analyse des comportements individuels, une enquête rétrospective a été mise en oeuvre en 1989. Les biographies professionnelles, familiales et résidentielles recueillies auprès de 1 400 individus interrogés dans l'Aire Urbaine Centrale ont permis l'étude des comportements individuels de mobilité spatiale, suivant les événements du cycle de vie. Le schéma suivant montre la façon dont nous avons abordé l'attitude individuelle par rapport à la mobilité face au champ migratoire intrarégionale.



Les recouplements biographiques ont permis une approche socio-géographique des mouvements internes de mobilité spatiale, et offrent la possibilité d'appréhender les disparités socio-spatiales en tant que support aux comportements d'identification sociale, et par conséquent en tant que moteur de certains flux résidentiels.

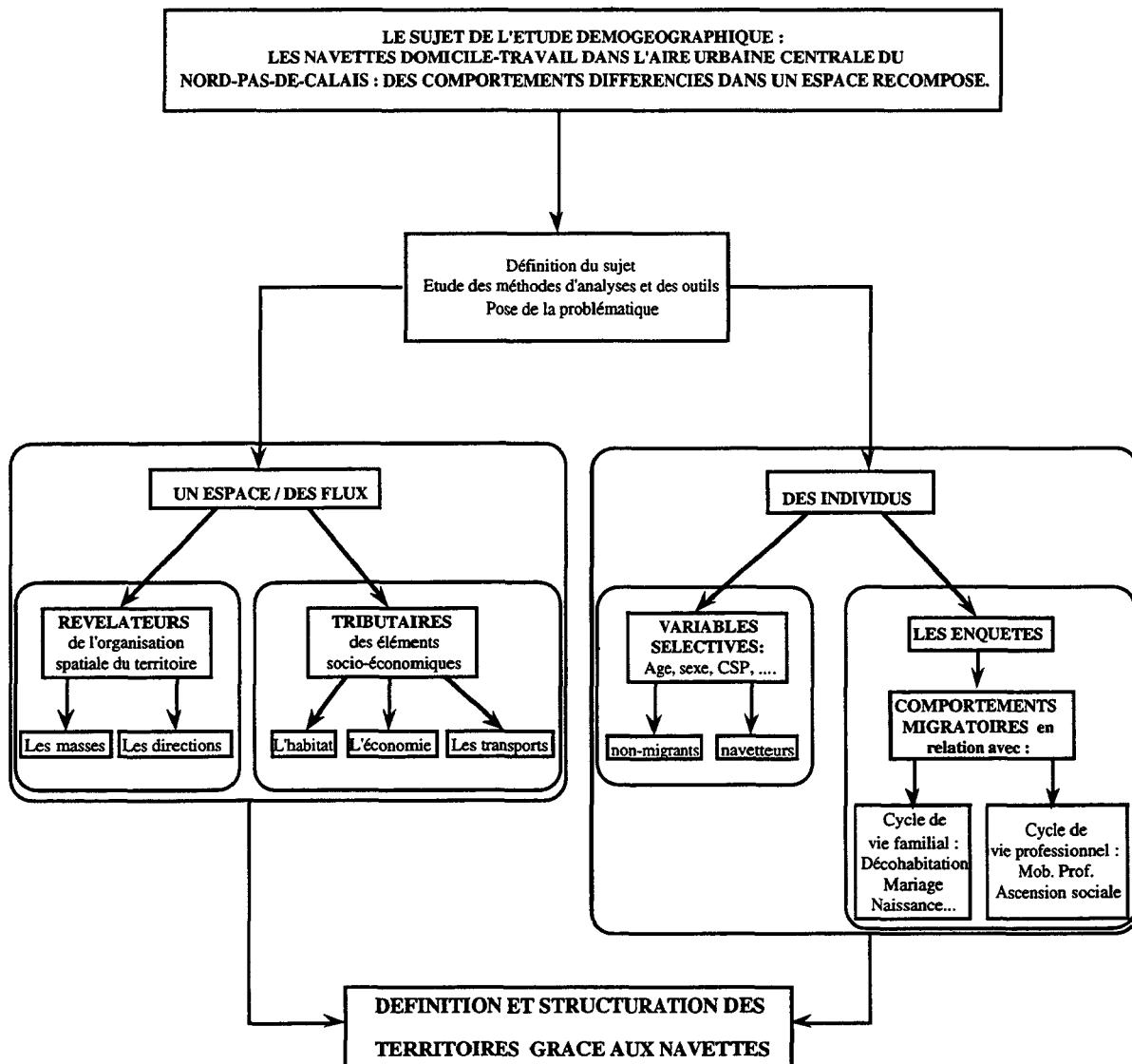
* Sabine DUHAMEL-SCHOEMAECKER : Les navettes domicile-travail dans l'Aire Urbaine Centrale du Nord-Pas-de-Calais : Des comportements différenciés dans un espace recomposé, thèse de géographie, Lille, Université des Sciences et Technologies, décembre 1994, 314 pages (avec un support cartographique de 31 pages).

Depuis les années 70, les navettes domicile-travail ont connu un véritable essor. Aujourd'hui, en France, un actif sur deux quitte chaque jour sa commune de résidence pour se rendre sur son lieu de travail. Au sein de la région Nord-Pas-de-Calais 60% des actifs sont concernés par ces navettes.

Les déplacements domicile-travail sont révélateurs du déséquilibre entre la localisation des hommes et celle des activités, l'offre et la demande. L'Aire Urbaine Centrale de la région Nord-Pas-de-Calais en est un exemple remarquable. La remise en cause du système économique longtemps basé sur l'industrie, le transfert résidentiel des populations, l'amélioration constante des infrastructures de transport sont associés au développement de la mobilité quotidienne. Le

comportement des navetteurs est par ailleurs un élément clé dans l'organisation des navettes de travail.

Le schéma suivant résume les différents éléments analysés dans ce travail, on note les deux échelles d'analyse, celle des macro-processus et celle des micro-processus, indissociables aujourd'hui pour la compréhension des systèmes de mobilité.



La macro-échelle fait référence aux structures économiques et sociales mises en place au sein d'un territoire et qui en déterminent le fonctionnement, la micro-échelle s'intéresse aux comportements individuels. Pour cette deuxième approche la réalisation d'une enquête était indispensable.

L'enquête migration menée auprès de 1 400 ménages a été réalisée durant l'année 1989. Il s'agit d'une enquête triple biographie qui aborde de manière rétrospective l'ensemble des événements familiaux, professionnels et migratoires survenus dans la vie des personnes.

- La **biographie familiale** rapporte l'ensemble des événements concernant la vie des enquêtés. Ces événements sont situés dans l'espace et dans le temps, il s'agit entre autres des principales ruptures, des phases de décohabitation et de construction de la cellule familiale. L'enquête nous fournit également des renseignements précieux concernant les individus composant la famille : le conjoint, les enfants ainsi que les parents. Nous connaissons de manière assez complète l'état civil de chacun des membres du foyer, de même que leurs comportements migratoires.

- La **biographie migratoire** prend bien évidemment une place prépondérante dans notre questionnaire. Un relevé des logements successifs occupés par l'enquêté au cours de sa vie a été élaboré. Depuis sa naissance jusqu'aujourd'hui, chaque changement de résidence a été daté et caractérisé par son lieu précis.

- La **biographie professionnelle** fournit le cheminement professionnel de l'enquêté au cours de sa carrière, depuis son premier emploi de plus de six mois à la date de l'interview, en évoquant, le cas échéant, les périodes d'arrêt. Chaque changement est daté et rattaché à un lieu précis (le niveau le plus fin étant la commune). D'autres éléments ont été introduits dans le questionnaire, notamment la durée du trajet, le mode de déplacement retenu ainsi que quelques questions subjectives.

Pour chaque période de la vie d'un individu, un lieu de résidence peut être associé à un lieu de travail ainsi qu'à une situation familiale ou professionnelle particulière. On note donc la richesse de ce questionnaire qui a permis d'articuler entre elles les différentes étapes de la vie des enquêtés, le plus souvent traitées séparément.

Projets de recherche de S. COUPLEUX, S. DUHAMEL :

"Migrations et navettes domicile-travail dans le Nord : Dynamiques territoriales"
Projet d'étude LGH-IFRESI soumis au conseil général (Mr SIMON- Mr DARTIGALONGUE).

Participation de S. COUPLEUX à l'étude sur la mobilité résidentielle dans le Douaisis, dirigée par Mr GABILLARD (DRE-ORHA Lille).

3) Les migrations internationales en France et dans l'Union européenne

Il s'agissait au départ de comparer l'évolution des flux et stocks d'immigrés dans les vieilles régions industrielles touchées par la crise (et notamment les permanences et discontinuités dans le fonctionnement des champs migratoires internationaux à partir de 2 exemples : Nord-Pas-de-Calais et Belgique), mais très vite on s'est orienté vers l'étude des migrations intra-européennes (avec une attention particulière pour les formes originales : personnels qualifiés, retraites, étudiants. Les flux migratoires intra-européens : ajustement des formes de mobilité des populations à la réorganisation des territoires et standardisation des comportements. Introduction à la recherche par l'étude de la mobilité des étudiants, cette mobilité contribue-t-elle à une nouvelle lecture de l'espace européen et a-t-elle un effet sur la mobilité ultérieure des étudiants qui ont bénéficié de l'aide européenne ?

Cet axe est relativement nouveau et n'a donné lieu qu'à la publication de quelques articles de portée générale, mais il devrait prendre rapidement un grand développement et déboucher sur des thèses.

Publications

COUPLEUX Sylvie (1994), LES MIGRATIONS DANS L'AIRE URBAINE CENTRALE DU NORD-PAS-DE-CALAIS DYNAMIQUE SPATIALE DES POPULATIONS ET COMPORTEMENTS INDIVIDUELS, thèse de géographie, Lille, Université des sciences et technologies, 2 décembre 1994, 371p.

COUPLEUX Sylvie, DUHAMEL Sabine (1994), Mobilité résidentielle dans l'agglomération lilloise entre 1975 et 1982. Communication au Colloque UGI "Les populations à micro-échelle", *Géographia polonica*, n°61, pp.293-303.

COUPLEUX S. (1993) : Cycle de vie et mobilité résidentielle en milieu urbain, communication aux 3^e journées IFRESI, Lille 28-29 janvier 1993, pp.567-574.

COUPLEUX S. (1995) : Distances et motifs de migration : comportements individuels de mobilité en milieu urbain, communication aux 4^e journées IFRESI, Lille 30-31 mars 1995, pp.141-154.

COUPLEUX S., DUHAMEL S. : Mobilité résidentielle et navettes domicile-travail dans l'Aire Urbaine Centrale du Nord-Pas-de-Calais, Les cahiers de l'ORHA.(à paraître en juin 1995)

DUHAMEL Sabine (1994), LES NAVETTES DOMICILE-TRAVAIL DANS L'AIRE URBAINE CENTRALE DU NORD-PAS-DE-CALAIS : DES COMPORTEMENTS DIFFÉRENCIÉS DANS UN ESPACE RECOMPOSÉ, thèse de géographie, Lille, Université des Sciences et Technologies, décembre 1994, 314 pages (avec un support cartographique de 31 pages).

DUHAMEL Sabine (1995) : LES DÉTERMINANTS SPATIAUX, SOCIO-ÉCONOMIQUES ET NOTIONS D'ÉCHELLES DES NAVETTES DOMICILE-TRAVAIL, communication pour les quatrièmes journées IFRESI, Lille, 30 et 31 mars 1995.

THUMERELLE Pierre-Jean (1994), Ausländer in Frankreich, in *Geographische Rundschau* (Allemagne), 1994/1, pp. 12-18.

THUMERELLE Pierre-Jean (1995), Foreign Immigration in France (Gender and Migration Symposium, Pretoria, avril 1995)

* * *

2.1.1. C. GÉOGRAPHIE DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION DES JEUNES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

LGH : V. CANO (expert-démographe), F. DUMONT (MC), V. PIÉDANNA (MC),
P.-J. THUMERELLE (PR)

Objet, méthodes, résultats

Cette opération, qui connaît un développement nouveau succède à une recherche entreprise depuis plusieurs années par V. Piédanna et F. Dumont.

Dans un premier temps ils ont étudié

. le rôle de l'inertie des structures démographiques dans la spécificité de l'activité et du chômage des jeunes des jeunes par bassins d'emploi dans le Nord-Pas-de-Calais, puis la persistance de disparités géographiques de l'insertion professionnelle et du chômage des jeunes, héritées des anciens modes de reproduction et de formation des forces de travail dans le Nord-Pas-de-Calais,

. l'origine des disparités géographiques (quantitatives et qualitatives) de l'offre et de la demande de formation au niveau de l'enseignement supérieur dans la France septentrionale

Ces travaux ont trouvé leur aboutissement dans les thèses de Frédéric Dumont (Géographie et inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur: le cas exemplaire de la région Nord - Pas-de-Calais, 1993) et de Vincent Piédanna (Formation et Emploi des jeunes dans la Région Nord - Pas-de-Calais : Approche géographique; 1994).

* Frédéric DUMONT, 1993, Nouvelle thèse de Géographie Humaine, *Géographie et inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur : le cas exemplaire de la région Nord-Pas-de-Calais.*, 290 pages. Dirigée par M. Le professeur P.J. Thumerelle, soutenue le 22 janvier 1993 à l'Université des Sciences et Technologies de Lille

L'évolution spectaculaire de l'enseignement supérieur depuis quelques décennies n'est pas une spécificité du Nord-Pas-de-Calais qui participe en cela à un phénomène international.

L'offre de formation s'est développée spatialement et de nouveaux acteurs sont intervenus dans le jeu de l'enseignement supérieur. En terme de taux de scolarisation post-baccaulauréat la région occupe une place qui ne correspond pas à son rang démographique. A l'intérieur de la région les inégalités spatiales d'accès à l'enseignement supérieur sont violentes. La structure démographique et socio-économique peut expliquer ces faiblesses. Mais la localisation spatiale de l'offre de formation revêt aussi une importance considérable, particulièrement en ce qui concerne les formations universitaires longues, très concentrées dans l'espace régional (avant 1992).

* PIEDANNA Vincent (1994), *Formation et Emploi des jeunes dans la Région Nord - Pas-de-Calais : Approche géographique*, thèse soutenue à l' U.F.R. de Géographie, Université des Sciences et Technologies de Lille, 1994, 401 p.

Alors que chaque année 800 000 jeunes sortent du système scolaire, leur passage dans la vie active ne se fait plus, ou pas toujours, aisément ni spontanément. En effet, les deux systèmes principaux qui régissent l'insertion professionnelle ont profondément évolué ces vingt dernières années. Ainsi les changements, de la scolarité et de l'activité, ont entraîné des modifications des comportements des jeunes lors de l'entrée dans la vie active.

Le Nord-Pas-de-Calais présente de nombreux résultats, dont ceux concernant le chômage, qui laissent supposer que les jeunes de la région ont plus de difficultés à trouver un emploi qu'ailleurs. Au vu de la faiblesse de la scolarité régionale, les deux facteurs semblent liés.

Au sein du Nord-Pas-de-Calais, les anciens bassins industriels connaissent les plus gros problèmes, alors que la métropole lilloise est relativement épargnée.

L'ensemble de ces constatations est plus que jamais d'actualité au moment où la crise économique frappe à nouveau ; leur traitement géographique apporte incontestablement des informations indispensables à leur compréhension.

Ils ont donné lieu depuis à quelques travaux complémentaires, dans un cadre national notamment pour *l'Atlas de France*, planche Enseignement supérieur sous la direction de R. BRUNET, GIP-Reclus, Montpellier, à paraître courant ou international au sein de l'équipe américo-européenne rassemblée autour de H. Hilpert pour une étude commanditée par Friedrich Schille Universität Iena dans le cadre du Monitor-Fast Programme de la CEE, comprenant 3 volets : analyse générale des restructurations dans la région Nord-Pas-de-Calais (D. Paris), changement socio-culturel et éducatif (P.-J. Thumerelle), action des entreprises en matière de formation à partir de l'étude de cas (V. Piédanna).

Une nouvelle phase commence depuis mai 1995, dans le cadre d'un contrat DATAR/MESR (P.-J. Thumerelle, V. Piédanna, F. Dumont, V. Cano), dont on ne peut préciser que les objectifs : Il s'agit de décrire et d'analyser l'évolution des formations supérieures par filières et par cycles à l'échelle de la France entière et des 22 régions métropolitaines. Analyse des implantations nouvelles et leur effet sur le dispositif existant dans la région Nord-Pas-de-Calais en liaison avec les équipes travaillant sur d'autres sites ; dans le but d'harmoniser les objectifs et les méthodes d'analyses. Appréciation des premières années de fonctionnement sur le plan pédagogique et de la recherche.

Publications

DUMONT Frédéric (1993), *Géographie et inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur: le cas exemplaire de la région Nord - Pas-de-Calais*, thèse soutenue à l' U.F.R. de Géographie, Université des Sciences et Technologies de Lille, 1993, 290 p.

DUMONT F, 1993, *Accès à l'enseignement supérieur : évolution et spécificité de la région Nord-Pas-de-Calais*, Communication pour les Troisièmes Journées IFRESI-CNRS, Lille, 28-29 janvier 1993.

DUMONT F., sous la direction de F. Gugenheim, 1993, *Le devenir en octobre 1991 des bacheliers inscrits en 1987-1988 dans les universités de Lille I, Lille II et Lille III*, IFRESI-CNRS, 54 p.

DUMONT F., 1994, participation à *l'Atlas du Nord-Pas-de-Calais*, 3 planches, 12 cartes et un texte sur la scolarisation. A paraître printemps 1995.

DUMONT F., 1994, participation à *l'Atlas de France*, sous la direction de R. BRUNET, GIP-Reclus, Montpellier, à paraître courant 1995.

PIEDANNA Vincent (1994), *Formation et Emploi des jeunes dans la Région Nord - Pas-de-Calais : Approche géographique*, thèse soutenue à l' U.F.R. de Géographie, Université des Sciences et Technologies de Lille, 1994, 401 p.

PIEDANNA Vincent (1994),

THUMERELLE Pierre-Jean (1994), Dynamisme éducatif versus inerties socio-professionnelles, in P.-J. Thumerelle et al. : *Analyse des politiques de restructuration dans la région Nord-Pas-de-Calais.*: Science Technology and Social Economic Cohesion in the Community, novembre 1994, pp. 83120

*
* * *

2.1.2. ACTIVITES, ORGANISATION DES TERRITOIRES, RESEAUX DES VILLES

2.1.2.A. PUBLICATIONS ISSUES DU COLLOQUE "VILLES, ENTREPRISES ET SOCIÉTÉ A LA VEILLE DU 21ÈME SIÈCLE" (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : F. MOULAERT (PR), C. DEMAZIERE (AL), H. FARCY (BDI), J.C. DELVAINQUIERE (ATER), M. AUTES (IR,)

+ C. SOUDAN (IE IFRÉSI)

Chercheurs d'autres équipes: G. BARTA (Regional Science Research Institute, Budapest; résidant à l'IFRÉSI au printemps 1994); A. MARTENS (Département de Sociologie, KU Leuven, Belgique; résidant à l'IFRÉSI au printemps 1994); A. SHACHAR (The Hebrew University of Jerusalem); B. LEVER (University of Glasgow), A. SCOTT (UCLA, USA), G. BENKO (Département de Géographie, Paris I), P.A. WILSON (University of Texas at Austin, résidant à l'IFRÉSI durant l'été 1994), P. DELLADETSIMA (Université de la Mer Egée, Mytilini, Grèce), M. VERVAEKE (IRESCO, Paris), Z. ZEROULOU (MC)

Objet, méthode, résultats

Le lancement du programme PIR-VILLES du CNRS a permis d'organiser dans le cadre de l'IFRÉSI un colloque sur le thème "Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXI^e siècle". L'objectif principal de ce colloque était de faire le bilan des savoirs sur les rapports entre les entreprises et la société urbaine. Une dizaine d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revue diffuseront les résultats principaux de ce colloque. Dans la plupart des cas, la préparation des manuscripts est en voie d'achèvement et la publication aura lieu courant 1995 ou 1996.

Un premier ouvrage a pour titre "Villes, entreprises et société à la veille du XXI^e siècle" et pour fonction de rendre compte des discussions et conclusions du colloque. Il examine les rapports entre la restructuration économique des vingt dernières années, la polarisation sociale, et les réponses en locales (Moulaert et Scott, 1996).

D'autres publications traitent des axes spécifiques du colloque: la globalisation économique et ses effets sur les systèmes de villes dans le monde (Moulaert et Shachar, 1995), le développement économique local en Europe et en Amérique (Demazière et Wilson, 1995; Demazière, 1995; Wilson, 1995), la polarisation sociale dans les grandes villes (Martens et Vervaeke, 1996), le phénomène de la métropolisation en Asie, Afrique, Amérique du Sud et aux marges de l'Europe (Benko, Delladetsima et Dunford, 1996). Les deux numéros spéciaux de revue ont des ambitions théoriques affichées. Il s'agit dans un cas de confronter les tendances récentes de la théorie urbaine (Moulaert et Harloe, 1995) et, dans l'autre, de présenter les nouvelles approches des économies d'agglomération (Moulaert et Farcy, 1996). Enfin, des articles individuels paraîtront dans: *Sociologie du Travail, Entrepreneurship and Regional Development, International Journal of Urban and Regional Research,...*

Ce colloque a été une occasion d'entamer des recherches sur l'organisation économique des villes et de leurs réseaux. Exploitant des résultats théoriques sur les économies d'agglomération (Moulaert et Gallouj, 1993; Moulaert et Djellal, 1995; Moulaert et Farcy, 1996), et les connaissances dans le domaine de l'économie institutionnelle (Moulaert, 1987; Lambooy et Moulaert, 1996), une base a été créée pour une recherche théorique sur les apports respectifs de l'économie néo-institutionnelle et institutionnelle à la théorisation de l'organisation économique urbaine. Un réseau a été constitué à cette fin. Il comporte Jan Lambooy (Université d'Amsterdam, Faculté des Sciences Economiques), Flavia Martinelli (Ecole d'Architecture, Université de Reggio Calabre) et Michael Storper (Ecole d'Architecture, UCLA).

Une autre suite du colloque est l'élaboration d'une analyse comparative des expériences de développement économique local en Europe et en Amérique (Demazière et Wilson, 1995; Demazière, 1995; Wilson, 1995). A travers ces ouvrages, trois buts sont poursuivis: (i) rendre compte de la multiplication des initiatives locales de développement et de leur variété; (ii) présenter les dernières tendances du développement local et examiner ses orientations futures; et (iii) clarifier les débats scientifiques sur le sujet. Ce travail de publication est mené en collaboration avec une vingtaine de chercheurs travaillant dans dix pays; il ouvre de bonnes perspectives pour des opérations de recherche futures. Par l'attention qu'il porte aux localités qui "perdent" et à leurs possibles stratégies de re-développement, ce travail a une large intersection avec l'opération "Développement socio-économique local et lutte contre la pauvreté" présentée plus loin.

Partenaires et financement

La préparation de ce colloque a été financée par la DATAR. Des soutiens financiers ont été obtenus de la Région Nord-Pas de Calais. Des collaborations scientifiques se sont nouées avec la Fondation Européenne pour la Science et l'Agence d'Urbanisme et de Développement. Cette dernière finance également une étude de faisabilité préparant le suivi des recherches sur ce thème.

La publication des actes du colloque est financée par le programme PIR-VILLES du CNRS et la Région Nord/Pas-de-Calais, dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région.

Publications

- MOULAERT Frank, SCOTT, Allen J. (eds.), *Cities, Enterprises and Society at the Eve of the XXIst Century*. Négociations en cours avec des maisons d'édition.
- MOULAERT Frank, SHACHAR, Arie (eds.), *Cities and Economic Globalization*, *Urban Studies*, avril 1995.
- MOULAERT Frank, HARLOE, Michael (eds.), *Recent contributions to urban theory*, *International Journal of Urban and Regional Research*, à paraître fin 1995.
- MOULAERT Frank, FARCY Hélène (eds.), *Nouvelles approches des économies d'agglomération*, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, à paraître en 1996.
- BENKO Georges, DELLADETSIMA Pavlos, DUNFORD Mick (eds.), *Mondialisation, Métropolisation*. A paraître chez L'Harmattan en 1996.
- DEMAZIÈRE Christophe (ed.), *Le développement économique local en Europe et en Amérique*. A paraître chez L'Harmattan à l'automne 1995.
- DEMAZIÈRE Christophe, WILSON Patricia A. (eds.), *Local Economic Development in Europe and the Americas*. A paraître chez Mansell fin 1995.
- MARTENS Albert, VERVAEKE Monique (eds.), *La polarisation sociale dans les villes*. A paraître chez Anthropos/Economica.
- WILSON, Patricia A. (ed.), Desarollo Local , *Sociedad InterAmericana de Planificación Journal*, numéro spécial à paraître courant 1995.
- MOULAERT Frank, LAMBOOY, Jan, "The economic organisation of cities. An institutionalist perspective", *International Journal of Urban and Regional Research*, à paraître en 1996.
- MOULAERT, Frank, DEMAZIÈRE Christophe (1994), Le développement économique local dans une Europe "post-fordiste": inventaire et réflexions stratégiques, in C. DEMAZIÈRE (ed.). (version en anglais publiée par Mansell)
- MOULAERT Frank, WILSON Patricia A., DEMAZIÈRE Christophe (1995), Restructurations urbaines et réponses locales, dans F. Moulaert et A.J. Scott (eds.). (version en anglais également à paraître)
- DEMAZIÈRE Christophe (1995), Le développement local dans son contexte. Restructuration économique et dynamisme local en Europe et en Amérique depuis les débuts de la crise, in C. DEMAZIÈRE (ed.).



2.1.2.B. ORGANISATION SPATIALE DES SERVICES, DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES, MÉTROPOLES RÉGIONALES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : F. MOULAERT (PR), C. GALLOUJ (ATER), F. DJELLAL (ATER), H. FARCY (BDI), Y. CHIKAOUI (CE)

LGH : P. BRUYELLE (PR), A. THURU (CE), E. TRAMCOURT (CE)

Chercheurs d'autres équipes : F. MARTINELLI (Université de Reggio Calabria, Italie), L. CAVOLA (ITER, Naples), S. ILLERIS (Roskilde University), F. TÖDTLING (Wirtschaftsuniversität Wien), E. SCHAMP (Goethe Universität, Frankfurt), W. GÄBE (Stuttgart Universität), S. STRAMBACH (Stuttgart Universität), P. WOOD (UCL, London), P. DANIELS (University of Birmingham), J. FERRAO (Institute for Social Science, Lisbonne).

Objet, méthode, résultats

Cette opération comporte cinq recherches en cours, terminées depuis juillet 1993, ou en préparation.

Une première recherche, menée en collaboration avec Christian Mahieu, Faridah Djellal et Eric Tramcourt, focalise sur plusieurs aspects du marché du conseil en technologie de l'information: l'organisation des prestataires en réseau, la collaboration entre les secteurs privé et public, le développement de nouveaux marchés et le rôle de la gestion des ressources humaines. L'ensemble de cette recherche se fonde sur de nouvelles réflexions théoriques relatives au transfert et à la diffusion des technologies de l'information. Ces réflexions comprennent des éléments sur le rôle des agents intermédiaires ainsi que les modèles d'interaction entre prestataires et utilisateurs. Le processus de transfert de technologie informationnelle est conceptualisé sous la forme d'une dynamique technologique et sociale comprenant plusieurs agents (clients-utilisateurs, firmes de conseil, firmes manufacturières de matériel informatique et de télécom, agents intermédiaires, prestataires de services divers) informellement et formellement organisés en réseau de transfert de connaissances, de savoir-faire. Le modèle comporte également quelques pistes de recherche en ce qui concerne la création de ces connaissances et savoir-faire. La réalisation du rapport de cette recherche "L'organisation fonctionnelle et spatiale des firmes de conseil en technologie de l'information" a été financée par le CNRS et la Région Nord - Pas-de-Calais.

Une deuxième recherche vise à mieux comprendre la géographie économique des prestataires du tertiaire supérieur localisés à Lille et à Lyon. Cette recherche a été effectuée pour le compte de la DATAR et le Plan Urbain, par une équipe de recherche dirigée par Frank Moulaert et composée de Pierre Bruyelle, Professeur de Géographie à Lille I, Camal Gallouj et Arnaud Thuru, chercheurs à l'IFRESI.

L'approche utilisée est institutionnelle et historique. Elle part de la politique d'aménagement tertiaire en France, et plus particulièrement des projets de Centres Directionnels dans les Métropoles d'Equilibre de Lille et Lyon. Elle compare l'histoire de ces centres directionnels (St-Sauveur à Lille, La Part-Dieu à Lyon) au niveau de leur expansion économique, de leur spécialisation tertiaire ainsi que de leur insertion dans les systèmes économiques urbains et régionaux. Sur la base d'enquêtes menées en collaboration avec des partenaires institutionnels, on procède à une évaluation de la politique urbaine tertiaire ainsi qu'à une comparaison des initiatives publiques avec les programmes de bureaux privés ou mixtes.

Les résultats de la recherche montrent les éléments positifs de la Part-Dieu, et à l'inverse un échec total de St-Sauveur. Néanmoins, le secteur public continuera à jouer un rôle significatif dans le développement des activités tertiaires supérieures. Or, il est important de délimiter pour les deux métropoles, les espaces d'action et les instruments d'aménagement des autorités publiques locales. La dernière partie de la recherche lance quelques lignes de réflexion relatives à ce dernier point.

Cette recherche a permis aux chercheurs de contribuer à l'innovation en matière de théories des économies d'agglomération en réseau (Moulaert et Gallouj 1993).

Une troisième recherche examine le rapport entre l'emploi tertiaire et le développement régional en Allemagne, Grande Bretagne et France. Cette recherche est coordonnée par le Professeur Wolf Gaebe (Département de Géographie, Université de Stuttgart). La partie britannique a été effectuée par Dr. Peter Wood (University College London). L'approche est en premier lieu statistique. Les évolutions dans les marchés du travail du tertiaire aux entreprises des régions sont comparées au développement de la structure du tertiaire productif et des qualifications du personnel. Le rôle de la formation scolaire et professionnelle fait également partie de l'analyse. Cette recherche a été financée par le Fonds Social de la CE. Ses résultats ont été présentés à un séminaire organisé par la CE le 18-19 avril 1994 à Bruxelles (Gaebe et al. 1993).

Une quatrième recherche est de nature statistique. Elle compare la métropole lilloise avec les autres métropoles régionales en France, et s'occupe en particulier de la démographie, l'emploi par activité et par catégorie socio-professionnelle ainsi que le niveau de qualification des salariés. Un intérêt particulier est consacré aux activités de service, le tertiaire supérieur et la présence des cadres dans les métropoles. Cette recherche est effectuée en partenariat entre l'IFRESI et le Service d'Etude et de Documentation de l'INSEE à Lille.

Au fil des recherches sur les services aux producteurs et leur géographie, Frank Moulaert a constitué un réseau international de chercheurs. Ce réseau se caractérise par deux niveaux de coopération: d'une part, celui de la recherche conjointe et, d'autre part, celui d'échange de résultats et/ou de publications jointes. La recherche conjointe, qui constitue *la cinquième opération de recherche* évoquée ici, porte principalement sur les conseils en haute technologie. Y participent l'INRO/TNO (Delft) (Pieter Tordoir), l'Université de Reggio Calabre et ITER (Naples) en Italie (Flavia Martinelli), le Department of City and Regional Planning, University of Wales, Cardiff (Phil Cooke), les Départements de Géographie des Universités de Stuttgart (Wolf Gäbe) et d'University College London (Peter Wood), l'Université de Lisbonne (Institut de Recherche Sociale, Joao Ferrao), l'Université de l'Egée (Faculté de la Géographie Humaine, Pavlos Delladetsima). Le deuxième niveau comprend les auteurs qui ont contribué à des ouvrages collectifs sous ma (co)direction. L'ouvrage, édité en 1991, regroupe des écrits des chercheurs suivants: Peter Daniels, Thierry Noyelle, Joël Bonamy, M.C. Monnoyer, Bruno Lanvin, Jan Lambooy, Sven Illeris. Wolf Gäbe, Eike Schamp, Flavia Martinelli, Lucia Cavola, Sven Illeris, Peter Daniels et autres auteurs contribuent à la publication sur la Géographie Européenne du Tertiaire Supérieur, que Frank Moulaert a réalisé avec Franz Tödtling (Wirtschaftsuniversität Wien), sous les auspices de la Fondation Européenne pour la Science (parution dans *Progress in Planning*, avril 1995).

Cette opération de recherche comprend également *deux thèses en cours*: une qui vient d'être entamée, par Youssef Chikhaoui, et qui concerne les structures des marchés du conseil; l'autre, menée par Hélène Farcy, est bien avancée. Elle porte sur l'analyse des liens existant entre les transformations des configurations urbaines et le développement des services de haut-niveau dans les économies urbaines. Après avoir montré le rôle de la ville comme lieu de localisation privilégié des services de haut-niveau aux entreprises, les effets de la présence de ce type de services sur les économies urbaines seront analysés. Les résultats de l'analyse seront enfin appliqués aux métropoles régionales françaises, afin de montrer le lien entre leur dotation en activités tertiaires supérieures et certaines de leurs caractéristiques socio-économiques (nombre de cadres supérieurs, niveau de diplôme de la population active ayant un emploi, etc).

Partenaires et financement

DATAR, Plan Urbain, Région/Nord-Pas-de Calais, ESRC, CCI de Lille-Roubaix-Tourcoing, Fondation Européenne pour la Science

Publications

Frank MOULAERT, Fr. TÖDTLING (eds.), *The European Geography of the Advanced Producer Services Sector*. European Science Foundation, Numéro spécial de la revue "Progress in Planning", à paraître en 1995.

- Frank MOULAERT, Camal GALLOUJ, "The Geography of Advanced Producer Services Firms: the Limits of Economies of Agglomeration". *Service Industries Journal*, 1993, Vol. 13, 2, p. 91- 106.
- Frank MOULAERT, Flavia MARTINELLI, "The Location of Avanced Producer Services Firms. Theory and Illustrations". *Geographische Zeitschrift*, 1993, Volume 81, 1, 2, p. 1-17.
- Frank MOULAERT, Faridah DJELLAL , "ITC Firms: a functional organization in urban networks". *Urban Studies*, 1995, février.
- Frank MOULAERT, Faridah DJELLAL, "Les conseils en technologie de l'information: des économies d'agglomération en réseau", in: MAY, N. and PERRIN, E. eds., *Métropoles en déséquilibre*. Paris, Economica, 1993.
- Frank MOULAERT, Camal GALLOUJ, "Tertiaire supérieur, hiérarchie urbaine et politique publique: quelques réflexions analytiques", dans: Plan Urbain (sous la direction de), *Les villes européennes de tradition industrielle. Mutations économiques et politiques urbaines*. Lille, Presses Universitaires de Lille, 1994.
- Frank MOULAERT, "From national accountancy to international management consultancy firm", dans: Peter DICKEN, Jan-Evert NILSSON et Jamie PECK, (eds.), *Transnational corporations in Europe: functional and spatial divisions of labour*. London, Chapman, 1995.
- Frank MOULAERT, Faridah DJELLAL, Christian MAHIEU, Eric TRAMCOURT, et al.; Les Activités de Conseil en Technologie de l' Information en France et en Grande Bretagne. Lille, IFRESI, 1993, Rapport pour le CNRS (PIRTTEM) et la Région Nord-Pas-de-Calais.
- Frank MOULAERT, Pierre BRUYELLE, Camal. GALLOUJ et Arnaud THURU, L'évolution des Centres Tertiaires à Lille et à Lyon. Lille, IFRESI, 1993, Rapport pour la DATAR et Plan Urbain.
- W. GÄBE, S. STRAMBACH, F. MOULAERT et P. WOOD, Employment Trends and Policy in Regional Europe. Intermediate Report for the European Commission, 1993, DG V.
- Hélène FARCY et Frank MOULAERT, en collaboration avec l'INSEE, Lille, Roubaix, Tourcoing: profil statistique, à paraître en 1995.
- Faridah DJELLAL (1995) : Changement technique et conseil en technologie de l'information ; L'Harmattan collection "logiques économiques", ouvrage sous presse.
- Faridah DJELLAL (1995) : "Evaluation des programmes conjoints de recherche franco-britanniques : le cas du programme "Alliance", Recherche financée par le Ministère des Affaires Etrangères et le British Council, (avec C. Gallouj et le PREST de l'Université de Manchester).
- Faridah DJELLAL (1994) : Un essai d'analyse de la division fonctionnelle et spatiale dans les firmes de conseil en technologie de l'information, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2, mars-avril
- Faridah DJELLAL (1994) : *Innovation et développement régional : le cas du conseil en technologie de l'information*, document de travail présenté au S.E.D.E.R. n°2, 27-29 juin, Université de Bordeaux I.
- Faridah DJELLAL (1993) : Les firmes de conseil en technologie de l'information comme agents d'un paradigme socio-technique : analyse de leur organisation fonctionnelle et spatiale"; Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université de Lille 1, décembre

*
* * *

2.1.2.C. DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE LOCAL ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Chercheurs

CLERSE : F. MOULAERT (PR), J.-C. DELVAINQUIERE (ATER), C. DEMAZIERE, (AL) et J.B. BOYABE (CE)

Chercheurs d'autres équipes : P. DELLADETSIMA (Université de la Mer Egée, Grèce; résidant à l'IFRESI en 1993, bourse Capital Humain et Mobilité de la CE), L. LEONTIDOU (King's College, Londres), A. RODRIGUEZ (Université du Pays Basque, Bilbao, résidant à l'IFRESI en 1994, bourse Capital Humain et Mobilité de la CE), C. COURLET (IREPD), Ph. COOKE (UWIST, Cardiff, Grande Bretagne), G. GAROFOLI (Université de Pavia, Italie), C. HADJIMICHALIS (Université de Thessalonique, Grèce), R. ALAEZ (Université du Pays Basque, Bilbao, Espagne), H. HÄUSSERMANN et R. SACKMANN (Université de Bremen, Allemagne).

Objet, méthode, résultats

Dans le cadre du "Troisième Programme Communautaire de Lutte Contre l'Exclusion Socio-économique" (Commission Européenne, DG V), une étude de faisabilité intitulé "Integrated Area Development in Economically Disintegrated Areas of the European Community" a été rédigée (Moulaert et al. 1990). Cette étude avait pour but d'identifier des lignes de réflexion et d'action pouvant mener à des modèles de stratégies de développement économique local dans des régions et localités ayant subi les conséquences de la restructuration économique ou le manque de projets d'investissements: chômage de longue durée pour des sections importantes de la population, baisse des revenus, dégradation du cadre de vie (logement, infrastructures urbaines et de santé) et de l'environnement socio-culturel (aide sociale, dynamiques culturelles et artistiques).

Suite à un appel d'offre de la Commission Européenne sur le même thème, une recherche de 30 mois a été entreprise. Les objectifs de cette recherche sont multiples. Il s'agit tout d'abord de mieux comprendre la dynamique socio-économique, socio-politique et socio-culturelle dans 30 localités ayant des problèmes plus ou moins graves de développement, dans 8 pays de la Communauté Européenne (France, Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Portugal, Grande-Bretagne, Grèce). Pour chaque localité, les problèmes socio-économiques, les groupes victimes d'exclusion socio-économique ainsi que les stratégies de développement local existants ou en projet sont identifiés. Des comparaisons inter-régionales sont accomplies. Elles concernent: le cadre institutionnel des municipalités et des régions observées; la structure sectorielle de l'économie locale et son contexte régional; les programmes et acteurs de développement local; la collaboration entre agents se situant à différents niveaux spatiaux (municipalités, communautés urbaines, régions, etc.).

Parmi les résultats concrets de cette recherche, on peut citer:

- (i) des dossiers complets sur les trente localités, dont certains ont été réalisés au sein de l'IFRESI (Delvainquier, 1993; Demazière, 1993a, 1993b);
- (ii) une évaluation transversale des cadres institutionnels et administratifs du développement local dans les huit pays;
- (iii) la mise au point de modèles d'action économique visant à renforcer la position des localités et des groupes menacés d'exclusion sociale (groupes cibles).

Les premiers résultats font l'objet de deux publications intermédiaires (Moulaert, Leontidou et al. 1992 et 1993). Le rapport final a été publié en version provisoire (Moulaert, Leontidou et Delladetsima et al. 1994). Dans sa forme définitive, il sera publié comme Policy Discussion Paper de la Commission Européenne avant l'été 1995.

La méthodologie de cette recherche est multi-dimensionnelle et combine des méthodes statistiques avec des méthodes d'entretiens qualitatifs approfondis et des tables rondes avec des témoins privilégiés (responsables politiques et économiques, administrateurs d'agences de développement,...). Le cadre théorique est construit par une combinaison de la théorie de la régulation, de l'économie

institutionnelle et de la technologie, des théories sociologiques de l'économie informelle et de la transition de l'économie formelle à l'économie informelle.

Un nouveau projet de recherche sur le thème "Rénovation urbaine et exclusion sociale dans les métropoles européennes" sera soumis dans le cadre du quatrième Programme Cadre de Recherche et Développement de la Commission Européenne (DG XII). Le réseau de recherche sera légèrement aménagé.

Cette opération de recherche comprend également deux thèses en cours de réalisation. Jean-Cédric Delvainquier s'est penché sur l'émergence de stratégies "intégrées" de développement économique local dans les régions d'ancienne tradition industrielle.

Confrontés à des trajectoires socio-économiques de déclin, et à leurs conséquences négatives pour une proportion importante de la population (voir ci-dessus), les divers acteurs locaux semblent dorénavant chercher à élaborer des stratégies de (re-)développement plus en accord avec la situation locale, c'est-à-dire plus à même d'améliorer les situations des plus défavorisés mais aussi susceptibles de meilleurs résultats en terme de développement strictement économique.

L'articulation des stratégies de développement économique avec les actions de politiques sociales en faveur des groupes en difficulté, telle qu'on l'analyse dans cinq localités d'Europe, nous conduit à étudier la combinaison des rationalités économiques et sociales. Pour cela, il apparaît nécessaire de concilier plusieurs outils de différentes théories économiques et en particulier d'envisager une définition plus large du concept d'innovation que celle habituellement retenue dans le cadre d'analyses traditionnelles, à orientation exclusivement organisationnelle ou technologique.

De façon complémentaire au travail de Jean-Cédric Delvainquier, Christophe Demazière analyse les relations entre villes, développement économique et pauvreté dans le cas des quartiers ouvriers anciens des grandes villes d'Europe du nord-ouest. La recherche empirique porte sur trois grandes villes portuaires: Anvers, Liverpool, et Hambourg.

Les quartiers ouvriers sont apparus au XIX^e siècle comme lieux d'implantation de manufactures et d'infrastructures de transport et comme espaces de reproduction sociale du salariat. Au XX^e siècle, ces quartiers ont vu partir certains segments de population et ont souffert des relocalisations ou fermetures d'entreprises: ils sont entrés dans une spirale de "désintégration socio-économique", notion élaborée par Frank Moulaert et Lila Leontidou (Moulaert et Leontidou, 1992, 1995). La première partie de la thèse fait l'analyse de ces processus de désintégration socio-économique, avec deux interrogations: (i) comment expliquer les différences d'évolution des quartiers ouvriers anciens au niveau intraurbain, interurbain ou international? (ii) dans quelle mesure les diverses politiques mises en place pour enrayer la désintégration ont-elles réussi ou échoué? La deuxième partie de la thèse est plus prospective. Elle contraste l'évolution actuelle de ces quartiers, assez négative (renforcement de la segmentation des marchés du travail, afflux de populations pauvres, tensions inter-générationnelles,...), avec le ré-investissement des centres-villes par les capitaux et certaines couches sociales favorisées. Il s'agit de réfléchir, à partir de la littérature sur le post-fordisme et d'un certain nombre d'exemples concrets de stratégies locales de développement, aux possibilités de re-développement des quartiers ouvriers anciens à la veille du XXI^e siècle.

Partenaires et financement

Les recherches ont été financées par la CE (DGV, Pauvreté III; DG XII, Capital Humain et Mobilité), le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, le CNRS, la Région Nord/Pas-de-Calais et le British Council (Paris). Le Programme franco-britannique du CNRS a également soutenu cette recherche. Les villes de Mazamet (France) et d'Anvers (Belgique) ont participé à l'organisation de séminaires de dissémination des résultats et de suivi de la politique de développement local en Europe.

Publications

- MOULAERT, F., en collaboration avec R. ALAEZ, Ph. COOKE, C. COURLET, H. HAUSSELMANN et A. DA ROSA PIRES (1990), *Integrated Area Development and Efficacy of Local Action*. Etude de faisabilité pour Animation & Recherche dans le contexte de Pauvreté III. Bruxelles et Lille.
- MOULAERT, F., LEONTIDOU, et alii (1992), *Local Development Strategies in Economically Disintegrated Areas: A Proactive Strategy against Poverty in the European Community*, premier rapport intermédiaire à la Commiccion Européenne (DGV, Pauvreté III). Lille, juin.
- MOULAERT, F., LEONTIDOU, et alii (1993), *Local Development Strategies in Economically Disintegrated Areas: A Proactive Strategy against Poverty in the European Community*, deuxième rapport intermédiaire à la Commiccion Européenne (DGV, Pauvreté III). Lille, juin.
- MOULAERT, F., LEONTIDOU, L. DELLADETSIMA, P.M. (eds.) (1994), *Local Development Strategies in Economically Disintegrated Areas: A Proactive Strategy against Poverty in the European Community*, premier rapport final à la Commiccion Européenne (DGV, Pauvreté III). Lille, juin.
- MOULAERT, F. (1995), "Rediscovering spatial inequality in Europe. Building blocks for an appropriate "regulationist" framework". *Society and Space*, à paraître.
- MOULAERT, F., LEONTIDOU, L. (1995), "Développement socio-économique local et lutte contre la Pauvreté. Réflexions méthodologiques", *Espaces et Sociétés*, à paraître.
- MOULAERT, F., LEONTIDOU, L. DELLADETSIMA, P.M., DELVAINQUIÈRE, J.-C., DEMAZIÈRE, C. (1994), Propositions théoriques pour l'étude des localités qui "perdent", in Courlet C. and B. Soulage, (eds.), *Industrie, territoire et politiques publiques*. Paris, L'Harmattan.
- MOULAERT, F., SWYNGEDOUW, E., RODRIGUEZ, A. [en préparation], Urban renovation and social exclusion: an analytical framework.
- MOULAERT, F., DELVAINQUIÈRE, J.-C. (1994), Regional and Sub-Regional Development in Europe: the Role of Socio-cultural Trajectories, in Bekemans, L., (ed.), *Building Stone for Europe 2002*. Brussels, European Interuniversity Press, à paraître.
- DELVAINQUIÈRE Jean-Cédric (1993), *Etude de cas de localité : Valenciennes*, Programme de recherches de la CEE (DG V/Pauvreté III) 'Local Development Strategies in Economically Disintegrated Areas : A Proactive Strategy against Poverty in the European Community', juin, 30p.
- DELVAINQUIERE Jean-Cédric (1995), *L'émergence de stratégies de développement économique local intégrées dans les espaces d'ancienne tradition industrielle d'Europe de l'Ouest*. Communication aux IVèmes Journées IFRESI. Lille, 30-31 mars 1995.
- DEMAZIÈRE Christophe (1993a), *Etude de cas de localité: Charleroi*, Programme de recherches de la CCE (DGV/Pauvreté III) 'Local Development Strategies in Economically Disintegrated Areas: A Proactive Strategy against Poverty in the European Community', juin, 27p.
- DEMAZIÈRE Christophe (1993b), *Etude de cas de localité: Anvers Nord-Est*, Programme de recherches de la CCE (DGV/Pauvreté III) 'Local Development Strategies in Economically Disintegrated Areas: A Proactive Strategy against Poverty in the European Community', juin, 36p.
- DEMAZIÈRE Christophe (1994), Les districts industriels comme modèles des relations entreprises-territoires: la fin du débat? Réflexions à partir de deux ouvrages récents, *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n° 24: 148-54.

*
* * *

2.1.2.D. DEVELOPPEMENTS EN ECONOMIE SPATIALE, REGIONALE ET URBAINE (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CESURE : Sylvie BENOIT (AL), Sabine COUSIN (AL), Bernard DUPONT (MC), Hubert JAYET (PR), Alain PENTEL (AL), Dominique RAJAONARISON (ATER), Hugues SACHTER (MC), Philippe WINS (AL)

Chercheurs d'autres équipes : Paul CHESHIRE (Université de Reading), Didier CORNUEL (CRESGE), Frédéric GANNON (MODEM, Université de Paris X), Ian GORDON (Université de Reading), Jacques THISSE (ENPC-CERAS et Université de Paris 1), Yves ZENOU (ERMES, Université de Paris 2 et CORE, Université de Louvain la Neuve).

Objets, méthodes, résultats.

Cette opération qui vise à apporter un certain nombre d'éclairages nouveaux sur les problèmes économiques spatiaux, régionaux et urbains se décompose en deux sous-opérations principales :

Espace, villes et entreprises.

Sous ce vocable, sont regroupées l'ensemble des activités visant à analyser la dynamique spatiale des entreprises sous un angle micro-économique. Les deux principaux problèmes abordés sont d'une part les comportements de localisation des entreprises en tenant compte de leurs interactions avec les politiques d'attraction des collectivités territoriales et d'autre part les comportements localisés de renouvellement des tissus économiques locaux (création, développement, réorientation et disparition d'entreprises).

Une première série d'analyses, commencée en 1992 à l'instigation du Commissariat Général du Plan, du Plan Urbain et de la DATAR, porte sur les processus de localisation industrielle. Une première analyse d'une cinquantaine de dossiers de localisation d'entreprises collectés auprès de Commissariat à l'industrialisation et d'Agences de développement fait apparaître des processus de localisation structurés autour de deux dimensions principales. Il s'agit d'une part des problèmes d'information que l'entreprise doit résoudre pour avoir une connaissance suffisante des localisations possibles et lui permettre de trancher entre celles-ci. Il s'agit d'autre part des facteurs de localisation et du degré de différenciation qu'ils induisent entre sites, qui conditionne la part relative dans la décision finale des critères techniques et financiers. La structure qui en découle fait se succéder une phase de recherche d'information et une phase de négociation. L'importance relative de ces deux phases est déterminée par l'information dont dispose l'entreprise *a priori* et sa sensibilité plus ou moins élevée aux facteurs de localisation. Les recherches se poursuivent actuellement dans trois directions. D'une part, l'échantillon a été complété et dépasse maintenant la centaine de dossiers. D'autre part, une nouvelle mise en forme des dossiers permettra une analyse beaucoup plus fine et détaillée des processus. Enfin, l'élaboration d'une formalisation micro-économique permettra de mieux faire apparaître la logique des processus.

Une deuxième série d'analyses, liée à la précédente, porte sur les politiques d'attraction d'entreprises mises en œuvre par les acteurs locaux. Si l'on considère que les processus de localisation d'entreprises correspondent à une demande de sites par ces dernières, une offre de sites organisée par les acteurs locaux lui fait face. La question est de savoir quelles sont les motivations de cette offre de sites et sur quelles bases elle s'organise. Les analyses actuellement disponibles, en particulier dans le domaine de la concurrence fiscale, s'avèrent insuffisante. Elles s'intéressent uniquement au motif fiscal, négligeant le fait que la recherche extérieure est d'abord liée à la difficulté à trouver des capitaux permettant de créer de l'emploi. Elles négligent la pluralité des acteurs présents sur un territoire et les problèmes d'organisation que pose cette pluralité. Enfin, elles définissent la collectivité territoriale comme un offre de sites prédéfinis, négligeant l'effet que peut avoir l'entreprise attirée sur la définition du site lui-même. Le travail en cours vise à une appréhension plus globale. Du point de vue empirique, il

s'appuie sur une série d'enquêtes auprès d'acteurs locaux. Celles-ci sont complétées par des analyses de terrain sur les métropoles lilloise et lyonnaise.

Les deux séries d'analyses ci-dessus s'intègrent dans un réseau de recherche européen, TECSEM (Territorial Competition in the Single European Market) auquel participent des collègues de Reading, Milan, Zurich, Rotterdam et Stockholm. Parmi les matériaux communs à ce réseau figure une série d'enquêtes coordonnées et comparables sur les facteurs de création et de localisation d'entreprises, permettant des analyses comparatives internationales. Elles ont également inspiré des développements théoriques de deux ordres. Le premier porte sur l'utilisation des modèles théoriques de prospection à la question des choix de localisation industrielle. Le second porte sur les choix de localisation collectifs, quand plusieurs agents doivent élaborer un compromis pour choisir un même site alors que leurs préférences divergent.

Une troisième série d'analyses est partie d'un travail méthodologique sur le renouvellement des tissus économiques locaux fait en 1993 la DATAR. Ce travail avait permis de proposer quelques directions d'investigation empiriques. A la demande du Commissariat Général du Plan, l'une de celles-ci est en cours de réalisation. L'idée de base de ce projet est que la forme d'organisation d'un tissu économique peut influencer la capacité des entreprises locales à bénéficier de rendements croissants et d'un abaissement des barrières à la mobilité et de ce fait favoriser le renouvellement de ce tissu. Le mécanisme essentiel est le bénéfice que tirent les entreprises individuelles d'effets d'échelle générés au niveau de l'ensemble du tissu économique auquel elles participent. La recherche commence par une analyse comparative des 365 zones d'emplois quand au degré de renouvellement de leurs tissus économiques locaux. Les différences observées dans ce domaine seront ensuite reliées aux différences de structures socio-économiques globales. Les résultats seront ensuite approfondis sur une sélection d'une cinquantaine de zones d'emploi représentatives.

Structures urbaines et mobilité

Ce sont ici des opérations visant à un développement des analyses de structures économiques urbaines et du rôle qu'y joue la mobilité des ménages.

Une première orientation porte sur l'analyse des facteurs économiques de la mobilité résidentielle. A la demande du Plan Construction et du PIR Villes, un premier travail a été fait en 1993, comportant un bilan des modèles économiques de mobilité résidentielle des ménages et une enquête expérimentale par entretiens auprès d'une centaine de ménages. L'année 1994 est pour l'essentiel consacrée à la réalisation d'une enquête définitive auprès d'un millier de ménages. L'analyse de cette enquête se fera dans plusieurs directions, sur une période d'au moins deux ans. On s'interrogera tout d'abord sur les facteurs explicatifs de l'insatisfaction à l'égard du logement actuel et sur le passage de l'insatisfaction la décision soit de réaménager le logement, soit de changer de logement. On s'intéressera ensuite aux déplacements réguliers des membres du ménage, à leur organisation dans l'espace et à leurs liens avec la mobilité résidentielle. On analysera enfin la succession des trajectoires résidentielles des membres du ménage, leur organisation spatiale et leurs interactions avec les changements familiaux, professionnels et financiers affectant l'individu.

Une deuxième orientation porte sur l'analyse des évolutions de long terme des structures spatiales de l'agglomération lilloise. Un premier travail descriptif a permis de confronter la réalité lilloise avec les propositions de la théorie micro-économique urbaine. Elle a permis de constater que les schémas proposés par celle-ci fournissaient une lecture intéressante de la structure de l'habitat par tailles de ménages. Par contre, les structures socioprofessionnelles paraissent beaucoup plus difficiles à saisir par un modèle qui reste encore trop pauvre. Pour enrichir l'analyse, le travail s'oriente actuellement dans plusieurs directions. Grâce au soutien du PIR Villes, une enquête a été lancée auprès d'entreprises sur la répartition intra-urbaine des salaires. Il s'agit de savoir si, comme dans d'autres pays, on peut constater des différentiels de salaires toutes choses égales par ailleurs entre centre et périphérie urbaine, qui seraient explicables par l'économie de transport que permet une localisation périphérique pour certaines catégories de main d'œuvre. D'autre part, un travail est en cours pour collecter de l'information sur les prix fonciers et immobiliers. Cette information permettra d'analyser économétriquement les mécanismes de capitalisation de la valeur des aménités et des biens publics

locaux. Elle permettra également d'étudier les rôle des prix fonciers dans les mécanismes de ségrégation spatiale.

Partenaires et financement

Processus de localisation d'entreprises : DATAR, Commissariat Général du Plan, Ministère de l'Équipement (Plan Urbain).

Politiques d'attraction des collectivités territoriales : Ministère de l'Équipement (Plan Urbain).

Structures économiques locales et barrières à l'entrée : Commissariat Général du Plan.

Mobilité résidentielle : Ministère de l'Équipement (Plan Construction), PIR Villes et DATAR.

Différentiels de salaires intra-urbains : PIR Villes.

Prix fonciers : La Poste.

Publications

BENOIT Sylvie (1994) *Les politiques d'attraction d'entreprises : un bilan théorique et le cas de deux organismes de développement local en France*. Communication au colloque "Villes, entreprises et société", IFRESI-PIR Villes, Lille, mars 1994.

GORDON Ian, JAYET Hubert (1994) "Territorial policies between cooperation and competition", soumis pour publication aux *Papers in Regional Science*.

JAYET Hubert (1994a) *Organisation et concurrence territoriale : un cadre global d'analyse*. Communication au colloque "Villes, entreprises et société", IFRESI-PIR Villes, Lille, mars 1994.

JAYET Hubert (1994b) "Collective location". Communication au colloque "Decentralization and the economic organization of space", Marseille, juin 1994, soumise aux *Annales d'Economie et de Statistique*.

JAYET Hubert et alii (1994c) *Etudes sur la concurrence territoriale*. Rapport au Ministère de l'Équipement (Plan Urbain).

JAYET Hubert (1995a) "Localisations collectives et localisations d'entreprises", publié dans *Economie industrielle et Economie Régionale*, sous la direction de A Rallet et A Torre, Paris, Economica, à paraître.

JAYET Hubert (1995b) "Marchés de l'emploi urbains et ruraux et migrations". Communication au 43^e congrès annuel de l'AFSE, septembre 1994, publiée dans la *Revue Economique*.

JAYET Hubert et alii (1995c) *Développements méthodologiques en économie spatiale et urbaine*. Rapport au Ministère de l'Équipement (Plan Urbain).

JAYET Hubert, WINS Philippe (1994) *A model of firms' location processes : 1. The information stage*. Communication au colloque "Decentralization and the economic organization of space", Marseille, juin 1994, et au colloque européen de la RSA, Groningen, aout 1994.

PENTEL Alain (1995) *Les facteurs économiques de la mobilité résidentielle : une enquête préliminaire*. Rapport au Ministère de l'Équipement (Plan Construction).

PUIG Jean-Pierre, THISSE Jacques-François, JAYET Hubert (1994) "Enjeux économiques de l'organisation de l'espace français : 1. Polarisation et concentration", à paraître dans la *Revue d'Economie Politique*.

PUIG Jean-Pierre, THISSE Jacques-François, JAYET Hubert (1994) "Enjeux économiques de l'organisation de l'espace français : 2. L'aménagement du territoire", à paraître dans la *Revue d'Economie Politique*.

WINS Philippe (1993) *Firms location : an analysis of choice processes*. Communication au colloque annuel de la RSA, Moscou, aout 1993.

*
* * *

2.1.2.E. FORMES D'ORGANISATION DES ESPACES PRODUCTIFS ET REPRESENTATION CARTOGRAPHIQUE (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

LGH : Federico CUÑAT (MC), Galina GORNOSTAEVA (CR). CRAPS : Bernadette THOMAS (IE)
URA1020 : Alain DERVILLE (PR), Philippe GUINET (PR), Marie-José LUSSIEN-MAISONNEUVE (MC), Philippe MARCHAND (MC)

Chercheurs extérieurs : -de l'Université de SARAGOSSE : José Luis CALVO (PR); Angel PUEYO (AL), José Miguel JOVER (IR), Maria Pilar ALONSO (AL) ; -de l'Ecole d'Architecture de Barcelone : M. GUARDIA, F.J. MONCLUS, J.L. OYON

Objet, méthode, résultats

L'objectif poursuivi à travers cette recherche vise à interroger le concept de territoire pris en tant que production relevant aussi bien de rapports sociaux que de démarches institutionnelles ou de représentations. C'est ainsi que, dans un premier temps, les travaux publiés, ou présentés lors de rencontres scientifiques, mettent l'accent, soit sur les représentations cartographiques, soit sur des analyses ayant trait à des processus d'organisation économique et sociale. Une seconde période est annoncée par quelques tentatives de recouplement effectuées autour d'interrogations telles que:

- le territoire comme oeuvre ouverte?
- la fin des territoires de l'industrie?
- le rôle des territoires de proximité dans les processus de régulation des organisations?

Recherches sur les processus d'organisation économique et sociale

S'agissant des espaces productifs, les travaux en cours, tout en prolongeant les recherches antérieures concernant les services aux entreprises, mettent l'accent sur leur rôle organisateur dans les villes industrielles, et plus particulièrement dans les métropoles. Ils donneront lieu à un rapport de recherche fin 1995.

Recherches sur les représentations cartographiques

Pour leur part, les travaux de cartographie se placent d'un point de vue d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire. Ils concernent les méthodes d'analyse et de représentation, l'évaluation de politiques publiques (infrastructures, diffusion technologique, formation...), et la confection d'atlas: socio-économique pour le niveau régional, historique pour la ville. L'ensemble a conduit à développer la réflexion à propos des systèmes d'information géographique. Ils trouveront leur concrétisation par la parution, début 1996, d'un ATLAS HISTORIQUE DE LILLE formant partie d'un projet plus large (ATLAS HISTORIQUE DES VILLES EUROPEENNES) conduit en collaboration avec d'autres équipes françaises et étrangères (Centre de Recherches Historiques de l'Université de Strasbourg, et Université Polytechnique de Barcelone). Une autre collaboration, avec l'INSEE et le Conseil Régional, fait participer l'équipe à la parution, courant 1995, d'un ATLAS SOCIO-ECONOMIQUE DU NORD PAS DE CALAIS. Enfin, un ouvrage est en préparation (titre provisoire: Cartographie et aide à la décision en Aménagement du Territoire) qui devrait voir le jour en 1996. Il est réalisé avec le concours de la D.G.XVI, du C.C.R.E.(Comité des Communes et Régions d'Europe).

Configurations productives et territoires urbains (recherche en préparation)

Il s'agit de prolonger les recherches précédentes par des compléments d'approche. Par exemple, en prenant en compte les structures spatiales dans le long terme, ainsi que dans les évolutions des codages d'appartenances, notamment en milieu urbain. Une équipe recouvrant plusieurs spécialités est en voie de constitution dans le but d'élaborer une approche méthodologique et de conduire des analyses comparatives sur divers sites urbains.

Partenaires et financement

D.A.T.A.R. et Ministère de la Recherche/Région Nord Pas de Calais/Commission Européenne (DGXVI), Agence régionale de développement/Centre de culture contemporaine de Barcelone/Region de Bruxelles Capitale.

Publications

Livres et thèse.

- PUEYO CAMPOS Angel (1993), Utilizacion de cartografia para el analisis y diagnostico de la localizacion de equipamientos , Thèse de Géographie, Université de Zaragoza.
- GORNOSTAEVA Galina(1993), Une géographie sociale de Moscou. Fragments d'Europe. Atlas de l'Europe (médiane et orientale). Sous la direction de M. Foucher. Chapitre XV. France.
- GORNOSTAEVA Galina(1994), Maps : Density of population in Moscow, Age structure of housing in Moscow. In Atlas European Cities. G.E.V.E.R.U., Free University of Brussels, Belgium.
- CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette (1995), Communication et publicité: une filière métropolitaine. In SAVY M. et VELTZ P., Economie globale et réinvention du local, DATAR/éd. de l'aube.

Articles

- CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1994), Spatial organization in business services: some empirical findings, Journal of Economic and Social Geography, Amsterdam, vol. 85, n°4, pp. 333 à 342.
- CUÑAT Fédérico (1995), Emergence de l'espace technopolitain de Villeneuve d'Ascq, Revista de Geografia, Coimbra (à paraître).
- CALVO José Luis, PUEYO Angel (1995), Cartographie et modélisation, Cahiers du GIP Reclus, (à paraître).

Communications

- GORNOSTAEVA Galina(1993), Database § desktop mapping of population § housing of Moscow for Atlas of European cities. EUROCARTO XI, Kiruna, Sweden.
- CUÑAT Fédérico, GORNOSTAEVA Galina, THOMAS Bernadette (1994), Approches sur le rôle de la territorialisation des services aux entreprises dans les villes industrielles, Colloque PIRVille/IFRESI,Lille.
- CALVO José Luis, PUEYO Angel, JOVER José Miguel (1994), Cartographie des potentiels de population, application au cas de l'Espagne péninsulaire, Colloque CRESOC, Toulouse.
- CUÑAT Fédérico(1994), Le territoire, oeuvre ouverte, Colloque CRESOC, Toulouse.
- CALVO José Luis, CUÑAT Fédérico, PUEYO Angel, ALONSO Maria Pilar (1994), Intégration de réseaux d'infrastructure en Espagne et développement régional, Aragon et Valencia. Colloque CNRS Suds et Iles, Corte.
- CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1994), Organisation fonctionnelle et recours externe, résultats d'enquête auprès d'établissements, RESER, Barcelona.
- CUÑAT Fédérico (1994), Espaces de l'entreprise: la fin des territoires de l'industrie? Colloque CNRS, La fin des territoires, Université de Pau.
- GORNOSTAEVA Galina(1994), Socio-economic problems of post-socialist development of Moscow agglomeration : metropolization or demetropolization. Cities, Enterprises and Society at the Eve of the XXIst Century. International conference,PIR-Ville/IFRESI , Lille.
- GORNOSTAEVA Galina(1994), GIS for cities : in searching trend for development (with reference to Moscow as a city). EGIS/MARI 94. The European Conference, 29 March-1 April, Paris, Vol. 1, p. 479-489.
- GORNOSTAEVA Galina(1994), Databases for urban research and town planning in Russia. EUROCARTO XII, Copenhagen, October, Denmark.
- CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1995), Les services comme révélateur des organisations d'entreprises, Journées IFRESI.
- CUÑAT Fédérico, HEBRARD Joel(1995), Intégration et régulation territoriale, à propos du NPC dans l'Europe du nord ouest. Conference of Regions of North-West Europe.
- CALVO José Luis, CUÑAT Fédérico, PUEYO Angel (1995), Evaluation territoriale des programmes d'infrastructures routières en Espagne, par la méthode cartographique, Colloque INRETS, Lille.

- CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette(1995), Entre organisations familiales et circuit court, quelle place pour une économie-térritoire? Commission de l'Organisation de l'Esapce Industriel de l'U.G.I., Séoul.
- CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette(1995), Le niveau territorial de proximité, élément de régulation des formes d'organisation du travail? Colloqua A.S.R.D.L.F., Toulouse.

*
* * *

2.1.2. F. STRATÉGIES DES MULTINATIONALES ET TERRITOIRES

Chercheurs

CEPE : Hadjila KRIFA (MC), Bénédicte DEWULF (AL) ; CLERSE : Frédéric HERAN (MC)

Objet, méthode, résultats

Sous ce thème sont regroupées 4 recherches ayant pour objet l'analyse des liens entre les processus d'expansion mondiale des firmes et les dynamiques territoriales.

Une première recherche, achevée en septembre 1993, avait pour objet l'analyse des stratégies d'implantation des multinationales étrangères dans le Nord - Pas de Calais et leurs répercussions sur le développement régional. L'enquête menée auprès d'une vingtaine d'établissements a permis de montrer combien les stratégies globales des multinationales, qui tendent à supplanter les stratégies multidomestiques, modifient substantiellement les modalités d'implantation de ces firmes et leurs impacts sur la Région. Le choix d'une implantation apparaît de moins en moins motivé par les facteurs traditionnels (coûts des matières premières, de la main-d'œuvre ou des transports) et de plus en plus des facteurs beaucoup plus stratégiques (l'accès à des compétences hautement qualifiées, à des services appropriés). Dans un contexte de croissance ralentie et d'exigences accrues des clients, le rôle de la demande reste essentiel dans la décision d'investir, mais devient secondaire dans la localisation précise des activités, en raison des facilités de transport et d'élargissement des zones de distribution. Seul le cas précis de la quasi-intégration d'un fournisseur à sa firme cliente justifie une implantation à proximité. En conséquence, l'impact sur le tissu industriel se réduit notablement. L'approvisionnement centralisé et mondial, la spécialisation des unités de production et l'extension des aires de commercialisation tend à diminuer l'insertion régionale. Il s'en suit une réduction sensible de l'impact d'une implantation sur l'emploi, sur les transferts de technologie et plus généralement sur la structuration du tissu industriel.

Une deuxième recherche, achevée en novembre 1994, a conduit à approfondir l'analyse des stratégies de globalisation et d'insertion territoriale des multinationales. En évitant de s'enfermer dans la problématique du dilemme globalisation/localisation, et en s'appuyant sur des entretiens auprès de dirigeants de 28 établissements de firmes étrangères implantées dans le Nord-Pas de Calais, cette recherche a montré que les stratégies de globalisation sont une étape nouvelle dans le processus de rationalisation du fonctionnement des firmes à l'échelle mondiale, aboutissant à une interdépendance accrue des marchés et des différentes régions productives. Dans cette logique, trois types de facteurs expliquent l'insertion locale des firmes globales : L'existence de barrières à la mobilité, très liée au type d'activité qui révèle a priori les difficultés ou les facilités des groupes à entrer ou sortir d'un secteur et donc en général à s'implanter dans une région ou à la quitter (délocalisation); Le degré d'autonomie des filiales vis à vis de leur maison mère, variable en fonction des traditions nationales et surtout des stratégies des firmes. Le rapport de la firme à son environnement - passif ou actif- qui conditionne fortement son insertion locale.

Ce délicat équilibre entre globalisation et localisation est plus particulièrement exploré pour le transfert de technologie dans une recherche en cours menée par Bénédicte Dewulf, dans le cadre d'une thèse financée par le Conseil régional du Nord - Pas de Calais. L'objectif de cette thèse est d'analyser l'alternative internalisation/externalisation du transfert technologique par les multinationales pour juger de la portée et de l'efficacité du transfert du point de vue de la firme multinationale et des régions d'accueil. Le Nord-Pas de Calais, parmi d'autres régions de vieille industrie, sert de terrain d'observation.

Une quatrième recherche examine les problèmes nouveaux d'insertion internationale de certains territoires en liaison avec le double processus de globalisation/régionalisation. La globalisation est liée aux stratégies des firmes dans un environnement devenu extrêmement concurrentiel. La régionalisation apparaît soit comme la résultante des stratégies des Etats à la recherche d'une taille critique nécessaire dans les négociations internationales soit comme une nouvelle étape dans le

développement du protectionnisme. En quoi ce double processus peut-il conduire à une redéfinition de la division du travail entre pays, à l'intérieur d'espaces plus intégrés régionalement et sous l'influence des multinationales? Cette question est posée à propos de l'ALENA (Accord de Libre échange Nord Américain), à partir d'une problématique en terme de risque de délocalisation pour une économie extravertie comme celle du Canada. Pour évaluer les éventuels transferts d'activités des filiales de groupes multinationaux implantés au Canada vers les Etats Unis ou le Mexique, un examen de l'évolution comparée sur une dizaine d'années des flux du commerce extérieur et des investissements sortants et entrants est fait, en même temps qu'une étude de cas significatifs de délocalisation.

Financement

Les stratégies des firmes multinationales dans la région Nord-pas de Calais : 2ème tranche du Contrat-Plan 1989-93, CNRS-Conseil Régional Nord-pas de Calais.

Stratégies de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale. L'exemple du Nord-Pas de Calais" : 3ème tranche du Contrat-Plan (1989-93) CNRS-Conseil Régional du Nord-pas de Calais.

Les firmes multinationales et le transfert de technologie : bourse de recherche du Conseil régional Nord-Pas de Calais.

Effets de l'ALENA sur les mouvements des Investissements Directs Internationaux : le risque des délocalisations pour le Canada : bourse en études canadiennes offerte par le Ministère des Affaires étrangères/Canada, Mars 1995.

Publications

- HERAN Frédéric, KRIFA Hadjila (1993) : "les stratégies des firmes multinationales dans la région Nord-pas de Calais". Rapport pour le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, I. F. R. E. S. I , septembre, 110 p .
- KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric (1995), "Logiques stratégiques des grands groupes multinationaux et dynamique territoriale : l'exemple de la région Nord- Pas de Calais." Dans Diane Gabrielle Tremblay (édit) "Concertation et performance économique : vers de nouveaux modèles de développement", Presse de l'Université du Québec, collection de l'Association d'Economie Politique.
- HERAN Frédéric, KRIFA Hadjila (1994), "Globalisation des firmes multinationales et territoires : quelques réflexions". Colloque international " Villes, Entreprises et Société à la veille du XXIe siècle". Lille, 16-18 mars.
- KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric, DEWULF Bénédicte (1994), " stratégies de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale. L'exemple du Nord-Pas de Calais." Rapport pour le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, I.F.R.E.S.I. Novembre, 81 p.
- KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric, DEWULF Bénédicte (1995), " globalisation des firmes et logiques d'insertion locale: l'exemple du Nord Pas de Calais". 4ème Journées de l'I.F.R.E.S.I. Lille, 30 et 31 mars.
- HERAN Frédéric, KRIFA Hadjila (1995) " Stratégie de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale", colloque international de l'Association de Science Régionale de Langue Française, Toulouse, 30, 31août et 1er septembre .

*
* * *

2.1.2. G. TRANSFORMATIONS DE RÉSEAUX URBAINS ET DYNAMIQUE DES RELATIONS VILLES-CAMPAGNES (DE L'ÂGE DES " BONNES VILLES " AUX VILLES INDUSTRIELLES)

Chercheurs

URA 1020 : Philippe GUINET (PR), Patrick CERISIER (E. Sec.), Charles ENGRAND (MC), Odette HARDY (PR), Marie-Josèphe LUSSIEN-MAISONNEUVE (MC), Philippe MARCHAND (MC)+ Fédérico CUNAT (MC)

Objet , méthode , résultats

La recherche s'articule en deux points :

A) Genèse et mutations des réseaux urbains du XV^e siècle à nos jours

L'équipe s'attache aux transformations des armatures urbaines de la fin du Moyen Age à nos jours. Elle a pour vocation d'évaluer le poids des facteurs qui

- ont été à l'origine de la mise en place des réseaux (milieu naturel, interventions du pouvoir, liens juridiques et religieux, fonctions économiques)
- ont soutenu la cohérence de ces armatures et maintenu la hiérarchie des diverses composantes des réseaux
- ont au contraire catalysé les transformations, voire la disparition de tel ou tel réseau.

Il s'agirait d'observer le jeu réciproque et l'évolution dans le temps des différents paramètres afin de percevoir la logique des réseaux, de cerner les plages de continuité et les ruptures. Les travaux devraient déboucher sur un modèle explicatif des changements successifs de la hiérarchie interurbaine dans des contrées aux fortes identités municipales (espace " lotharingien " et comparaisons avec d'autres espaces).

La période envisagée irait de l'âge des bonnes villes d'essence médiévale remodelées aux Temps Modernes jusqu'aux réseaux d'aujourd'hui bouleversés par la métropolisation et la péri-urbanisation.

B) Relations villes-campagnes

La dynamique des réseaux urbains évolue en interaction permanente avec les territoires de la ruralité où les villes s'approvisionnent, sur lesquels elles empiètent. Les habitants des villes demeurent liés aux campagnes pour des motifs économiques, relationnels ou culturels. En réaction contre une tendance marquée des sciences sociales à séparer les études rurales et urbaines, nous nous proposons d'intégrer l'une à l'autre en mettant en oeuvre trois approches prioritaires :

* L'étude des territoires de contact : zones péri-urbaines et " rurbanisées ", nébuleuses agro-industrielles ou minières.

* Deux enjeux de la relation ville/campagne

- La terre, enjeu conflictuel, aspiration unifiante, moyen de domination ? En partant de l'étude des transactions mais en intégrant la dimension idéologique de la priorité de la terre, nous étudierons d'abord l'évolution de la propriété foncière des citadins. Nous tenterons de prolonger cette approche par une démarche inverse : l'analyse du devenir des propriétés foncières des ruraux qui quittent la campagne

- L'approvisionnement des villes en produits alimentaires : il s'agira d'établir des aires d'approvisionnement, et la hiérarchie des marchés en portant une attention particulière aux moments de tension sur le ravitaillement.

* Les représentations réciproques et les réseaux relationnels

- Les images que les ruraux se font de la ville et celles que les citadins se forgent sur les campagnes contribuent fortement à consolider les identités respectives. Nous suivrons l'évolution de ces images et leurs effets sur les systèmes de pouvoir.
- Nous développerons et croiserons les observations des réseaux relationnels, ébauchées à partir des études des élites, pour les uns urbaines, pour les autres rurales.

Publications

Publications parues

CERISIER Patrick, "Les subdélégués de l'intendant Taboureau et le commerce des grains en Hainaut à l'époque de Terray (1769-1774)", *Revue du Nord*, n° 309, janvier-mars 1995, p. 29-58.

GUIGNET Philippe, "La famille valenciennoise à la fin du XVIIe siècle : structures et dimensions" Actes du 35e Congrès régional des Sociétés savantes, Palais de l'Europe au Touquet, octobre 1994 (à paraître en 1995).

Publications en cours

CUNAT Fédérico avec collab. de GUIGNET Philippe, LUSSIEN-MAISONNEUVE Marie-Josèphe, *Atlas historique des villes européennes* (chapitre sur l'évolution de Lille du Moyen Age à nos jours).

HARDY Odette, "Statuts sociaux et origine démographique des populations des petites villes du Hainaut en voie d'industrialisation (1815-1880)", *Annales de démographie historique*.

En préparation

- GUIGNET Philippe, Réseau urbains et relations postales dans la France du Nord.
- Préparation d'un numéro spécial de la *Revue du Nord* sur le développement démographique et spatial des villes (fin du Moyen Age - premier XX siècle).
- Cartographie des péages sous l'Ancien Régime (C. Engrand sur la Picardie et l'Artois, P. Cérisier sur la Flandre et le Hainaut).

*
* * *

2.1.2.H. DÉVELOPPEMENT LOCAL, DÉCISIONS D'IMPLANTATION DES ENTREPRISES ET STRATÉGIES D'AMÉNAGEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES. L'EXEMPLE DU NORD DE LA FRANCE. (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

Université d'Artois : Didier PARIS (PR)¹, Eric GLON (MC)², Isabelle GENEAU DE LA MARLIÈRE (MC)

¹ appartenance conjointe au LGH Lille 1: uniquement rattaché au LGH à compter d'octobre 1995 (mutation à Lille 1).

² appartenance conjointe au LGH Lille 1

LGH : Jean-Pierre RENARD (PR)

L'opération est en cours de développement: d'autres chercheurs pourraient rejoindre l'équipe actuelle.

Objet, méthode et résultats

Plus que jamais la question du développement local est au cœur de la réflexion sur l'analyse de la dynamique des territoires. Au delà des atouts ou handicaps intrinsèques des territoires, le rôle des acteurs locaux du développement apparaît essentiel dans l'émergence de dynamiques de développement. L'urgence sociale de la création d'emploi, la nécessité d'accroître les ressources fiscales locales amènent ces acteurs à multiplier les sites d'accueil pour les activités économiques. La multiplication des initiatives aboutit à un accroissement de l'offre. L'adaptation à la demande passe par une concurrence accrue des acteurs locaux désireux de remplir leurs zones et parcs d'activité, la décision d'implantation pouvant être analysée comme la rencontre de la stratégie d'une entreprise avec celle déployée par les acteurs locaux d'un territoire donné. C'est l'étude de ces mécanismes de régulation conduisant à la localisation des activités qui est au cœur du travail envisagé dans cette opération.

A partir d'enquêtes systématiques menées dans les communes du Nord-Pas-de-Calais:

- Peut-on dégager des constantes dans les stratégies d'aménagement des acteurs locaux ? Comment expliquer les variations de stratégies ?
- Peut-on discerner sur le long terme des évolutions dans les stratégies d'aménagement de zones d'activités ?
- Selon quelle logique se fait l'adaptation de la demande et de l'offre en matière d'implantation ?
- Peut-on préciser les conditions de concurrences entre acteurs locaux et ses conséquences en terme de rationalité de l'aménagement du territoire ?
- Peut-on définir l'ordre des facteurs explicatifs du choix de localisation des entreprises ?
- Peut-on évaluer l'impact des choix d'implantation sur le développement des entreprises ?

Cette recherche a abouti à de premiers résultats présentés notamment à l'occasion d'une communication lors des journées IFRESI de mars 1995.

L'étude des zones d'activités apparaît ainsi comme l'une des entrées possibles de la réflexion sur la localisation des entreprises. Cela est d'autant plus vrai que depuis la fin des années 50 la délimitation spatiale de sites pour l'accueil des activités économiques s'est généralisée, dépassant le seul domaine de l'industrie, pour concerner également le commerce, les services aux particuliers (zones hôtelières par exemple) ou les services aux entreprises.

A côté des modèles théoriques de localisation et des approches empiriques fondés sur l'analyse de facteurs de localisation, l'approche systémique permet de mettre en évidence le rôle des acteurs au sein de processus dans lesquels interviennent un nombre élevé de paramètres explicatifs. La réflexion

sur les zones d'activités se situe dans ce cadre systémique. Cela implique la prise en compte des acteurs locaux du développement qui décident leur aménagement. A une échelle fine, le processus de localisation apparaît comme la rencontre entre deux rationalités, celle de l'entreprise et celle des acteurs locaux du développement. De fait l'étude des zones d'activités se situe à la charnière de la réflexion sur la localisation des activités et de celle sur le rôle des acteurs locaux du développement.

L'étude d'exemples (le Valenciennois, l'Avesnois-Thiérache, la région d'Orchies et le secteur d'Hénin-Carvin, l'Artois et le Cambrésis) permet de brosser une première typologie en fonction de la place des zones d'activités dans la dynamique des territoires concernés, et d'approfondir la réflexion sur les formes de régulation entre politiques de développement local (l'offre de site) et rationalité des entreprises (demande d'implantation).

Ainsi, selon les territoires, des stratégies et des problématiques apparaissent dans leur diversité. A la multiplication des zones d'activités de petites tailles gérées dans un cadre communal, (Valenciennois) s'oppose l'effort de coopération et de synergie intercommunale du district arrageois. Alors que dans le secteur districial d'Hénin-Carvin, la concurrence intercommunale est vive, la communauté de villes de Cambrai s'oriente vers une action concertée toute autre. Orchies, quant à elle, tente d'affirmer sa centralité urbaine au sein d'un territoire transformé par la péri-urbanisation, pendant que les petites villes de haute Thiérache cherchent à structurer leur environnement rural périphérique.

Publications

GLON E. (1993). "L'impact "croissant des zones d'activités dans la péri-urbanisation et la rurbanisation: l'exemple du Seuil de l'Artois." *revue Hommes et Terres du Nord.* 3-4. pp. 199-210.

GLON E., PARIS D. (1994). *Zones d'activités de l'arrageois et prospectives du développement*, Rapport d'étude pour le compte du SESDRA (Syndicat d'Etudes pour le Schéma Directeur de la Région d'Arras).

GLON E. (1994). *Zones d'activités et développement local: l'exemple du seuil de l'Artois*, Thèse de géographie, Université de Lille 1, 427p.

GLON E., PARIS D., RENARD J.P., (1995). *Zones d'activités, aménagement, politiques de développement local et concurrence territoriale*, communication aux journées de l'IFRESI, Lille, mars 1995.

*
* * *

2.1.2. I. FRONTIÈRES, DISCONTINUITÉS SPATIALES ET COOPÉRATIONS, DÉVELOPPEMENT LOCAL (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

LGH : GLON Éric (MC), GONIN Patrick (MC), GREGORIS Marie-Thérèse (MC),
RENARD Jean-Pierre (PR)

Présentation

Le monde est composé de territoires discontinus fonctionnant en interdépendance. Les discontinuités territoriales revêtent des formes et des fonctions diversifiées, et ce, à des échelles différentes. Si leur fonction première est de délimiter les entités spatiales, elles constituent également des lieux privilégiés de contacts et de concentration des flux. C'est toute l'ambivalence des discontinuités, dont les frontières stato-nationales, qui peut être ainsi exprimée.

L'un des postulats de la recherche consiste à admettre qu'aucune discontinuité n'est neutre. Les effets peuvent être dans le temps comme dans l'espace extrêmement diversifiés allant du rejet ou de la coupure totale à l'osmose ou au "métamorphisme de contact". Elles perturbent l'agencement des aires d'attraction urbaine, les connexions entre réseaux de transports, les flux de biens et de personnes, gèlent les initiatives d'aménagement... C'est notamment au regard de l'application des modèles géographiques classiques (Christaller, Von Thünen, Lösch, Reilly-Converse...) que l'on peut souligner toute la prégnance des effets de frontières notamment.

De ce fait on peut s'interroger sur les conséquences de certaines discontinuités territoriales (frontières, limites régionales, départementales...) en matière de développement local. Les "coupures" rendent elles encore plus difficile l'émergence de projets de développement local ou au contraire constituent elles des défis tentants ? En terme de recomposition territoriale, on peut se demander si les bassins de vie, et au-delà de cette échelle, si les "pays" peuvent être construits en chevauchant des "crêtes" de séparation politique, administrative, parfois nationale et linguistique.

A un moment où l'Europe communautaire développe une politique régionale originale visant à "désérialiser" les espaces périphériques, frontaliers, en leur offrant une nouvelle initiative (Interreg) qui s'appuie sur une politique de coopération transfrontalière, on doit s'interroger sur les probabilités de réussite de cette dernière et ses conséquences possibles en matière de recomposition territoriale. Sur le plan de la démarche et de la philosophie de l'action, nous pensons que la coopération transfrontalière doit, sur le long terme, s'inspirer des principes du développement local.

Cependant cela suppose aussi que certaines ambiguïtés et difficultés soient levées. Comment les décideurs mais aussi plus largement les citoyens perçoivent-ils les frontières et l'Autre ? De cette perception et représentation mentale des territoires, dépendra très certainement l'attitude politique des décideurs et "l'épaisseur" que l'on attribuera à la coopération transfrontalière. Opportunité conjoncturelle ? Support structurel à de nouveaux territoires voulus ? ...

Quelle place faut-il aussi accorder aux questions culturelles dans la définition des projets de coopération transfrontalière ? Si l'objectif à long terme est la recomposition des territoires transfrontaliers dans une Europe ouverte (à l'intérieur), il faudra nécessairement passer, préalablement, par la (re) construction de champs relationnels. Cette étape suppose, sans aucun doute, une prise en compte importante de la donne culturelle sous différents aspects : l'École, le Patrimoine, la Langue, la Vie associative...

Pour répondre à ces problématiques, plusieurs projets d'études et d'actions ont été retenus :

- Réflexion en cours sur les concepts de bassins de vie, de pays, devant donner lieu en Décembre 1995 à une table ronde "Frontières et bassins de vie" : On pourra prendre le concept de frontière dans sa plus large acceptation.

- Colloque prévu pour fin mars 1996 sur "L'École et les discontinuités territoriales". Les thèmes des enjeux, des stratégies, de la coopération passant par l'École, seront abordés. De même les problèmes de représentation mentale des territoires discontinus et de (re)construction de champs relationnels à partir de l'École devraient être développés. Bien entendu, l'École est considérée comme l'un des acteurs essentiels des Bassins de vie.
- Juin-Septembre 1996 : rédaction finale du rapport de recherches sur la géographie des frontières ("Réflexions épistémologiques et applications pédagogiques", animateur scientifique : J.P. Renard, Étude financée par l'UDREFF-IUFM Lille).
- Décembre 1996 : Frontières et systèmes productifs. Bilan sur la réflexion menée sur les bassins d'emplois, les zones d'activités et les stratégies territoriales (recouplement avec le projet et l'équipe 2.1.2. H.).
- Organisation d'un réseau de chercheurs français et européens sur ces thèmes : bassins de vie, discontinuités territoriales (dont les frontières).

Publications

Ouvrages.

GONIN P., RENARD J.P., 1995, "Frontières et métamorphisme de contact," *Nation, frontières, immigrations en Europe*, sous la direction de C. NEVEU, Paris, Ciemi/L'Harmattan
GONIN P., 1995, "Territoires et frontières. Quels nouveaux découpages ? L'exemple du Nord-Pas-de-Calais et de la Wallonie", L'aménagement face au défi de l'environnement, textes réunis par J-P. Carrière et Ph. Mathis. Poitiers, ADICUEER, pp.75-87
PICOUET P., RENARD J.P. 1993. "Frontières et territoires" la doc.Photographique , la doc.française. 2 fascicules, dossier n°7016.
RENARD J.P.(sous la dir.) 1993. "frontières ambivalentes". cahier du laboratoire de géographie humaine USTL n°11. 123 p., avec la collaboration de P.Gonin , A.Vaguet , B.Dumortier...

Articles

GLON E.1994. *Les frontières internes au développement local*. Hommes et Terres du Nord.n°2/3.
GONIN P., 1994, "Développement local et territoires transfrontaliers. Contractualisation et relations partenariales nouvelle formule", *Territoires*, "Coopération transfrontalière de proximité", N°348, mai, pp.30-35.
GONIN P., 1994, Régions frontalières et développement endogène : de nouveaux territoires en construction au sein de l'Union Européenne", *Hommes et Terres du Nord*, "Frontières et recomposition territoriale", N°2/3, pp.61-70
GONIN P., RENARD J.P.1995. "région et frontière : du concept au terrain , l'exemple de la frontière franco-belge". Actes du colloque de Rome de Décembre 1994. "la région européenne" Le fait départemental et régional.
RENARD J.P.1994. (sous la dir.) " frontières et recomposition territoriale" Hommes et Terres du Nord n°2/3. Rédaction de l'éditorial et d'un article : "l'aménagement du territoire en France et les frontières". pp 95-102.

Communications aux colloques donnant lieu à publications

BERNARD Ch, GONIN P., JODOGNE S., 1995, "Rencontre des acteurs et structures du développement local de la Région Nord - Pas-de-Calais sur le thème : Intercommunalité et développement local, Béthune, 13 avril 1994", Paris, UNADEL, Lille, UFR de Géographie et d'Aménagement de l'Université de Lille I, 1er avril, 8 p.
FORTEVILLE S., GONIN P., 1995, "Intercommunalité et nouveaux territoires : le cas de la Région Nord - Pas-de-Calais", Nantes, Colloque Bourgs et petites villes, Bassins de vie et encadrement territorial, 23-25 mars, 15 p.
GONIN P., 1995, Assises Régionales pour l'emploi et le Travail, Atelier 6, "L'emploi, le travail, la formation et le territoire. Eléments constitutifs de la charte de développement territorial", Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, Lille, 10 janvier, 12 p. (synthèse de l'atelier 6 rédigée pa P. GONIN)

GONIN P., GREGORIS M.T., 1995, "Projet de territoire et villes moyennes : l'exemple de Bailleul et de la Communauté de Communes «Monts de Flandres - Plaine de la Lys»", Lille, IVèmes journées IFRÉSI, 30-31 mars, 18 p.

GONIN P. VAESKEN Ph., 1995, "Qualification et fonctionnalité du territoire", Nantes, Colloque Bourgs et petites villes, Nouvelles activités et nouvelles fonctions, 23-25 mars, 17 p.

RENARD J.P. , RYCHTARIKOVA J.(Prague) 1993. le divorce tchécoslovaque. Communication au colloque France/Europe de l'Est. Lille III. publié dans la Revue du Nord.

GLON E. 1994. *Le seuil de l'Artois : un espace intermédiaire entre la dorsale active nord-européenne et la région capitale française*. Colloque de DIjon sur les espaces intermédiaires Septembre.

GLON E. 1994. *La densification des axes de communication et le devenir d'un espace intermédiaire transrégional : le Seuil de l'Artois*. congrès du CTHS Amiens Octobre.

GLON E. PARIS.D. RENARD J.P.1995. zones d'activités , aménagement , politiques de développement local et concurrence territoriale. Communication aux IVèmes journées de l'IFRESI , Lille, Mars. publié par l'IFRESI.

GONIN P. GRÉGORIS M.T.1995. *Projet de territoire et ville moyenne: l'exemple de Bailleul et de la communauté de communes " Monts de Flandres-Plaine de la Lys"*, Communication aux IVèmes journées IFRESI , Lille Mars. publié par l'IFRESI.

*
* * *

2.1.2. J. ACTEURS ET ACTIVITÉS D'INTERMÉDIATION : LES ACTEURS PUBLICS ET PRIVÉS DU CONSEIL ET DES SERVICES, ET LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DES ENTREPRISES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE : FIEVET Gérald (AL), MAHIEU Christian (CR) (en coll. avec DELPIERRE Martine, Université du Littoral, MC)

Objet, méthodes et résultats

La problématique de cette opération de recherche s'appuie sur les relations localisées au niveau de la Région Nord-Pas de Calais entre trois registres d'action : un registre politique, un registre économique et un registre scientifique. Les observations effectuées portent sur les formes d'intermédiation qui interviennent à l'intersection de ces trois registres, avec une attention particulière sur les formes organisationnelles, c'est-à-dire sur les organisations publiques qui ont comme fonction d'intervenir dans la relation Science (école d'ingénieurs, universités) - Economie (entreprises).

Trois pistes de travail sont particulièrement développées :

- l'appréciation de la diversité des formes organisationnelles d'intermédiation technologique effectuée à partir des services publics qui interviennent dans les relations entreprises/école d'ingénieurs-universités,
- une réflexion sur les facteurs qui ont participé au développement de ces formes et des politiques qui leurs sont attachées,
- et enfin un travail d'analyse de l'évolution des politiques d'intermédiation mises en place plus précisément dans le domaine des technologies de production.

Quelques résultats peuvent être d'ores et déjà mis en avant :

- une évolution des politiques d'intermédiation qui s'est faite dans le sens d'un enrichissement des moyens d'interventions s'appuyant sur la multiplication des modes opératoires (structurel, organisationnel et professionnel) et une extension des stratégies poursuivies (stratégies orientées, d'une part, sur la valorisation de l'offre régionale de technologie et d'autre part, sur la réponse à la demande régionale de technologie),
- une évolution des politiques concomitante à la transformation du processus de construction et de pilotage de l'action publique qui intègre désormais des dispositifs variés d'évaluation,
- et enfin une tendance à la spacialisation et la territorialisation des processus d'intermédiation qui s'illustre par la définition des processus d'intermédiation effectuée au niveau global de la Région (perçue à travers ses caractéristiques économiques et technologiques), et non plus uniquement au niveau des attentes ou des caractéristiques individuelles d'un agent économique (une entreprise) et d'un agent scientifique ou technique (un école d'ingénieur, une université, un centre technique, ...).

Partenaires et financement

Contrat de Plan Etat-Région 1989-1993, 3ème tranche, PIRTTEM (1993), Programme STRIDE Communauté Economique et Européenne/A.N.V.A.R., piloté par le Centre Régional de Génie Industriel

Publications issues de l'opération

Article

FIEVET Gérald, MAHIEU Christian (1995), L'évaluation comme modalité d'intégration de l'offre et de la demande de politique publique. L'exemple des politiques d'intermédiation technologique, Revue des Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie, n°25, 25 p.

Rapports

MAHIEU Christian, REGOUT Stany (en coll. avec FIEVET Gérald) (1993), *Evaluation des activités du Centre Régional de Génie Industriel*, Conseil Régional-Direction Régionale de l'Industrie, la Recherche et

l'Environnement-Délégation Régionale à la Recherche et la Technologie, Septembre, 50 p. + annexes (15 p.)

MAHIEU Christian, REGOUT Stany (en coll. avec FIEVET Gérald) (1993), *Evaluation des activités du Centre Régional de Génie Industriel - Conclusions et Recommandations*, Conseil Régional-Direction Régionale de l'Industrie, la Recherche et l'Environnement-Délégation Régionale à la Recherche et la Technologie, Novembre, 27 p.

FIEVET Gérald (en collaboration avec DELPIERRE Martine et MAHIEU Christian) (1994), *Territoire et innovation - Approche comparée de deux dispositifs locaux : le Réseau Nord-Pas de Calais Technologie et l'Association Nord-Pas de Calais Technopole*, C.N.R.S.-Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Novembre, 109 p.

Communications

FIEVET Gérald (1995), *Les politiques d'intermédiation technologiques : définition, pratiques et évolution - Le cas de la Région Nord-Pas de Calais*, IVèmes Journées de l'I.F.R.E.S.I., Lille, 30-31 Mars, 28 p.

FIEVET Gérald, MAHIEU Christian (1994), *L'émergence de l'évaluation dans l'évolution des politiques régionales de transfert de technologies*, Journée d'Etude "Evaluations économiques et sociologiques des politiques publiques", Villeneuve d'Ascq, 3-4 Juin, 28 p.

*
* * *

2.1.2. K. LES RECONSTRUCTIONS URBAINES DES ANNÉES 1940 AUX DÉBUTS DES ANNÉES 60 ET LEURS POIDS DANS LA FORMATION DU TISSU URBAIN RÉGIONAL (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheur

CHRN : Bernard MENAGER (PR)

Objet, méthodes, résultats

En prolongement de quelques études antérieures, une série de monographies ont été réalisées concernant les villes de Boulogne, Dunkerque et Calais en utilisant notamment les archives du MRU.

Elles confirment en nuançant quelques conclusions antérieures. L'innovation est variable, totale à Boulogne (architecte Vivien), réduite à Cambrai et moins sensible que dans les années 20, sensible à Dunkerque, mais limitée par la rénovation antérieure consécutive aux travaux du démantèlement. Le poids de Paris est prépondérant, mais peut être atténué par un maire efficace (Gernez). Le rythme de la reconstruction est variable. Sa lenteur dans les villes portuaires provoque une désertification du Centre ville au profit de la périphérie. La reconstruction économique a précédé celle des immeubles. Mais dans les villes moyennes moins atteintes, un meilleur équilibre est réalisé et la priorité va à la reconstruction du patrimoine immobilier. Une nouvelle politique du logement collectif est mise en place.

Publications

La Reconstruction des villes du Nord - Pas-de-Calais après la seconde guerre mondiale, Revue du Nord, septembre 1995 (sous presse)

Le numéro contient:

- un chapeau de présentation, par Bernard MÉNAGER
- un article de Jean-François MACHON sur " la reconstruction de Cambrai "
- un article d'Emmanuel MEGRET sur " la reconstruction de Boulogne "
- un article de Florence DEWERDT et Bernard MÉNAGER sur " la reconstruction de Dunkerque "
- un article de Bernard MÉNAGER sur " la reconstruction de Douai et Arras "

*
* * *

2.1.2. L. VILLE, EMPLOIS, DÉVELOPPEMENT URBAIN ET RÉGIONAL DEPUIS 1945

Chercheur

CHRN : Emmanuel CHADEAU (PR), C.DESAEGHER (CE), Olivier PUYDT (CE), B. SIOUFFI (CE), DE FERRIERE LA VAYER M. (MC)

Présentation

Le programme "Le Nord -Pas de Calais de reconstruction en restructuration. Années 1930 - Années 1970" réalisé par une des équipes du CHRN (Centre d'Histoire de la Région du Nord (Université Charles de Gaulle - Lille III) au sein de la structure fédérative de l'IFRESI a porté depuis sa fondation jusqu'à son remodelage à la fin de 1994 sur quatre domaines de recherche :

- le renouvellement des élites politiques et sociales régionales (B.Ménager; Cf. 2.2.2. C.)
- la reconstruction et les villes du Nord-Pas-de-Calais (B. Ménager; Cf. 2.1.2. K.)
- les transports urbains et interurbains (E. Chadeau)
- l'emploi, les bassins d'emploi et la restructuration des bassins d'activité (E. Chadeau)

S'agissant du thème transports urbains et interurbains, les études ont porté essentiellement sur le développement des réseaux de transport : naissance du VAL (des premiers projets au lancement des infrastructures et à la définition de la version commerciale de l'engin), croissance et développement des réseaux de tramways, leur rôle dans la configuration des paysages et des activités urbaines au 20ème siècle.

S'agissant du thème "emploi et bassins d'emploi, restructuration des bassins d'activité", les recherches ont été conduites simultanément dans plusieurs domaines : ainsi, l'émergence et la dynamique des emplois de service (firmes organisées du commerce de détail) et leur rôle structurant sur les qualifications, la formation professionnelle supérieure.

A compter de l'automne 1994, dans le cadre du renouvellement du contrat de Plan - Région pour la période 1995-1998, le thème général de l'enquête a été redéfini (et le cadre des collaborateurs élargi) sous l'appellation : "Ville, Emplois, Développement urbain et régional depuis 1945". Les thèmes de travail sont désormais : la ville, l'emploi, le développement urbain et la gestion des collectivités territoriales depuis 1945. L'analyse du secteur des services dans le développement a été élargi du commerce de détail de masses vers la banque régionale (en longue période), vers les industries alimentaires et vers le rôle de la modernisation agricole des années 1950 aux années 1980. Le thème de la formation de la main d'oeuvre s'est enrichi d'études en cours sur le rôle des institutions d'apprentissage (années 1940 - années 1970).

Publications

Les principaux produits de recherche des années 1993-1994 ont été présentés sous forme de synthèse accompagnée des principaux éléments d'analyse dans le rapport de recherche :

E. CHADEAU (ed.), *Le Nord-Pas de Calais de Reconstructions en Restructurations -années 1930, années 1970*, Ifresi/CHRN, Lille, décembre 1994, 300 pages, ill.

Des contributions complémentaires ont été apportées dans les publications suivantes individuelles ou de membres de l'équipe rassemblée autour d'E. CHADEAU :

-C.DESAEGHER et B. SIOUFFI, " la vente par correspondance et à distance, carrefour des technologies ", *Entreprises&Histoire*, n°4, " Le commerce : révolutions, rénovations ", décembre 1993

-E. CHADEAU, " Family or managerial : mass retailing firms in France, 1945 - 1992 ", in T.Gourvish, ed. *Firm Management in France and Britain in the age of corporate economy*, Oxford University Press, 1995

-E. CHADEAU, *l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Lille, un siècle d'avenir 1894-1994*, Villeneuve d'Ascq, ENSCL, 1994, 48p. ill

-E. CHADEAU, " l'Innovation commerciale renouvelle l'emploi ", in Institut du Commerce et de la Consommation, *L'Innovation Commerciale à l'âge industriel*, rapport de recherche de la commission " les Innovations du Commerce et de la Consommation " de l'ICC

-Olivier PUYDT, *Recherches sur le logement dans quelques communes du sud de l'agglomération lilloise*, Université Charles de Gaulle - Lille III, 1994, ill.

*
* * *

2.1.3. GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

2.1.3.A. ENVIRONNEMENT - DÉVELOPPEMENT DURABLE - ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (OPÉRATION NOUVELLE)

Chercheurs

CEPE : Bertrand ZUINDEAU (MC), CLERSE : Emmanuel TORRES (AL)

Chercheur d'une autre équipe : Isabelle ROUSSEL (PR, URA 1688 Géographie des milieux anthropisés)

Objet, méthode, résultats

L'objet général de cette opération est l'étude des interactions entre économie et environnement dans la perspective d'un développement durable, c'est-à-dire, suivant la définition célèbre du rapport Brundtland "un développement qui puisse satisfaire les besoins de la génération actuelle sans altérer la capacité des générations futures à satisfaire les leurs".

L'originalité -mais aussi la difficulté- de la présente recherche, est d'envisager la problématique du développement durable, non pas sur un plan "global", mais à un échelon territorial fin : le local et/ou le régional.

Complémentairement à une approche théorique, traitant de la légitimité et de l'applicabilité de ce "développement durable local", une investigation empirique a pour objet : d'une part, l'analyse des comportements et des stratégies d'entreprises sous l'angle de la durabilité, d'autre part, l'analyse des politiques publiques du point de vue de leur efficience à favoriser un développement durable.

Au regard de cette approche d'ensemble, deux "entrées" particulières, s'appuyant chacune sur un contrat de recherche, ont été spécifiées :

1 - une entrée territoriale : la recherche concerne ici la place de la variable environnementale dans la problématique de reconversion d'une zone minière du Nord-Pas de Calais ;

2 - une entrée sectorielle, en l'occurrence le secteur du traitement des déchets ménagers : il s'agit de réaliser une évaluation de différentes expériences locales de gestion des déchets -dans la région Nord-Pas de Calais- et de réfléchir à leurs perspectives d'évolution à la lumière d'une problématique de type "développement durable".

Partenaires et financement

1 - "*Analyse socio-économique des interactions activités humaines / environnement*" dans une zone du Bassin Minier : mise en oeuvre d'une problématique de développement durable". Ce projet s'inscrit dans le Programme de recherches concertées "Environnement et activités humaines", initié et principalement financé par le Conseil Régional Nord - Pas de Calais.

2 - "*Evaluation socio-économique et perspectives dans le domaine de la gestion des déchets ménagers : une analyse comparative d'expériences menées dans le Nord-Pas de Calais*", projet de recherche, établi en liaison avec le CREID (Dunkerque) en attente de financement du Ministère de l'Environnement et de l'ADEME.

Publications

Articles

Bertrand ZUINDEAU (1994) : "La(les) théorie(s) du développement soutenable : quel apport pour l'analyse du développement économique régional ?", *Revue d'économie régionale et urbaine*, 1994-4, pp. 607 - 622.

Bertrand ZUINDEAU (1995a) : "A propos du développement durable : quelques réflexions", à paraître dans la revue "*Société française*".

Bertrand ZUINDEAU (1995b) : "Développement durable et subsidiarité : une analyse à partir des contributions institutionnelles sur le développement durable", à paraître dans "*Hommes et Terres du Nord*".

Communications

Bertrand ZUINDEAU (1993) : "La(les) théorie(s) du développement soutenable : quel apport pour l'analyse du développement économique régional ?", 39ème colloque de l'A.S.R.D.L.F., "Aménagement et environnement", Tours, 30-31 août, 1er septembre 1993.

Bertrand ZUINDEAU (1993) "Développement durable, reconversion, modernité", conférence - débat organisée par le Conseil de l'Ordre des Architectes de la Province du Hainaut (Belgique), Mons, 19 novembre 1993.

Bertrand ZUINDEAU (1994) :"Economie et environnement : à propos de la problématique du développement durable", communication réalisée dans le cadre du programme Tempus "Transfer - Ro" et présentée à Timisoara (Roumanie), 7 juin 1994.

Bertrand ZUINDEAU (1994) : "A propos de la problématique du développement durable : quelques réflexions", séminaire de recherche "analyse et évaluation des politiques de transport", INRETS, Arcueil, 22 juin 1994.

Bertrand ZUINDEAU (1994) : "Le développement durable : une approche économique spatiale", séminaire du Centre "Economie et politiques européennes", Villeneuve d'Ascq, 20 décembre 1994.

Bertrand ZUINDEAU (1995) : "La coopération transfrontalière dans le domaine de l'environnement : une approche économique", colloque international "Regards sur les Flandres" organisé par le Centre de recherches néerlandaises Michiel de Swaen de l'Université de Lille III et le Centrum voor financiële studies de la Vrije Universiteit Brussel, Villeneuve d'Ascq, 21 mars 1995.

*
* * *

2.1.3. B. PATRIMOINE, MODÈLES DE TOURISME ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

Chercheurs

CLERSE : Pascal CUVELIER (AL), Emmanuel TORRES (AL), C. SOBRY (MC), Jean GADREY (PR)

Objet, méthode, résultats

L'opération de recherche "Patrimoine, modèles de tourisme et développement local" se structure autour de deux axes. Le premier axe correspond à l'analyse effectuée par Pascal Cuvelier de la transition d'un tourisme de masse ou "fordisme" vers un tourisme diversifié ou "post-fordiste", dont l'enjeu central serait la qualité des milieux naturels, des équipements et du cadre de vie, ainsi que l'appui sur des "services patrimoniaux". Le terrain d'observation est l'Espagne, pays où le tourisme "fordiste" est entré en crise au cours des années quatre-vingt. Le deuxième axe, développé par Emmanuel Torres, cherche à articuler, à propos d'une question précise, les apports de la théorie de la gestion patrimoniale des ressources naturelles d'une part, de la théorie des contrats et des conventions d'autre part. La question précise est celle des modes de coordination des actions d'agents directement concernés par les rapports entre l'économie et l'environnement à l'échelon local. La zone observée est une zone rurale : le bocage proche de Boulogne-sur-Mer.

Opération achevée

Ces deux recherches ont donné lieu à la publication finale d'un ouvrage paru en décembre 1994 aux éditions l'Harmattan. Dans cet ouvrage, aux contributions des deux auteurs précédents s'est ajoutée celle de Jean Gadrey qui analyse le fil qui les relie, à savoir, la question de la prise en compte, dans les stratégies de développement, des composantes patrimoniales de la qualité du milieu de vie.

Opérations en cours

Dans le prolongement de cette étude, Pascal Cuvelier poursuit actuellement une thèse dont l'objectif est de contribuer à fonder une analyse économique du tourisme, analyse dont les méthodes font aujourd'hui défaut, en bénéficiant du dialogue avec un champ théorique voisin et complémentaire, l'économie des services. L'élaboration de ce cadre analytique cherchera à rendre compte du fonctionnement, des mutations et ruptures contemporaines constatées sur le marché du tourisme. Pour cela, un balayage systématique des approches existantes, des concepts et des méthodes aujourd'hui utilisés sera effectué, en commençant par la question particulièrement délicate de la délimitation du champ du "tourisme" en tant qu'offre articulée de services et de produits, et en tant que consommation et pratiques des agents économiques. L'apport méthodologique le plus important se situera au niveau de l'élaboration d'une typologie des pratiques et des services touristiques. La question théorique principale concernera la caractérisation de la marchandise complexe vendue comme "produit" ou comme service.

En ce qui concerne les modes de coordination d'agents impliqués dans les interactions entre un système économique local et son environnement naturel, la problématique et les résultats dégagés seront l'objet d'une autre publication.

Parallèlement, Emmanuel Torres mène d'autres recherches en économie de l'environnement centrées sur l'environnement urbain (travail de thèse : Contribution à une économie de la qualité de l'environnement urbain). Il s'agit de fonder une économie de ce bien particulier qu'est le cadre de vie urbain (ou encore l'infrastructure matérielle de la ville), "un bien" nécessitant le développement d'une analyse économique dès lors que des sommes considérables sont en jeu et que des arbitrages économiques ont lieu à son propos, qu'il existe une offre et une demande. L'objectif est donc de réfléchir en économiste, particulièrement à travers le concept de qualité, à la nature de ce bien, à ses usages, à sa production, aux agents et au marché correspondant, aux contrats et conventions qui permettent aux agents de se coordonner autour de la qualité, de l'environnement et de l'aménagement urbain. Cela nécessite notamment d'approcher cette dernière qualité par des méthodes quantitatives :

valorisation à l'aide de fonctions de prix hédonistes à partir des marchés urbains fonciers et immobiliers, analyse multicritères.

D'autre part, Claude Sobry développe aussi un certain nombre de travaux qui sont en rapport avec la thématique de l'économie du tourisme et plus généralement, il s'intéresse à l'économie des activités sportives et de loisirs. L'objectif de ses travaux est d'approfondir dans le domaine du sport la problématique des retombées économiques des grandes manifestations sportives et de s'interroger sur la rémunération des sportifs de haut niveau. Dans le domaine du tourisme, il désire prolonger sa réflexion sur l'état des capacités d'accueil dans les pays de l'Est. Il ciblera plus particulièrement son analyse sur l'exemple de la Roumanie.

Publications

Ouvrage

CUVELIER Pascal, TORRES Emmanuel et GADREY Jean (1994), *Patrimoine, modèles de tourisme et développement local*, Paris, L'Harmattan Collection Dossiers Sciences Humaines et Sociales.

Articles

GADREY Jean (1994), Gestion patrimoniale, gestion durable des ressources et évaluation, *Politiques et management public*, vol. 12, n°4.

SOBRY Claude (1993), Les grands événements sportifs : prétexte à l'aménagement du territoire., *Hommes et Terre du Nord*, Lille 1993/2.

SOBRY Claude (1994), Les effets économiques des investissements touristiques dans les domaines des parcs de loisirs et des équipements sportifs", Revue CLÉS, Lille n°23, 1994/1.

TORRES Emmanuel (1995, à paraître), Contrats et conventions de développement patrimonial : la régulation locale des rapports environnement/économie, *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*.

Rapports

SOBRY Claude (1994), Étude de l'implantation des équipements sportifs dans la région Nord-Pas-de-Calais. Contrat financé par le comité Régional Olympique et Sportif, 180 pages, Juin.

SOBRY Claude (1994), L'offre touristique de la Voïvodie de Cracovie pour une clientèle française, en collaboration avec J-M. Dewailly. Contrat financé par le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais, 59 pages, Septembre.

SOBRY Claude (1995), Les retombées économiques potentielles d'une candidature aux Jeux Olympiques de Lille, Commande du Comité Grand Lille pour le Comité Lille Europe Olympique, Mars.

Communication

SOBRY Claude (1994), Les enjeux du tourisme étranger pour le développement durable d'une région, communication au colloque "Conditions of foreign tourism in Central and Eastern Europe", Université de Wroclaw.

*
* * *

2.1.3.C. ANALYSE DES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE DIFFÉRENTES POLITIQUES AGRICOLES DANS CERTAINES RÉGIONS FRANÇAISES : COMPÉTITIVITÉ ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

LABORES : Jean-Philippe BOUSSEMART (PR, Université St Denis de la Réunion, CREA-ISA) Henri-Bertrand LEFER (AL, CREA-ISA), Antoine LEFEBVRE (AS)

Chercheurs d'autres équipes : Jean-Marc BOUSSARD (INRA Paris), Guillermo FLICHMAN (IAM Montpellier), Florence JACQUET (IAM Montpellier).

Objet, méthode, résultats

La réforme de la Politique Agricole Commune va entraîner un bouleversement certain de la structure des marchés agricoles européens. L'abandon des aides à la production au profit d'aides directes et l'alignement des prix européens sur les cours mondiaux vont créer un nouvel environnement en rupture avec l'évolution des 30 dernières années. Face à cette nouvelle définition de l'agriculture européenne, les interrogations du monde agricole sont grandes.

Alors que la plupart des simulations qui ont tenté d'y répondre jusqu'à présent, raisonnent à stratégies et structures inchangées par rapport à la période d'avant la réforme, les modèles de simulation bio-économiques, qui couplent l'emploi d'un modèle de simulation agronomique à un modèle d'optimisation économique, permettent de reproduire l'environnement technico-économique de firmes représentatives et d'évaluer l'évolution des stratégies d'acteurs et des résultats économiques selon des scénarios probables de politiques agricoles.

Cette double approche a donc été appliquée à des exploitations de la Beauce, du Lauragais, des Coteaux du Gers, des Vallées et Terrasses de Haute-Garonne, du Barrois, de l'Artois et du Haut Pays d'Artois.

La modélisation technico-économique a ainsi simulé les activités des exploitations retenues, sur une période de 6 ans, de 1991 à 1996. La fonction objectif a maximisé le revenu compte-tenu d'un certain nombre de contraintes physiques et financières. L'optimisation du revenu moyen a été calculée en fonction des anticipations sur les prix, les primes et les rendements techniques pour la période choisie. La maquette fonctionne sur le principe de la récursivité annuelle et a pris en compte de manière explicite les contraintes de risque agronomiques et économiques.

Deux politiques agricoles ont été comparées : continuité de la politique antérieure et application de la réforme Mac Sharry.

L'analyse comparée des résultats obtenus pour les différentes régions retenues montre que :

- En termes de revenu agricole, la réforme devrait avoir un effet plutôt défavorable dans les régions traditionnellement les plus compétitives en système de polyculture (Beauce, Artois, Sud-Ouest) et plutôt favorable dans les régions moins privilégiées (Barrois, Haut Pays d'Artois).
- La réforme, outre qu'elle entraîne le gel de terre, devrait conduire à infirmer ou confirmer les choix d'emblavement. Ainsi, les céréales d'hiver verraienr leur importance croître en Beauce, Barrois et Haut Pays, le Sud Ouest se recentrant sur les oléagineux. La production de pois protéagineux devrait diminuer en Beauce et Artois, et la place du colza aurait tendance à décroître dans le Barrois et le Haut Pays.
- La réforme devrait, de façon plus ou moins nette selon les régions, favoriser des techniques de production plus extensives que celles utilisées avant 1993. Cette évolution entraînerait, dans tous les cas, une baisse des quantités d'azote épandues et contribuerait, dans la majorité des sites étudiés, à limiter les quantités de nitrates lessivés.

Partenaires et financement

Recherche réalisée dans le cadre du Contrat de Plan 1989-1993 CNRS - Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais. Bénéficie de la subvention Agriculture Demain (n° 92 G 0364)

Publications

- BOUSSARD JM., BOUSSEMART JP., FLICHMAN G., JACQUET F., LEFEBVRE A., LEFER HB. (1995a) : "Analyse des impacts socio-économiques de différentes politiques agricoles dans certaines régions françaises - Compétitivité et Protection de l'Environnement". Rapport final pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Mai, à paraître.
- BOUSSARD JM., BOUSSEMART JP., FLICHMAN G., JACQUET F., LEFEBVRE A., LEFER HB. (1995b) : "Analyse des impacts socio-économiques de différentes politiques agricoles dans certaines régions françaises - Compétitivité et Protection de l'Environnement". Rapport final pour le CNRS et le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, Mai, à paraître.
- LEFER H.B., BLASKOVIC H. (1994) : "Les modèles de simulation technico-économiques comme méthode d'analyse des impacts de différentes politiques agricoles". *Economie Rurale*, 24, nov-déc, pp 45-50.
- BOUSSEMART JP., FLICHMAN G., JACQUET F., LEFER HB. (1994a) : "Compétitivité des exploitations agricoles et protection de l'environnement. L'évaluation micro-économique de la réforme de la PAC par un modèle bio-économique : une illustration sur la Beauce et la région de Toulouse". Communication aux 4èmes journées du S.E.S.A.M.E., IAE - Lyon, 8-9 septembre, p 25.
- BOUSSEMART JP., FLICHMAN G., JACQUET F., LEFER HB. (1994b) : "L'évaluation micro-économique de la réforme de la PAC par un modèle bio-économique : une illustration sur la Beauce et la région de Toulouse". Communication pour les 11èmes journées de microéconomie appliquée, GREQAM - Marseille, 2-3 juin, p 25.
- BOUSSEMART JP., FLICHMAN G., JACQUET F., LEFER HB. (1994c) "Compétitivité des exploitations agricoles et protection de l'environnement. Une évaluation micro-économique de la réforme de la PAC par les fonctions de productions ingénieurs". séminaire CREA-LABORES et IFRESI, Lille, 27 mai, p 25.
- BOUSSARD JM., BOUSSEMART JP., FLICHMAN G., JACQUET F., LEFER HB. (1994a) : "Programme Agriculture Demain, Analyse des impacts socio-économiques de différentes politiques agricoles dans certaines régions françaises - Compétitivité et Protection de l'Environnement". Rapport intermédiaire pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Février, p 115.
- BOUSSARD JM., BOUSSEMART JP., FLICHMAN G., JACQUET F., LEFER HB. (1994b) : "Programme Agriculture Demain, Analyse des impacts socio-économiques de différentes politiques agricoles dans certaines régions françaises - Compétitivité et Protection de l'Environnement". Rapport intermédiaire pour le CNRS et le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, Février, p 115.
- BLASKOVIC H., LEFER H.B. (1993) : "Les modèles de simulation technico-économiques comme méthode d'analyse des impacts de différentes politiques agricoles". Communication à la Société Française d'Economie Rurale, 48 H 48 Thèses, Paris, 9-10 novembre.
- FLICHMAN G., JACQUET F., BLASKOVIC H., LEFER H.B. (1993) : "Programme Agriculture Demain, Analyse des impacts socio-économiques de différentes politiques agricoles dans certaines régions françaises - Compétitivité et Protection de l'Environnement : Les impacts économiques et environnementaux de la réforme de la PAC - La production céréalière du sud ouest français". Poster présenté au colloque Agriculture Demain - Aliment 2002, Association Descartes, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 19-20 octobre.
- LEFER H.B. (1993) : "Les modèles de simulation technico-économiques comme méthode d'analyse des impacts de différentes politiques agricoles". Mémoire de DEA en Economie Industrielle et des Ressources Humaines. Faculté des Sciences Economiques et Sociales. Université de Lille I, 120.

*
* * *

2.1.3.D. LES ÉNERGIES DE LA BIOMASSE : IMPACTS ÉCONOMIQUES ET APPROCHE MULTICRITÈRES DE CHOIX DE FILIÈRES

Chercheurs

LABORES : Hassan EL ASRAOUI (AL), François MILLÉQUANT (CR), Pierre MASSON (IE), Jean-Philippe BOUSSEMART (PR).

Chercheurs d'autres équipes : Jean-Baptiste LESOURD (GREQAM-UMR-CNRS 9990, Marseille), Roger CUSIN (GREQAM-Marseille), Jean-Claude SOURIE (INRA-Grignon).

Objet, méthodes, résultats

Les mesures édictées dans le cadre de la réforme de la Politique Agricole Commune (réduction des excédents agricoles, mise en jachère des terres...), ainsi que les préoccupations environnementales (remplacement progressif des essences plombées par du sans plomb) ont mis en avant de la scène les énergies de substitution et plus particulièrement les biocarburants. Ainsi, le programme de développement de productions agricoles pour des usages énergétiques (biocarburants par exemple) peut s'inscrire essentiellement dans un cadre agricole et accessoirement environnemental et aucune considération d'ordre énergétique ou économique ne peut être retenue comme facteur déterminant du développement de ces cultures énergétiques.

Dans un tel contexte, la politique de jachère obligatoire décidée par la CEE pousse à une gestion optimale de l'exploitation, et la nécessité d'une politique efficace d'allocation de ressources (terre, travail, capital) pour un objectif de maximisation ou de maintien du revenu et la possibilité de jachère énergétique (colza-ester, blé-éthanol et betterave-éthanol) repose cette question de la gestion de l'optimalité. De surcroît, les mutations connues par l'agriculture pendant les dernières décennies (disparitions d'exploitations, remembrement, restructuration,...) ainsi que les politiques citées (réforme de la PAC, négociations du GATT,...) ne sont pas sans effet sur la vie de l'exploitation, sa gestion et sa stratégie, dans un contexte d'évolution permanente, de transformation et de nécessité d'adaptation. Par ces phénomènes structurants, l'exploitation agricole est condamnée actuellement, et c'est le prix de sa survie, à être mieux gérée (politiques de gestion optimale, combinaison des facteurs de production, parfaite allocation de ressources,...) et c'est la raison pour laquelle doivent s'imposer des politiques stratégiques et une politique managériale et entreprenariale adaptée.

Cette recherche est axée essentiellement sur le volet microéconomique. Elle tente d'évaluer les différentes retombées que pourrait générer le développement de cultures énergétiques compte-tenu des différentes contraintes imposées : contraintes exogènes (liées aux aspects agricoles et environnementaux) et contraintes endogènes (liées à la filière même, par les facteurs résistants à son développement). Sous ces contraintes, particulièrement celles d'ordre exogène, le producteur (agricole) est pénalisé dans l'utilisation maximale de ses facteurs de production notamment la terre (par le gel que lui impose la PAC) et également le capital (qui ne peut être amorti sur la totalité de la surface cultivée), entraînant une sous utilisation des facteurs de production et par conséquent une perte non négligeable du revenu. Le phénomène de jachère et la possibilité de sa mise en production nous permettent de mettre l'accent sur la notion de substitution entre facteurs de production (terre, travail, capital) et donc tout essai de mesure des impacts économiques nécessite une connaissance suffisante du comportement du producteur.

Les outils d'analyse utilisés sont les suivants :

- * outil d'optimisation économique (programmation mathématique) : mesure des effets microéconomiques en amont de la filière biocarburant, à savoir au niveau de l'exploitation agricole ; optimisation d'un ou plusieurs choix, compte-tenu des différentes contraintes ; évaluation des conséquences des productions non alimentaires sur les revenus des producteurs agricoles ; détermination des conditions économiques auxquelles les producteurs seraient réellement incités à produire (prix des ressources, aides...) ; détermination des ressources agricoles

et des alternatives à la jachère que le producteur aura tendance à privilégier et enfin calcul des coûts d'opportunité des inputs et ceux des outputs (cultures énergétiques).

- * outil d'aide à la décision (analyse multicritère) : comparaison des différentes filières retenues dans le cadre du programme biocarburants en fonction du ou des décideur(s) concerné(s) ;
- * outil de modélisation du comportement du producteur (exploitant agricole) à travers certaines formes adaptées de fonctions de production (Walras-Léontieff, Cobb-Douglas, ...) ainsi que l'appréhension du phénomène cité de substitution factorielle à travers une fonction de coût (fonction de coût duale Translog). En effet, parmi toutes les fonctions de production usuelles, celle qui est généralement testée dans le secteur agricole est celle de type Cobb-Douglas car elle apparaît comme une fonction pratique à appliquer au cas de l'agriculture et son intérêt est son adaptabilité à ce secteur, où les rendements d'échelle sont supposés constants¹, et également son aptitude à l'estimation par les moindres carrés. L'estimation de cette fonction de production a été faite, dans le cadre de notre panel d'exploitations agricoles du département du Pas-de-Calais, pour trois groupes (ou types) d'exploitations concernées par les cultures énergétiques : les exploitations à dominante céréalière, les exploitations à dominante betteravière et enfin les exploitations produisant du colza. Une estimation a été également faite à partir de la fonction Translog² pour permettre une complémentarité d'analyse.

A travers cette approche empirique, on a tenté d'évaluer, dans un contexte de la PAC, la possibilité et les potentialités de l'agriculture française et plus particulièrement celle de la région Nord-Pas-de-Calais, en terme de diversification de la production, de débouchés pour les excédents agricoles ou enfin de rentabilisation de la jachère. Pour "asseoir" cette évaluation, trois zones d'étude ont été retenues : un département du Bassin parisien (région betteravière), un département de la périphérie du Bassin parisien (région céréalière moyennement intensive) et enfin le département du Pas-de-Calais (région intermédiaire, culture de céréales et de betterave à la fois). Les deux premières zones ont fait l'objet d'étude par les économistes de l'INRA³ et le département du Pas-de-Calais a servi de zone d'étude dans le cadre de cette recherche.

Résultats

De l'analyse micro-économique, appréhendée ici au niveau de l'exploitation agricole, à la fois par l'utilisation du modèle d'optimisation "programmation mathématique" par l'estimation d'une fonction de production de type "Cobb Douglas" et une fonction de coût Translog, et au niveau général par "l'Aide Multicritère à la Décision" il apparaît, en fait, que l'analyse ne désigne pas particulièrement une filière par rapport à une autre même si les résultats paraissent ou ont tendance à avantager plutôt le bio-éthanol (ex-betterave, ex-blé) par rapport au colza énergétique. Pour ces cultures, notamment le colza, l'incidence sur les revenus agricoles ne paraît pas déterminante et seules les grandes et parfois les moyennes exploitations, qui mettront des terres en jachère, seront, de ce fait, les mieux placées pour produire des cultures énergétiques et verront leur revenus augmenter davantage. Ceci repose le débat de fond, à savoir pourquoi soutenir une partie de l'agriculture déjà intensive et riche. De toute manière, l'encouragement du recours à la jachère énergétique pour le développement des filières biocarburants nécessite, en plus des aides accordées dans le cadre de la réforme de la PAC, une aide supplémentaire pour permettre un accroissement du revenu des agriculteurs intéressés par ces cultures énergétiques.

¹ Pour plus d'informations, se référer à J.M. BOUSSARD "Economie de l'agriculture", février 1987, édition Economica.

² Christensen L. R., Jorgenson D.W. et Lau L.J., 1973, Transcendental Logarithmic Production Functions, Review of Economics and statistics 55.

³ J.C. SOURIE, INRA-Economie et Sociologie Rurales, Grignon

Il ressort également que les cultures retenues pour une valorisation énergétique restent encore économiquement moins compétitives et le coût micro-économique pèse encore lourd dans le bilan de ces cultures mais ceci doit être néanmoins nuancé par type d'exploitation et par taille. Ceci d'autant plus important que les prix des biocarburants dépendent pour une très large part du prix des matières premières agricoles et des coproduits de la transformation. Pour l'éthanol ex-betterave et ex-blé, la part des matières premières représente environ la moitié de son coût total, en revanche, pour l'ester de colza, cette part représente 90% (64% si l'on ne tient pas compte de la valorisation des co-produits).

L'analyse micro-économique montre que, dans le court terme du moins, la compétitivité économique des biocarburants bute encore sur le problème de coûts élevés des matières premières et la rentabilité des exploitations agricoles par la mise en production des terres en jachère ne peut être entièrement assurée. A moyen et long terme cet handicap peut-être surmonté ? C'est une des questions à laquelle on tentera de répondre dans la continuité de ces travaux.

A un niveau macro-économique, les analyses tranchent plutôt en faveur du colza énergétique en soulignant le moindre coût public de l'utilisation des jachères et de la production des esters (le gasoil auquel ceux-ci peuvent se substituer étant moins pénalisé fiscalement). En revanche, les filières bio-éthanol restent pénalisées, ce qui s'explique par l'important manque à gagner en matière de recettes fiscales ainsi qu'un moindre impact macroéconomique (emplois, balance commerciale,...). Le penchant relatif des Pouvoirs publics pour le diester peut s'expliquer, entre autres, par cet avantage macroéconomique et aussi par le fait qu'il faut plus d'hectares de terres cultivées pour produire une tonne de diester que pour produire une tonne d'éthanol, ce qui signifie que la culture du colza assure une meilleure couverture des terres vouées à la jachère que la culture de betterave.

Ainsi, par la seule force du marché, les biocarburants ne peuvent exercer une attractivité ou connaître de développement sans l'intervention de la puissance publique qui peut améliorer le volet économique (subvention, défiscalisation,...), ce qui n'est pas tout à fait acquis.

En termes énergétiques, le bilan des biocarburants semble globalement positif mais le bilan écologique et les incidences sur l'environnement sont plutôt sujets à controverses. Les différentes sources affichent certes un avantage pour les énergies de substitution par rapport aux énergies fossiles mais ces avantages écologiques ne doivent pas être surestimés comme certains tentent de le faire pour le "pétrole vert" car si les biocarburants présentent un bilan écologique globalement positif, il ne faut pas perdre de vue que d'autres voies telles que les taillis à courte rotation par exemple, seraient potentiellement très intéressantes, surtout en termes de bilan énergétique et environnemental.

Publications

EL ASRAOUI Hassan et MASSON Pierre (1993), "Les énergies de la biomasse : essai de modélisation des retombées économiques et évaluation par l'approche multi-critères", Communication aux 3èmes journées IFRESI du 28 et 29 janv. 1993, pp. 251-261.

EL ASRAOUI Hassan (1994), "Impacts économiques et approche multicritère de choix de filières" rapport pour le Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais. Nov. 1994 ; 76 pages.

EL ASRAOUI Hassan (1995), "La micro-économie de la production agricole - Cas des exploitations de production des cultures énergétiques". Communication aux 4èmes journées de l'IFRESI, 30-31 mars 1995 ; 25 pages.

*
* * *

2.1.3.E. ANALYSE DU COMPORTEMENT DE L'ENTREPRISE FACE À LA DONNÉE ÉCOLOGIQUE (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLAREE : BUTEL Béatrice (AL)

Objet, méthode, résultats

L'objet de la recherche est l'étude de la diversité des comportements des entreprises face à la donnée écologique au niveau de trois secteurs d'activité : la sidérurgie/métallurgie, la chimie et l'agro-alimentaire.

La littérature dans le domaine étant limitée, une étude exploratoire basée sur des entretiens de dirigeants d'entreprise a d'abord permis de mieux définir le contexte d'action global. Une typologie comportementale a ensuite été mise en place.

Enfin, des hypothèses relatives à l'explication de l'adoption de comportements spécifiques ont été posées, et feront prochainement l'objet d'une validation par questionnaire.

Publications

BUTEL Béatrice, GAMBIER Philippe (1995), "L'intégration de la donnée écologique dans la stratégie de l'entreprise", *Innovations*, n°3, collection l'Harmattan (à paraître).

BUTEL Béatrice (1994), *Comportements stratégiques des entreprises face à la donnée écologique*, Séminaire sur les dispositifs et outils d'incitation régionaux pour la prise en compte de l'environnement par les PMI, programme européen TPI (Technologies Propres dans l'Industrie), Lille, 14 mars.

BUTEL Béatrice (1995), *L'intégration de la donnée écologique dans la stratégie de l'entreprise*, Colloque Innovation entre croissance et crises économiques, Dunkerque, janvier, 19-20.

BUTEL Béatrice (1995), *Eléments d'analyse du comportement de l'entreprise face à la donnée écologique*, Quatrième Journées de l'IFRESI, Lille, 30-31 mars.

*
* * *

2.1.3.F. LES DISTORSIONS DU RISQUE , MÉTHODOLOGIE POUR UN GUIDE DES RISQUES URBAINS .

Chercheur

Stéphane CALLENS (MC Ass.)

Objet, méthode, résultats

Cette opération a débutée en mars 1995 . Le bilan scientifique n'est donc constitué que par l'énoncé des objectifs nouveaux et originaux par rapport aux travaux antérieurs à cette opération .

- Les phénomènes de distorsion dans la perception des risques sont bien connus: les enquêtes sur les sinistrés non assurés des récents séisme et inondation aux Etats-Unis montrent que la conviction que ce sera le voisin la victime et non soi-même peut être très largement exprimée , là même où on l'attendrait le moins (de 91% à 94% de défaut d'assurance dans des zones à haut risque sismique ou d'inondation).

Les travaux antérieurs en ce domaine se sont concentrés sur des enjeux théoriques importants pour l'analyse économique ou sociologique , à savoir la pertinence de modèles d'homo oeconomicus , de psychologie individuelle ou collective du risque . La démarche de cette recherche se veut plus directement pragmatique , en se donnant pour objet la rédaction d'un guide méthodologique à l'usage des services concernés des collectivités territoriales et des autres acteurs de la prévention (associations , assureurs , services de l'Etat , gestionnaire de risques en entreprise).

Le premier objectif de ce guide méthodologique est de proposer un inventaire raisonné des distorsions des risques les plus courantes .

Un second objectif de ce guide est de fournir des protocoles de mesure de ces phénomènes de distorsion des risques . Ces protocoles de mesure devront concilier la facilité de leur mise en oeuvre avec la qualité requise des mesures .

Enfin , ce guide proposera des exemples d'amélioration de la perception des risques urbains , soit par des aménagements , des procédés d'information du public, ou des partenariats avec les autres acteurs de la prévention.

Financement

Cette recherche a été notifiée le 8 mars 1995 (CNRS Notification n°95N84/0001). Elle est prévue pour une durée de 12 mois . Elle est menée avec le soutien du Programme Interdisciplinaire de Recherches sur la Ville et la Fondation MAIF-Prévention .

Publications

Devraient paraître les livres dont la liste suit , sous réserves d' aléas de calendrier adjoints à des négociations avec de grandes maisons d'édition :

Stéphane CALLENS (1995) , *Le devoir de mesure* , catalogue de l'exposition "La mesure " à La Villette , Paris , éditions de la Cité des Sciences et de l'Industrie .

Stéphane CALLENS (1996), *Les maîtres de l'erreur* , Paris , PUF.

Stéphane CALLENS (1996) , *Les catastrophes , crépuscule des dieux , aube des cités*, Paris , Gallimard .

*
* * *

2. LES VILLES ET LES TERRITOIRES

2.2. POLITIQUES PUBLIQUES, TERRITOIRES, INSTITUTIONS

LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 2.2.

2.2.1. POLITIQUES PUBLIQUES ET TENSIONS URBAINES

Conditions de vie et politiques publiques

- 2.2.1. A. Conditions de vie des familles et politiques publiques dans les quartiers dits "sensibles"
- 2.2.1. B. Analyse des politiques et des dispositifs publics
- 2.2.1. C. Représentations politiques d'un social, représentations sociales d'une politique : la pauvreté et le revenu minimum d'insertion
- 2.2.1. D. Lorsque l'enfant paraît, qu'advient-il du projet professionnel des mères à Cologne et à Lille ?
- 2.2.1. E. Pratiques et représentations sociales de la maladie, du soin et de la santé
- 2.2.1. F. Mouvements revendicatifs hors-travail. Le militantisme extra-professionnel

Le logement : marché et politiques publiques

- 2.2.1. G. Le fonctionnement du marché du logement et les aides au logement
- 2.2.1. H. Itinéraires résidentiels et réorganisation sociale de l'espace + Politique publique d'amélioration de l'habitat

Sécurités urbaines

- 2.2.1. I. Contribution à une sociologie du trafic et des usages de drogue
- 2.2.1. J. Identités professionnelles et changement social : le champ de l'ordre public et de la sécurité intérieure
- 2.2.1. K. La délinquance juvénile, jeunesse en danger, jeunesse dangereuse

2.2.2. GOUVERNEMENT DES VILLES ET TERRITOIRES

- 2.2.2. A. Investissements publics et régions, aménagement du territoire, décentralisation
- 2.2.2. B. Négociations et obligations dans le gouvernement des villes
- 2.2.2. C. Les élites politiques du Nord - Pas de Calais : renouvellement et permanences

2.2.3. INTÉGRATIONS EUROPÉENNES : INSTITUTIONS, ÉCONOMIE, DROIT

- 2.2.3. A. Les mutations du droit administratif en Europe
- 2.2.3. B. Processus d'unification des deux États Allemands, l'Allemagne unifiée

PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 2.2. : POLITIQUES PUBLIQUES, TERRITOIRES, INSTITUTIONS

À côté des travaux centrés sur la dynamique spatiale et urbaine des populations et des activités - et avec la perspective de développer progressivement les interactions - une autre partie importante des recherches participant au programme de l'Ifrési met l'accent sur des dimensions publiques et institutionnelles dans le domaine "Villes et Territoires".

Trois grandes directions de travail apparaissent ici. La première correspond à un ensemble de recherches qui s'organisent autour des transformations sociales des modes de vie et des conditions de vie. Avec des approches sociologiques et économiques, elle conduit à analyser des politiques publiques confrontées aux tensions urbaines (rubrique 2.2.1.).

Un autre ensemble de recherches se rapporte aux institutions et aux structures territoriales, ainsi qu'aux relations qui s'établissent entre elles; elles relèvent de disciplines différentes des précédentes : droit public, science politique, histoire (2.2.2.).

Enfin, deux opérations de recherches s'intéressent à des aspects particuliers de l'intégration européenne: les mutations du droit administratif en Europe et le processus de l'unification allemande (2.2.3.).

2.2.1. Politiques publiques et tensions urbaines

A partir d'une diversité d'objets : les quartiers "sensibles", la pauvreté, la petite enfance, la santé, le militantisme hors-travail, le logement, la drogue, la délinquance, ces recherches présentent une convergence des problématiques autour de trois points.

Tout d'abord elles font de *l'analyse des politiques publiques* l'une des dimensions essentielles de leur approche. Pour certaines, c'est même l'analyse de la politique publique dans le champ considéré qui est l'objet même de la recherche (M. Autès et alii, H. Desbois, B. Lefebvre). Ou bien c'est l'influence de la politique publique dans le champ considéré, par exemple la constitution du marché du logement ou le peuplement, qui est envisagée (L. Aubrée, F. Calcoen, D. Cornuel).

Ensuite, elles accordent à *l'analyse et à la compréhension des stratégies des acteurs* une place centrale dans l'explication du changement (N. Bastin et alii; G. Cresson). Elles s'intéressent également aux processus de formation de l'acteur social (D. Duprez et alii, dans la recherche du Pir-Villes; B. Duriez), et à la construction des identités professionnelles (M. Autès pour les professions sociales; D. Duprez pour les professions de sécurité publique; D. Duprez et F. Jacob pour les douaniers).

Enfin, elles font de la question de *la construction sociale des objets de l'intervention publique* l'un des éléments centraux de l'analyse des transformations sociales (M. Autès; K. Friser; M. Kokoreff).

Il faut souligner également la prolongation de certaines recherches dans la comparaison internationale (L. Aubrée, F. Calcoen, D. Cornuel; M. Autès et Alii; G. Cresson).

Il existe une forte proximité, dans les objets comme dans les modes d'interrogation de la réalité, entre la plupart des recherches citées ici, et celles qui concernent notamment les approches des politiques publiques de l'emploi (cf. 1.1.2. B.), ou la construction des groupes professionnels (1.1.2. G. et 1.1.2. H.).

Au delà de ces éléments communs dans les problématisations, on peut rassembler les recherches autour de trois groupes à partir de leurs objets : le premier groupe comprend une série de recherches qui portent sur différents aspects des modes de vie et des pratiques urbaines, le second est

uniquement centré sur les questions de logement, et le troisième reprend un certain nombre de thèmes autour des conduites de déviance et de leur régulation sociale.

Conditions de vie et politiques publiques.

Une première opération de recherche pilotée par D. Duprez, dans le cadre d'un programme Pir-Villes (2.2.1. A.), s'intéresse aux quartiers "difficiles" -c'est à dire, en notant la logique de définition, "qui relèvent des politiques de la ville"- d'un double point de vue : celui d'une approche microsociologique de la façon dont les habitants organisent leur vie et leurs rapports sociaux dans ces espaces stigmatisés, et celui d'une analyse des politiques publiques et de la manière dont elles arrivent, ou non, à pénétrer et à mettre en forme la réalité de ces quartiers dont elles contribuent à produire la définition. La portée de la recherche est de dépasser les traditionnelles approches monographiques des banlieues pour s'appuyer sur l'analyse d'un questionnaire (n=2 000) qui est une réplication dans les quartiers concernés par la recherche du questionnaire national de l'INSEE "conditions de vie des familles". L'opération du Nord (Lille et Lens) fait partie d'un réseau de recherche devant déboucher sur des analyses comparatives (Marseille, Région parisienne, Toulouse). D'un point de vue théorique, la recherche examine, notamment en termes de trajectoires individuelles et de formes sociales de la précarisation, les questions liées à "l'exclusion", notion par rapport à laquelle elle adopte une position critique pour privilégier des approches en termes de processus de vulnérabilisation et de désaffiliation. C'est pourquoi l'analyse de l'intersection entre l'organisation réelle des relations sociales dans les quartiers et la logique d'intervention des politiques publiques constitue un point important de la recherche.

Une autre série de recherches conduites par M. Autès (2.2.1. B.) s'intéresse directement aux transformations contemporaines des politiques publiques. A partir de l'analyse de différentes politiques, en particulier dans le champ des politiques sociales et des politiques urbaines, il s'agit d'examiner les recompositions de l'action publique devant les nouvelles formulations de la question sociale et de l'hypothèse de son déplacement de la centralité du travail vers des enjeux liées à la gestion des populations dans l'espace urbain où se reposent les questions fondatrices de l'appartenance et de la citoyenneté. Différentes opérations de recherche examinent les politiques publiques à la fois comme productrices de représentations adéquates de la réalité, à travers les objets qu'elles forment et les légitimations qu'elles énoncent, et productrices de technologies et de dispositifs d'intervention et de régulation capables de produire de la cohésion sociale. La question de la coproduction de sens légitime et d'action efficace est au centre de l'interrogation sur les politiques publiques contemporaines et les réorganisations de la puissance publique prise entre la mondialisation du marché et la localisation des formes de gouvernement.

La recherche de H. Girard-Desbois (2.2.1. C.) sur la mise en œuvre du Revenu minimum d'insertion et sur la manière dont il rencontre la réalité des bénéficiaires est une illustration des problématisations précédentes à partir d'une politique spécifique. Dans cette recherche, l'analyse des représentations et de leur mise en œuvre dans le champ politique constitue un point tout à fait central.

Un groupe de trois recherches s'intéresse davantage aux problèmes du soin (deux recherches) et de la garde du jeune enfant (une recherche).

N. Bastin, G. Cresson et J. Tyberghien (2.2.1. E.) ont conduit une opération de recherche sur le nouveau risque thérapeutique à partir de l'exemple des personnes contaminées par le SIDA suite à des transfusions sanguines. La recherche montre la déstabilisation du système de soins et les différentes tentatives de réparation qui en résultent. D'une part elle propose une analyse des rapports entre associations, organisations et corps médical, pour comprendre le contexte dans lequel les contaminations ont pu se développer, et la manière dont des négociations se sont menées autour de cette nouvelle situation. D'autre part elle décrit l'expérience de la contamination, de la maladie ou de la perte d'un proche en se focalisant sur les relations entre soignants et patients et sur les difficultés rencontrées lors de l'annonce de la contamination.

G. Cresson achève une recherche sur l'analyse de la fonction soignante des familles d'enfants atteints de mucoviscidose. Elle poursuit également une autre recherche sur l'accueil collectif du jeune enfant, en comparant les représentations de l'administration des associations et des parents dans le cadre d'une comparaison entre Lille et Cologne (2.2.1. D.).

Enfin, Bruno Duriez (2.2.1. F.) poursuit l'analyse du militantisme dans les organisations revendicatives "hors-travail". Le domaine d'action des militants, leurs parcours et leurs engagements personnels se situent à l'intersection des champs religieux, politique et de l'action sociale.

Le logement : marché et politiques publiques.

Un groupe de trois recherches porte spécifiquement sur l'analyse du problème du logement.

L. Aubrée, F. Calcoen et D. Cornuel (2.2.1. G.) ont mis en place une recherche sur l'analyse économique des intervenants sur le marché du logement. Ils s'intéressent à trois types de phénomènes. D'abord ils analysent le comportement de l'investisseur immobilier du point de vue de la logique financière et les phénomènes d'adaptation qui se manifestent à la fois dans les prix et les volumes échangés. Ils se focalisent ensuite sur le parc locatif social et l'impact des aides au logement avec leurs conséquences sur le marché du logement et les phénomènes de mobilité, d'éviction et de ségrégation. Enfin, ils analysent les différents mécanismes de fonctionnement des marchés locaux du logement et les phénomènes multiples d'adaptation qui s'y déroulent par les prix, par les quantités échangées, par les mutations résidentielles, par les constructions neuves, les travaux et les changements des statuts d'occupation. Des comparaisons nationales et internationales entre marchés locaux prolongent les analyses de l'équipe au sein d'un réseau de chercheurs.

B. Lefebvre en collaboration avec M. Vervaeke (Lasmas-Iresco) mène une recherche sur les politiques de logement mises en œuvre depuis trente ans et qui ont contribué à organiser les flux migratoires des centres des villes vers les périphéries et du parc ancien privé vers le parc social puis vers l'accession à la propriété (2.2.1. H.). L'étude des caractéristiques sociales des migrants permettra de mieux mesurer la ségrégation sociale qui s'accroît entre centre et périphérie.

Une opération nouvelle (B. Lefebvre, M. Vervaeke) examine les politiques de réhabilitation de l'habitat ancien dans les villes qui depuis une vingtaine d'années remplacent les grandes opérations de rénovation urbaine. Ces politiques sont utilisées par les collectivités locales pour lutter contre la dévalorisation des quartiers centraux ou proches du centre où l'on observe de la vacance, un habitat dégradé et un déficit d'entretien du bâti. Il s'agit d'analyser si ces politiques contribuent à transformer l'offre de logement (prix, qualité...), et, ainsi, à modifier l'occupation sociale des secteurs concernés. La recherche se centre sur l'analyse des stratégies patrimoniales des propriétaires et sur les trajectoires résidentielles des habitants.

Sécurités urbaines.

Un dernier groupe de quatre opérations de recherche s'organise autour des déviances urbaines et de leurs formes de régulation.

D. Duprez, M. Kokoreff et A. Verbeke conduisent une recherche sur les activités liées à l'usage des drogues illicites (2.2.1. I.). Ils s'intéressent à la fois aux usages sociaux des drogues, mais aussi aux aspects économiques du trafic et au traitement institutionnel des usagers et des trafics. L'approche des carrières de toxicomanes en lien avec leur environnement urbain constitue un autre volet de la recherche.

M. Kokoreff mène également une recherche sur la construction sociale du problème des usages de drogue dans les quartiers réputés difficiles dans laquelle il envisage deux axes : l'analyse de la catégorie "usage de drogues" dans ses dimensions territoriale, générationnelle, individuelle et culturelle; le traitement institutionnel et politique des usages : construction des "faits" et des dispositifs de régulation.

D. Duprez et F. Jacob (2.2.1. J.) s'intéressent également aux professions de l'ordre public et de la sécurité intérieure. D'une part à travers l'analyse des professions de policier et de douanier dans la gestion de l'immigration irrégulière. Il s'agit avant tout d'une sociologie des professions dans le cadre d'une sociologie des organisations et de la formation des identités professionnelles. L'aspect des politiques d'immigration dans le cadre européen constitue une autre dimension importante de la recherche. D'autre part, les conditions d'exercice de la profession de douanier, à travers l'analyse des stratégies et des trajectoires individuelles de professionnels, de leurs représentations du métier ont été l'objet d'une autre opération de recherche qui montre les liens entre identité professionnelle et conditions subjectives d'exercice du métier.

K. Friser (2.2.1. K.) dans le cadre de sa thèse, mène une recherche sur les modes de représentation et de traitement de la délinquance juvénile qui est une contribution à l'analyse sociologique de la construction de cette catégorie à travers sa gestion par les institutions.

2.2.2. Gouvernement des villes et territoires

Les travaux réunis sous le titre *Investissements publics et régions, aménagement du territoire et décentralisation* procèdent de différents réseaux internationaux animés par G. Marcou, G. Pola et H. Siedentopf (2.2.2. A.). Ils apportent des réponses à des questions très actuelles sur le rôle des régions dans les nouvelles structures administratives au plan national et européen, sur les implications institutionnelles de l'aménagement du territoire, et sur les liens entre la décentralisation et la démocratie.

La participation du CRAPS au PIR Villes sur le programme intitulé "*Le gouvernement des villes: contrats et conventions*" (G. Marcou/J.L. Thiebault et alii) représente la principale contribution du CRAPS aux axes de recherche de l'IFRÉSI (2.2.2. B.). Cette contribution prend la forme d'une étude comparative sur cinq pays, dont la France, ayant pour objet d'évaluer la place des procédures contractuelles dans les rapports entre les personnes publiques pour la mise en œuvre des politiques d'aménagement, de développement ou de lutte contre l'exclusion sociale. La présentation des résultats de cette recherche s'inscrit dans le cadre de la discussion internationale sur la gouvernance urbaine.

Enfin, la recherche sur *Les élites politiques du Nord-Pas de Calais* étudie la population des conseillers municipaux depuis cinquante ans pour évaluer le phénomène de l'enracinement des élites politiques régionales (2.2.2. C., B. Ménager).

2.2.3. Intégrations européennes

Les deux recherches regroupées sous cette section poursuivent ou achèvent les opérations recensées dans le précédent rapport.

La recherche sur les *Mutations du droit administratif en Europe* (G. Marcou et alii) est maintenant achevée (2.2.3. A.). Elle a connu un léger infléchissement par rapport à la définition initiale du sujet, dans la mesure où elle est davantage centrée sur les rapports entre les facteurs endogènes et exogènes d'évolution du droit de l'administration dans chacun des pays retenus dans le champ de l'étude. Elle montre notamment que les droits administratifs nationaux continuent d'évoluer dans le cadre de leur ordre juridique national en dépit de l'influence du droit communautaire qui impose des solutions identiques, en de nombreux domaines, du point de vue du droit matériel.

La recherche sur le *Processus d'unification des deux États allemands, l'Allemagne unifiée* (2.2.3. B., M. Graaff/H. Hörling/J. Vaillant) poursuit parallèlement l'analyse du processus de l'unification des deux États allemands, dans le prolongement de recherches antérieures sur la question nationale en Allemagne, et l'analyse des rapports entre les deux sociétés encore très différenciées des deux parties de l'Allemagne. Sont étudiées en particulier les transformations économiques, les transformations sociales, les réformes institutionnelles dans les nouveaux Länder.

2.2.1. POLITIQUES PUBLIQUES ET TENSIONS URBAINES

2.2.1. A. CONDITIONS DE VIE DES FAMILLES ET POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES QUARTIERS DITS "SENSIBLES" (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CLERSE (LASTREE et METIS) : Michel AUTES (CR), Dominique DUPREZ (CR), Catherine DEDOURGE (CE), Michèle LECLERC-OLIVE (CR), Catherine NEGRONI (CE) , Michel PINET (CR)

Objet, méthode, résultats

L'approche des quartiers "difficiles", "sensibles", suppose de considérer comme un donné la construction sociale qui les a produits. La même remarque vaut pour les situations de pauvreté qui sont censées s'y concentrer. La multiplicité et l'instabilité des représentations, tant des quartiers que de leurs habitants, constituent l'indice des incertitudes qui caractérisent les situations. Par conséquent, la diversité des modes d'entrée dans la pauvreté, l'hétérogénéité des cas, l'ensemble des stratégies et des tactiques que les individus développent dans ces contextes, forment l'objet même de la recherche. Celle-ci se conduit sur deux axes. En simplifiant, on peut dire, d'une part qu'elle cherche à appréhender les cadres sociaux de l'action collective et les logiques qui l'organisent, d'autre part, qu'elle saisit au niveau des individus, de leurs interactions, dans leur quotidien, la complexité et la variété des situations. La difficulté principale consiste ici à construire les passages entre ces deux registres d'interprétation de la réalité des quartiers et de leurs habitants.

C'est pourquoi l'approche retenue s'organise autour de trois thèmes qui présentent à chaque fois un agencement différent du regard et de la manière d'articuler ces deux niveaux d'analyse :

- formes et vécus de l'action publique
- entrées et expériences de la précarité
- conflits et solidarités

Cette recherche en cours est réalisée en collaboration avec l'INSEE. Elle comporte une enquête par questionnaire (n=2000) et une enquête qualitative articulant entretiens approfondis (n=100) et observations sur les sites étudiés : Lille-sud, la Grande Résidence à Lens et les quartiers en DSQ de Liévin. L'enquête par questionnaire sur des sites en difficultés pourra être mise en relation avec l'enquête nationale sur les conditions de vie (n=17.500).

Financement

Convention avec la CNAF. Un groupe de pilotage est constitué du PIR-Villes, du Plan Urbain, de la CNAF et de l'INSEE. D'autres équipes sont associées à ce projet sur d'autres sites : Bordeaux (CADIS), Toulouse, Marseille (ERMOPRES) et région parisienne (CADIS et CEVIPOF).

Publications

AUTES Michel (1993), "Les politiques de lutte contre l'exclusion", *Sciences humaines*, n°28, pp.26-28
DUPREZ Dominique, LECLERC-OLIVE Michèle(1994a), *Exclusion, désaffiliation : enjeux théoriques autour des situations de précarité*, IVèmes Journées IFRESI, Lille, 30-31 mars 1995, pp. 12-20
DUPREZ Dominique (1994b), "Jeunes dans les cités", *Revue Panoramiques*, pp. 41-46
LECLERC-OLIVE Michèle, "Les événements biographiques", in Vincent de Gaujelac, *Variations pour une sociologie clinique*, Hommes et groupes (à paraître)

*
* * *

**2.2.1. B. ANALYSE DES POLITIQUES ET DES DISPOSITIFS PUBLICS
(OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs

CLERSE : Michel AUTES (CR); LABORES : Francis CALCOEN (DR); CRAC : Klaus GERTH (MC)

+ Bernadette DELAVAL (CE), Catherine NEGRONI (CE), Bertrand VERNIER (PRCE)

Chercheurs d'autres équipes : Luc CARTON (Fondation Travail-Université, Bruxelles), Claude HUBAIN (Université de Bochum), Hugo SWINNEN (Verweey-Jonker Instituut, Utrecht), Jan VRANKEN (Université d'Anvers).

Objet, méthodes et résultats

Les politiques publiques transforment leurs objets, leurs modes d'action et leurs territoires. Il s'agit de comprendre et d'interpréter ces transformations à partir de plusieurs angles d'attaque organisés autour d'une hypothèse centrale : les conditions d'efficacité d'une politique publique supposent de produire à la fois des modes de légitimation -représentations et assentiment- et des technologies d'action incarnées dans des dispositifs.

Entre Juin 1993 et Juin 1995, six domaines ont fait l'objet d'investigations.

1. Une comparaison des dispositifs de revenu garanti et de logement des publics défavorisés en Europe de Nord-Ouest (Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas). (Achevé). En comparant les systèmes de revenu minimum et les politiques de logement des populations en difficulté, on fait apparaître les différences de logique dans les politiques publiques essentiellement autour de deux facteurs. D'abord, le contexte temporel dans lequel ces politiques sont initiées qui les font exister soit comme des systèmes subsidiaires de sécurité sociale, soit comme des dispositifs de lutte contre la pauvreté. Ensuite le contexte culturel et politique qui distribue différemment le rôle de l'État et celui des Collectivités territoriales, ainsi que le niveau d'implication de la société civile. Cette comparaison qui a réuni pour 18 mois un réseau de chercheurs des quatre pays montre que si des questions identiques, notamment autour des phénomènes d'exclusion, tendent à rapprocher les problématiques des politiques publiques des différents pays, les facteurs qui tiennent à leurs temporalités et leur histoires différentes pèsent encore lourdement dans les recompositions en cours.

2. Une recherche préalable à la mise en œuvre de l'évaluation des politiques publiques régionales. (Achevé) La recherche fait d'abord un bilan des opérations d'évaluation des politiques régionales depuis le début des années 1980 dans deux domaines, les politiques de formation professionnelle et les politiques de la ville. L'analyse de ces opérations d'évaluation montre la faiblesse entre l'articulation de la commande politique avec la réalisation technique de ces évaluations, et donc la faible reprise des résultats dans le processus d'élaboration des politiques publiques. C'est pourquoi le rapport de recherche fait un certain nombre de propositions pour la mise en œuvre de processus d'évaluation directement articulés sur la production politique.

3. Une recherche portant sur les réorientations du service d'action sociale de l'Éducation Nationale à partir d'un questionnaire. (Achevé en Juin 1995) Il s'agit d'une opération de bilan et de prospective sur les usages et les attentes que formulent les personnels de l'Éducation Nationale du Nord Pas de Calais quant aux services sociaux académiques. Une enquête par questionnaire (750), complétée par quelques entretiens a permis de dresser un état des lieux afin de permettre aux services concernés d'envisager les réorientations de leur action.

4. Une participation au séminaire de la MIRE "Les professionnels au contact du public". (En cours) Il s'agit d'une opération préalable à la construction d'un appel d'offres de recherche qui a réuni des chercheurs de différentes disciplines autour du développement des métiers de service. Une première étape doit déboucher sur un ouvrage collectif de problématique dans le courant de l'année 1995.

5. Une recherche sur la genèse des dispositifs d'insertion par l'économique dans le cadre des politiques de l'emploi et les transformations du travail et d'accès à la protection sociale qui en découlent. (En cours) Cette recherche qui commence vise à examiner l'ensemble des dispositifs dits "d'insertion par l'économique" dans le cadre des politiques de l'emploi. Dans un premier temps, il s'agit de faire apparaître les différentes stratégies en présence. Un premier examen montre au moins quatre types de stratégies : celles qui s'inscrivent dans la généalogie des institutions du social; celles qui développent des stratégies de retour à l'emploi dans le cadre d'une économie de marché qui reste conçue dans la perspective du plein emploi; celles qui cherchent à initier de nouvelles formes du rapport économique de type "économie solidaire" ou économie hybride; celles enfin qui s'articulent directement sur les stratégies de flexibilité du marché du travail et utilisent dans ce sens les dispositifs de lutte contre le chômage. Sous bénéfice d'un inventaire plus approfondi, il est d'ores et déjà clair que ces quatre stratégies s'entrecroisent pour dessiner un nouveau paysage de l'emploi que la suite de la recherche va s'attacher à analyser. Dans un second temps, à partir de monographies d'entreprises et d'expériences, et d'entretiens auprès de personnes appartenant à des associations de chômeurs, il s'agit d'approfondir l'analyse des transformations dans les rapports au travail et à l'emploi.

6. Une recherche sur les nouveaux métiers et les transformations des qualifications dans les professions du secteur social. (Opération nouvelle) Cette opération qui va commencer en Juin 1995 pour une durée de trois ans, s'inscrit dans une comparaison entre sept départements dans le cadre d'un programme réunissant la Direction des Affaires Sociales, le Commissariat Général du Plan, la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Caisse des dépôts Consignations, la Délégation Interministérielle à la Ville, la Délégation Interministérielle à l'Insertion des Jeunes, le Service des Statistiques et des Études des Affaires Sociales, et la MIRE qui en assure l'organisation scientifique. Dans un premier temps, il s'agit de faire un recensement exhaustif des métiers relevant du social dans le département (Nord), en partant des employeurs du secteur dans une définition extensive. Dans un second temps, il s'agit d'analyser le contenu des postes et des métiers, les trajectoires professionnelles, afin de cerner les évolutions en cours dans des professions qui comportent de nouvelles définitions par rapport aux métiers traditionnels et à leurs conditions d'exercice. Dans un troisième temps, une analyse exhaustive sur un terrain plus réduit que le département doit permettre de valider les nouvelles nomenclatures qui définissent les métiers contemporains du social.

Partenaires et financement

1. Contrat de Plan Etat-Région.
2. Conseil Régional Nord-Pas de Calais.
3. Ministère de l'Education Nationale.
4. et 5. MIRE.
6. MIRE; CNAF; DAS; CGP; CDC; DIV.

Publications

Rapports de recherche

AUTES (Michel), CALCOEN (Francis), GERTH (Klaus) (1994) *Les transformations des politiques publiques. L'exemple du Revenu garanti et du Logement social. Comparaisons dans l'Europe de Nord-Ouest.* 140 p. + annexes.

AUTES (Michel), DELAVAL (Bernadette), NEGRONI (Catherine) (1995) *L'évaluation des politiques publiques régionales dans le Nord-Pas de Calais. Eléments de bilan et de prospective.* 189p.

AUTES (Michel), DELAVAL (Bernadette) *L'action sociale en direction des personnels de l'Education Nationale. Bilan et perspectives.* (à paraître, Juin 1995).

Articles

AUTES (Michel) "La décentralisation est une solution", *Pouvoirs locaux*, 23, Décembre 1994, pp. 51-55.

AUTES (Michel) "Ouvrir la boîte noire", *Recherches et prévisions*, 38, Décembre 1994, pp. 63-68.

AUTES (Michel) "L'action publique et la démocratie locale à l'épreuve de la mondialisation de l'économie" (Colloque Pirville, Villes et entreprises à la veille du XXI^e siècle, à paraître)

AUTES (Michel) "Les sens du territoire", *Recherches et prévisions*, 39, mars 1995, pp.57-71

Colloques

AUTES (Michel) "Villes et entreprises à la veille du XXI^e siècle", Rapport sur la quatrième partie du colloque "Restructuration socio-économique des villes et politiques publiques", Lille, 16-18 Mars 1994.

AUTES (Michel) "Politiques publiques et insertion" Colloque Mais, Unesco, Mai 1994.

AUTES (Michel) "Exclusion et insertion" Colloque du Département des Sciences de l'Education, Université Paris VIII, Septembre 1994.

AUTES (Michel) "Les évolutions contemporaines du travail social", Séminaire des directeurs de CAF, Lyon, 7 et 8 Novembre 1994.

AUTES (Michel) "L'insertion : un concept et des pratiques multiples", Assises départementales de l'insertion, Grenoble, 25 et 26 Janvier 1995.

AUTES (Michel) "L'exclusion : une nouvelle question sociale?" (Rouen, Juin 1995)

* * *

**2.2.1.C REPRÉSENTATIONS POLITIQUES DU SOCIAL, REPRÉSENTATIONS SOCIALES
D'UNE POLITIQUE : LA PAUVRETÉ ET LE REVENU MINIMUM D'INSERTION
(OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs

CRAPS : Hélène GIRARD-DESBOIS (ATER), thèse de doctorat de Sciences Politiques sous la direction de C.M. WALLON-LEDUCQ (PR)

Présentation

La question du RMI illustre bien les enjeux liés à une définition politique de la pauvreté, mais surtout elle ne manque pas d'induire une problématique des représentations.

Le changement contextuel et structurel et l'émergence de la pauvreté comme problème politique et social central conduit à s'interroger sur les représentations qui existent aux deux extrémités du corps social : d'un côté, le politique, qui élabore les réponses au problème que constitue la pauvreté, et de l'autre, le contingent non négligeable de pauvres qui bénéficient de cette réponse. C'est sur les représentations du triptyque pauvreté-insertion-citoyenneté, mobilisées par l'univers politique et les bénéficiaires du RMI que notre recherche se construit.

Publications

GIRARD-DESBOIS Hélène (1995), L'identification d'un problème et les prémisses d'une réponse : de la nouvelle pauvreté au RMI, communication aux IVèmes Journées IFRESI, pp. 43-60, tome III.

* * *

2.2.1. D. LORSQUE L'ENFANT PARAÎT, QU'ADVIENT-IL DU PROJET PROFESSIONNEL DES MÈRES À COLOGNE ET À LILLE ? (OPÉRATION EN NOUVELLE)

Chercheuses

CLERSE : Geneviève CRESSON (MC)

Chercheuses extérieures : Jacqueline HEINEN responsable scientifique de l'opération (MC, Paris VII-Jussieu) , Béatrice LUDWIG (CE)

Objet méthode résultats :

Il s'agit de comparer les modes d'accueil collectif de la petite enfance dans deux villes européennes. Pour cela il s'agira de repérer et de comparer les représentations des administrations chargées de la politique de la petite enfance, celles des milieux associatifs et celles des parents. Cela se fera essentiellement au moyen d'entretiens semi-directifs.

Partenaire et financement

Contrat financé par la CNAF; le travail dure 24 mois (juillet 94-juillet 96).

*
* * *

2.2.1. E. PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE LA MALADIE, DU SOIN ET DE LA SANTÉ (OPÉRATION POUR UNE PART ACHEVÉE, POUR UNE PART NOUVELLE)

Chercheurs :

CLERSE : Nicole BASTIN (IE), Geneviève CRESSON (MC), Jean TYBERGHEIN (CE)

1) Approche sociologique de la demande en réparation du risque thérapeutique: le cas du Sida . Opération achevée (N.BASTIN, Geneviève CRESSON, Jean TYBERGHEIN)

Objet, méthode, résultats

Les personnes séropositives ou atteintes du Sida à la suite d'une contamination transfusionnelle sont des victimes d'un risque thérapeutique nouveau. Elles sont en droit pour cette raison de demander réparation. L'objectif de la recherche est d'analyser l'effet de trois variables sur les attitudes et les comportements de deux groupes de victimes, en matière de demande de réparation : le mode d'irruption de la maladie, l'apprentissage du processus morbide , l'insertion dans un réseau associatif.

L'irruption de la maladie et les circonstances de cette catastrophe ont déstabilisé les rapports institutionnels (associations de patients, organisation transfusionnelle etc...) ce qui aura pour conséquence - entre autres - de compliquer la demande de réparation .

L'approche de ces questions s'est réalisée par une analyse essentiellement qualitative : entretiens semi-directifs de responsables d'associations d'une part et d'individus des différentes catégories de victimes (ou de leurs ayant droit) d'autre part. Au total 90 entretiens ont été réalisés. Nous les avons complétés par l'analyse de la presse associative, la participation aux assemblées , etc.

Les résultats produits sont de deux ordres:

- D'une part nous proposons une analyse des rapports entre associations organisations et corps médical, qui permet de comprendre le contexte dans lequel les contaminations ont pu se développer de façon aussi massive, et dans lequel les négociations entre les différentes parties ont été menées.

- D'autre part nous tentons de décrire et rendre compte de l'expérience de la contamination, de la maladie, ou de la perte d'un proche le cas échéant, en nous focalisant sur les relations entre soignants et patients et sur les difficultés rencontrées lors de l'annonce de la contamination .

2) Approche sociologique des familles des enfants atteints de mucoviscidose. Opération nouvelle (Geneviève CRESSON)

Cette recherche a pour objet l'observation et l'analyse de la fonction soignante des familles d'enfants atteints de mucoviscidose, suivis au CHU de Lille et soignés en HAD (Hospitalisation à domicile).

Le travail se fait essentiellement à partir d'observations et d'entretiens de quelques professionnels (hospitaliers et libéraux) et de l'ensemble des parents concernés. Commencée en septembre 93 la recherche se termine en Août 95.

Le financement est assuré par le service de pédiatrie du CHU de Lille (service du prof. Farriaux, responsable : prof. Dominique Turck.)

Publications

Livres, thèses

CRESSON Geneviève , "Le travail de soin des mères de famille" p. 41-78, Chap 2 de : Cook, John et Dommergues, Jean-Paul "l'enfant malade et le monde médical : dialogue entre familles et soignants." Ed Syros, 1993

CRESSON Geneviève, "Compétences maternelles et distances au modèles médicaux : quelques aspects de l'activité sanitaire profane." p. 272-289 dans : Durning, Paul et Pourtois, Jean-Pierre : "Education et famille" Ed. De Boeck-Université. (1993)

CRESSON Geneviève , "Le travail domestique de santé" (sous presse, sortie avril 95) Ed L'Harmattan.

Articles

CRESSON Geneviève et ROMITO Patizia , "Ces mères qui ne font rien. La dévalorisation du travail des femmes " dans : Nouvelles Questions Féministes, 1993, vol 14, N° 3

CRESSON, Geneviève , "Reconnaitre la production sanitaire profane : un enjeu féministe." dans Chronique Féministe, N° 49, sept-oct 93 (p. 11-17)

CRESSON, Geneviève, "La santé au quotidien : une production invisible et complexe." dans : le bulletin d'éducation du patient, vol. 12 N° 4 déc 93

CRESSON Geneviève , "Un enfant va bien : le travail silencieux des femmes" dans Dialogue, N° 124, 2° trim 94 N° spécial l'enfant la maladie la famille.

Rapport

Nicole Bastin, Geneviève Cresson, Jean Tyberghein, " Approche sociologique de la demande en réparation du risque thérapeutique: le cas du Sida". rapport de recherche, décembre 93 , 344 pages + annexes.

*
* * *

2.2.1. F. MOUVEMENTS REVENDICATIFS HORS-TRAVAIL. LE MILITANTISME EXTRA-PROFESSIONNEL (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

CLERSE : Bruno DURIEZ (CR)

Objet, méthode, résultats

Qu'est ce qui fait que des gens se mobilisent durablement dans des organisations revendicatives hors-travail ? La recherche porte particulièrement sur deux confédérations qui offrent la particularité de vouloir couvrir l'ensemble du champ hors-travail. Engagée depuis plusieurs années, elle s'appuie sur des enquêtes par questionnaires auprès des militants de ces organisations.

Ce "syndicalisme familial" ou "de quartier" reste l'affaire de familles avec enfants, des femmes surtout. Dans ces couples, qui cumulent les engagements, il y a une division du travail militant. Héritiers dans leur majorité d'une tradition religieuse, l'action catholique spécialisée, les militants gardent ces références tout en se situant en majorité à gauche. D'autres groupes s'associent moins à leur idéal globalisant. Deux générations coexistent donc, l'une plus populaire, à l'adhésion religieuse marquée, l'autre, plus jeune, moins stable, rassemblant des membres des professions intermédiaires. Les militants et leurs organisations trouvent des débouchés dans les domaines d'action qu'ils ont eux-mêmes contribué à définir.

L'histoire de ces organisations fait par ailleurs l'objet d'un travail collectif associant chercheurs et anciens militants dans le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux. Il est question depuis deux ans des actions de squattages des années quarante et cinquante, de la crise du MLP de 1951, de la formation et de la promotion par le militantisme, de la spécialisation des services de ces mouvements, notamment de l'aide familiale à domicile.

Financement

Soutien : le programme IFRESI du Contrat de Plan Etat-Région.

Publications

DURIEZ Bruno, CHAUVIERE Michel (1993), "L'histoire avance en bégayant", *Economie et humanisme* (dossier "La ville, test d'humanité"), n° 326, octobre.

DURIEZ Bruno (1994), *Le militantisme extra-professionnel. Facteurs et évolutions*, IFRESI/CNRS-Conseil régional Nord-Pas de Calais.

DURIEZ Bruno (1994), "De la défense de la famille à la revendication du droit au logement. Le Mouvement populaire des familles dans les années 40", *Le groupe familial ("Espaces de familles. Habitat et familles en mouvement")*, n° 143, avril-juin.

DURIEZ Bruno, CHAUVIERE Michel (1994), "Un dispositif de co-histoire dans l'étude des mouvements sociaux contemporains. Le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux", *Politix*, n° 26, 2ème trimestre.

DURIEZ Bruno, CHAUVIERE Michel (1995), "Droit au logement contre droit de propriété. Les squatters dans la crise du logement", *Annales de la recherche urbaine*, 66, mars.

*
* * *

2.2.1. G. LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ DU LOGEMENT ET LES AIDES AU LOGEMENT (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

LABORES : Loïc AUBREE (CE), Francis CALCOEN (DR), Didier CORNUEL (DR)

Chercheur d'autres équipes : Pierre HAMEL (INRS-UQAM, Montréal).

Bilan scientifique de l'opération

Les travaux rassemblés ici privilégient l'analyse économique en considérant le fonctionnement des marchés du logement et l'impact de l'aide publique à partir du comportement des agents sur ce marché.

a) Le comportement de l'investisseur immobilier

Le comportement de l'investisseur immobilier est conceptualisé conformément au modèle de base de la théorie financière, où la valeur d'un actif est la somme actualisée des flux de recettes qu'il engendre. On distingue toutefois, dans ce modèle, le taux de croissance des loyers et le taux de plus-value dans la mesure où les imperfections de marché peuvent interdire durablement une égalisation des deux taux. Une première formulation du modèle est confrontée aux données macro-économiques sur la France, ce qui semble montrer une convergence sur très longue période des paramètres de rendement de l'investissement immobilier vers les valeurs d'équilibre de long terme ; le modèle donnera aussi lieu à une première vérification empirique sur un échantillon restreint d'investisseurs et de patrimoines dans la métropole lilloise. L'approfondissement du modèle est engagé dans plusieurs directions : la prise en compte de l'endettement et de l'intervention publique (aides, fiscalité, réglementation,...), le choix du statut d'occupation (le possesseur de l'actif logement se vend à lui-même le service logement).

b) Aides au logement et parc locatif social

Le parc locatif social fonctionne selon d'autres mécanismes que le parc locatif privé avec la réglementation sur le produit et les prix notamment, et une logique spécifique d'équilibre économique pour l'organisme propriétaire en comparaison avec celle de l'investisseur immobilier privé. On s'intéresse aux incidences de ceci sur les choix du consommateur et sur le peuplement du parc. Sont notamment mis en évidence la moindre différenciation des prix dans l'espace (au niveau national comme de l'agglomération) et les distorsions avec le secteur locatif privé, le transfert partiel de l'aide publique dans le niveau des loyers, l'impact engagé des phénomènes précédents et de l'aide personnelle (A.P.L.) dans les effets d'éviction et de ségrégation des populations.

c) Les mécanismes de fonctionnement des marchés locaux du logement et les phénomènes d'adaptation

Les comportements des différents acteurs s'inscrivent dans le marché et se manifestent par des phénomènes d'adaptation multiples : par les prix, par les quantités échangées, par des mutations résidentielles, par la construction neuve, par les travaux, par les changements de statut d'occupation.

Dans le cadre d'un réseau national constitué en GDR, un premier séminaire de quatre journées a rassemblé à Lille de mars à juin 1994 une trentaine de chercheurs, afin de confronter problématiques et méthodologies sur le fonctionnement des marchés locaux en privilégiant trois entrées : l'approche par la mobilité, le logement comme bien de consommation et comme actif, les phénomènes de diffusion des prix et les modèles de marchés complets. Un ouvrage est en préparation à partir des travaux de ce séminaire.

Plus précisément, et se focalisant sur quelques exemples (marchés parisien, lillois et maubeugeois), on approfondit l'analyse de la relation prix-loyers en considérant simultanément le changement de statut d'occupation. Ce travail de recherche, engagé récemment, fait l'objet de confrontation et de coopération avec une équipe de chercheurs québécois dans le cadre d'un soutien de la Commission franco-qubécoise.

Publications

Communications

CORNUEL Didier (1994). *Problèmes posés par l'évaluation des politiques publiques par rapport aux objectifs des pouvoirs publics : illustration par la politique du logement*, Journée d'études : approches économiques et sociologiques de l'évaluation, Lille, 3 juin 1994, Revue Clés.

CORNUEL Didier (1994). *Problèmes posés par l'évaluation des politiques publiques par rapport aux critères de l'économie publique : illustration par la politique du logement*, XIVèmes Journées de l'Association d'Economie Sociale, Lille, 15-16 Septembre 1994.

CORNUEL Didier (1994). *Mécanismes Economiques de la marginalisation dans le logement social en France*, VIème Conférence Internationale de recherche sur l'habitat, Beijing, 21-24 septembre 1994.

CALCOEN Francis, CORNUEL Didier (1995). *Adaptations sur un marché, valorisation d'un bien immobilier et changements de statut*, IVème Journées de l'IFRESI, Lille, 30 et 31 mars 1995.

Articles

CORNUEL Didier (1993). *Prix fonciers, prix immobiliers et politiques publiques*, in : l'articulation du foncier et de l'immobilier, sous la direction de Jean-Jacques Granelle et Thierry Vilmin, ADEF, Paris, 1993.

CORNUEL Didier. *Mécanismes Economiques de la marginalisation dans le logement social en France*, à paraître dans la Revue d'Economie Régionale et Urbaine.

CORNUEL Didier. *Problèmes posés par l'évaluation des politiques publiques par rapport aux objectifs des pouvoirs publics : illustration par la politique du logement*, à paraître dans la Revue Clés.

Rapports

CORNUEL Didier (1993). *Economie et politiques du logement : bilan et orientations de recherches*, rapport pour le Plan Construction et Architecture, juin 1993.

CALCOEN Francis, CORNUEL Didier. *Le comportement de l'investisseur immobilier*, Rapport intermédiaire pour le Plan Construction et Architecture, Novembre 1994.

AUBREE Loïc, CALCOEN Francis, AARAB Moha (1993). *Processus de peuplement, politiques, comportements et marchés*. Ministère de l'Equipement, du Logement et des Transports, Juillet 1993, 76 pages.

AUBREE Loïc, CALCOEN Francis (1994). *Politiques de peuplement et marché local*. Ministère du Logement, Septembre 1994, 32 pages + annexes.

*
* * *

**2.2.1. H. ITINÉRAIRES RÉSIDENTIELS , RÉORGANISATION SOCIALE DE L'ESPACE,
POLITIQUE PUBLIQUE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT
(OPÉRATION EN COURS)**

Chercheurs

CLERSE : Bénédicte LEFEBVRE (IE)

Chercheurs d'autres équipes (LASMAS-IRESO) : Monique VERVAEKE (CR)

1) Itinéraires résidentiels , réorganisation sociale de l'espace (en cours)

La mobilité des ménages vers les différentes fractions du marché du logement (privé, social, accession) a été étudiée à partir des migrations définitives intercensitaires (1982-1990) dans l'agglomération lilloise. Les premiers résultats ont montré que le dépeuplement des villes centres et du parc ancien, lié au départ des populations vers la périphérie, était à mettre en relation avec les politiques publiques d'aménagement (villes nouvelles, ZUP, Secteurs sauvegardés, accession à la propriété) qui ont contribué à accroître les écarts entre centre et périphérie.

L'étude des caractéristiques sociales et d'emploi des populations migrantes vers les différents parcs des zones d'accueil devrait permettre d'affiner et de confirmer les tendances mises à jour.

La recherche est réalisée à partir des données de l'INSEE, avec le concours de la Communauté Urbaine de Lille.

2) Politique publique d'amélioration de l'habitat (recherche nouvelle)

L'objectif de cette recherche est d'étudier les politiques publiques visant à améliorer l'habitat ancien en tenant compte des spécificités des logiques patrimoniales dans une région industrielle en crise. Des enquêtes propriétaires et locataires sont réalisées dans cinq sites de la région Nord-Pas de Calais où ont été menées des opérations de réhabilitation de l'habitat ancien (Lille, Tourcoing, Calais, Valenciennes, Aire sur la Lys). Les procédures décidées par les collectivités locales pour enrayer la vacance et la dégradation de l'habitat sont examinées.

La trajectoire résidentielle des habitants est étudiée afin d'évaluer l'impact des politiques publiques pour maintenir l'habitat en quartier ancien. Les politiques publiques et leurs conséquences sur le peuplement résidentiel sont analysées en fonction de la procédure adoptée, de la structure de la propriété, de la position des quartiers par rapport au marché du logement local.

Un des prolongements possibles de la recherche serait la comparaison avec d'autres villes européennes confrontées au problème de la dévalorisation des quartiers anciens et ayant expérimenté des procédures originales pour tenter de la résoudre.

L'équipe de l'IFRESI collabore pour cette recherche à un groupe de travail dirigé par Monique Vervaeke du LASMAS, regroupant aussi une équipe de l'Ecole d'Architecture de Paris-La Défense.

Partenaires et financement

- Communauté Urbaine de Lille (pour le premier élément)
- Observatoire Régional de l'Habitat (pour le second élément, la recherche étant financée sous le titre "Patrimoine ancien et politique publique dans la Région Nord-Pas de Calais")

Publications

- VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte, (1994), *Marché local du logement et réorganisation sociale de l'espace*, Colloque International PIRVILLE-IFRESI "Villes, entreprises, et société à la veille du XXI^e siècle", Marcq-en-Baroeul, 16-18 mars .
- VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte, "Local housing market and the social reorganization of space" , *International Journal of Urban Regional Research*, à paraître.

* * *

2.2.1. I. CONTRIBUTION À UNE SOCIOLOGIE DU TRAFIC ET DES USAGES DE DROGUES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

LASTREE-CLERSE : Dominique DUPREZ, (CR), Michel KOKOREFF (MC), Alain VERBEKE (CE)

1) Recherche sur les activités liées à l'usage des drogues illicites (en cours). D. DUPREZ, M. KOKOREFF A. VERBEKE

Cette recherche a pour but de rapporter les différentes activités liées à l'usage de produits stupéfiants et leurs effets économiques et sociaux, à leurs traitements institutionnels.

Les hypothèses de notre recherche furent élaborées dans le cadre d'une pré-enquête effectuée dans le quartier des Hauts-Champs à Hem (Duprez, 1994a).

Une première phase de la recherche privilégie l'entrée "justice", par l'analyse de dossiers judiciaires relatifs à des affaires de stupéfiants ayant pour origine géographique le sud de l'agglomération lilloise, y compris les villes de Loos, Ronchin et Fâches Thumesnil.

Parallèlement, différents contacts étaient pris auprès d'autres acteurs institutionnels : Gendarmerie, Douanes, services pénitentiaires, services sanitaires, pour rendre compte des modes d'intervention et des représentations mobilisées dans ces affaires.

Les premières analyses de biographies effectuées dans ce cadre ont été prolongées par un ensemble d'entretiens auprès de personnes impliquées dans les affaires étudiées.

Ces entretiens concernent aussi bien des détenus que des individus en liberté.

Ces différentes démarches visent, au-delà du traitement institutionnel, à produire une sociologie du trafic, qui met en exergue les caractéristiques des individus impliqués dans ce trafic, leurs carrières, ainsi que les interactions qu'ils entretiennent, non seulement avec le monde de la drogue mais aussi avec leur environnement résidentiel.

Partenaires et financement

CNV-DGLDT, 1994-1995

2) La construction sociale du problème des usages des drogues dans les quartiers réputés difficiles (sous-opération nouvelle). M. KOKOREFF

Cette recherche a pour objet principal l'analyse des mécanismes qui participent à la construction du problème social des usages de drogues dans les quartiers réputés "en difficultés". Elle s'articule autour de deux axes :

- le premier consiste à décomposer la catégorie générale d'"usages de drogues" à partir de quatre dimensions : socio-territoriale (conditions de vie dans les quartiers), générationnelle (différenciation des conduites des jeunes), dynamique (carrière, trajectoires), culturelle et ethnique;

- le second vise à interroger le traitement institutionnel et politique de ces usages, c'est à dire comment les "faits" sont construits, à partir de quelles logiques d'action; quels sont les acteurs en jeu et quelles relations les caractérisent dans l'espace local.

L'enquête empirique portera sur la comparaison de deux sites de la région parisienne : Asnières et Chatou.

2.2.1. Politiques Publiques et Tensions Urbaines (fiches des opérations)

Partenaires et financement

MESR-DGLDT, 1995-1997.

Publications

DUPREZ Dominique, KIERZUNSKA Sabrina (1994a), Enquête dans le quartier des Hauts-Champs à Hem, in *L'Economie souterraine de la drogue*, CNV/MSH.

DUPREZ Dominique (1994b), "Jeunes dans les cités", *Revue Panoramiques*, pp. 41-46

KOKOREFF Michel (1994), "La dimension spatiale des modes de vie des jeunes - Le cas d'une cité de la banlieue parisienne", *Sociétés contemporaines* n° 17, pp 29-49.

KOKOREFF Michel (1995), "La construction du problème social des usages de drogues dans les quartiers réputés "difficiles - Eléments pour une recherche", Lille, 4 ème journées IFRESI.

KOKOREFF Michel, "La construction sociale de l'exclusion et ses équivoques" in B. Charlot (ss. la direc. de), *Exclusions et éducation* (à paraître)

KOKOREFF Michel , "Usages de drogues et jeunes des cités", *Panoramiques* , 1995 (à paraître)

*
* * *

2.2.1. J. IDENTITÉS PROFESSIONNELLES ET CHANGEMENT SOCIAL : LE CHAMP DE L'ORDRE PUBLIC ET DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheurs

CLERSE (LASTREE et LAST) : Anne BUSTREEL (AL), Dominique DUPREZ (CR), Fabrice JACOB (BDI)

1) La gestion de l'immigration irrégulière. Analyse sociologique des identités professionnelles des policiers et des douaniers (sous-opération achevée en 1993)

Objet, méthode, résultats

L'objet de cette recherche se situe au croisement de l'analyse d'un champ, la gestion de l'immigration irrégulière, et de l'étude de deux groupes professionnels, les douaniers d'une part, les agents de la Police de l'Air et des Frontières d'autre part. L'entrée empirique de cette recherche était localisée : la gestion de la frontière avec la Belgique et l'Angleterre. Cette démarche localisée était liée à des choix méthodologiques : observation *in situ* de l'exercice des pratiques professionnelles au quotidien, entretiens non directifs auprès d'un échantillon de professionnels, analyse des archives des services étudiés. Enfin, un cadre théorique et une problématique sous tendent cette démarche. Par certains aspects, cette enquête est ancrée dans la sociologie des organisations. Mais, il s'agit avant tout d'un essai de sociologie des professions. Notre objectif majeur était de saisir les transformations des identités professionnelles des agents et l'évolution des systèmes de représentation dans un cadre juridique particulier. L'analyse de nos matériaux permet de mettre en évidence une éthique propre aux douaniers. La lutte contre le trafic de stupéfiants est identifiée à une mission de "salut national". Il y a une dimension hygiéniste dans ce combat alors que celui contre l'immigration irrégulière rencontre des obstacles humanistes. A l'inverse, la recherche du clandestin est considérée comme une mission noble par les policiers de l'air et des frontières.

Financement

Convention n°12-90 avec l'I.H.E.S.I. (Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure) et avec le soutien du Conseil Régional du Nord Pas-de-Calais.

2) Contribution sociologique à l'analyse des conditions de travail. Les douaniers en surveillance
(sous-opération achevée en juin 1994)

Objet , méthode, résultats

Notre recherche a porté sur trois directions des douanes caractérisées par des rythmes de travail fortement différenciés : un cas de frontière terrestre, un site aéroportuaire et une frontière maritime. Plus de quarante agents et contrôleurs de la surveillance des frontières ont été interviewés et "observés" durant la période de notre enquête (dans le contexte de changement social caractérisé par l'ouverture des frontières intra-communautaires en 1993). Nous postulons que la perception des conditions de travail en douane résulte, en grande partie, de la trajectoire professionnelle des individus et des interactions avec la vie familiale. La première réaction a été de se pencher sur des facteurs "objectifs" tels que l'environnement matériel du travail, la cote de service, etc. Nous avons pu apprécier la diversité des situations locales, il s'agit bien de douanes au pluriel. Mais, la pénibilité du travail ne peut être complètement objectivée dans ce type de métier. Elle est également le résultat du "vécu" professionnel, de la reconnaissance interne et externe des activités. L'élément le plus pertinent dans l'évaluation de la pénibilité du travail semble être le stress suscité par les divers types d'interactions avec les usagers. Il en résulte un besoin de cohésion du groupe satisfait par le développement de formes de sociabilité à l'intérieur du milieu professionnel. Cette cohésion s'exprime sur le lieu de travail et éventuellement en dehors. Ainsi, la pénibilité du travail reste très "subjective" et fortement liée à l'identité professionnelle.

Partenaires et financement

Convention entre le PIRTTEM-CNRS et la DGDDI (Direction Générale Des Douanes et Droits Indirects) avec le soutien du Conseil Régional du Nord-Pas de Calais.

Publications

BUSTREEL Anne, DUPREZ Dominique, JACOB Fabrice (1994), *Contribution sociologique à l'analyse des conditions de travail. Les douaniers en surveillance*, Rapport Convention CNRS/DGDDI, 79 p.

BUSTREEL Anne, JACOB Fabrice (1994), *The power and mission of french customs officers: a difficult choice between the end and the means*, XXII annual conference of the european group for the study of deviance and social control, Komotini, Greece, august 25-28.

DUPREZ Dominique (1994a), "Transformations des identités professionnelles et division du travail : l'exemple de la rivalité entre policiers et douaniers" in Y. Lucas et C. Dubar (1994), *Genèse et dynamiques des groupes professionnels*, PUL.

DUPREZ Dominique (1994b), "Douaniers et policiers : des missions communes, des éthiques différentes", *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n°16.

DUPREZ Dominique (1993), *La gestion de l'immigration irrégulière : analyse sociologique des identités professionnelles des policiers et des douaniers*, Rapport pour l'IHESI, 107 p.

DUPREZ Dominique (1993), "La lutte contre l'immigration irrégulière : le difficile arbitrage des fins et des moyens", *Plein Droit*.

JACOB Fabrice (1995), "Les douaniers français aux frontières de la sécurité intérieure", *Déviance et Société*, à paraître.

JACOB Fabrice (1995), *Les douaniers français aux frontières de la sécurité intérieure*, Journées IFRESI, Lille, 30 et 31 mars 1995.

*
* * *

2.2.1. K. LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE : JEUNESSE EN DANGER, JEUNESSE DANGEREUSE (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

LASTREE-CLERSE : Karine FRISER (ATER) en thèse sous la direction de M. Jean-Claude RABIER, avec le concours de M. Vincent PEYRE (Chercheur au C.R.I.V., Vaucresson) (

Objet, méthode et résultats

Le titre de la thèse est "La délinquance juvénile : jeunesse en danger, jeunesse dangereuse" (*Etude d'échantillons de jeunes pris en charge par le système judiciaire*) . La soutenance est prévue en septembre 1995.

Le sujet porte sur la délinquance juvénile et sur les catégories de mineurs pris en charge par la Justice des mineurs (pré-délinquants, délinquants et multi-récidivistes). Cette étude s'inscrit dans le cadre de la sociologie de la déviance au carrefour de logiques de jeunes et de logiques d'institutions. Nous avons tenté de comprendre l'histoire sociale du délinquant comme étant le passage d'un environnement social primaire (famille-école) vers un environnement social secondaire (le système de justice) où le contrôle social s'exerce entre assistance et répression. De quelles façons sont-ils responsables de leur situation présente et à venir ?

Les mineurs bénéficient de mesures particulières: quelle est l'efficacité de ces mesures, notamment de l'admonestation ? Le rôle de la justice consiste à qualifier le délit et le jeune en tant que délinquant ou non en fonction d'un certain nombre de critères. Le passage à l'acte ne suffit pas pour passer d'une catégorie à une autre. Mais un lien très net existe entre délinquance et pauvreté et quelqu'un qui a été l'objet de suivis et de mesures antérieures a plus de chances qu'un autre d'être l'objet de nouvelles mesures et d'incarcérations.

L'enquête comportait plusieurs phases dont :

- une phase quantitative : étude des situations (familiales, scolaires, judiciaires...) d'un échantillon de 400 jeunes, étude par questionnaire auprès des éducateurs de justice.
- une phase qualitative d'observations et d'entretiens auprès des jeunes et des Magistrats de la Jeunesse.

Publications

Communication : au séminaire "Justice et travail social" qui se tenait à Lille le 18 octobre 1993.

*
* * *

2.2.2. GOUVERNEMENT DES VILLES ET TERRITOIRES

2.2.2.A. INVESTISSEMENTS PUBLICS ET RÉGIONS, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DÉCENTRALISATION (OPÉRATION ACHEVÉE)

Chercheurs

CRAPS : Gérard MARCOU (PR), Yves LUCHAIRE (PR), Michèle BREUILLARD (IE)

Participants extérieurs au CRAPS : Nuria BOSCH (PR, Barcelone), Giancarlo POLA (PR, Ferrare), W. TAMARINDO (CR, Gênes), Sylvie BIAREZ (DR, Grenoble), Pierre KUKAWKA (DR, Grenoble), Fernando LOPEZ RAMON (PR, Saragosse), Spyros PAPPAS (Grèce, directeur de l'IEAP, Maastricht), Boudewijn DE WAARD (PR, Tilburg, NL), Heinrich SIEDENTOPF (PR, Speyer), Günter SEELE (Deutscher Kreistag, Bonn), Robert J. BENNETT (PR, Londres), Jean-Claude NEMERY (PR, Reims)

Objet, méthode, résultats

Ces différents travaux ont été réalisés dans le cadre de plusieurs réseaux internationaux, à partir de questions convergentes sur le rôle des régions dans les nouvelles structures politiques et administratives, sur les implications institutionnelles des politiques d'aménagement du territoire et sur les liens entre la décentralisation et la démocratie. Certains de ces travaux ont bénéficié du soutien de la DATAR et de l'Akademie für Raumforschung und Landesplanung (Hanovre).

Ils montrent tout d'abord qu'il n'existe pas un concept de région, même si on se limite au champ politique et administratif. Le mot recouvre des réalités très hétérogènes d'un pays à l'autre, qui opposent, aux deux extrêmes, le modèle français de régionalisation dans l'Etat unitaire et le fédéralisme allemand; les Etats à structures régionales représentent une autre variante (Italie, et surtout Espagne). La comparaison des dépenses publiques d'investissement montre que le rôle de l'Etat central est plus important en France et en Allemagne que dans les deux autres pays, en dépit des différences de structures, et que le rôle de l'échelon communal est en fait plus important en France qu'en Allemagne. Mais en Espagne, les communautés autonomes sont davantage en mesure que les régions italiennes de compenser les insuffisances des investissements de l'Etat.

La montée du thème de l'Europe des régions s'explique davantage par l'importance des fonds structurels, qui laisse espérer aux collectivités locales des subsides qu'elles ne parviennent pas à obtenir de l'Etat central, tandis que le marché unique avive la concurrence entre les territoires. Mais sa traduction politique, sous la forme, par exemple, d'une participation du comité des régions du traité de Maastricht, n'est pas souhaitable. Toute institution ou procédure qui placerait les "régions" des différents pays européens dans la même position et avec les mêmes droits par rapport aux institutions communautaires entrerait en conflit avec les contextes constitutionnels nationaux, et agraverait la crise de gouvernabilité dont souffre déjà la Communauté européenne.

Enfin, les comparaisons internationales mettent en évidence les limites de la relation entre décentralisation et démocratie. On peut montrer que la démocratie a besoin d'un certain degré de décentralisation, mais la décentralisation ne suffit pas à assurer la démocratie locale. Celle-ci dépend à la fois de conditions institutionnelles et de conditions socio-politiques qui doivent être définies dans chaque contexte particulier. Le rôle d'une politique de décentralisation qui a la démocratisation pour objectif doit donc s'attacher à définir ces conditions et les moyens de les établir.

Publications

G. POLA, G. MARCOU, N. BOSCH (dir.), *Investissements publics et régions*, L'Harmattan, Paris, 1994.
G. MARCOU, H. SIEDENTOPF (dir.), *Les conditions institutionnelles d'une politique européenne de développement spatial*, DATAR, Akademie für Raumforschung und Landesplanung, Hanovre, 1994;

traduction en espagnol: *Condiciones institucionales de una política europea de ordenación del territorio*, Monografías de la Revista Aragonesa de Administración Pública, Saragosse, 1994.

G. MARCOU, H. KISTENMACHER, H.-G. CLEV, *L'aménagement du territoire en France et en Allemagne*, La Documentation française, Paris, 1994; édition allemande: *Raumordnung und raumbezogene Politik in Frankreich und Deutschland*, ARL Beiträge, Hanovre, 1994.

G. MARCOU, "La décentralisation et la démocratisation de l'Etat", rapport publié p.75-116 dans: Institut International des Sciences Administratives, *Redéfinir le profil de l'Etat en vue des changements et développements socio-économiques*, Bruxelles, 1994.

*
* * *

2.2.2. B. NÉGOCIATION ET OBLIGATIONS DANS LE GOUVERNEMENT DES VILLES (OPÉRATION NOUVELLE)

Chercheurs

CRAPS : Gérard MARCOU (PR), Sylvie JACQUEMART (MC), Bernard DOLEZ (MC), Philippe LAUVAUX (CR), Florence LERIQUE (AL), Jean-Louis THIEBAULT (PR), Christian-Marie WALLON-LEDUCQ (PR)

Chercheurs extérieurs : John MAWSON (University of Birmingham), Paolo SABBIONI (Universita Cattolica del Sacro Cuore, Dipartimento di Diritto Privato e Pubblico dell'Economia), Michel VAN EETEN (University of Delft), Hans de BRUIJN (University of Delft), François RANGEON (CURAPP, Université d'Amiens), Franck BACHELET (CURAPP, Université d'Amiens).

Objet, méthode, résultats

Le Craps a été retenu sur appel d'offre lancé par le PIR-Villes sur le thème : Négociation et Obligations dans le gouvernement des villes. La recherche a une dimension comparative. En effet, elle se propose de prendre en considération l'expérience en matière de procédures contractuelles dans des pays étrangers : la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

L'enquête menée par le CRAPS a consisté en une étude des processus de négociation des documents qui ont l'apparence de contrats ou de conventions dans les programmes d'action mis en oeuvre dans les villes au cours des dernières années. La perception, qu'ont les acteurs de ce processus de négociation, a été explorée par une série d'entretiens avec des élus et des fonctionnaires territoriaux. L'enquête menée par le CRAPS porte sur les quatre villes ou communautés urbaines suivantes : Abbeville, Béthune, Dunkerque (CUD) et Lille (CUDL).

Le modèle du pouvoir périphérique (Grémion) n'est plus suffisant pour montrer la dimension territoriale du modèle français de politiques publiques et pour comprendre l'articulation des politiques nationales et locales. Désormais, l'accent est mis sur l'accord des volontés et sur la nécessité de la coopération plutôt que sur les relations de subordination entre acteurs politiques, en raison des transformations de l'action publique dues à la politique de décentralisation. Les relations entre les collectivités publiques s'organisent autour d'un "compromis institutionnalisé". Le compromis résulte de négociations et non du volontarisme de l'Etat. Cette évolution va de pair avec le recours au contrat, avec la tendance à la contractualisation des politiques urbaines. La négociation et le compromis sont au cœur des relations entre les acteurs des politiques publiques de la ville. L'analyse est donc centrée sur les différentes formes de négociation, à l'occasion des différentes étapes qui, progressivement, construisent les contrats de ville.

A l'examen du processus, un certain nombre de remarques s'imposent. Un nouveau type d'action publique semble se constituer. Ce modèle est basé sur la mobilisation partenariale et la régulation locale s'oppose au modèle traditionnel d'application centrale de procédures et de normes. Ce nouveau type d'action publique est également fondé sur la globalisation et non sur la segmentation des

politiques publiques de l'urbain. L'analyse des processus de négociation montre une variété des configurations d'action et des réseaux de pouvoir. A l'occasion de ce processus, de véritables réseaux se structurent. Les membres de ces réseaux, investis d'une spécialisation fonctionnelle en relation avec leurs attributions principales, prennent l'habitude de travailler ensemble. Dans chaque instance, dans les différents niveaux de collectivités, il y a un seul interlocuteur connu, qui est souvent le chef de projet. Les relations personnelles sont importantes. Ce qui compte c'est la qualité des relations, car les procédures croisées créent souvent des difficultés importantes. Ce travail des techniciens se fait en principe dans l'ombre. Lorsque des difficultés se présentent, le préfet peut intervenir auprès du maire pour débloquer l'élaboration des contrats. Cependant, la négociation est un jeu subtil d'évitement. La politique y est distillée à faible dose.

Financement

Le rapport final doit être remis au PIR-Villes lors de la réunion des 8 et 9 juin prochains qui réunira toutes les équipes recrutées au niveau national pour réaliser ce contrat. Il sera rédigé par MM. Marcou et Thiébault du CRAPS et par M. Rangeon du CURAPP d'Amiens. Par ailleurs, l'équipe de Lille constituée par des chercheurs du CRAPS ainsi que des chercheurs du CURAPP d'Amiens et des équipes étrangères, a prévu une publication des recherches dans un ouvrage à paraître en fin d'année.

Publications

Florence Lerique : Allocataire de Recherche du Conseil Régional Nord - Pas-de-Calais, membre du CRAPS, prépare actuellement une thèse sur "L'Etat et la Ville", sous la direction de G. Marcou.

Ce travail abordera les implications et les conséquences juridiques soulevées par l'orientation de la politique de l'Etat vis-à-vis des villes. Les relations des villes avec l'Etat empruntent des modalités juridiques et politiques nouvelles, fondées principalement sur une logique contractuelle et qui posent de nouvelles problématiques quant aux rapports entre les divers niveaux de l'organisation territoriale.

Florence Lerique participe, par ailleurs, à l'équipe de recherche qui travaille sur l'appel d'offre lancée par le PIR-Villes "Négociations et Obligations dans le gouvernement des villes", ainsi qu'à l'équipe de recherche dirigée par C. Neveu, Chargée de recherche au CNRS, sur le thème "Citoyenneté et territoire".

*
* * *

2.2.2.C. LES ÉLITES POLITIQUES DU NORD/PAS-DE-CALAIS: RENOUVELLEMENT ET PERMANENCES (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CHRN : Bernard MÉNAGER (PR), Anne SCHOLLAERT (Doctorante), Chantal BUISSON (Doctorante)

Objet, méthode, résultats

Le but de l'enquête est de dresser un corpus des élus municipaux des cinquante dernières années, ce personnel politique apparaissant comme la pierre angulaire de l'enracinement des élites politiques régionales. Dans quelle mesure les changements politiques ont-ils modifié sa composition ? Comment se sont formées ces élites ?

La recherche a démarré dans deux secteurs géographiques:

* Les principales villes du Pas-de-Calais (Thèse d'Anne Schollaert).

A partir d'un repérage par les sources classiques, un questionnaire a été adressé à 300 personnes pour la période postérieure à 1971, questionnaire comportant des interrogations sur le processus de socialisation des futurs élus, leur carrière politique, leurs responsabilités ainsi bien sûr que sur les données socioprofessionnelles.

A partir des réponses (30 %) une première exploitation a été faite sur le rôle des femmes montrant une progression supérieure à la moyenne nationale après 1977 et un taux important de renouvellement dans les années 80 contrastant avec une plus grande stabilité masculine.

* Le personnel municipal de Valenciennes (enquête de Chantal Buisson)

La recherche porte sur 178 conseillers et un fichier a été constitué. Une première exploitation des résultats montre l'importance des classes moyennes notamment des professions indépendantes, un rajeunissement, une faible proportion de femmes malgré une progression, enfin une évolution dans le processus de socialisation politique: la participation à des associations culturelles est relayé par l'appartenance aux organisations professionnelles économiques.

* Perspectives

Il est prévu de resserrer l'enquête au niveau des maires et des adjoints pour l'ensemble du département du Nord

*
* * *

2.2.3. INTÉGRATIONS EUROPÉENNES : INSTITUTIONS, ÉCONOMIE, DROIT

2.2.3. A. LES MUTATIONS DU DROIT ADMINISTRATIF EN EUROPE (OPÉRATION EN COURS)

Chercheur

CRAPS: Gérard Marcou (PR)

Participants extérieurs: Francis DELPEREE (PR, Louvain), Albert BLECKMANN (PR, Münster), Torsten BJERKEN (CR, Stockholm), Jean-Paul COSTA (Conseiller d'Etat, Paris); Enzo BALBONI (PR, Milan), Boudewijn DE WAARD (PR, Tilburg), Bruno DE WITTE (PR, Maastricht), John McELDOWNEY (PR, Warwick), Spyros PAPPAS (Grèce, Directeur de l'IEAP), Elisenda MALARET (PR, Barcelone).

Objet, méthode, résultats

A l'origine de ce projet se trouvait la question suivante. On perçoit dans les pays européens une certaine évolution des droits administratifs, la branche du droit traditionnellement la moins sujette au rapprochement des législations ou à l'harmonisation, en raison de ses liens structurels avec l'Etat, ses représentations et ses institutions. Ces évolutions sont-elles convergentes, sont-elles la conséquence de l'intégration européenne, ou bien d'autres facteurs internationaux, tels que l'ouverture des économies, qui affectent les modes d'intervention de la puissance publique dans l'économie; ou bien sont-elles indépendantes les unes des autres et dues principalement à des facteurs internes.

L'ensemble des études qui sont ici réunies permettent de tirer des conclusions que l'on peut résumer ainsi.

Tous les pays de la Communauté européenne, et même la Suède choisie comme pays témoin, dans la mesure où elle se prépare à l'adhésion à la Communauté européenne, sont sensibles à la pression de l'intégration européenne, et le droit administratif national n'échappe pas à cette pression. En particulier sous l'influence de la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes une adaptation de certains des concepts du droit national applicable à l'administration s'impose.

Cependant, le fait le plus remarquable semble être ailleurs. Tout d'abord, même si on voit se dégager les éléments communs d'un droit administratif européen, l'influence communautaire est assez limitée en ce qui concerne les institutions et les concepts fondamentaux du droit national. Au contraire, les évolutions les plus importantes qui se sont produites dans les droits administratifs nationaux au cours des dix ou vingt dernières années dans tous les pays étudiés sont dues à la dynamique propre du droit administratif, pour répondre à l'évolution de la société, ou à des changements institutionnels profonds, et donc globalement à des facteurs internes. Certaines des convergences que l'on peut observer ne doivent rien à l'intégration européenne, mais à la communauté de certains problèmes (par exemple le besoin de transparence administrative) ou à des emprunts mutuels entre les pays. De plus, la réception du droit communautaire s'opère dans chaque pays au moyen de constructions juridiques qui doivent autant aux instruments du droit national qu'à la primauté du droit communautaire.

Il en résulte que l'évolution du droit administratif en Europe ne peut pas être décrite ou prévue par une représentation linéaire de l'intégration juridique communautaire, fondée sur la primauté du droit communautaire. Elle doit être envisagée non pas simplement dans le cadre de la logique de la hiérarchie des normes, mais dans le cadre de la logique du pluralisme juridique, les droits administratifs nationaux continuant de se développer dans le cadre de leur ordre juridique national, même lorsque le droit communautaire impose des solutions identiques du point de vue du droit matériel.

*
* * *

2.2.3. B. PROCESSUS D'UNIFICATION DES DEUX ÉTATS ALLEMANDS, L'ALLEMAGNE UNIFIÉE (OPÉRATION EN COURS)

Chercheurs

CRAC : Serge GOUAZÉ (MC), Michael GRAAFF (PR), Ibrahima GUEYE (CE), Hans HÖRLING (PR), Jérôme VAILLANT (PR).

Doctorants: Christophe BAGINSKI, Christine PIETTE, Franck BAEHR, François DANCKAERT, Walter FEKL, Dominique HERBET, Hélène MAILLIET, Yves METIVIER.

Opération relevant d'un programme de coopération entre le CRAC et la revue *Allemagne d'aujourd'hui*.

Objet, méthode, résultats

1) En 1987, le Centre de recherche sur l'Allemagne contemporaine (Université de Valenciennes) et la revue Allemagne(s) d'aujourd'hui (Paris) ont, en raison de leurs liens personnels comme de leur intérêt commun pour l'étude des évolutions et transformations de la société allemande, passé un accord de coopération. Dans une première phase, ils se sont donné pour tâche d'étudier, à l'occasion du quarantième anniversaire de leur fondation, les problèmes que les deux États allemands, RFA et RDA, allaient avoir à maîtriser au seuil des années 90. Conçu à partir de 1988, ce programme a abouti à la publication d'un numéro spécial de la revue Allemagnes d'aujourd'hui, intitulé: "Quarantième anniversaire des deux États allemands (N° 109/110, juillet-décembre 1989, 344 p.).

Mais déjà transparaissait dans l'étude de la question nationale les bouleversements qui allaient conduire à l'unification de l'Allemagne. Dès lors a été institué au sein du CRAC un groupe de recherches chargé d'étudier le processus d'unification de l'Allemagne tant dans ses aspects extérieurs qu'intérieurs. Les premiers résultats des recherches entreprises ont été publiés dans un nouveau numéro spécial de la revue Allemagne d'aujourd'hui, (N° 114, oct.-déc. 1990, 304 p.) "l'Allemagne unifiée: Aspects extérieurs et intérieurs de l'unification".

Le groupe de recherches sur l'unification allemande, conscient qu'après l'achèvement de l'unification étatique l'unification des sociétés et l'égalisation des conditions de vie restent à faire, étudiera prioritairement dans les années à venir les thèmes suivants: mise à niveau de l'économie est-allemande, transformation de la société est-allemande, réforme de la justice, le débat constitutionnel induit par l'unification, les constitutions des nouveaux Länder.

Le poids du passé (Stasi) sera le sujet d'un Colloque international sur la "Déstasification", organisé par le CRAC en novembre 1995 à Valenciennes. Le CRAC organisera également le XXVIII Congrès de l'AGES sur l'Allemagne unifiée, cinq ans après (Valenciennes 19 - 22 mai 1995).

2) Méthodes: l'analyse de textes fondamentaux et de leur application, l'analyse des archives de l'ex-RDA, méthodes de "l'histoire orale", interviews des gouvernants (décideurs) et des gouvernés (victimes), l'analyse et nouvelle interprétation des enquêtes et sondages d'opinion sur l'évolution des mentalités de la population de l'Allemagne unifiée.

Financement

OFAJ, Observatoire de Berlin du CNRS, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, Groupe d'information et de recherche sur les transformations allemandes (ENS-PARIS).

Publications

VAILLANT, J. L'Allemagne au singulier, avec V. DONAT et S. GOUAZÉ, Paris, A. Colin, 1995, 350 p.
VAILLANT, J. Participation au comité de rédaction de l'ouvrage "L'État de l'Allemagne" dirigé par A. M. Le Gloannec, Ed. La Découverte, Paris 1994.

*
* * *

THÈME TRANSVERSAL: ÉVALUATION DES POLITIQUES, PERFORMANCES DES ENTREPRISES, EFFICACITÉ DES SERVICES

Chercheurs particulièrement concernés

ADJERAD, AUTES, BOUSSEMAERT, CALCOEN, CORNUEL, DEMAILLY, DEMAZIÈRE D., DERVAUX, DESREUMAUX, DICKE, GADREY, GALLOUJ C., HERAN, JANY-CATRICE, KRIFA, LEBRUN, LEFEBVRE, MAHIEU, SAILLY, STANKIEWICZ, TORRES, TOUTIN-TRELCAT, ZUINDEAU.

UN THÈME TRANSVERSAL DANS LE PROGRAMME DE L'IFRÉSI

L'évaluation constitue un thème transversal dans le programme de l'Ifrési. Elle a donné lieu au cours des deux dernières années à la fois à des travaux spécifiques de différents chercheurs et à des initiatives collectives.

La place transversale prise par le thème de l'évaluation est un des reflets de la sensibilité du programme de l'Ifrési, et des équipes qui y participent, aux questions posées par le mouvement de la société. En effet, l'évaluation apparaît depuis quelques années source d'enjeux politiques économiques et sociaux importants. Que ce soient des acteurs publics, des financeurs, des prestataires ou des bénéficiaires, divers acteurs sont fortement demandeurs d'évaluation des politiques ou des projets dans lesquels ils sont, directement ou indirectement, impliqués.

On peut supposer qu'il s'agit d'un élément significatif dans les essais contemporains de réaménagement du financement public (la réallocation des ressources, DICKE, 122C), des institutions (dans leur soucis d'acquérir une nouvelle légitimité en temps de crise économique et sociale, GADREY et alii, 121B), des stratégies d'acteurs concernés (ex: le poids des usagers dans les décisions), mais aussi d'une nouvelle manière d'appréhender des déterminants clés de secteurs d'activité peu "standard" (ex : l'évaluation de la qualité de prestations de services).

L'ÉVALUATION DANS LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE DES PARTICIPANTS À L'IFRÉSI

Ce thème intervient dans les recherches des membres de l'IFRESI de plusieurs manières.

Il est appréhendé à titre principal par certains chercheurs pour qui l'évaluation représente l'objet de leurs investigations. Dans ce cas, le champ d'application est moins centralisateur dans les travaux, bien que dans la plupart des recherches, il s'agisse de l'évaluation "d'actions publiques". La convergence émerge plutôt

- dans l'analyse même des raisons qui conduisent à mettre en place de plus en plus souvent des pratiques évaluatives,
- dans les réflexions autour de l'évolution de ce type de pratiques (journée CLERSE 1994),
- dans des "évaluations des pratiques évaluatives", (performance sociale des dispositifs d'évaluation, DEMAILLY 113D)
- et dans des constructions de typologies, ou classifications de méthodologies (journée de l'équipe TRACES de l'INRETS, équipe extérieure à l'Ifrési, mais avec laquelle de multiples collaborations sont entretenues).

Le thème de l'évaluation est également conçu comme un outil par d'autres membres ou d'autres recherches, qui s'attachent à construire des méthodologies d'évaluation d'objets différents:

- évaluation de politiques publiques : évaluation des dispositifs de la politique de l'emploi et des actions de formation (STANKIEWICZ et alii, 112B, 112C); politiques de recherche des IUFM, (DEMAILLY et alii, 112 G); évaluation des politiques de transfert de technologie (MAHIEU et alii, 212I); politiques publiques régionales (AUTES et alii, 221B); politiques du logement (CORNUEL, CALCOEN et alii, 221 G); politiques publiques de l'amélioration de l'habitat (LEFEBVRE, 221 H); politiques de l'environnement et évaluation de leur efficience (ZUNDEAU et alii, 213A); évaluation des politiques d'énergie biomasse (BOUSSEMART et alii, 213C; EL ASRAOUI et alii 213D)
- évaluation des performances d'organisations publiques (GADREY et alii 121B)
- dépassement de mesures purement industrielles de l'efficacité des entreprises : travaux de DELNESTE, MILLEQUANT et alii (111C) qui s'intéressent plus particulièrement à la mise au point de mesures de performances des PMI; mesure des performances des services marchands et enjeux de ces mesures (GADREY et alii, 121B); liens avec les systèmes de contrôle de gestion dans une approche cognitive (DESREUMAUX et alii, 123G).

Publications des opérations de recherche

- Les publications indiquées dans les fiches citées ci-dessus : 111C; 112B, C, G; 113D; 121B; 122C; 123G; 212I; 213A, C, D; 221B, G, H.

LES INITIATIVES COLLECTIVES

Il s'agit tout d'abord de deux initiatives dont il est rendu compte dans la troisième partie de ce rapport (points 6.2. B et E) :

- La journée d'étude du CEREQ et du réseau des centres associés organisée avec l'IFRÉSI le 25 janvier 1994 sur "L'Évaluation des aides publiques à l'insertion et la réinsertion"
- La journée d'étude du CLERSE sur "les approches économiques et sociologiques de l'évaluation " tenue le 3 juin 1994

Par ailleurs, le séminaire international de 1994 relatif aux "Politiques sociales et politique urbaine: revenu garanti et logement des défavorisés en Europe du Nord Ouest" s'est penché particulièrement sur l'évaluation des politiques citées (Cf. la fiche 221B).

La journée spécialisée INRETS organisée par l'équipe Traces le 9 juin 1994 sur "L'Évaluation des infrastructures de transport en questions", a eu notamment pour objectif de s'attacher aux pratiques évaluatives actuellement en vigueur, de les confronter entre elles et d'identifier les difficultés à les faire entrer dans un même cadre conceptuel qui permettrait par exemple d'appréhender les problèmes d'intermodalité.

La journée de l'Association d'Économie Sociale organisée par le LABORES les 15 et 16 Septembre 1994 sur les "Méthodes de l'évaluation des politiques sociales" a mis l'accent pour sa part sur des aspects conceptuels et méthodologiques dans un champ à la fois privilégié par la mise en oeuvre de l'évaluation et soulevant des difficultés spécifiques.

Publications des initiatives collectives

- Actes de la journée CEREQ du 25 janvier 1994
- Actes de la journée CLERSE du 3 juin 1994
- Actes de la journée INRETS du 9 juin 1994
- Actes des journées du LABORES du 15 et 16 Septembre 1994.

TROISIÈME PARTIE

INSERTION INTERNATIONALE ET ÉCHANGES SCIENTIFIQUES

Les recherches de l'IFRÉSI et des unités qui y participent comportent de fortes relations internes et externes, nationales et internationales, de coopération scientifique et de partenariat avec les acteurs sociaux et professionnels.

Les relations en cause sont multiples : formes d'échange variées à l'intérieur de l'Institut et des formations qui y participent, insertion dans de nombreux réseaux régionaux, nationaux, internationaux, foisonnement des confrontations avec les acteurs sociaux et professionnels, ce foisonnement étant impliqué par la logique d'un programme dont les analyses cherchent à croiser l'efficacité dans les services avancés aux entreprises ou les activités de haute technologie et l'exclusion, le chômage et les parcours de l'insertion professionnelle des jeunes, les trajectoires de catégories peu qualifiées et celles des ingénieurs, les territoires de l'innovation et les quartiers en difficultés, etc...

Compte tenu de leur multiplicité, on ne cherchera pas dans cette troisième partie à donner un compte rendu exhaustif des relations concernées. On se bornera à présenter des aspects particulièrement significatifs de la dynamique fédérative de l'IFRÉSI et des formations qui y participent, en renvoyant pour de nombreux autres aspects aux rapports propres des formations, et en laissant de côté les visites ponctuelles fréquentes de chercheurs étrangers.

L'accent sera tout d'abord mis sur le développement des coopérations internationales, car celui-ci constitue un aspect essentiel de la mise en oeuvre du projet 1994-1997 de la fédération d'unités.

*

* * *

1. DES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONJOINTES DU POINT DE VUE INTERNATIONAL

Des opérations de recherche souvent "lourdes" sont menées, en nombre très significatif, conjointement avec des équipes d'autres pays. Il s'agit de 15 opérations retracées dans la deuxième partie de ce rapport à laquelle on renverra (références : 1.1.1. D et H; 1.2.1. B et C; 1.2.3. H; , 2.1.2. A, B, C, D, et E; 2.2.1. B et G; 2.2.2. A et B; 2.2.3. A.). Ces opérations constituent la base de l'ensemble des développements internationaux indiqués ci-après.

*

* * *

2. MOBILITÉ INTERNATIONALE DES CHERCHEURS

2.1. ACCUEIL DE POST-DOCTORANTS ÉTRANGERS DANS LE CADRE DU PROGRAMME "CAPITAL HUMAIN ET MOBILITÉ" DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

De mars 1993 à novembre 1994, l'IFRÉSI a accueilli, pour une durée de 6 mois à un an, 6 post-doctorants étrangers dans le cadre du programme "Capital Humain et Mobilité" de la Communauté Européenne. Le projet pour lequel l'IFRÉSI avait été retenu par la Commission s'intitulait : "Approches européennes comparées en économie des activités informationnelles, des services, des organisations, et en droit de l'administration".

Trois professeurs ont été particulièrement impliqués dans le suivi scientifique de ces six chercheurs : Jean GADREY (pour le suivi de E. DRYMBETAS, M. BODEN et S. GRAHAM), Frank MOULAERT (pour le suivi de P. DELLADETSIMA et A. RODRIGUEZ) et Gérard MARCOU (pour le suivi de P. SABBIONI).

L'intégration de ces chercheurs à l'IFRÉSI s'est révélée en général excellente et a conduit dans quatre cas à l'instauration de liens scientifiques forts et durables. Plusieurs éléments en témoignent : présence lors de leur séjour dans les séminaires et réunions de travail avec les équipes de chercheurs de l'IFRÉSI, publications co-signées, participation après leur séjour à l'élaboration en commun de projets de recherche internationaux dans l'avancement desquels ils jouent un rôle moteur.

Dans ces interactions, plusieurs jeunes chercheurs de l'IFRÉSI ont, à l'inverse, fortement bénéficié de la présence des chercheurs accueillis, de leurs connaissances et de leurs réseaux.

Les activités des chercheurs étrangers accueillis ont été les suivantes :

* Mark BODEN du PREST de l'Université de Manchester (GB) (Octobre 1993-Juillet 1994).

Sa recherche a porté sur la concurrence en matière de technologies, l'élaboration et à la mise en oeuvre des stratégies des firmes dans ce domaine. Dans une perspective évolutionniste, il s'est attaché à comprendre la nature des connaissances technologiques dans les firmes, le rôle des structures organisationnelles dans les flux de connaissances et la façon dont le cadre organisationnel influe sur et est influencé par les stratégies en matière de technologie.

Son séjour à l'IFRÉSI a permis de nouer des liens de recherche importants avec l'Université de Manchester (PREST). La première manifestation de ces liens nouveaux a été la collaboration entre l'IFRÉSI et le PREST pour l'évaluation du programme coopératif de recherche "Alliance" (financement d'opérations de recherche impliquant des équipes françaises et britanniques). Cette étude commanditée par le Ministère des Affaires étrangères et le British Council relevait de la responsabilité scientifique du PREST de l'Université de Manchester avec comme chercheurs : Paul Cunningham, Neville Reeve, Mark Boden et avec la collaboration du côté de l'IFRÉSI de Faridah Djellal et Camal Gallouj. Elle comportait trois objectifs principaux : l'analyse qualitative et quantitative du programme ; l'évaluation des aspects administratifs du point de vue des acteurs concernés ; l'analyse des résultats avec des propositions de modifications.

La collaboration avec le PREST s'est ensuite encore intensifiée (cf. les différents projets de l'équipe réunie autour de Jean GADREY, fiches 1.2.1. de la deuxième partie de ce rapport).

* Pavlos DELLADETSIMA de l'Université de Mytilène (Grèce) (Mars-Novembre 1993)

Avec une dimension comparative, son travail a porté sur l'expansion du rôle des institutions supranationales, en particulier européennes, dans le développement spatial, les politiques visant certaines zones géographiques, etc.... A la suite de 6 mois financés par le programme européen "Capital Humain et Mobilité", il a eu la possibilité de demeurer sur contrat trois mois supplémentaires.

Son excellente intégration a permis la mise en place d'une coopération durable qui s'est déjà manifestée à plusieurs occasions. Avec Frank Moulaert et Lila Leontidou (King's College, Londres), il

a publié, dans le cadre du programme Européen "Poverty III" un rapport intitulé "Local Development Strategies in Economically Disintegrated Areas : A Pro-active Strategy against Poverty in the European Community". Il a par ailleurs participé au colloque "Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXIe Siècle" organisé par l'IFRESI et le PIR-Villes les 16, 17 et 18 mars 1994, et est co-responsable (avec George Benko et Michael Dunford) de la publication chez L'Harmattan d'une partie des communications présentées lors de ce colloque, dans un ouvrage intitulé "Mondialisation, Métropolisation".

Enfin, il est partie prenante dans un projet de réseau ("Urban Redevelopment and Social Polarization in the City") coordonné par Frank Moulaert, déposé le 8 juin 1995 à la DG XII de la Commission des Communautés Européennes dans le cadre du programme "Recherche Socio-économique Finalisée".

* Vangelis DRYMBETAS de l'Université de Thessalonique (Grèce) (Mars-Août 1993)

Sa recherche intitulée "Technologies informationnelles et connaissance économique, approche comparative" a eu pour objet la croissance du poids relatif des ressources systémiques consacrées à l'organisation, la structuration et le fonctionnement du système industriel français. Il s'est attaché à démontrer l'existence d'une relation entre l'augmentation de ce coût métabolique et la croissance globale en France, et à déterminer le rôle des technologies informationnelles comme éléments de freinage de l'augmentation de ce coût métabolique.

* Stephen GRAHAM de l'Université de Newcastle upon Tyne (GB) (Mars-Août 1994)

Dans le cadre de son projet de recherche "Étude comparative des meilleures politiques de développement pour les réseaux économiques locaux", il a analysé et comparé les efforts réalisés par diverses localités britanniques, françaises, allemandes et danoises en matière de politique de réseaux, en mettant l'accent sur les "meilleures pratiques" susceptibles d'être reprises par les décideurs politiques. Il a cherché à mettre en évidence les conditions préalables à la réussite du développement des structures en réseau, les structures organisationnelles adéquates au développement des réseaux inter-firmes et les façons les plus efficaces de gérer les flux d'informations dans l'organisation de ces réseaux.

* Arantxa RODRIGUEZ de la Faculté de Sciences économiques de Bilbao (Espagne) (Janvier-Juin 1994)

Arantxa Rodriguez a travaillé sur les dynamiques de restructuration dans les activités manufacturières et l'impact des nouvelles industries de service dans ces processus. Elle a mis en évidence le rôle effectif ou potentiel des prestataires de services comme intermédiaires dans la transmission et la diffusion d'informations et de connaissances. Elle a analysé en second lieu les diverses mesures en matière de politique d'innovation mises en place dans les régions de tradition industrielle, et en particulier les initiatives lancées par les institutions régionales et locales européennes afin de stimuler une réorganisation efficace par le développement et/ou le renforcement de systèmes d'innovation régionaux. Ce second point a fait l'objet d'une analyse comparative des systèmes d'innovations régionaux de la Région Lille-Roubaix-Tourcoing et du Pays Basque espagnol. Enfin, elle en a tiré des conclusions pratiques pour les politiques régionales orientées vers l'innovation dans les régions de tradition industrielle.

A l'occasion de ses 6 mois de recherche à l'IFRÉSI, Arantxa Rodriguez a travaillé en étroite collaboration avec Frank Moulaert et Christophe Demazière. Elle a participé au colloque "Villes, Entreprises et Société à la veille du XXIe Siècle" organisé par l'IFRESI et le PIR-Villes les 16, 17 et 18 mars 1994. Sa contribution à ce colloque "Planning the Revitalization of an Old Industrial City : Urban Policy in Metropolitan Bilbao" va paraître dans "Local Economic Development in Europe and the Americas" (Eds C. Demazière et P. Wilson) publié en français chez L'Harmattan et en anglais chez Mansell.

D'autre part, elle est partie prenante dans le projet de réseau ("Urban Redevelopment and Social Polarization in the City") coordonné par Frank Moulaert et déposé dans le cadre du programme "Recherche Socio-économique Finalisée" de la Communauté Européenne.

* Paolo SABBIONI de l'Université Catholique de Milan (Novembre 1993-Octobre 1994)

Dans le cadre du programme de l'IFRÉSI, Paolo Sabbioni a été intégré aux activités du CRAPS. Il a effectué une recherche comparative approfondie sur le service public en droit administratif français et italien, sous la direction de G. Marcou, Professeur de Droit public et Directeur du CRAPS. Son étude est au stade de la rédaction.

Cette recherche trouve un prolongement important dans la commande à Paolo Sabbioni par le Professeur Franck Moderne (Paris I) d'un article sur le service public en Italie dans la perspective européenne pour un ouvrage collectif qu'il dirige sur le service public en Europe et qui doit paraître à la fin de 1995 ou au début de 1996 chez Dalloz-Sirey. En outre, Paolo Sabbioni participe à la recherche menée par le CRAPS sur le développement des relations contractuelles entre personnes publiques dans le cadre des politiques urbaines (PIR-Ville, Programme "Contrats et conventions dans le gouvernement des villes"); il sera l'auteur du chapitre consacré à l'Italie dans l'ouvrage sur lequel cette recherche débouchera à la fin de l'année 1995.

Dans le prolongement de cet échange le CRAPS et le Département de Droit public et privé de l'Economie de l'Université catholique de Milan poursuivent leur coopération scientifique. Le Professeur Enzo Balboni participera à une journée d'étude qui sera organisée à la fin de 1995 par le CRAPS sur le Président de la République italienne, dans une optique comparative. En mai 1995, le Professeur Gérard Marcou a été invité par l'Université catholique de Milan pour faire une série de conférences à Milan, Piacenza et Ferrare sur différents aspects de l'évolution récente du droit français.

2.2. AUTRES ACCUEILS DE CHERCHEURS ÉTRANGERS

Outre les chercheurs intervenant dans le cadre du programme européen "Capital Humain et Mobilité", l'IFRESI a accueilli 5 autres chercheurs étrangers dans la période couverte par ce rapport (juillet 93 à juin 95).

Deux géographes étrangers ont travaillé avec F. CUÑAT sur le thème de la cartographie dans les processus de développement urbain et régional; il s'agit de:

- Galina GORNOSTAEVA, senior researcher à l'Université de MOSCOU, qui, de juillet 1993 à avril 1994, a bénéficié d'une bourse du Conseil Régional NPC. Son travail a été centré sur le développement de l'outil cartographique pour l'analyse des relations entre le système productif et le système urbain. Les applications portent sur la Région de Moscou et sur celle du NPC

- Angel PIUEYO, chercheur à l'Université de SARAGOSSE, a été accueilli de Janvier 1994 à Juillet 1995 avec une aide financière du Ministère Espagnol de la Recherche et de l'Education. Il a développé des travaux plaçant la cartographie au sein du système décisionnel en Aménagement du Territoire par les méthodes des potentiels et des accessibilités. Les applications font référence aux espaces régionaux de l'Espagne, ainsi qu'à l'organisation du Nord - Pas de Calais.

D'autre part, dans le cadre de la coopération entre l'IFRÉSI et le PIR-Villes à l'occasion de l'opération "Villes, Entreprises et Société à la veille du XXIe Siècle", l'IFRÉSI a pu accueillir deux chercheurs associés pour une durée de trois mois chacun :

- Albert MARTENS, Université de Leuven, Belgique (Avril-Juin 94). Dans le cadre du colloque "Villes, Entreprises et Société", il s'est principalement penché sur l'axe "Marchés locaux d'emploi, catégories socio-professionnelles et identités des groupes sociaux urbains". En collaboration avec Monique Vervaeke de l'Iresco, il est responsable de l'une des publications issues du colloque, sur le thème de la polarisation sociale dans les grandes villes (Martens et Vervaeke, Anthropos, Economica, à paraître en 1996)

- Patricia WILSON, de l'Université de Austin au Texas, USA. (juin-août 1994). Elle a travaillé sur un axe spécifique du colloque : le développement économique local en Europe et aux Amériques. Trois ouvrages à paraître (Demazière et Wilson, 1995, Mansell et l'Harmattan ; Wilson, Desarollo Local in Latino Americana, SIAP Journal) concrétisent les résultats de cette collaboration.

Enfin et toujours dans le cadre de l'opération "Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXIe Siècle", l'IFRESI a accueilli pendant un mois au printemps 1994, Gyorgyi BARTA du Regional Science Institut de Budapest.

À signaler par ailleurs que, dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'IFRÉSI et l'Université de Manchester, John RYAN du PREST a déposé une demande de bourse au titre du programme "Training and Mobility of Researchers" de la Commission des Communautés Européennes. Il souhaite ainsi pouvoir séjourner 12 mois à Lille afin de travailler avec des chercheurs de l'IFRESI, et en particulier Didier PARIS, sur le thème "Systèmes d'innovation régionale dans l'Union Européenne : vers une comparaison entre les régions Rhône-Alpes, Nord-Pas de Calais, Nord Westfalie et le Bade-Wurtemberg".

2.3. SÉJOURS DE LONGUE DURÉE À L'ÉTRANGER DE MEMBRES DE L'IFRÉSI

- Christophe DEMAZIÈRE, dans le cadre du Programme franco-britannique du CNRS, a effectué un séjour d'une année (octobre 1993 à septembre 1994) au Centre for Advanced Studies in the Social Sciences (CASS) de l'Université de Cardiff-Pays de Galles. Le CASS est un centre de recherche en économie régionale, urbaine, et de l'innovation. Ce séjour a été rendu possible grâce au soutien du British Council (Paris). Il a été consacré à un approfondissement de la littérature internationale en économie urbaine, à l'étude de la politique urbaine en Grande-Bretagne, et en particulier à une évaluation des stratégies de re-développement physique des quartiers ouvriers anciens.

- Olivier KOURCHID a été visiting scholar à l'Université de Californie, département de sociologie (Berkeley) et Institut de Relations Industrielles (Los Angeles) juin-septembre 1993, avec comme objectif une recherche documentaire et théorique sur la nature des risques industriels dans le monde de la mine (USA et autres continents)

- Thierry RIBAULT se trouve au Japon depuis mars 1993 (cf. les fiches 1.2.1. de la deuxième partie de ce rapport pour l'insertion de ce séjour dans le programme de recherche de l'IFRÉSI). De mars 1993 à octobre 1994, il a bénéficié d'une bourse post-doctorale financée par la *Japanese Society for the Promotion of Science* afin de développer un projet sur l'info-structure japonaise et le rôle des pouvoirs publics dans son développement. Durant cette première période, il a été accueilli par le Département de R&D du *National Center for Science Information Systems* (NACSIS) à Tokyo.

Recruté en octobre 1994 comme Chargé de Recherche au CNRS, il est, depuis février 1995, chercheur détaché à la Maison Franco-Japonaise de Tokyo où il développe des travaux sur les activités de services au Japon. Ce projet de recherche amorcé à la *Maison Franco-Japonaise* de Tokyo, s'intègre dans un projet plus vaste de comparaison des systèmes d'emploi en Europe et au Japon dans les activités commerciales et de services.

*

* * *

3. OPÉRATION INTERNATIONALE AVEC LE PIR-VILLES ET COLLOQUE "VILLES, ENTREPRISES ET SOCIÉTÉ À LA VEILLE DU XXIÈME SIÈCLE"

Dans le cadre du Programme interdisciplinaire de recherche sur la ville mis en place par le CNRS en liaison avec diverses institutions (dont la DATAR pour l'opération indiquée ici) l'IFRESI a réalisé à partir du premier semestre 1993 une opération lourde à forte insertion internationale sur le thème "Villes, entreprises et société à la veille du XXIème siècle".

Cette opération a donné lieu à une recherche préparatoire, puis à l'organisation d'un colloque international à Lille les 16-17-18 mars 1994 (Responsable Scientifique : F.MOULAERT, Ingénierie : C.SOUDAN). Ensuite un travail de mise au point de publications issues des matériaux du colloque a été engagé. Un premier produit en est issu avec un numéro spécial de la revue *Urban Studies* d'avril 1995. Les autres publications en voie d'édition ou en cours de préparation sont indiquées dans la fiche 2.1.2.A. de la deuxième partie.

3.1. L'ORGANISATION DU COLLOQUE, LES PARTICIPANTS ET LES COMMUNICATIONS

Deux séminaire de travail du Comité Scientifique du colloque se sont tenus respectivement les 22 juin et 4 octobre 1993 dans les locaux de l'IFRESI avec la participation active et la présence effective de :

- Chercheurs étrangers : Prof. Peter DE RUIJTER, TNO Institute of Spatial Organization, Delft; Prof. Tony FIELDING, Centre for Urban and Regional Research, Université du Sussex, Brighton; Prof. Jan LAMBOOY, Centrum voor Groostedelijk Onderzoek, Université d'Amsterdam; Prof. William LEVER, Centre for Urban and Regional Research, Université de Glasgow; Prof. Albert MARTENS, Universiteit Katholieke, LEUVEN; Prof. Enzo MINGIONE, Université de Messine; Prof. Allen SCOTT, UCLA, USA; Prof. Arie SHACHAR, Hebrew University of Jerusalem;
- PIR-Villes et Plan Urbain : Francis GODARD, Directeur adjoint du PIR-Villes; Michèle ANSIDEI, Chargée de Mission au PIR-Villes; Nicole MAY du Plan Urbain
- IFRESI : Michel AUTES, Christophe DEMAZIERE, Patrice GREVET, Hubert JAYET, Gérard MARCOU, Frank MOULAERT, Cécile SOUDAN, Zaihia ZEROULOU
- IRESCO : Edmond PRETECEILLE, IRESCO
- Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille : Annick LOREAL, Chargée de mission.

Le Colloque «Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXIe Siècle» s'est déroulé avec un très grand succès les 16, 17 et 18 mars 1994. La réussite tient à la fois au nombre des participants et à la qualité des communications et débats. Elle fournit des atouts importants pour la suite des recherches sur les thèmes de la Ville à l'IFRÉSI et dans les équipes de recherche participant à la fédération.

Les deux journées et demi de débats étaient organisées en 4 sections et 44 ateliers. Les discussions ont rassemblé 360 participants venus dans 60 % des cas de l'étranger avec une représentation de tous les continents :

France : 142

Europe (sauf France) : 175 (Allemagne : 6, Autriche : 2, Belgique : 23, Danemark : 1, Espagne : 9, Grande Bretagne : 66, Grèce : 7, Hongrie : 1, Irlande : 4, Italie : 12, Norvège : 2, Pays-Bas : 23, Pologne : 1, Portugal : 7, Russie : 2, Suède : 6, Suisse : 3)

Amériques : 34 (Argentine : 1, Brésil : 1, Canada : 5, USA : 27)

Australie : 3

Asie : 5 (Corée : 2, Inde : 1, Israël : 1, Taiwan : 1)

Afrique du Sud : 1

197 communications ont été rédigées et présentées par 280 auteurs.

3.2. LE CONTENU SCIENTIFIQUE

Le contenu scientifique du colloque s'est centré sur les rapports actuels entre d'une part la dynamique du système productif avec son organisation spatiale, d'autre part la société urbaine et l'administration publique des villes et territoires.

Une perspective d'ensemble a été donnée dans une introduction générale de F. Moulaert, dans les quatre rapports de la séance plénière inaugurale (L. Bergeron, N. May, E. Mingione, P. Veltz), et dans les six communications de synthèse des discussions présentées lors de la séance de clôture (M. Autès, W. Lever, F. Moulaert, S. Sassen, A. Scott, M. Storper).

Entre les deux séances plénieress, les présentations des communications et les discussions se sont organisées autour de quatre volets.

- Le premier volet «Globalisation économique et dynamiques urbaines» a été introduit par A. Shachar (Hebrew University of Jerusalem) et a bénéficié de 38 communications. Il a porté sur les rapports entre les changements dans l'organisation fonctionnelle des grandes entreprises multinationales, la division internationale du travail et les hiérarchies internationales et nationales des villes métropolitaines. Un intérêt particulier a été accordé aux différents types de réseaux et de hiérarchies de villes globales, nationales, régionales.

- Le deuxième volet «Stratégies des entreprises, insertion territoriale et mobilisation / construction des ressources urbaines» (51 communications) introduit par M. Savy (École Nationale des Ponts et Chaussées, Paris) a examiné les rapports entre l'organisation et la stratégie des firmes, les formes spatiales qu'elles adoptent, leurs modes d'insertion dans les sociétés urbaines et les réseaux de villes. Ces modes d'insertion concernent l'organisation de l'espace urbain et interurbain. Ils concernent aussi la construction, la mobilisation, la destruction, des différents types de ressources produites dans les interactions entre acteurs de la vie urbaine.

- Le troisième volet «Marchés locaux d'emploi, catégories professionnelles et identités des groupes sociaux urbains» (27 communications) a été introduit par A. Martens (Universiteit Leuven, Belgique). Il a été l'occasion de faire un bilan des connaissances sur les liens entre d'une part les changements dans les comportements et modes d'organisation des entreprises, et d'autre part les mutations des marchés du travail locaux, des catégories professionnelles et des identités des groupes sociaux urbains.

* Le quatrième volet «Développement économique local et politiques publiques» a été introduit par E. Préteceille (IRESCO, Paris). Il a bénéficié d'un nombre particulièrement important de communications avec 56 textes témoignant de la place donnée aux interactions entre politiques publiques et entreprises dans l'évolution urbaine et dans la restructuration des espaces. Des éléments importants ont été rassemblés concernant les objectifs apparus au cours de la dernière décennie dans les politiques publiques face aux transformations du système productif, les cadres institutionnels, les territoires d'application des politiques publiques, leurs domaines d'intervention et instruments. Ces éléments débouchent sur la transformation des identités urbaines locales et sur les nouvelles formes de régulation socio - politique dans les dynamiques privées - publiques.

Simultanément 10 communications ont été consacrées à la théorie urbaine.

Les suites scientifiques se manifestent dans les publications en cours de réalisation, mais aussi dans de nouveaux projets de recherche internationaux, notamment ceux mentionnés dans le point 3 ci-après.

*

* * *

4. DÉVELOPPEMENTS PROJETÉS DE RÉSEAUX INTERNATIONAUX AVEC FINANCEMENTS EUROPÉENS

Pour favoriser de nouveaux projets de développement de l'insertion internationale des participants à l'IFRÉSI, un effort prioritaire a été consacré fin 1994 et au premier semestre 1995 à préparer les présentations effectuées en juin 1995 au titre des financements européens (*en attente de réponse*).

4.1. PROJETS DÉPOSÉS EN JUIN 1995 AU TITRE DU QUATRIÈME PROGRAMME CADRE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

En juin 1995, l'IFRESI a déposé plusieurs projets de Réseaux dans le cadre du IVe Programme Cadre de Recherche et Développement économique de la DG XII de la Commission des Communautés Européennes (Programme Spécifique "Recherche Socio-économique finalisée" et Réseaux de Recherche). L'IFRESI coordonne deux de ces projets ; dans quatre autres, elle intervient en tant que noeud du réseau.

Deux projets de réseaux coordonnés par l'IFRÉSI

A) Dans le cadre de la quatrième activité "Stimulation de la formation et de la mobilité des chercheurs" du 4ème PCRD de la Commission des Communautés Européennes, l'IFRÉSI a déposé un projet de réseau coordonné par Jean GADREY (LAST-CLERSE). Ce projet intitulé "*Comprendre la diversité des systèmes européens d'emploi dans le commerce de détail et les services marchands aux ménages*", vise à répondre à trois grandes catégories de questions :

- Quelles sont les principales différences entre la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande et l'Allemagne en matière de système d'emploi dans le commerce de détail et les services marchands aux ménages, en particulier dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration ?

- Quelles sont les principales explications possibles de ces différences : facteurs économiques (structure de la demande, structure de l'offre, qualité des services offerts et demandés, nature de la concurrence) ; facteurs technologiques (différences de productivité liées à l'automatisation de certaines fonctions) ; facteurs institutionnels et culturels (en particulier, division du travail dans la famille, et normes et règles du marché du travail) ; facteurs organisationnels (structure fonctionnelle et hiérarchique, centralisation contre décentralisation, organisation du travail) ?

- Comment ces facteurs qui présentent un certain degré de cohérence au niveau de la firme nationale peuvent-ils être conçus comme des "schémas" ou des "systèmes" permettant de dépasser l'explication fondée sur la simple différence entre divers ensembles de facteurs ?

Outre l'IFRÉSI, ce réseau comprend cinq autres équipes : l'Institute for Retail Studies, University of Stirling, RU (Leigh Sparks) ; les Universités de Navarre, Zaragoza et Catilla-La Mancha, Espagne (José Mügica) ; le CEREQ (Vincent Merle) ; le CESCOM de Milan (Luca Pellegrini); le SIRC, University College Dublin (Michael Bannon)

B) Un autre projet de réseau coordonné par Frank MOULAERT a été déposé par l'IFRÉSI sur le thème "*Redéveloppement urbain et polarisation sociale dans la ville*"

Face aux changements socio-économiques fondamentaux qu'ont connus les environnements urbains ces dix dernières années, et au renforcement de la concurrence mondiale entre les villes, cette recherche a pour objectif d'analyser les relations entre la restructuration urbaine et les processus d'exclusion et de polarisation sociales. Quatre axes ont été définis :

- Analyse de 11 grands projets de développement urbain dans 11 Etats-membres de l'Union Européenne; les mécanismes de polarisation d'exclusion et d'intégration sociales qu'ils contiennent.

- Analyse, à l'échelle urbaine, des relations entre les processus d'intégration et d'exclusion de la restructuration économique globale.

- L'évaluation de l'impact des environnements politico-institutionnels spécifiques à l'échelle communautaire, nationale, régionale et locale sur ces processus.
- L'élaboration d'une méthodologie permettant l'analyse transversale des mécanismes mentionnés ci-dessus et les relations entre les différentes villes des différents Etats-Membres de l'Union Européenne.

Ce projet de réseau regroupe douze membres : L'IFRÉSI (Frank Moulaert, coordonnateur), l'Université du Pays-Basque (Arantxa Rodriguez, qui a séjourné à l'IFRÉSI dans le cadre de "Capital Humain et Mobilité); le département de géographie de l'Université d'Oxford (Erik Swyngedouw) ; le département de géographie du Saint Patrick's College de Maynouth, Irlande (Brendan Bartley) ; l'Institut Humbolt de Berlin (Hartmut Haüssermann) ; l'Institute for Urban and Regional Studies de la University of Economics and Business Administration de Vienne (Franz Tödtling) ; l'Université Catholique de Louvain (Albert Martens) ; l'Université d'Aveiro, Portugal (Artur Rosa Pires) ; la Business School de Copenhague (Iver Møller) ; le département d'études politiques et sociales de l'Université de Pavie (Vicari Haddock) ; le Department of Geography du King's College de Londres (Andrew Merrifield) ; l'Université de la Mer Egée (Pavlos Dellatesima, qui a séjourné à l'IFRÉSI dans le cadre de "Capital Humain et Mobilité).

Projets de réseaux auxquels l'Ifrési participe

A) L'IFRÉSI continue de renforcer ces liens avec l'Université de Manchester mais aussi avec de nombreuses autres universités européennes. C'est ainsi qu'une proposition dans le cadre du Programme spécifique "Recherche Socio-économique Finalisée" a été soumise à la Communauté européenne DG XII avec pour thème "*Services in innovation, innovation in services : Services in European Innovation systems*".

Ce projet de recherche porte sur la double thématique des services dans l'innovation et de l'innovation dans les services. Il comporte des études au niveau micro et macro-économiques dans neuf pays européens. Il s'agit de répondre à un certain nombre de questions parmi lesquelles :

- Quels sont les rôles des services dans les systèmes européens d'innovation, et leur place dans la compétitivité, l'emploi et la quête d'un développement durable ?
- Comment et pourquoi ces rôles évoluent-ils ? Que signifient le développement croissant de l'intensité technologique des services et la montée en puissance des services aux entreprises intensifs en connaissance ?
- Les caractéristiques de l'innovation dans les services, et la contribution des services à l'innovation dans l'ensemble des secteurs économiques sont-elles prises en compte dans la formulation des politiques nationales et des stratégies d'entreprise ?

Les centres de recherche et les chercheurs impliqués sont les suivants : CERES (Center of economic research and environmental strategy), (Athènes, Grèce), Helen Panagiotaki; CSS (Center for system analysis), (Turin, Italie), C. Antonelli; DIW-Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Berlin, Allemagne), B. Preissel et G. Erber; IFRÉSI , (Lille, France), F. Gallouj; NUTEK (Swedish national Board for industrial and technical development), (Stockholm, Suède), L. Stenberg; PREST (Programme of Policy Research in Engineering, Science and technology), (Manchester, Grande Bretagne), I. Miles; ROSKILDE University (Roskilde, Danemark), J. Sundbo; STB-TNO (Centre for technology and Policy Studies), (Apeldoorn, Pays-Bas); STEP Group- Stiftelsen Studies in Technology, Innovation and economic Policy (Oslo, Norvège), J. Hauknes, Coordinateur du projet.

B) Dans le domaine I.1, *Evaluations des options de politique scientifique et technologique en Europe*, thème : *Analyse de la situation de la RDT en Europe dans un contexte mondial*, Frank MOULAERT ainsi que Pavlos DELLADETSIMA (ancien post-doctorant "Capital Humain et Mobilité" à l'IFRÉSI) sont parties prenantes dans un réseau intitulé "Knowledge-Intensive Services and Innovation" coordonné par Peter Wood (Département de géographie, University College London). L'objectif premier de ce réseau est de promouvoir les échanges d'informations sur le rôle des conseils à forte intensité de

connaissance dans l'innovation technique et de management dans les différents Etats et régions de l'Union Européennes.

Les autres membres de ce réseau sont : le RIDER, M. Quévit (Belgique) ; le Département de géographie de l'Université de Stuttgart, Prof. W. Gaebe, Dr. Strambach (Allemagne) ; la Faculté de Géographie Humaine de l'Université de la Mer Egée, Dr. P. Delladetsima (Grèce) ; L'ITER, Naples, Prof. F. Martinelli (Italie) ; la Fondation SEO pour la Recherche économique de l'Université d'Amsterdam, Prof. J. Lambooy (Pays-Bas) ; le GEOIDEIA, Lisbonne, Dr. J. Ferrao (Portugal) ; et le QUASAR, Prof. J.R. Roura (Espagne).

C) Dans le domaine III, *Recherche sur l'intégration sociale et l'exclusion sociale en Europe* du programme spécifique RSEF, L'IFRÉSI participe en association avec le CEPEL de Montpellier (P. Valarié) à un projet intitulé : "Les zones urbaines en Europe : espaces d'intégration - espaces d'exclusion. Étude comparée des politiques urbaines en direction des populations exclues" L'objet est de procéder à une comparaison des formes et des processus d'exclusion en Europe et d'évaluer l'impact des politiques d'intégration. Il s'agit notamment d'en analyser les effets en termes de redéfinition des domaines d'intervention de l'action publique locale, de nouvelle définition des acteurs pertinents et de la participation des populations dans la mise en oeuvre de ces politiques publiques contractualisées et réticulées.

Au sein de l'IFRÉSI a été constituée une équipe de recherche coordonnée par D. Duprez (CLERSE - LASTREE) et avec M. Autès, C. Dedourge et M. Leclerc-Olive.

Des chercheurs de six universités étrangères sont associés à ce projet : Palerme, Rome, Florence, Barcelone, Madrid et Leuven.

D) Dans le cadre du programme "Training and Mobility of Researchers", Federico Cuñat participe à un projet de réseau coordonné par Gilles Verpraet (CNRS-IPRAUS, Université de Paris X). Ce projet a pour titre "Intégration et exclusion dans les politiques tertiaires des métropoles européennes". Les autres membres de ce réseau sont : l'Université de Westminster (Londres), le CRESME de Milan, le University College de Londres et le CNRS-IRIS.

4.2. PROJET EUROPÉEN À DIMENSION JURIDIQUE

Gérard MARCOU (directeur du CRAPS) est responsable d'un projet intitulé "Fédéralisme, pluralisme juridique et politiques publiques en Europe", déposé dans le cadre du programme thématique "Connaissance de l'Europe : unité, diversité, stabilité" du CNRS, axe "Les Europes, les nations, les régions : réalités et représentations".

Ce projet vise à organiser deux colloques internationaux se traduisant ensuite par la publication d'ouvrages réunissant les communications écrites : l'un sur "les méthodes du juge constitutionnel et du juge administratif face au droit communautaire", prévu courant 1997, l'autre sur "Fédération et États dans l'Union Européenne", prévu fin 1996.

Ce projet résulte d'un effet de synergie avec d'autres projets européens dans le cadre, entre autres, d'INTERREG, coopération scientifique avec l'Université du Kent à Cantorbéry, et de "Capital Humain et Mobilité" pour la bourse de recherche dont a bénéficié Paolo Sabbioni.

*

* * *

5. ACTIVITÉS DE TRADUCTION SCIENTIFIQUE

L'insertion internationale des participants à l'IFRÉSI va de pair avec un important travail de traduction scientifique effectué par Cécile SOUDAN, Ingénieur d'Etudes CNRS, Chargée des Relations Internationales de la fédération. Pour la période couverte par ce rapport (01-07-93 au 30-06-95) les traductions suivantes ont été réalisées par Cécile SOUDAN.

Opération "Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXIe Siècle"

Frank MOULAERT et Allen SCOTT (Eds), *Cities, Enterprises and Society at the Eve of the XXIst Century*, à paraître (négociations en cours avec la Maison d'édition)

Chapitres de :

Michel AUTES, Public Action and Local Democracy against the Globalization of the Economy ;

Louis BERGERON, Enterprises in the French Urban Space since the Industrial Revolution ;

Nicole MAY, From the Territorial-based Organization of Production to Metropolization ;

Pierre VELTZ, Dynamics of Production Systems, Territories and Cities.

Christophe DEMAZIERE et Patricia WILSON (Eds), *Local Economic Development in Europe and the Americas*, à paraître chez Mansell, octobre 1995

Chapitres de :

Frédéric COROLLEUR et Bernard PECQUEUR, French Local Economic Policies in the 1980s : the Construction of Territorial Specificities as a Strategic Challenge for local Authorities ;

Pascale VAN DOREN, A program of Regional Development for Charleroi or how to deal better with the Innovative Environment Approach.

Christophe DEMAZIERE (Ed), *Du local au Global. Les initiatives pour le développement économique en Europe et en Amérique*. à paraître chez L'Harmattan

Chapitres de :

Frank MOULAERT, Christophe DEMAZIERE, Le développement économique local dans une Europe post-fordiste. Inventaire et réflexions stratégiques ;

Wilhelm BENFER, Orientations des politiques de développement économique local en République Fédérale d'Allemagne ;

Arantxa RODRIGUEZ, Planifier la revitalisation d'une ville de tradition industrielle : innovations dans la politique urbaine de l'aire métropolitaine de Bilbao ;

Iain BEGG, Anna WHYATT, le développement économique de Londres dans le contexte des priorités politiques nationales : problèmes conceptuels, institutionnels et pratiques ;

Michael CHAPMAN, Le rôle de l'Union Européenne dans le développement économique local ;

Peter REID et Andrew CHURCH, L'internationalisation des politiques de développement économique local : La région Trans-Manche et les réponses au Tunnel sous la Manche ;

Patricia WILSON, Le développement économique communautaire aux États-Unis et en Amérique Latine ;

Kevin ARCHER, Dans l'ombre de Mickey : Les stratégies de re-développement de Tampa, Floride ;

Alma YOUNG et Jyaphia CHRISTOS-RODGERS, Discussions et pouvoir : Les stratégies d'organisation communautaire du Conseil des résidents du quartier de St Thomas, Nouvelle-Orléans ;

Lisa J. SERVON, Le micro-crédit et la nouvelle vague de développement économique local aux Etats-Unis : le potentiel du gouvernement entrepreneurial ;

Fabienne CORVERS, Ben DANKBAAR et Robert HASSINK, Euro-régions : tremplin vers le développement économique régional ? ;

Patricia WILSON, Perspectives pour le dééveloppement économique local.

Economie européenne

Pierre MAILLET (Ed), *Trois défis de Maastricht : Convergence, cohésion, subsidiarité*, L'Harmattan, série Prospective Européenne, 1993

Chapitres de :

Henrik PLASCHKE, Union économique et monétaire : les pièges du concept de convergence ;

Wim KÖSTERS, La conception de la stabilité dans le Traité de Maastricht : interprétation et critique ;

Theo HITIRIS, Cohésion, convergence et UEM ;

Paul BRENTON, Harmonisation de la politique commerciale et industrielle de la Communauté Européenne ;
Willem MOLLE, Subsidiarité et fiscalité ;
Joachim MUNS, Comment mieux vendre Maastricht.

Pierre MAILLET et Dario VELO (Eds), *L'Europe à géométrie variable : Transition vers l'intégration*, L'Harmattan, série Prospective Européenne, L'Harmattan, 1994

Chapitres de :

Bruno AMOROSO, de l'eurocentrisme au polycentrisme ;

Vassilis PEZMAZOGLOU, Les relations commerciales dans l'Europe élargie et la politique commerciale commune ;

Tibor PALANKAI, La Hongrie dans l'Union Européenne élargie. Des accords européens à une "Europe à géométrie variable" : aspects financiers et budgétaires ;

Paul BRENTON, Les flux de capitaux dans l'Europe élargie : quelques implications de la libéralisation à l'Est ;

Andreas CORNETT, Le pourtour balte dans la nouvelle Europe ;

Manfred BORCHERT, Les problèmes de la réunification allemande et leurs dimensions européennes.

Pierre MAILLET, Economic Adjustement : Organisation of the EC-CEEC Trade Relations, Contribution au Colloque TEPSA et Institute of Economics of the Czech National Bank, Prague, 14-15 octobre 1993

Economie du travail

Dominique REDOR, The effects on the Labour Markets of Population Migrations between Central and Western Europe. Contribution au colloque de la Confederation of European Economic Association, *A Progressive Entry of Central Europe into the European Economy : Which Speed ?* Debrecen (Hongrie), 23-26 septembre 1993

Dominique REDOR, Does French Public Sector Lead the Wage Evolution in the French Economy ? Contribution au colloque annuel de la European Association of Labour Economists Varsovie, 22-25 septembre 1994

Francis BENTEUX "Actions of Qualification by Alternation : A first Presentation"

Travaux du CESURE

Jean-Pierre PUIG, Jacques-François THISSE et Hubert JAYET, Economic Challenge of the Organization of the French Space :

1. Polarization and Concentration

2. Spatial Planning

A paraître en 1995 dans *Journal of Urban Economics*

Bernard DUPOND, Specialization and Regional Growth : a Model of Kaldorian Inspiration. Contribution au 34e congrès de la RSA, Groningue, Pas-Bas, 25-27 août 1994

Systèmes juridiques

Gérard MARCOU (Ed), *Mutations des systèmes juridiques et droit de l'administration*, à paraître fin 1995 chez l'Harmattan.

Chapitre de :

John F.McELDONNEY, Les mutations des systèmes juridiques et le droit de l'administration. Rapport national sur le Royaume-Uni ;

B.W.N. de WAARD et A.J.C. de MOOR-van VUGT, Les mutations des systèmes juridiques et le droit de l'administration. Rapport national sur les Pays-Bas ;

Anne STEVENS, Les structures de la prise de décision gouvernementale au Royaume-Uni ;

Torsten BJERKEN, L'intégration européenne et le droit de l'administration en Suède ;

Histoire des institutions

Les institutions de l'économie de marché en Europe XVIIIe-XXe siècle, Actes de la table ronde organisée par l'URA CNRS 1020 et l'IFRESI (Université de Lille III) publiés par Jean Pierre HIRSCH, Gérard GAYOT, Nadine MALLE-GRAIN et Didier TERRIER

Revue du Nord, tome LXXVI - n° 307, octobre-décembre 1994

Chapitres de :

Herman DIEDERIKS, Le marché du travail et ses institutions. Le cas des Pays-Bas du XVIe au XXe siècle ;

Biagio SALVEMINI, Pouvoirs, hiérarchies sociales et choix entrepreneuriaux : Bari du XVIe au XIXe siècle ;

Lars MAGNUSSON, Les institutions d'une économie de marché : le cas de la Suède ;

Zbigniew LANDAU, Deux siècles d'économie polonaise ;

Goeffrey CROSSICK, Les institutions d'une économie de marché : nation, localité et Etat.

Méthodologie

Arnaud BERTHOUD, Epistemology of the Arrow-Debreu Model. A paraître dans la revue américaine *Journal of History of Economic Literature*

Andrew SKINNER, Adam Smith et le "système agricole", in DELMAS B., DELMAS T., STEINER Ph (Eds) : Actes du Colloque "La diffusion Internationale de la Physiocratie XVIII-XIX siècles", Saint-Cloud, Septembre 1994, Presses Universitaires de Grenoble, 1995, pp. 33-57.

*

* * *

6. ÉCHANGES SCIENTIFIQUES INTERNES ET EXTERNES

6.1. LES QUATRIÈMES JOURNÉES DE L'IFRÉSI DES 30 ET 31 MARS 1995

Les Journées de l'IFRESI qui se tiennent tous les deux ans depuis 1989 sont une des formes importantes poussant aux interactions entre les personnes impliquées dans la fédération. Les Quatrièmes Journées des 30 et 31 mars 1995 ont marqué de nouveaux progrès dans les échanges scientifiques entre les participants à l'IFRÉSI. La responsabilité de l'organisation de ces Journées a été assurée par Didier DEMAZIERE.

Les Quatrièmes Journées IFRÉSI ont rassemblé 160 participants. 94 chercheurs y ont présenté 66 communications, écrites pour certaines par plusieurs auteurs.

L'objectif de ces Journées était double, à la fois interne et externe. D'un côté il s'est agi de confronter des postures et problématiques de recherche, de débattre de résultats et de projets en cours, et, sur cette base, de dégager des perspectives à promouvoir, d'identifier des collaborations à développer ou engager, de déceler des espaces de coopération entre disciplines. De l'autre, les Journées ont été une occasion privilégiée de présentation des recherches à nos partenaires, d'échange avec l'extérieur, d'approfondissement de contacts avec de nombreux interlocuteurs, notamment régionaux.

Afin de progresser dans les échanges scientifiques sur les recherches des membres de l'IFRESI, les auteurs de contributions ont présenté directement leur communication, au sein de trois ateliers centrés sur des thématiques et fonctionnant en parallèle.

- Le premier atelier était centré autour de la construction sociale de l'emploi, envisagée aux articulations entre les politiques des firmes, les cheminements des individus et les formes de socialisation professionnelle. Il a été organisé en trois séances, portant sur «les politiques de gestion de l'emploi et des salaires»; «la production des trajectoires d'emploi et des statuts sociaux»; «les socialisations professionnelles et la production des compétences».

- Le deuxième atelier était centré autour des performances organisationnelles, analysées à travers les formes d'innovation, les rapports des entreprises à leur environnement et les transactions entre firmes. Il a été organisé en trois séances, portant sur «les modèles d'innovation et performances»; «environnement et gestion des activités»; «relations de services, relations interindustrielles et innovations».

- Le troisième atelier était centré autour de l'organisation des villes, observée sous l'angle de la segmentation sociale des espaces, des mutations des cadres de vie urbain, et des dynamiques économiques. Il a été organisé en trois séances, portant sur «les déchirures de la ville, les transformations démographiques et les politiques publiques»; «le logement, les mobilités spatiales, et les transformations du cadre de vie»; «les processus socio-économiques de l'organisation des villes».

Les communications sont rassemblées dans trois volumes (plus de 1000 pages au total) correspondant à ces trois ateliers.

Les Journées ont été clôturées par une table ronde qui visait à valoriser les liens entre les problématiques développées dans les ateliers, à dégager des pistes de réflexion transversales, à souligner les intersections entre les grandes thématiques retenues. Cette table ronde, présidée par Francis Calcoen, a réuni Didier Demazière, Jean Gadrey, Patrice Grevet, Gérard Marcou et Franck Moulaert.

Les communications, les débats au sein des ateliers, les échanges lors de la table ronde, représentent une accumulation importante de matériaux et de réflexions, qui sont mobilisés et exploités pour élaborer les perspectives scientifiques à venir de l'IFRÉSI. Ils constituent aussi un bilan important qui permettra de démultiplier, à court et à moyen termes, des coopérations et échanges avec nos partenaires. Au total les Journées ont permis d'affiner les axes de développement de l'IFRÉSI pour les prochaines années et les interactions avec les partenaires de ses recherches.

6.2. COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDE

Les Colloques et Journées d'Étude indiquées ci-après sont la plupart du temps organisées par une des unités de la fédération, en s'inscrivant en même temps dans le programme de celle-ci et en bénéficiant de son appui.

A) Table ronde organisée par l'URA 1020 " Les institutions de l'économie de marché. Niveaux de l'organisation économique et sociale en Europe XVIII^e-XX^e siècle "

Une table ronde a été organisée par l'URA 1020 sur " Les institutions de l'économie de marché. Niveaux de l'organisation économique et sociale en Europe XVIII^e-XX^e siècle ". Elle s'est tenue à Villeneuve d'Ascq les 18-20 novembre 1993.

Sur le contenu de cette table ronde et les suites dans la participation massive au colloque de Halle (12-13 mars 1995) sur " Les corporations en Europe à la fin du XVIII^e siècle, idéologies et réalités sociales ", voir la fiche 1.1.1. H. dans la deuxième partie de ce rapport.

B) Deux Journées d'étude du CLERSE dans le cadre du programme de l'IFRÉSI

** Journée d'Étude du 3 juin 1994 "Approches sociologiques et économiques de l'évaluation"*

Cette journée d'études a été organisée par le CLERSE (Comité d'organisation : Lise DEMAILLY, Sylvie ENGRAND, Jacques ELOY, Jean GADREY, Florence JANY-CATRICE).

Quatre thèmes ont successivement été abordés au cours de cette journée de travail qui a rassemblé 80 participants, sociologues et économistes.

1. Le premier atelier relatif à l'évaluation du fonctionnement et des performances d'organisation a plus particulièrement présenté et confronté des méthodes d'évaluation, naissantes ou complexes, au sein de services marchands et non marchands.
2. Le deuxième atelier relatif à la formation comme objet d'évaluation a notamment abordé la question de l'évaluation par rapport à la démarche sociologique, ainsi que celle de l'évaluation des... évaluations de formation.
3. Le troisième atelier s'est intéressé aux politiques sociales sous différentes problématiques évaluatives (quantitative / qualitative, interprétative / normative, statique / dynamique...).
4. Le dernier thème a concerné "l'évaluation d'action publiques au-delà des politiques sociales : une pluralité des méthodes à questionner".

Les débats qui se sont succédés ont permis d'enrichir les 17 présentations. Des questions transversales ont ainsi été soulevées, parmi lesquelles on peut citer, de manière non exhaustive :

- l'évaluation et son statut par rapport aux organisations évaluées et par rapport au chercheur
- les liens entre l'évaluation et la prise de décision
- le rapport de l'évaluateur à son objet d'évaluation (légitimité, extériorité...)
- les enjeux de l'évaluation des programmes ou politiques
- les facteurs de développement de l'évaluation.

** Journée d'étude du 7 juin 1995 "L'insertion professionnelle : nouvelles approches, nouveaux débats"*

Cette Journée d'études du CLERSE (Comité d'organisation : Benoît CART, Didier DEMAZIÈRE, Jean-Marie DUPREZ, Sylvie ENGRAND, Nicole GADREY) a porté sur le thème de l'insertion professionnelle, et plus précisément sur la question des articulations entre trajectoires scolaires et accès à l'emploi, sur celle des combinaisons entre parcours de formation et mobilité sur le marché du travail.

Cette Journée n'a pas été construite autour d'une définition a priori de l'insertion professionnelle. Son objectif a été de refléter une diversité de travaux menés actuellement sur le sujet et de débattre de ces multiples approches.

Les auteurs des communications - français, belges, canadiens, portugais - ont répondu à quatre classes d'interrogation :

- Celle de la mise en rapport de l'individu et de l'entreprise qui l'emploie (construction de l'employabilité et portée de la notion de compétence)
- Celle de la place des dispositifs officiels dans les processus d'insertion
- Celle de l'analyse de l'articulation de la catégorisation statistique et sociale des individus et des stratégies qu'ils développent (dans le traitement longitudinal des trajectoires)
- Celle des méthodes de traitement et de saisie des matériaux longitudinaux.

C) Colloque organisé par le CLAREE "Sciences de gestion et problèmes de l'emploi", Lille, 22 et 23 septembre 1994 (Organisateurs : Pierre LOUART , Alain DESREUMAUX , Francis SALERNO)

La question de l'emploi mobilise de nombreuses disciplines des sciences humaines et sociales. Les sciences de gestion ne pouvaient être absentes des débats qui s'y rapportent. Au-delà du repérage et de l'analyse de tendances lourdes, elles sont plus particulièrement armées pour restituer la diversité des situations des entreprises et les ambiguïtés ou les exigences contradictoires auxquelles elles sont confrontées.

L'objectif du colloque "sciences de gestion et problèmes de l'emploi" organisé par le CLAREE les 22 et 23 septembre 1994 était de regrouper un premier ensemble de communications traitant des relations entre politiques, comportements d'entreprise, et aspects quantitatifs et qualitatifs de l'emploi dans les circonstances économiques que nous connaissons actuellement. Sur l'ensemble des propositions de communications qui sont parvenues une quarantaine ont été retenues et regroupées autour de trois thèmes principaux, permettant de passer des politiques et stratégies aux choix organisationnels puis à des modes de fonctionnement en gestion des ressources humaines.

Sans entrer dans le détail des contenus, il est possible de retenir quelques traits marquants fondamentaux qui caractérisent l'ensemble des travaux.

S'agissant du premier groupe de communications, trois types de contributions apparaissent : des présentations d'outils de diagnostic, d'aide à la décision, ou d'outils d'analyse des relations qui existent entre politiques d'entreprise et emploi, des analyses des contextes, visant à la compréhension des situations, des analyses critiques d'outils de gestion dits traditionnels et de ce qu'ils peuvent prédéterminer en raison des représentations qu'ils véhiculent (c'est le cas notamment de certaines conceptions du contrôle de gestion, dont la remise en cause a fait l'objet de plusieurs communications assez convergentes). Dans ce premier groupe de communications, les principales contributions correspondent aux thématiques traditionnellement développées par les chercheurs en sciences de gestion, lesquelles s'analysent en exploration de la rationalité des décisions et des comportements d'acteurs, ainsi qu'en propositions d'aide à la compréhension des situations et à la décision.

Les communications des deux autres groupes apportent toute une série d'éléments complémentaires à ces premiers constats.

Elles ont tout d'abord permis de montrer que dans les organisations, les niveaux d'analyse et d'intervention en matière d'emploi sont variables et complexes et ne se situent pas, au fond, dans des registres toujours semblables. Lorsque l'on combine des rationalités technico-économiques externes, des représentations sociétales externes ou un certain nombre de modèles idéologiques qui sont diffusés dans les environnements des entreprises, on se trouve confronté à un grand nombre de niveaux d'interprétation et d'analyse, lesquels sous-tendent des choix décisionnels multiples. Face à cette diversité, l'intérêt de multiplier les types d'apports, les variétés de réponse aux problèmes, les tests de solutions innovantes, est évident. Un certain nombre de communications inscrites sous les thèmes de l'organisation et de la GRH donnent des exemples ou développent des idées dans ce sens.

Par rapport à cette variété nécessaire, on retrouve, comme toujours, l'obligation d'intégration. C'est ce qu'expriment plusieurs communications, en montrant que cette intégration de la variété ne peut se faire seulement par une rationalité unilatérale, mais suppose des échanges, des modes relationnels plus ouverts que des impositions politiques qui ne seraient pas, au fond, discutées. Ces débats peuvent être appréhendés à différents niveaux : institutionnel, politique, opérationnel.

Une autre réflexion qui traverse l'ensemble des communications des deuxième et troisième groupes correspond au besoin de transformer les habituelles solutions structurantes et de réfléchir à des cadres innovateurs ainsi qu'à la nécessité de travailler sur les représentations des acteurs. Ce parce qu'un grand nombre de cadres, de représentations, de structures qui pèsent sur les décisions en matière d'emploi, sont autant dans l'esprit des personnes et dans leur réserve à changer que dans les structures elles-mêmes. Cette thématique apparaît clairement dans les communications sur l'organisation et la GRH. Celles-ci montrent qu'au-delà des idées d'organisation il existe des modes de régulation profonds qui sont à transformer et qu'il existe des modes de mise en qualification des personnes, des modes d'acquisition de compétences collectives, qui passent par de nouvelles formes d'interaction au sein des entreprises. Plusieurs communications ont ainsi traité, sous des angles complémentaires, de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'apprentissage collectif dans les organisations.

Quant aux communications traitant de GRH proprement dite, elles mettent en évidence deux manières de contribuer à cette transformation des problématiques d'emploi. La première consiste à changer d'orientation dans les arbitrages, qu'ils soient techniques ou gestionnaires, en réexaminant les termes de l'alternative quantité/qualité traditionnellement évoquée. La seconde suppose de modifier le mode relationnel entre personnes : la reconsideration des arbitrages techniques, politiques ou organisationnels n'est pas suffisante s'il ne se développe pas, d'une manière ou d'une autre (par apprentissage mimétique, par contrainte, par conviction), des modes relationnels plus respectueux des personnes.

En conclusion, les contributions qui ont été rassemblées sur ce thème général des rapports entre sciences de gestion et problèmes de l'emploi s'avèrent riches et variées. Tout en donnant une bonne illustration de la nécessité de remettre en cause certaines approches, ce colloque a permis d'ouvrir des perspectives de recherche qui pourraient nourrir des rencontres ultérieures.

Bibliographie : Actes du colloque "sciences de gestion et problèmes de l'emploi" (IAE de Lille, CLAREE-IFRESI, septembre 1994).

D) Colloque international "les Professions de l'éducation et de la formation", Lille, 25, 26, 27 septembre 1995

L'Ifrési participe à la production d'un colloque international organisé à Lille les 25, 26, 27 septembre 1995 par le réseau de Recherche "Modes et procès de socialisation" de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française. Ce colloque porte sur "les Professions de l'éducation et de la formation". Il est coordonné par R. BOURDONCLE et L. DEMAILLY.

Bien qu'ils concourent tous à la réalisation d'activités très proches et qu'ils aient jadis, au tournant du siècle, été souvent assumés par les mêmes personnes, les divers emplois de l'éducation des jeunes et de la formation des adultes sont rarement pensés ensemble dans leurs différences, leurs complémentarités et leurs conflits. Le but de ce colloque est d'en fournir l'occasion. Pour ce faire, les organisateurs partent de trois constats :

- Comme pour les autres activités professionnelles, celles d'éducation et de formation sont soumises à un mouvement de rationalisation qui affecte les organisations et les pratiques professionnelles.
- S'appuyant en partie sur ce mouvement, la rhétorique de la professionnalisation empruntée aux sociologues fonctionnalistes a touché la plupart des emplois de ce secteur, mais de manières diverses et en des moments différents selon les activités et les pays. Selon les cas, les efforts de professionnalisation ont répondu à des stratégies de renforcement identitaire et de valorisation promotionnelle pour certains groupes mal reconnus.
- Enfin les activités d'éducation connaissent une assez forte incertitude sur leurs objectifs. En effet les enjeux de l'éducation et de la formation sont des enjeux sociaux et culturels lourds et le consensus autour de ces fonctions reste faible.

Les métiers de l'éducation et de la formation se trouvent ainsi pris entre une exigence de rationalisation, une volonté de professionnalisation, un consensus sur leur caractère socialement prioritaire, et des incertitudes conflictuelles sur leurs objectifs d'action. Ce colloque se propose d'analyser ces contradictions à plusieurs niveaux.

E) Autres Journées d'Étude

Le bâtiment propre de l'IFRÉSI comportant une salle de réunion d'une cinquantaine de places a facilité l'organisation de Journées d'Étude rassemblant un nombre de personnes plus restreint que lors des manifestations indiquées ci-dessus.

* *Atelier international sur l'influence, les réseaux sociaux et les structures discrètes*

Michel FORSÉ a organisé à l'IFRÉSI du 20 au 22 septembre 1993 un atelier international sur l'influence, les réseaux sociaux et les structures discrètes.

Les premiers travaux empiriques sur l'influence (RYAN et GROSS, USA, années 40 puis LAZARSFELD et al.) ont préfiguré l'importance explicative des structures relationnelles. Il s'est agi lors de cette réunion de faire le point de travaux en cours dans les domaines des réseaux personnels (relations de confidence) et complets (organisation). Les questions méthodologiques ont été également abordées : en amont à propos de l'échantillonnage, et en aval sur ce que peuvent apporter les méthodes discrètes (treillis de GALOIS par exemple) à l'analyse des résultats d'enquêtes.

Participants : DEGENNE Alain, DUQUENNE Vincent, FERRAND Alexis, FLAP Hendrik, FORSÉ Michel, LANG Harmut, LAZÉGA Emmanuel, MOUNIER Lise, SCHWEIZER Thomas, SNIJDERS Tom, STOKMAN Frans, VAN METTER Karl, WHITE Douglas, WIPPLER Reinhart

* *L'évaluation des aides publiques à l'insertion et la réinsertion*

Journée d'études organisée par Didier DEMAZIÈRE (Clerse - Ifrési) avec Éric VERDIER (Cereq), Lille Ifrési, 25 janvier 1994. Cette journée a rassemblé une soixantaine de participants et a bénéficié de 18 communications.

* *Séminaire "Marchés locaux du logement" mars à juin 1994*

Dans le cadre d'un réseau national constitué en GDR, un premier séminaire de quatre journées a rassemblé à Lille, à l'invitation de F. CALCOEN et D. CORNUEL (LABORES) de mars à juin 1994 une trentaine de chercheurs, afin de confronter problématiques et méthodologies sur le fonctionnement des marchés locaux du logement en privilégiant trois entrées : l'approche par la mobilité, le logement comme bien de consommation et comme actif, les phénomènes de diffusion des prix et les modèles de marchés complets. Un ouvrage est en préparation à partir des travaux de ce séminaire.

* *Séminaire "Production du territoire - 94"*

Organisé par le LARU (École Centrale), le LGH (Lille I), et l'URA 1040 (Lille III) sous la responsabilité de F. CUÑAT, ce séminaire a donné lieu aux manifestations suivantes :

- *des séances centrées sur la cartographie historique (22-23 juin 1994)*

Les travaux ont porté essentiellement sur le rôle respectif des diverses caractéristiques sociales et économiques dans l'organisation des formes spatiales de la ville: l'industrialisation, les équipements, le rôle du commerce et des échanges, ainsi que du pouvoir urbain, à propos des cas de Séville, Saragosse, Strasbourg et Lille.

Ils débouchent sur des contributions à l'Atlas historique des villes européennes, notamment Lille. Cette démarche est conduite en collaboration avec le Centre de recherches historiques sur la ville de l'Université de Strasbourg (J.L. PINOL) et l'Université Polytechnique de Barcelone (M. GUARDIA, F.J. MONCLUS, J.L. OYON).

- *une Table-Ronde internationale sur le thème "Représentations cartographiques et décisions en aménagement du territoire" (24 juin 1994 à L'École Centrale de Lille)*

Prenant en compte "l'utilisation" grandissante de la cartographie en tant que moyen de communication et d'information, les travaux ont insisté sur la nécessité de dépasser la simple spatialisation de données en cherchant à établir une grille de lecture soumise aux acteurs et agents de

l'aménagement. Ainsi comprise la démarche cartographique devient un élément du processus décisionnel.

Cette rencontre a permis aux chercheurs et doctorants de l'IFRESI intéressés par ces questions de débattre avec des représentants d'autres centres de recherche (Londres, GIP-RECLUS de Montpellier, Bruxelles, Moscou, Saragosse, Liège, Toulouse le Mirail, Maison des Sciences de la Ville de Tours, Lausanne, Paris III) ou d'institutions (INSEE, CNFPT, Direction de la Planification du Conseil Régional, Mairie de Villeneuve d'Ascq, Chambre de Commerce, Société ICAT).

- *Des séances de méthodologie et d'échanges d'expériences, autour du thème "La cartographie dans le développement régional et la planification urbaine"* (25 juin 1994), organisées avec le concours de l'Agence Régionale de Développement NPC, le Comité des Communes et Régions d'Europe et la D.G. XVI, au cours desquelles ont été examinés les travaux conduits à Athènes, Bruxelles, Lille, Lisbonne, Londres, Valencia et Saragosse. Le programme a été élaboré en association avec l'Université de Saragosse (J.L. CALVO).

* *Le déclin des activités minières en Europe*

Journée organisée par O. KOURCHID, J.C. RABIER (CLERSE - IFRÉSI) , U. BURGHARDT (EHESS), Lille Ifrési, 6 mars 1995

5.3. SÉMINAIRES DES UNITÉS OUVERTS À L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS À LA FÉDÉRATION

Les unités participant à l'IFRÉSI ou des composantes ou groupes de travail de ces unités tiennent régulièrement un ensemble de séminaires, dont une partie se déroule dans le bâtiment propre de l'IFRÉSI et d'autres sur les campus universitaires.

Au cours des deux dernières années, une "ouverture" assez générale des séminaires tenus par les différentes unités a été opérée au bénéfice des autres participants à la fédération. Pour diffuser l'information à propos de ces séminaires et plus généralement sur la vie de la fédération et des unités, est publié depuis janvier 1994 un quatre pages interne mensuel "IFRÉSI-INFOS".

Pour des précisions sur le détail de ces séminaires, nous renvoyons aux rapports des unités.



7. LES PARTENAIRES DE LA RECHERCHE : L'EXEMPLE DE LA COOPÉRATION AVEC LE RÉSEAU NORD-PAS DE CALAIS TECHNOLOGIE

Les chercheurs des équipes participant à l'IFRÉSI entretiennent de très nombreux liens avec les partenaires privés et publics de la recherche. La structure fédérative offre ici des avantages importants.

On renverra aux rapports d'activité des formations participant à l'IFRÉSI pour une présentation de ces très nombreux liens. On se bornera ici à donner un exemple particulier des apports de la structure fédérative. Il s'agit de la coopération avec le Réseau Nord-Pas de Calais Technologie.

À partir du 1er juillet 1993, l'IFRÉSI a accueilli, dans le cadre de ses activités scientifiques, le siège social du Réseau Nord-Pas de Calais Technologie (RDT), en liaison avec une recherche opérée sous la responsabilité de Christian MAHIEU.

Le Réseau est un dispositif très léger (un animateur et une secrétaire). Il a été créé par l'A.N.V.A.R., la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie, le Conseil Régional, les Conseils Généraux du Nord et du Pas de Calais, le Comité Interprofessionnel Social et Économique, la Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie, la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement. Il a pour but d'organiser et de coordonner les activités et les relations industrielles de 70 organismes régionaux d'aide au développement des petites et moyennes entreprises déjà existantes.

La collaboration entre le RDT et l'IFRÉSI s'inscrit dans une densification progressive des relations entre d'une part les responsables régionaux particulièrement en charge des politiques orientées vers les P.M.E. et P.M.I. régionales, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche issus des sciences pour l'ingénieur et d'autre part une équipe de chercheurs en sciences sociales travaillant dans le cadre du programme scientifique de l'IFRÉSI. Le thème central des travaux que ces derniers développent est celui des politiques d'intermédiation technologique dont l'objet est de rapprocher, notamment par des modalités organisationnelles, l'offre et la demande régionales de technologie.

Les rapports entre l'IFRÉSI et le RDT s'inscrivent à la suite de travaux d'études et de recherche antérieures menées sur des organismes d'intermédiation mises en place sur la période 1986-1993 : les Pôle Productique et Mécanique, le Réseau Régional de C.A.O., le Centre Régional de Génie Industriel et l'Association Nord-Pas de Calais Technopole.

Les observations que les chercheurs de l'IFRÉSI ont pu mener montrent que le RDT tend à valoriser les résultats de 10 ans de politiques régionales dans les domaines du transfert et de l'intermédiation technologique, notamment en mettant en œuvre une approche professionnelle et non plus uniquement technologique des relations entre l'offre et la demande régionales de technologie. Cette professionnalisation prend la forme d'un regroupement de personnes directement chargées des relations avec les entreprises, de la mise en place de programmes de formation sur les thèmes généraux du développement technologique en entreprise, du respect d'un code de déontologie, de la conception de programme d'actions collectives venant compléter les actions individuelles que l'ensemble des organismes que le Réseau regroupe entretient avec les P.M.I. régionales.

La collaboration entre l'IFRÉSI et le RDT s'est déroulée à plusieurs niveaux et a été à l'origine de différents produits (communications, rapports d'étude, articles publiés ou en cours de publication). Tout d'abord, par la présence, en tant qu'expert, de l'un de ses chercheurs (C. MAHIEU) au Comité d'Orientation qui regroupe également des entreprises régionales, des organisations institutionnelles et professionnelles locales. Ensuite, par la participation de deux chercheurs aux travaux de deux Groupes de Travail regroupant des membres actifs du RDT et réfléchissant à la stratégie à mettre en œuvre dans les domaines de la formation et de la prospection. Et enfin, par la réalisation d'une étude sur le thème de la prospection.

Cette étude, dont l'importance du thème a pu être mis en avant dans le cadre de travaux menés sur d'autres organismes (notamment lors de l'évaluation du Centre Régional de Génie Industriel effectuée en collaboration avec le cabinet AEGIST), se fixait comme objectifs de mettre en évidence les pratiques

des principaux organismes adhérents au Réseau afin d'entrer en relation avec les entreprises régionales et d'établir un bilan des relations industrielles visant à dégager les secteurs économiques et les catégories d'entreprises les plus en contact avec les organismes régionaux d'aide au développement. Derrière cette interrogation, nous trouvons une réflexion sur la façon dont les systèmes régionaux d'innovation et de production se rencontrent, et sur le développement par l'offre de politique publique de stratégies adéquates permettant d'établir des relations durables avec la demande. A partir du bilan, un second travail effectué cette fois par l'Agence Régionale de Développement mais toujours en partenariat avec l'IFRÉSI consistera à monter des opérations d'interventions destinées à des groupes d'entreprises-cibles selon une méthodologie conçue par les chercheurs de l'IFRÉSI : pour chacun de ces groupes, il s'agira de déterminer des points d'entrée, d'effectuer une micro-étude d'exploration des caractéristiques économiques et technologiques et de mettre en évidence des thèmes d'intervention adaptés aux besoins spécifiques des groupes.

*

* * *

